SYSTÈMES ET FAITS SOCIAUX

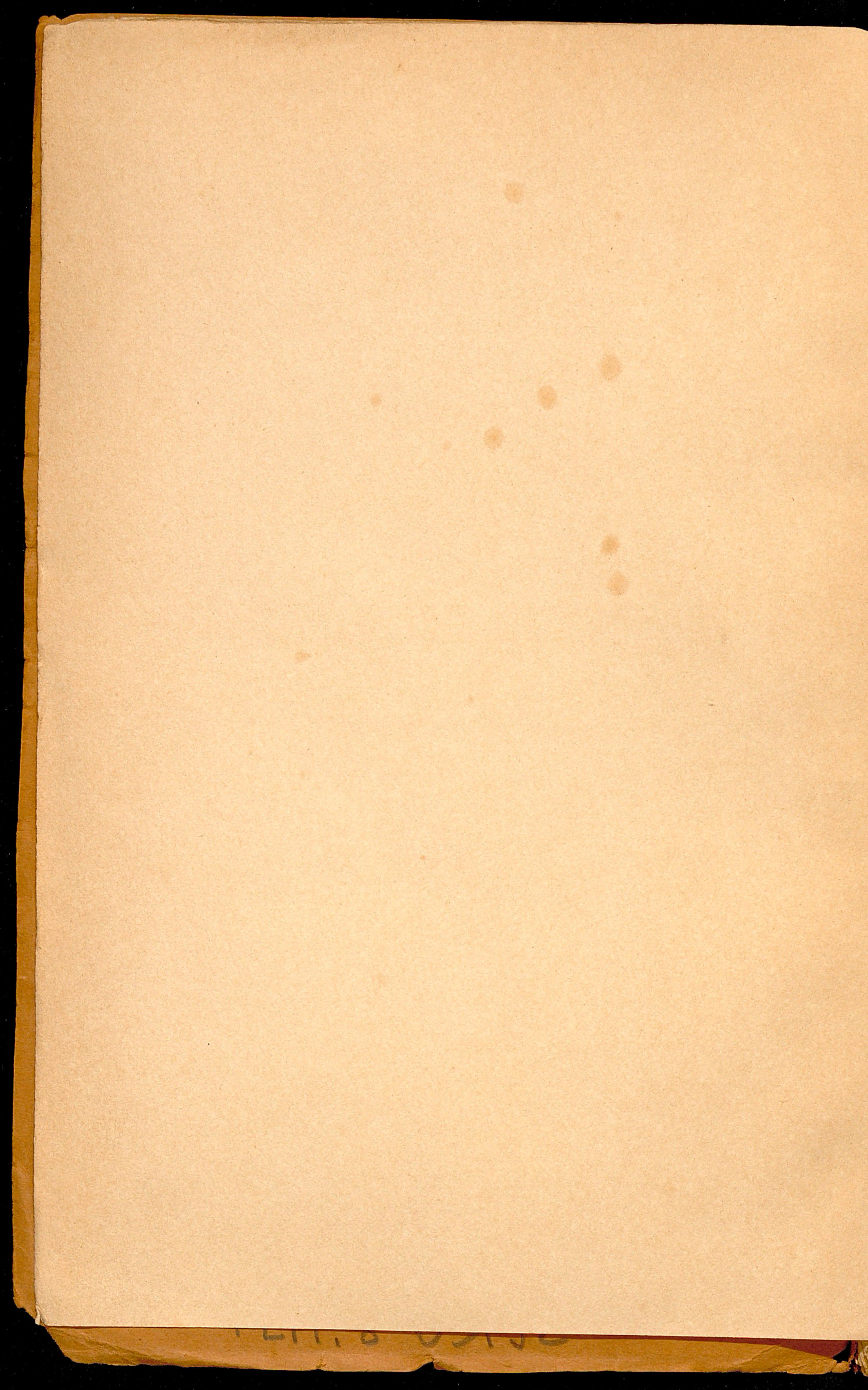
*Karl KAUTSKY*

# Le Programme Socialiste

Traduction L. RÉMY



PARIS
LIBRAIRIE MARCEL RIVIERE ET C^ie



# LE
# PROGRAMME SOCIALISTE

COLLECTION

" SYSTÈMES & FAITS SOCIAUX "

---



---

SYSTÈMES ET FAITS SOCIAUX

---

*Karl KAUTSKY*

# Le Programme Socialiste

**Traduction L. RÉMY**






PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE ET Cie
31, rue Jacob et rue Saint-Benoît, 1
—
1910

# PRÉFACE

Cet écrit parut d'abord en Allemagne, en 1892, comme commentaire du programme que la Social-Démocratie allemande venait de se donner à Erfurt à l'automne de 1892. J'ai fait subir au texte original, pour l'édition française, quelques modifications, d'ailleurs sans grande importance.

Les programmes de presque tous les partis socialistes reposent aujourd'hui sur les mêmes principes théoriques. Il suffisait donc d'écarter quelques renvois au programme spécial d'Erfurt, pour faire de mon commentaire à ce programme un commentaire de l'évolution générale des idées socialistes, et pour transformer son caractère plus particulièrement allemand en un caractère international.

Puis j'ai remplacé la documentation statistique de la première édition, vieillie puisqu'elle s'appuyait sur la statistique industrielle allemande de 1882, par les données que m'a fournies la statistique de l'Empire allemand de 1895.

Enfin, j'ai procédé à une révision générale tendant à rechercher si les discussions déchaînées en 1898 par le livre bien connu de Bernstein nécessitaient quelques changements. J'ai pu voir une fois de plus à cette occasion combien ces discussions ont été stériles, combien il en est sorti peu de chose. Elles ne m'ont déterminé à aucun changement essentiel dans mon livre.

En *un seul point* je me suis vu obligé de modifier quelque peu ce que j'avais exposé en 1891. Il s'agissait du recul de la petite agriculture. Mais si je n'avais pu maintenir à ce sujet tout ce que j'avais écrit il y a treize ans, ce n'est nullement imputable au mouvement de révision provoqué par Bernstein. Lui-même n'a rien dit d'important au sujet de la question agraire. S'il a fallu modifier dans une certaine mesure, au moins pour un temps prochain, notre manière d'envisager le recul de la petite exploitation en agriculture, cela est dû non pas à de nouvelles conceptions ou critiques, mais à des faits nouveaux, qui ne s'étaient pas manifestés il y a une dizaine d'années, et que de nouvelles constatations statistiques ont mis en lumière, notamment en Allemagne et en Angleterre. Les faits nous obligent à une modification, mais nullement à une volte-face complète de nos conceptions sur l'évolution de l'agriculture. Et lorsque David et ses amis concluent qu'en agriculture l'avenir est à la petite exploitation, il n'y a là qu'une généralisation hâtive de quelques phénomènes locaux très récents, généralisation qui ne prouve rien d'autre que la façon de penser « petite-bourgeoise » de ses auteurs.

Abstraction faite de ces modifications, l'édition française est une reproduction fidèle de l'original allemand.

C'est pour moi un agréable devoir que de remercier ici le traducteur, M. Léon Rémy, pour les bons soins qu'il a donnés à cette reproduction.

K. KAUTSKY.

Berlin, 3 mars 1909.

# PRÉFACE A L'ÉDITION ALLEMANDE

A l'occasion des discussions que souleva le projet de doter le parti démocrate socialiste allemand d'un nouveau programme, je fis une proposition dans la *Neue Zeit;* je demandai que l'on composât un commentaire populaire de ce programme qui développerait, établirait et fonderait ses thèses brèves et nues.

Invité à réaliser moi-même mon projet, je me mis à l'œuvre, mais je trouvai bientôt qu'il était impossible de rester dans les limites d'un manifeste comme je l'avais pensé tout d'abord, du moins si l'on voulait exposer, d'une façon complète et intelligible pour tous, les principes qui permettent de porter un jugement sur notre parti. Il aurait fallu, en effet, me borner à les caractériser brièvement, et dans l'hypothèse la plus favorable, je n'aurais pu donner qu'un maigre pastiche du *Manifeste communiste,* exigeant lui-même, comme ce dernier, pour être compris, certaines connaissances préliminaires d'économie et d'histoire. Ou bien encore, j'aurais dû me contenter d'expliquer quelques propositions principales peu nombreuses. C'est ce que j'ai fait, d'ailleurs, dans une brochure, qui parut en même temps que le petit livre.

Mais cette brochure ne remplit pas le but que j'avais en vue en faisant ma proposition. A côté des courtes brochures qui attirent l'attention des masses sur nos efforts, nous avons besoin d'une sorte de *Catéchisme de la démocratie socialiste,* d'un *Manuel,* destinés à ceux qui veulent se familia-

riser davantage avec le cours des idées socialistes, d'un guide pour le propagandiste, qui doit y initier autrui. Un écrit semblable manque encore à notre littérature. Toutes les œuvres de la littérature allemande qui dépassent l'étendue d'une brochure sont des monographies, dont chacune étudie un ou plusieurs côtés du socialisme moderne, mais dont aucune ne les examine tous. Sans doute, cette littérature est, dès aujourd'hui, assez importante pour permettre d'entendre nos principes sous tous les rapports. Si l'on a lu et compris le *Capital,* de Marx, les écrits de Engels, sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre,* le *Socialisme utopique et le Socialisme scientifique,* l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat,* puis *La Femme et le Socialisme,* de Bebel, et enfin *le Manifeste communiste,* que nous avons déjà cité et qui, comme un fil rouge, traverse toutes ces œuvres et les inspire (1), on est certes capable déjà de saisir, sous toutes ses faces, l'ensemble des idées socialistes modernes.

Mais la lecture de ces livres n'est pas l'affaire de tout le monde. Il manquait jusqu'à maintenant une œuvre intermédiaire entre les brochures et les travaux spéciaux. On n'a pas encore exposé et fondé, d'une façon populaire mais suffisamment complète et approfondie cependant, l'ensemble des principes de la démocratie socialiste.

Le présent travail a pour objet d'essayer de combler cette lacune. A propos du programme d'Erfurth, nous nous proposons d'exposer le monde des idées socialistes sous chacun de ses rapports essentiels, et qu'il est important de connaître pour comprendre la démocratie socialiste. Il n'est naturelle-

---

(1) La *Situation de la classe ouvrière en Angleterre* a bien été publiée deux ans avant le *Manifeste communiste*, mais cette œuvre est déjà conçue dans le même esprit que ce dernier.

ment pas question ici de légitimer systématiquement, scientifiquement le socialisme ; il s'agit, avant tout, de fournir à chacun les connaissances qu'exige l'action pratique de la démocratie socialiste. Aussi nous contentons-nous d'effleurer en quelques mots les théories générales fondamentales ; nous nous bornons à donner les résultats auxquels est arrivée la science, sans les prouver et sans les analyser. Approfondir davantage ces théories est l'objet de l'étude spéciale. Par contre, nous nous étendons sur une série de questions de détail qui nous touchent de plus près et fournissent, en ce moment, matière à de vives discussions ; citons, par exemple, la disparition de la petite exploitation, les cartels, la surproduction, la position de la classe ouvrière vis-à-vis de l'action politique et syndicale, etc., et surtout la question de la « société future ».

En somme, la présente étude, telle qu'elle est conçue, ne nous offre qu'un aperçu des idées déjà exprimées dans les œuvres fondamentales de la littérature démocrate socialiste. Mais ce projet assez large impose par endroits l'obligation d'étudier des sujets dont la littérature de notre parti ne s'est pas encore préoccupée ou qu'elle a traités isolément. Nous espérons donc que tous nos lecteurs, ceux qui, jusqu'à présent, se sont tenus éloignés de notre parti, et ceux qui connaissent notre littérature rencontreront, dans cet opuscule, plus d'une pensée nouvelle pour eux.

Enfin, j'ai l'agréable devoir de remercier ici mon cher ami et collaborateur, *Edouard Bernstein,* pour l'assistance qu'il m'a prêtée dans ce travail comme dans beaucoup d'autres, en m'éclairant de ses conseils et de ses observations critiques.

K. KAUTSKY.

Stuttgart, juin 1892.

# LE PROGRAMME SOCIALISTE

---

## CHAPITRE PREMIER

### Disparition de la petite industrie.

---

#### I. — *Petite industrie et propriété privée.*

Plus d'une personne croit faire preuve de sagesse quand elle nous déclare : « Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il en est aujourd'hui comme il en a toujours été et comme il en sera toujours. » Rien de plus inexact, de plus faux que cette affirmation. La science la plus récente nous enseigne qu'il n'y a jamais repos, que, dans la société comme dans la nature, on peut observer une constante évolution.

Nous savons aujourd'hui qu'à l'origine, l'homme, comme l'animal, ne vivait que des produits que la nature lui offrait spontanément et qu'il recueillait. Mais peu à peu il inventa des armes, des outils de plus en plus perfectionnés. Il devint pêcheur, chasseur, pasteur, enfin agriculteur sédentaire et artisan. L'évolution progressa de plus en plus rapidement jusqu'à ce qu'aujourd'hui, à l'époque de la vapeur et de l'électricité, sa marche ait pris une accélération telle, sans comparaison avec les périodes antérieures, que nous pouvons la suivre de nos propres yeux. Et il se trouve encore des gens qui, prenant un air de supériorité, veulent nous apprendre qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil !

La façon dont l'homme crée sa subsistance, crée (produit) les richesses nécessaires dépend de la qualité des outils, des matières premières, bref des moyens dont il dispose pour établir des produits, dépend des moyens de production. L'homme n'a jamais travaillé isolément, mais au contraire toujours en *sociétés* plus ou moins grandes, dont la forme est déterminée par le mode de production qui règne à une époque.

A l'évolution de la production répond donc une *évolution sociale*.

Les formes de la société et les rapports de ses membres entre eux sont donc intimement liés aux formes de propriété que cette société reconnaît et maintient. L'évolution de la propriété suit donc pas à pas l'évolution de la production.

Un exemple va nous l'expliquer. Nous l'emprunterons à l'économie paysanne.

Une exploitation paysanne régulière comprend deux domaines économiques : *l'élève du bétail* et *l'agriculture*. Chez nous, jusqu'au XVII^e siècle, le système du pâturage prédominait dans l'élevage du bétail. Mais ce procédé implique la *propriété commune* du sol. Il serait absurde que le paysan voulût isoler pour lui seul son petit lopin, l'enclore, entretenir un berger particulier pour ses quelques bestiaux. Aussi là où le système du pâturage est encore en vigueur, le paysan s'attache-t-il obstinément au maintien du pâturage communal, du berger communal.

Il en est autrement dans l'agriculture quand on l'exerce avec les simples instruments que possède le paysan sans avoir recours aux machines. Dans ces circonstances, la culture collective de toute la terre arable d'une commune n'est ni nécessaire ni favorable à la production. Les instruments dont dispose l'agriculture paysanne imposent une condition ; il faut que le paysan, soit seul, soit assisté de quelques aides peu nombreux (d'un groupe tel que le constitue la famille paysanne), cultive particulièrement un petit lopin de terre. La culture sera d'autant plus scrupuleuse,

le rendement sera d'autant plus abondant que le cultivateur pourra plus librement disposer de sa terre et profitera plus pleinement des fruits de son travail et des améliorations apportées à son champ. L'agriculture à ses débuts entraîne la petite exploitation, mais celle-ci, pour se développer complètement, exige la propriété privée des moyens de production.

Aussi voyons-nous, chez les anciens Allemands par exemple, la propriété commune du sol, qui prédomina chez eux tant que le système du pâturage (et la chasse) constitua le meilleur procédé de gagner leur subsistance, disparaître de plus en plus et faire place à la propriété privée de la terre à mesure que progressait la petite agriculture.

La substitution de l'étable au pâturage donna le coup de grâce à la propriété commune de la terre.

Ainsi, sous l'influence de l'évolution économique, par suite des progrès de l'agriculture, le paysan, de communiste qu'il était, est devenu un partisan fanatique de la propriété privée.

Ce que nous avons dit du petit paysan s'applique également à l'artisan. Le métier n'exige pas qu'un grand nombre d'ouvriers travaillent en commun. Chaque artisan produit soit seul, soit avec le concours d'un ou deux aides, d'un ou deux ocmpagnons, qui font partie de sa famille, de son ménage. Comme le paysan, l'artisan seul, ou avec l'aide de sa famille, suffit aux nécessités de son exploitation. Aussi l'artisan, comme le petit paysan, a-t-il besoin de la propriété privée des moyens de production qu'il emploie et des produits qu'il crée pour pouvoir développer pleinement sa productivité, sa force productive. Dans la petite industrie, le produit de l'ouvrier dépend de sa personnalité, de son habileté technique, de son application, de sa persévérance. Il le réclame comme sa propriété personnelle. Mais il ne peut développer pleinement sa personnalité au cours de la production que s'il est personnellement libre et s'il dispose librement de ses moyens de production, en un mot que si ces derniers sont sa propriété privée.

Le parti socialiste l'a reconnu en termes exprès. Mais il ajoute en même temps que l'évolution économique de la société bourgeoise amène naturellement, nécessairement la disparition de la petite industrie.

Suivons donc cette évolution.

## II. — *Marchandise et capital.*

La petite culture et le métier forment les points de départ de la société bourgeoise.

A l'origine, la famille paysanne satisfaisait seule à tous ses besoins. Elle créait tous les moyens de subsistance et de jouissance qui lui étaient nécessaires, tous les outils, tous les vêtements de ses membres, elle bâtissait elle-même sa maison, etc. Elle produit tout ce qui lui était nécessaire, mais pas davantage. Mais avec le temps et les progrès de l'agriculture aidant, elle arriva à créer un excédent de produits dont elle-même n'avait pas immédiatement besoin. Elle put ainsi échanger ce superflu contre des produits qu'elle ne savait pas établir, ou qu'elle n'arrivait pas à créer en quantité suffisante, mais qui n'en étaient pas moins les bienvenus; c'étaient, par exemple, une parure, une arme ou un outil. Par l'échange, ces produits se transforment en *marchandises.*

Une marchandise est un produit destiné non à être employé ou consommé dans la sphère économique où il a été créé, mais à être échangé contre le produit d'une autre sphère économique. Le blé que le paysan cultive pour sa consommation personnelle n'est pas une marchandise ; celui qu'il cultive pour le vendre en est une. Vendre signifie seulement échanger une marchandise déterminée contre une autre que tout le monde accepte avec plaisir et qui, de cette façon, devient de *l'argent,* l'or par exemple.

Comme nous l'avons vu, au cours de l'évolution, le paysan devient un producteur de marchandises. L'artisan dans le métier

indépendant qu'il exerce est originellement un producteur de marchandises. Et ce dernier ne se contente pas de vendre un excédent de produits ; chez lui, c'est la production pour la *vente* qui passe au premier plan.

Mais l'échange des marchandises est soumis à deux conditions : il faut, *en premier lieu,* que les diverses exploitations ne produisent pas toutes le même objet, il faut qu'une *division du travail* se soit produite dans la société ; il faut *en second lieu* que les échangistes aient la libre disposition des produits qu'ils troquent, que ceux-ci soient leur propriété privée.

A mesure qu'au cours de l'évolution économique la division du travail progresse au sein des diverses professions et que la propriété privée voit croître son extension et son importance, la production du producteur pour son propre usage perd, en général, de plus en plus du terrain et se voit supplantée par la production de marchandises.

La division du travail aboutit finalement à faire aussi de l'achat et de la vente l'objet d'un métier spécial auquel se consacre exclusivement une classe d'hommes, les *marchands.* Ils se ménagent un revenu en achetant bon marché et en vendant cher. Cela ne veut pas dire qu'ils peuvent fixer arbitrairement le prix des marchandises. Le *prix* d'une marchandise dépend en fin de compte de sa *valeur.* Mais celle-ci est déterminée par la masse de travail exigée en général pour son établissement. Cependant, le prix d'une marchandise ne coïncide presque jamais exactement avec sa valeur. Il n'est pas, comme la valeur, uniquement déterminé par les conditions de production, mais par les conditions du marché, par le rapport de l'offre et de la demande. Il dépend de la quantité de marchandises mise sur le marché, de la quantité demandée. Mais le prix lui aussi est soumis à certaines lois. A des moments déterminés, dans des lieux déterminés, il est également déterminé. Si donc le marchand cherche à se ménager un excès du prix de vente de la marchandise sur son prix d'achat, à s'as-

surer un *bénéfice*, un *profit*, il ne peut ordinairement y arriver qu'en achetant sa marchandise dans un endroit, à un moment où elle est bon marché et en la vendant à un moment ou dans un endroit où elle est chère.

Quand le paysan ou l'artisan achète des marchandises, il le fait parce qu'il en a besoin, lui ou sa famille. Le marchand achète des marchandises non pour les consommer lui-même, mais pour les utiliser de telle façon qu'elles lui assurent un *profit*. Les marchandises, les sommes d'argent que l'on emploie dans ce but sont du *capital*.

D'aucune marchandise, d'aucune somme d'argent, en soi et pour soi, on ne peut dire qu'elle est ou n'est pas du capital. Tout dépend de son emploi. Le tabac qu'achète un marchand pour le revendre avec bénéfice, constitue pour lui du capital. Le tabac qu'il achète pour le fumer lui-même ne constitue pas un capital pour lui.

La forme primitive du capital est celle du *capital marchand*. Le *capital usuraire*, dont le bénéfice est constitué par *l'intérêt* que le capitaliste touche pour des marchandises ou des sommes prêtées, est presque aussi ancien.

Le capital se forme quand la production de marchandises est arrivée à un certain stade. Il se fonde naturellement sur la propriété privée qui forme la base de toute la production de marchandises. Mais sous l'influence du capital, la propriété privée revêt un tout autre aspect, ou plutôt elle présente dès lors deux faces. Outre son côté petit bourgeois, correspondant aux conditions de la petite industrie, elle offre un côté capitaliste. Les défenseurs de la propriété privée actuelle n'indiquent que son côté petit bourgeois. Il faut cependant être aveugle pour ne pas apercevoir le côté capitaliste de la propriété privée.

Au stade de l'évolution économique dont nous nous occupons maintenant, quand le capital n'est encore que du capital marchand ou du capital usuraire, seuls quelques traits de ce caractère capitaliste sont visibles ; il est vrai de dire qu'ils sont remarquables.

Sous le régime de la petite exploitation, le revenu du paysan ou de l'artisan dépend en première ligne de sa *personnalité* propre et de celle des membres de sa famille, de son application, de son habileté, etc. Par contre, la masse du profit réalisé par le marchand est d'autant plus considérable qu'il a plus *d'argent* pour acheter des marchandises, qu'il possède plus de marchandises à vendre. Si je vends 10.000 livres de tabac, mon profit, toutes choses égales d'ailleurs, sera 100 fois plus important que si je ne puis en vendre que 100 livres. La même observation s'applique à l'usurier. Le revenu du capitaliste, comme capitaliste, dépend donc en première ligne de la *grandeur de son capital.*

La force de travail et les facultés de l'individu sont limitées ; il en est de même de la quantité de produits qu'un ouvrier peut fabriquer dans certaines conditions. Il est une certaine moyenne qui ne peut être franchie. Mais où il est possible d'accumuler l'argent à l'infini, il n'y a plus là ni terme ni mesure. Et plus quelqu'un possède d'argent, plus cet argent en produit d'autre s'il est employé comme capital. Ainsi la possibilité d'acquérir des *richesses immenses* est donnée.

Mais la propriété privée rend encore possible une autre éventualité. La propriété privée des *moyens de production* signifie que chacun peut légitimement les acquérir, elle signifie aussi que chacun a la faculté de les *perdre,* de perdre la source de son existence, de tomber dans la plus complète *indigence.* Le capital usuraire suppose la misère. Quiconque possède ce dont il a besoin n'empruntera pas. Exploitant la gêne du miséreux, le capital usuraire constitue un moyen de l'accroître.

Gain sans travail — richesse immense des uns — misère complète des autres — tels sont les traits que nous offre la propriété privée sous son aspect capitaliste. Mais tant que le capital commercial et le capital usuraire en sont encore à leurs débuts, ces côtés défavorables restent voilés. Le caractère le plus funeste, le paupérisme, ne se manifeste que faiblement, le dénûment est

exceptionnel, n'est pas le cas pour de grandes masses populaires.

Comme les autres exploiteurs qui surgissent à leur côté, par exemple au moyen âge, le propriétaire foncier, sur lequel nous ne pouvons nous étendre sans risquer de nous écarter du sujet, le marchand et l'usurier sont, à cette période, intéressés au maintien et à la prospérité des petites exploitations à la ville et à la campagne. Le proverbe est encore vrai : Si le paysan a de l'argent, tout le monde en a. Le commerce ne tue pas la petite industrie, il la favorise dans certaines circonstances. L'usurier saigne son débiteur, mais n'a pas d'intérêt à sa perte La privation des moyens de production, la pauvreté, dans ces conditions, n'apparaît pas comme un phénomène social régulier ; c'est un malheur particulier résultant d'accidents extraordinaires ou d'une incapacité extraordinaire. La pauvreté passe pour une épreuve envoyée par Dieu ou pour un châtiment de la paresse, de la légèreté, etc. Cette conception est encore fort en crédit dans la sphère de la petite bourgeoisie, et pourtant le manque de biens est devenu un phénomène tout différent de ce qu'il était alors.

### III. — *Le mode de production capitaliste.*

Au cours du moyen âge, le *métier* s'est développé de plus en plus en Europe. La division du travail dans la société s'est accrue. C'est ainsi que le tissage, par exemple, se divisa en tissage de coton, tissage du lin et tissage de la futaine ; diverses professions liées au tissage, celle des tondeurs de draps, par exemple, se constituèrent en métiers distincts. En même temps, le commerce se développe, à la suite surtout des améliorations apportées dans les moyens de transport, en particulier dans la construction des navires.

Il y a 400 ans, le métier était à son apogée, c'était également une

époque de prospérité commerciale. On trouva la route qui menait par mer aux *Indes,* ce pays fabuleux aux richesses immenses, on découvrit l'*Amérique* avec ses gisements inépuisables d'or et d'argent. Un flot de richesses se répandit sur l'Europe, richesses que des aventuriers européens avaient ramassées dans les pays nouvellement découverts grâce au commerce, à la tromperie, au vol. La part du lion échut aux maîtres du commerce, capables d'équiper des vaisseaux et de les pourvoir d'un équipage nombreux, énergique, aussi audacieux que peu scrupuleux.

Mais à la même époque se constituait aussi l'Etat moderne, l'Etat centralisé, militaire, bureaucratique. Il prit d'abord la forme de la *monarchie absolue.* Cet Etat répondait aux besoins de la classe capitaliste, mais l'appui de celle-ci ne lui était pas moins indispensable. L'Etat moderne, où la production de marchandise est déjà développée, ne tire pas sa force des services personnels, mais de ses recettes, de l'argent qui lui revient. Aussi les monarques avaient les plus grandes raisons de protéger et de favoriser ceux qui faisaient rentrer de l'argent dans le pays, les marchands, les capitalistes. Pour reconnaître cette protection, les capitalistes prêtèrent de l'argent aux monarques et aux Etats, en firent leurs débiteurs, les mirent sous leur dépendance et forcèrent le pouvoir public à servir réellement les intérêts capitalistes en rendant la sûreté aux voies de communication, en les développant, en conquérant et en conservant des colonies d'outre-mer, en faisant la guerre aux nations commerciales rivales, etc.

Les manuels d'économie politique enfantins nous racontent qu'il faut chercher la source du capitalisme dans *l'épargne.* Mais nous avons appris à connaître une origine toute différente du capital. Les richesses les plus considérables des nations capitalistes sont dues à leur *politique coloniale,* c'est-à-dire au pillage de pays étrangers, sont nées de la *piraterie,* de la *contrebande,* du *commerce des esclaves,* des *guerres commerciales.* L'histoire de ces peuples nous offre jusqu'au cours de notre siècle des exemples

suffisants de ces méthodes d'*épargner* du capital. L'aide de l'Etat a montré qu'elle était un moyen puissant de favoriser cette épargne si particulière.

Mais les découvertes de nouvelles régions, de nouvelles routes commerciales n'eurent pas seulement pour effet de rapporter aux commerçants des richesses considérables, elles dotèrent de marchés plus vastes l'industrie des nations européennes adonnées à la navigation, de l'Angleterre en particulier, qui devint la maîtresse des mers. Le métier était incapable de satisfaire aux exigences si rapidement croissantes du marché. *L'écoulement par masses* appelait la *production par masses* ; le marché, devenu plus vaste, rendait indispensable une production répondant à ses besoins, c'est-à-dire dépendant absolument des commerçants.

Les négociants avaient tout intérêt à produire eux-mêmes par masses et de satisfaire ainsi aux demandes d'un marché plus étendu. Ils possédaient des moyens financiers suffisants pour acheter en quantité convenable tout ce qui était nécessaire à la production, matières premières, outils, ateliers, *forces de travail.* Mais où prendre ces dernières ? Il n'y avait plus en Europe d'esclaves que l'on pût acheter. Mais un ouvrier, possesseur de ses propres instruments de travail ou appartenant à une famille les possédant ne vend pas sa force de travail. Il préfère travailler pour lui-même ou pour sa famille, de façon que tout le produit de son travail lui revienne ou reste entre les mains de sa famille. Il vend le *produit de son travail,* il ne vend pas sa *force de travail.* Remarquons en passant qu'il faut se garder de l'expression : vendre son *travail.* On ne peut vendre le travail qui est une activité. Mais, habituellement, on use du terme travail non seulement pour désigner une activité, mais encore pour dénoter le *résultat* de cette activité, le *produit du travail,* et également pour dénoter la *force* qui se manifeste dans le travail, la *force de travail.* L'emploi du terme de travail dans le cas précédent permet à tous les économistes qui veulent maintenir les travailleurs et les petits bourgeois

dans l'ignorance de leur situation de confondre, d'identifier les choses les plus différentes.

Mais revenons à notre marchand que nous avons laissé en quête d'ouvriers. Il ne peut s'agir pour lui d'employer les possesseurs des petits métiers ou leurs familles. Le marchand doit chercher des ouvriers ne possédant pas de moyens de production, qui ne disposent que de leur force de travail, si bien qu'ils se voient contraints de la vendre pour pouvoir vivre. Le développement pris par la production des marchandises et par la propriété privée avait, comme nous l'avons vu, déjà donné naissance à de semblables non-possédants. Mais à l'origine ils étaient peu nombreux ; pour la plus grande partie, ils se composaient soit de personnes incapables de travailler, infirmes, malades, vieillards, ou de paresseux. Le nombre des travailleurs complètement libres qui étaient dénués de toute propriété était minime.

Mais une circonstance heureuse pourvut à cette nécessité : précisément au moment où chez les marchands, la demande de travailleurs privés de propriété devenait considérable, des masses d'ouvriers furent dépouillés de ce qu'ils possédaient et jetés sur le pavé où les riches négociants n'avaient plus qu'à les choisir.

C'était également une des conséquences de la production de marchandises.

L'extension du marché dévolu à l'industrie exercée dans les villes eut sa répercussion sur *l'agriculture*. Dans les cités, la demande de moyens de subsistance et de matières premières, bois, laine, lin, matières tinctoriales, etc., devenait plus grande. Aussi la production agricole se transformait-elle de plus en plus, établissant des marchandises et produisant pour vendre.

*Le paysan dès lors eut de l'argent entre les mains.* Ce fut un malheur pour lui. Cette circonstance excita les convoitises de ses exploiteurs, les seigneurs fonciers et les princes. Tant que son superflu consista surtout en produits naturels, ils ne lui en prirent que ce qu'ils en pouvaient consommer. Mais l'argent sert toujours,

plus on en a, mieux cela vaut. Plus le marché réservé aux paysans s'étendait, plus il recevait d'argent en échange de ses marchandises, et plus aussi les seigneurs fonciers et les princes le pressuraient, plus les impôts et les taxes augmentaient. Bientôt les seigneurs ne se contentèrent plus du *superflu* que son travail leur procurait en outre de sa subsistance ; ils le dépouillèrent de plus en plus du *nécessaire*. Il n'est donc pas étonnant que le paysan se soit abandonné au désespoir ; plus d'un, surtout après que toute tentative de résistance eût été réfrénée dans les guerres des paysans, abandonnant maison et biens, se réfugia dans la ville.

Souvent une autre circonstance contribuait encore à ce résultat. Si dans les villes l'extension prise par le marché provoquait une production *industrielle par masses,* à la campagne elle nécessitait une production *agricole* par masses. Ce que le marchand tentait dans les villes, le seigneur foncier le tentait à la campagne. Celui-ci, qui jusqu'alors n'avait été d'une manière générale qu'un paysan haut placé, chercha à étendre son exploitation. Il ne manquait pas de force de travail puisqu'il avait su astreindre les paysans à des services, à la corvée. Mais souvent il n'avait pas besoin de nouvelles forces de travail. La production de la *laine,* ou du *bois,* par exemple, l'utilisation des pâturages et des forêts exigent beaucoup moins de travailleurs que l'agriculture. Quand les seigneurs fonciers abandonnèrent l'agriculture pour passer au pâturage ou à l'économie forestière, ils rendirent superflus les ouvriers agricoles. Mais ce dont le propriétaire foncier avait dès lors besoin en toutes circonstances, c'était une étendue de terrain plus grande que celle qu'il exploitait. Il ne pouvait l'obtenir qu'aux dépens des paysans des alentours. S'il voulait étendre son exploitation, il lui fallait les chasser de leurs biens. Il lui en coûta peu. *L'éviction* des paysans commença et se poursuivit sur une grande échelle jusqu'il y a une centaine d'années. Tandis que les seigneurs du commerce s'enrichissaient en pillant les colonies, les nobles et les princes s'enrichissaient en pillant leurs propres sujets. Et les

seigneurs féodaux n'hésitaient pas plus que les capitalistes à employer la tromperie et la violence, le vol et le feu quand ces actes leur paraissaient convenir à leurs buts. L'histoire nous enseigne à ce propos d'étranges façons d'épargner.

Quelle conduite devaient donc suivre les masses de campagnards dépourvus de propriété, les uns fuyant les corvées et les redevances, les autres dépouillés par la ruse ou la violence de leurs maisons et de leur bien ? Ils ne pouvaient plus produire par leurs propres moyens. Les moyens de production dont ils avaient été séparés leur faisaient défaut. Ils ne pouvaient apporter aucun produit sur le marché. Il ne leur restait plus qu'une issue, se présenter eux-mêmes sur le marché et vendre pour un temps plus ou moins long la seule valeur qu'ils possédaient encore, leur force de travail. Les uns devinrent des journaliers agricoles, employés par le même maître peut-être qui les avait expulsés. Les autres s'engagèrent comme soldats et prêtèrent ainsi leur appui aux pillages du seigneur qui les avait pillés eux-mêmes; d'autres encore tombèrent plus bas et devinrent mendiants ou criminels. Mais beaucoup aussi, et non les pires, se tournèrent vers l'*industrie,* et lui demandèrent du travail. Les artisans pensèrent se défendre contre ces nouvelles forces de travail, ces concurrents qui menaçaient de les déborder en constituant leur métier en corporation fermée. Cette attitude ne fit que pousser davantage les travailleurs rendus disponibles à avoir recours à ces marchands qui cherchaient des salariés pour leurs exploitations industrielles.

Ainsi les bases de l'industrie capitaliste, du *mode de production capitaliste* furent ménagées par une *expropriation,* une *révolution,* et l'histoire universelle n'en vit jamais de plus sanglante, de plus cruelle. C'était, il est vrai, une révolution accomplie par les riches et les puissants, au détriment des petits et des faibles. Aussi fait-on de l'époque où elle s'est produite l'âge de l'humanisme, de la libération des esprits ; et aujourd'hui, c'est

ce que crient bien haut tous ceux qui s'indignent le plus vivement des intentions révolutionnaires du parti socialiste.

La production capitaliste exigeait nécessairement qu'au préalable de grandes masses d'ouvriers fussent séparées de leurs moyens de production, qu'ils fussent transformés en non-possédants, en *prolétaires*. L'évolution économique rendait ce phénomène inévitable. Mais, comme toujours, les classes qui s'élevaient ne se sont pas contentées d'attendre tranquillement le progrès de cette évolution ; ils ont fait appel à la *force* pour défendre leurs intérêts et accélérer encore son cours. Ce fut la force, sous sa forme la plus brutale, la plus cruelle, qui accoucha la société capitaliste.

## IV. — *La petite industrie lutte contre la mort.*

Au commencement, le nouveau mode de production ne présentait que peu de différence avec l'ancien. Tout à fait à l'origine, il se présentait sous la forme suivante : le capitaliste fournissait la matière première aux ouvriers qu'il avait loués, à ses salariés : le fil, par exemple, s'ils étaient tisserands, ils le mettaient en œuvre chez eux et livraient le produit au capitaliste. Sans doute, déjà sous cette forme même, qui se rapprochait beaucoup du métier, la production capitaliste créait une différence considérable entre l'artisan indépendant et le salarié travaillant à domicile. Au cours d'un développement ultérieur, nous examinerons les modifications que le nouveau mode de production apporte à la situation de l'ouvrier. Nous allons d'abord suivre ce mode de production dans son évolution.

Le capitaliste commença d'abord par ne plus faire travailler les ouvriers à domicile ; il les réunit dans son propre atelier, où il lui était possible de mieux les surveiller et de les pousser à

produire davantage. La base de la grande exploitation capitaliste, de la grande industrie proprement dite, était créée. Mais elle contenait également le principe de ce bouleversement des modes d'exploitation qui depuis se poursuit avec une accélération de plus en plus grande.

Le travail effectué en commun par de nombreux ouvriers dans un atelier rendit dès lors possible la *division du travail* au sein de l'industrie. Sous le règne de la petite industrie, la division du travail avait conduit à multiplier le nombre des branches, à diminuer les espèces d'objets créés par chaque travailleur individuel. Cependant chaque ouvrier établissait un produit complet. Dans la boulangerie, la division du travail avait conduit au résultat suivant : chaque boulanger ne fabriquait plus toutes les espèces de pains; les uns faisaient exclusivement du pain blanc, les autres du pain noir. Mais chacun fabriquait des pains tout entiers. Il en est autrement quand la division du travail s'établit au sein d'une même exploitation. Elle a pour effet de confier les diverses opérations exigées par la fabrication d'un produit à certains ouvriers entre les mains desquels l'objet repasse. Le travailleur individuel voit donc son œuvre se borner de plus en plus à des opérations isolées qu'il doit constamment répéter. Une grande exploitation où l'on produit suivant cette méthode est une *manufacture*. Le rendement, la productivité du travail de l'individu s'en est trouvée extraordinairement augmentée. Un autre effet de ce procédé est le suivant. Du moment que la division du travail avait fait assez de progrès dans une branche de production pour que la fabrication du produit fût réduite aux opérations les plus simples, que l'ouvrier fût tombé au rang de *machine*, il n'y avait plus qu'un faible pas à faire pour remplacer l'ouvrier par une machine.

Ce pas fut fait. Le développement des *sciences naturelles* favorisa ce progrès, surtout la découverte de la force motrice de la vapeur grâce à laquelle pour la première fois on disposait d'une

énergie indépendante des caprices des éléments et entièrement soumise à l'homme.

L'introduction de la machine dans l'industrie avait la signification d'une *révolution* économique. Grâce à elle, la grande exploitation capitaliste prit sa forme la plus élevée, la plus parfaite, celle de la *fabrique*. La production capitaliste possédait dans la machine son arme la plus puissante, qui, comme en se jouant, renversait tout obstacle, et changeait le cours de l'évolution économique en une marche triomphale du capital.

Vers 1760, on inventa les premières machines pratiques convenant à l'industrie des tissus en Angleterre, et on les y introduisit. L'invention de la machine à vapeur remonte à la même époque. Dès lors, la machine conquiert rapidement les branches d'industrie, les pays, les uns après les autres. Jusque vers 1840, la fabrique capitaliste n'existait que peu en dehors de l'Angleterre; vers 1850, elle prit un grand développement en France; vers 1860 et surtout vers 1870 elle conquit les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche. Dans ces dernières dizaines d'années, elle s'est établie dans la Russie barbare, dans les Indes, en Australie ; elle commence déjà à s'introduire dans l'Asie orientale, dans l'Afrique du Sud et dans l'Amérique du Sud. Que sont les empires les plus puissants des siècles passés si on les compare à l'empire gigantesque que l'industrie capitaliste s'est soumis ?

En 1837, le nombre des machines à vapeur employées en Prusse dans l'industrie s'élevait à 423, de 7.500 chevaux-vapeur. Par contre, en 1901, on y comptait 70.832 machines à vapeur fixes. La Prusse possède plus de 4 millions de chevaux-vapeur, utilisés dans l'industrie ou dans l'agriculture.

Le travail accompli par les machines à vapeur du monde entier est évalué au travail fourni par 200 millions de chevaux ou *mille millions d'hommes*.

La machine à vapeur bouleverse constamment tout le monde de production. Une invention, une découverte succède à l'autre.

D'abord, la machine conquiert chaque jour des domaines où s'exerçait encore le travail manuel. Puis, dans les branches d'industrie soumises déjà au régime de la fabrique, chaque jour de nouvelles machines, plus productives, mettent les anciennes hors service. Souvent même, d'un seul coup, une nouvelle invention crée toute une nouvelle branche d'industrie ; d'anciennes branches sont condamnées à disparaître.

Il y a trente ans déjà, un ouvrier travaillant à la machine à filer livrait un produit cent fois supérieur à celui d'une fileuse à la main. L'enquête de 1898 de l'Office du travail américain (*Department of Labor,* de Washington) démontrait que la machine dans l'industrie de la filature produisait 163 fois plus que le travail à la main. La machine fournissait en 19 heures 7 minutes autant de filé (100 livres) qu'une fileuse à la main en 3.117 heures 30 minutes.

Quelle importance peut encore avoir le petit métier qu'exerce un artisan ?

A son stade inférieur, quand l'industrie domestique est exploitée suivant la méthode capitaliste, l'industrie capitaliste se montre supérieure au métier. Nous ne tiendrons pas compte de ce qu'elle renferme l'ouvrier dans une spécialité et accroît ainsi sa productivité. L'avantage dont le capitaliste jouit comme *marchand* vis-à-vis de l'artisan est beaucoup plus important. Il achète en gros ses matières premières et ses autres moyens de production. Il connaît beaucoup mieux le marché que l'artisan, il sait mieux à quel moment on peut acheter bon marché et vendre cher. Ses moyens lui permettent d'attendre l'instant favorable. La supériorité du capitaliste sur l'artisan est déjà si forte que celui-ci ne peut plus soulever la concurrence même de *l'industrie à domicile* dans toutes les sphères où règne *la production par masse,* la production en vue du commerce. Même dans les branches où prédomine exclusivement le travail manuel exercé par l'ouvrier à son domicile, l'indépendance du travailleur cesse

dès que ces branches deviennent des industries d'exportation. Transformer un métier exercé par des artisans en une industrie produisant pour l'exportation, c'est tuer le métier, c'est en faire une industrie à domicile exploitée suivant la méthode capitaliste. On voit combien sont avisés ces réformistes qui veulent sauver un métier menacé en lui ménageant un débouché plus considérable.

Ainsi donc, à l'origine même de la production capitaliste, quand elle est encore toute simple, elle se montre supérieure au métier dans tous les domaines où règne la production par masses. La machine rend cette supériorité tout à fait écrasante.

Le métier ne peut se maintenir que dans les branches où il s'agit encore non de production d'objets en masse, mais de production d'objets isolés, où le marché est encore extrêmement restreint.

Mais la machine n'a pas seulement bouleversé *l'industrie,* elle a encore transformé les *moyens de communication.* Les bateaux à vapeur et les chemins de fer font tomber de plus en plus les coûts de transports des objets, relient de plus en plus les localités les plus éloignées et les moins accessibles aux régions industrielles et augmentent de jour en jour les débouchés de celles-ci. C'est grâce à ces circonstances que la machine peut développer pleinement toute son efficacité. L'augmentation gigantesque de la production, amenée par l'introduction de la machine, exige un accroissement correspondant des débouchés.

A mesure que les moyens de circulation se développent et se perfectionnent, que le marché s'étend pour certaines branches d'industrie, le domaine réservé au métier se restreint. Le proverbe : « Il n'est si petit métier qui ne nourrisse son maître », a depuis longtemps perdu toute signification. Le nombre des industries et des régions où ce mode d'exploitation peut encore subsister est déjà suffisamment limité, il diminue à vue d'œil. *Le régime de la fabrique l'emporte et les jours du métier sont comptés.*

Ce que nous venons de dire de la petite industrie s'applique également à la petite exploitation paysanne. Là où l'agriculture

est devenue principalement une production de marchandises, une production *pour la vente* et non *pour l'usage personnel,* la grande exploitation, quand bien même elle n'est pas plus productive, jouit vis-à-vis de la petite exploitation du même avantage que le capitaliste a partout sur le petit commerçant : il voit mieux le marché et peut mieux s'en rendre maître. Mais aussi le grand propriétaire foncier, bien pourvu de capital, ou son fermier, peut rendre son exploitation plus fructueuse que le paysan, se procurer, employer de meilleurs outils et instruments aratoires, de meilleurs animaux reproducteurs et bêtes de trait, de meilleurs engrais et de meilleures semences.

La supériorité technique et commerciale de la grande exploitation agricole a été, dans ces dernières dizaines d'années, quelque peu diminuée par la concurrence de l'agriculture d'outre-mer qui a atteint plus durement la grande exploitation agricole que la petite, d'abord parce qu'elle s'est consacrée plus spécialement à la culture du blé où se manifeste particulièrement la supériorité de la grande exploitation sur la petite. Dans la grande agriculture prédomine surtout la production du blé, et cette dernière est le plus exposée à souffrir de la concurrence de la culture américaine. La grande exploitation est donc plus atteinte par la concurrence étrangère parce qu'elle produit pour le marché tandis que la petite exploitation consomme elle-même une grande partie de ses produits.

Mais ces conditions favorables à la petite industrie ne tarderont pas à disparaître. La concurrence étrangère ne s'en tient pas à la production du blé ; elle développe également l'élevage et chez le paysan, la production pour l'usage personnel se restreint de plus en plus et cède le pas à la production marchande, à la production en vue de la vente.

C'est surtout le développement pris par les *chemins de fer* et l'accroissement des *impôts* qui favorisent les progrès de la production marchande dans l'agriculture. Par les chemins de fer, le paysan est relié au marché universel ; les impôts l'obligent à

chercher un débouché ; il ne peut en effet les payer s'il n'a pas vendu une quantité proportionnée de ses produits. A mesure que les impôts augmentent, le paysan doit avoir de plus en plus recours au marché, sa production devient de plus en plus une production de marchandises, de plus en plus il est exposé à la concurrence de la grande exploitation. *L'augmentation des impôts est plus funeste pour le petit paysan que pour toute autre classe de la société.* Le militarisme est aujourd'hui la cause de beaucoup la plus importante de cette augmentation. Mais les mêmes gens qui se proclament les plus grands amis du paysan, les grands propriétaires fonciers, sont les protecteurs les plus zélés du militarisme. Pour eux, en effet, le militarisme ne présente que des avantages : il entraîne nécessairement des livraisons considérables de subsistances destinées aux hommes et aux chevaux, livraisons dont seul le grand propriétaire foncier peut se charger. Le militarisme ménage encore aux fils du grand propriétaire des emplois d'officiers bien payés. Le militarisme enlève au paysan sa meilleure force de travail, son fils. Il lui impose des impôts écrasants et le pousse sur le marché où il est condamné à succomber devant la concurrence victorieuse des grandes exploitations de son pays et de l'étranger.

Les classes dominantes voient dans la classe paysanne et le militarisme les deux seuls appuis sûrs de l'état existant. Mais elles n'observent pas que l'un de ces deux appuis repose sur l'autre et l'écrase de son poids toujours plus considérable.

Dans l'agriculture, il y a vingt ans encore, la décadence de la petite exploitation paysanne indépendante était fort sensible. Le paysan était prolétarisé, parce que son exploitation était absorbée par une grande exploitation ou que son bien était morcelé, parcellé. Cette évolution se poursuit encore ; mais dans bien des régions elle s'est arrêtée sous l'influence de la concurrence d'outremer dont nous avons parlé. La statistique nous fournit par exemple les chiffres suivants :

| EN FRANCE<br>BIENS FONDS DE | 1882-1892<br>diminution (—)<br>ou<br>augmentation<br>(+) | EN ALLEMAGNE<br>BIENS FONDS DE | 1882-1895<br>diminution (—)<br>ou<br>augmentation<br>(+) |
|---|---|---|---|
| hectares | hectares | hectares | hectares |
| Moins de 1 | + 243.420 | Moins de 2 | — 17.494 |
| De...... 1 à 5 | — 108.834 | De...... 3 à 5 | + 95.781 |
| — 5 à 10 | — 13.140 | — 6 à 20 | + 563.477 |
| — 10 à 40 | — 532.243 | — 21 à 100 | — 38.333 |
| Plus de 40 ...... | + 197.288 | Plus de 100 ..... | + 45.533 |

Mais partout nous observons une diminution de la petite exploitation agricole *indépendante du capital.* L'affermage et l'endettement augmentent. Dans l'empire allemand, l'endettement de la propriété foncière s'est accru en dix ans, de 1886 à 1895, de 23.000 millions de marks en chiffres ronds. Le nombre des exploitations de terres prises à ferme est passé, de 1882 à 1895, de 2.322.899 à 2.607.210 ; il a donc augmenté de 284.311 unités.

Nous remarquons enfin une *décroissance* de la population agricole totale. Dans l'Empire allemand, elle s'élevait en 1882 à 18.704.038 habitants ; en 1895, à 17.015.187 seulement ; la diminution est donc presque d'un million.

La décadence de la petite exploitation est encore bien plus surprenante dans l'industrie que dans l'agriculture. Elle est ici absolue. Dans l'Empire allemand on comptait :

| IMPORTANCE<br>DES EXPLOITATIONS | En 1882 | En 1895 | Augmentation<br>(+) ou<br>diminution (—) |
|---|---|---|---|
| Petites (1 à 5 ouvriers) ..... | 2.175.857 | 1.989.572 | — 8,6 0/0 |
| Moyennes (6 à 50 ouvriers). | 85.001 | 139.459 | + 64,1 0/0 |
| Grandes (plus de 50 ouvriers) | 9.841 | 17.941 | + 89,3 0/0 |

Au même moment la population augmentait de 14,5 0/0.

En 1882, le nombre des ouvriers employés dans les petites exploitations industrielles comprenait beaucoup plus de la moitié (59 0/0) des travailleurs employés par l'industrie (4.335.822 pour 7.340.789) ; en 1895, elle n'en comptait plus que 46,5 0/0 (4.770.669 pour 10.269.269). Par contre, le nombre d'ouvriers de la grande industrie doublait dans la même période (passant de 1.613.247 à 3.044.26).

Ce sont là des chiffres tout à fait surprenants si l'on considère combien est jeune le capitalisme allemand. La décadence de la petite exploitation est en général un processus lent.

Un exemple nous fera comprendre clairement la chose. Le tissage à la machine (surtout anglais) faisait déjà vers 1840-1850 une concurrence si vive au tissage à la main que la misère des tisserands devint proverbiale et suscita des révoltes amenées par la famine.

Cependant, d'après la statistique de 1882, on comptait encore dans l'Empire allemand, sur 491.796 tisserands, 284.544 employés dans de petites exploitations n'occupant que 1 à 5 personnes, soit plus de la moitié. Il ne peut venir à l'esprit de personne de vouloir en tirer la conclusion que le tissage à la main a encore un avenir devant lui et que sa disparition n'est pas nécessaire. En Angleterre, le dernier tisseur à la main est depuis longtemps mort de faim; en Allemagne, ses jours sont comptés. Le nombre des tisserands employés dans de petites exploitations est tombé de 285.444 à 156.242 de 1882 à 1895. S'il existe encore tant de tisserands à la main, cela ne prouve pas que la petite industrie puisse résister à la concurrence, mais que le tisserand à la main est particulièrement capable d'endurer la faim.

La disparition complète de la petite industrie n'est pas le premier, mais le dernier acte de la tragédie qui a pour titre : la décadence de la petite industrie. Le premier effet de la concurrence de la production capitaliste est le suivant : l'artisan, et ce

que nous disons de lui s'applique également au paysan, sacrifie peu à peu tout le bien-être que son assiduité au travail ou celle de ses ancêtres lui avait ménagé. Les petites gens s'appauvrissent ; pour lutter contre cet appauvrissement, on redouble d'assiduité. Le temps de travail est prolongé bien avant dans la nuit; femmes et enfants participent au travail rémunéré; des apprentis, peu coûteux, viennent remplacer les compagnons adultes qui coûtent cher ; le nombre des apprentis s'accroît outre mesure. Et tandis que le temps de travail s'allonge, que l'activité devient fiévreuse, qu'on ne connaît plus ni pause ni répit, l'alimentation diminue, les dépenses consacrées au logement et aux vêtements sont de plus en plus restreintes.

Rien de plus lamentable, de plus misérable que l'existence d'un petit industriel ou d'un petit paysan qui lutte contre la concurrence de la grande industrie.

Ce n'est pas sans raison que l'on dit que les ouvriers salariés sont aujourd'hui en meilleure situation que les petits paysans ou les maîtres artisans. On voudrait prouver que les ouvriers n'ont pas sujet d'être mécontents. Mais le trait décoché contre la critique socialiste n'atteint que la propriété privée. En fait, si des ouvriers dépourvus de propriété sont en meilleure posture que les artisans qui possèdent, quelle valeur peut donc présenter pour ceux-ci la propriété ? Elle cesse de leur être utile, elle commence à leur être nuisible. Si, par exemple, le tisserand à domicile s'attache à son métier insuffisant, alors qu'il pouvait gagner davantage dans la fabrique, il ne le fait que parce qu'il possède encore quelque chose, une petite maison, quelques champs de pommes de terre, qu'il lui faudrait abandonner s'il quittait son métier. Pour les petites gens, la propriété des moyens de production n'est plus une protection contre la misère, c'est un lien qui les enchaîne à la misère. L'effet de la propriété privée s'est changé en son contraire. Ce qui, il y a cent ans, était encore une bénédiction pour le paysan, pour l'artisan, est une malédiction pour eux.

Mais, dira-t-on, l'artisan et le petit paysan achètent au prix de cette misère une indépendance et une liberté plus grandes que celles dont jouit le salarié sans propriété. Cette observation est également fausse. Là où la petite industrie doit entrer en concurrence avec la grande industrie, celle-là ne tombe que trop vite sous la dépendance complète de celle-ci. Le petit artisan devient un industriel à domicile qui paie son tribut au capitaliste. Sa maison est une succursale de la fabrique. Ou bien encore, il devient un agent du capitaliste, un vendeur des produits de la fabrique qui exécute par surcroît des réparations, des raccommodages. Dans un cas comme dans l'autre, il dépend absolument du capitaliste. Et le paysan, qui ne peut supporter la concurrence comme paysan, se résout soit à exercer l'industrie à domicile au service d'un capitaliste, soit à devenir journalier aux gages d'un grand agriculteur. Il peut encore devenir un travailleur nomade, ou bien il entre à la fabrique ou à la mine et laisse à la femme et à ses enfants non encore adultes le soin de cultiver son petit bien. Que devient alors son indépendance et sa liberté? Sa propriété le distingue seule du prolétaire, mais cette même propriété l'empêche de profiter des meilleures conditions de travail ; elle l'enchaîne à la glèbe et le rend moins libre que la salarié qui ne possède rien. La propriété privée des moyens de production accroît non seulement la *misère matérielle,* mais encore la *dépendance* du petit propriétaire. A ce point de vue encore, ses effets se sont changés en leur contraire. La propriété était un rempart de la liberté, elle est devenue un moyen d'asservissement.

Mais, dit-on encore, la propriété privée assure au paysan et à l'artisan la propriété des produits de leur travail. C'est là une faible consolation quand la valeur des produits est tellement tombée, qu'elle ne permet plus de satisfaire les besoins du producteur et de sa famille. Mais même cette consolation devient illusoire. Elle ne s'adresse plus à la grande masse de ceux qui doivent avoir recours à l'industrie à domicile ou au travail à la

journée pour s'assurer l'existence. Mais elle ne s'adresse pas non plus à la majorité de ces petits artisans et de ces petits paysans que la concurrence de la grande exploitation n'a pas suffisamment atteint encore et qui se croient assez heureux pour conserver leur apparente indépendance. Elle ne s'adresse pas à tous ceux qui ont des dettes. L'usurier qui a une hypothèque sur le bien d'un paysan a plus de droit au produit du travail du prolétaire que ce dernier même. Il faut d'abord satisfaire l'usurier ; ce qui reste appartient au paysan. Peu importe à l'usurier qu'il suffise ou non à entretenir le paysan et sa famille. Le paysan et l'artisan travaillent autant que le salarié pour le capitaliste. A ce point de vue, la propriété privée n'établit que la différence suivante entre le travailleur qui possède et celui qui ne possède pas ses instruments de travail ; le salaire de ce dernier se règle en général sur ses besoins habituels, tandis que le revenu du premier ne connaît pas cette limite. Dans certaines circonstances, il peut arriver que les intérêts de l'usurier absorbent complètement le produit du travailleur qui possède ses moyens de travail, il peut arriver que celui-ci travaille absolument inutilement, gratuitement... grâce à la petite propriété (1).

Quel est le résultat final de cette lutte douloureuse contre la toute puissante concurrence de la grande exploitation ? Quelle

(1) S'il y avait encore dans des régions écartées des paysans et des artisans non endettés, les *dettes publiques* sont là pour remédier à cet état de chose et pour leur faire payer des intérêts au capital. Dans l'intérêt des hypothèques, des billets souscrits, etc., les paysans et les artisans ne payent du moins que les intérêts d'un capital qu'ils ont eux-mêmes touché. Dans les impôts, qui servent à payer les intérêts des dettes publiques, ils paient les intérêts d'un capital que l'Etat a emprunté pour enrichir ainsi à leurs dépens leurs concurrents et leurs exploiteurs, fournisseurs, entrepreneurs de construction, grands industriels, grands propriétaires fonciers, etc. Le *militarisme* et les *dettes publiques* sont les deux puissants moyens grâce auxquels l'Etat actuel soumet le village le plus reculé à l'exploitation capitaliste et hâte la disparition de la petite agriculture paysanne et du métier.

récompense le paysan, l'artisan retire-t-il de son « économie », de son « application », auxquelles il sacrifie sa liberté, celle de sa femme et de ses enfants, pour lesquelles il se ruine corporellement et intellectuellement ? Sa récompense, c'est la *banqueroute*, la complète *expropriation;* il est séparé de ses moyens de production, *il tombe dans le prolétariat.*

Tel est, dans la société actuelle, le terme inévitable de l'évolution économique, tout aussi inévitable que la mort. Et de même que le patient en proie à une douloureuse maladie voit dans le trépas un sauveur, de même, aux yeux de l'artisan et du petit paysan, la banqueroute n'est que trop souvent le salut, elle le sauve d'une propriété devenue pour lui une charge accablante. La persistance de la petite exploitation conduit à une telle démoralisation, à une telle misère que l'on peut se demander de quel droit on pourrait s'opposer à sa disparition, si le pouvoir nous en était réellement donné. Serait-il plus désirable que les artisans et les paysans tombassent tous dans la situation des tisserands à domicile au lieu de devenir des salariés de la grande industrie ?

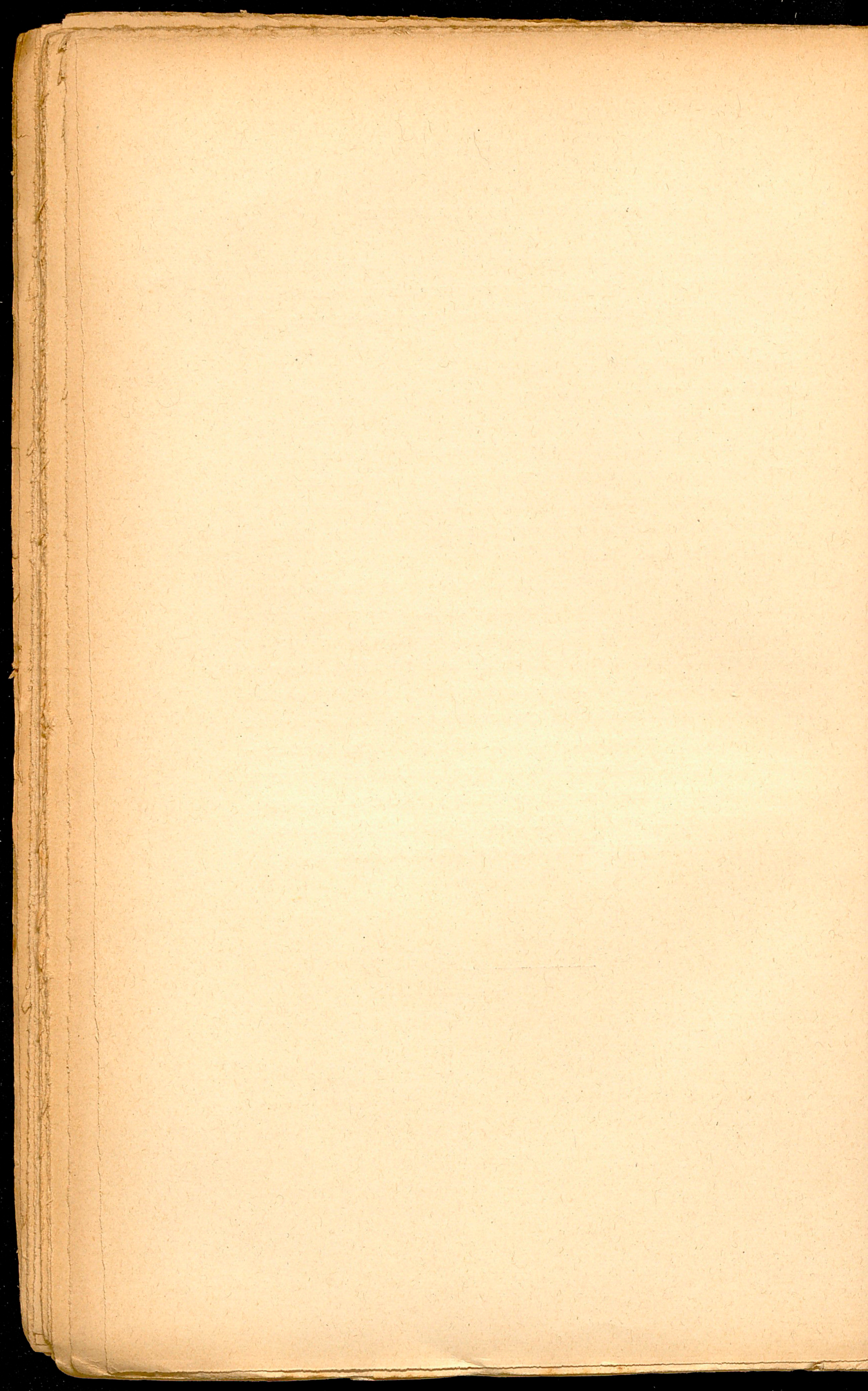
C'est cependant là la seule espérance de l'avenir pour ceux qui tentent de maintenir la petite industrie. Il est impossible en effet de faire refleurir le métier et la petite exploitation paysanne à l'époque de la vapeur et de l'électricité.

Sans doute, cette vérité ne manque pas d'amertume. Elle est amère non seulement à ceux qui se trouvent atteints, mais encore à tous ceux qui ont quelque intérêt au maintien de la société actuelle. Paysans et artisans ont toujours été les soutiens les plus puissants de la propriété privée. Aussi ne veut-on, ne peut-on croire que cette institution est devenue caduque et va s'effondrer. Tous ceux qui sont intéressés à l'exploitation des classes inférieures de la population, et par suite des paysans et des artisans, tous ceux qui les ruinent, les grands propriétaires fonciers, les fabricants, etc., se donnent subitement pour leurs amis et cher-

chent avec eux les moyens de maintenir les petites exploitations. Et il ne manque pas de charlatans pour recommander leurs formules, des formules infaillibles. Quand on y regarde de près, elles sont, certes, fort anciennes ; il y a cent ans et plus qu'elles ont prouvé leur inefficacité et même leurs dangers, le régime des corporations, par exemple. Dans la mesure où elles ont quelque valeur, elles ne peuvent jamais que permettre à quelques petits paysans ou artisans placés dans des conditions particulièrement favorables de s'élever à une forme d'exploitation supérieure, ce qui veut dire de *renoncer à la petite exploitation,* de devenir des *capitalistes,* des concurrents qui *hâtent* la disparition de leurs rivaux, moins favorisés.

Toutes les « réformes sociales », tous les moyens de sauver le paysan et l'artisan, dans la mesure où ils sont efficaces, ressemblent à une loterie. Quelques-uns peuvent tomber sur un billet gagnant, mais la majorité ne tire que des billets blancs et se voit obligée de payer non seulement les lots, mais encore les frais de toute l'entreprise. Si quelque pauvre diable se trouvait riche parce qu'il a dans la poche un billet de loterie, on le tiendrait pour fou. Cependant un trop grand nombre de paysans et d'artisans ressemblent à ce pauvre diable ; ils se croient ce qu'ils voudraient être et non ce qu'ils sont. Ils se conduisent en capilistes et n'en sont pas plus avancés que les prolétaires.

---



## CHAPITRE II

# Le Prolétariat.

---

### I. — *Prolétaire et Compagnon ouvrier.*

Nous avons déjà vu dans le précédent chapitre que la production capitaliste des marchandises a pour condition préalable la *séparation de l'ouvrier d'avec ses moyens de travail.* Dans la grande exploitation capitaliste, nous rencontrons, d'une part, le *capitaliste* qui possède les moyens de production, mais ne prend pas part à cette production ; et, d'autre part, les *salariés,* les prolétaires qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour vivre et dont le travail crée tous les produits de cette industrie.

A l'origine, il fallait avoir recours à la violence pour se procurer la quantité de prolétaires nécessaires au capital. Aujourd'hui, ce n'est plus indispensable. La supériorité de la grande industrie sur la petite suffit pour exproprier et jeter sur le pavé, bon an mal an, un nombre de paysans et d'artisans qui, augmenté des enfants des prolétaires déjà disponibles, répond à la demande en chair humaine des capitalistes, et cela sans violation des lois de la propriété privée, mais en vertu de ces mêmes lois.

Le nombre des prolétaires s'accroît sans cesse. C'est un fait si évident que ceux-là mêmes n'osent pas le nier qui voudraient nous faire croire que la société repose encore sur les mêmes bases qu'il

y a cent ans et plus nous dépeignent sous les couleurs les plus roses l'avenir de la petite industrie.

De même que dans la production c'est la grande exploitation capitaliste qui est devenue prédominante ; de même, dans l'Etat et dans la société, c'est le salarié, et en particulier le salarié industriel, qui, dans les classes laborieuses, est passé au premier plan. Il y a quatre cents ans, c'étaient les paysans; il y a cent ans, c'étaient les petits bourgeois qui occupaient ce rang.

Dans les Etats civilisés, les prolétaires forment maintenant déjà la classe la plus forte. Ce sont leur condition, leurs idées qui déterminent de plus en plus la vie et la pensée des autres classes qui travaillent. Mais il en résulte une transformation complète dans les conditions d'existence et les formes de pensée traditionnelles de la grande masse de la population. Les conditions d'existence des prolétaires et en particulier des prolétaires industriels (et l'agriculture elle-même devient une industrie dans le mode de production capitaliste) sont totalement différentes de celles des anciennes catégories de travailleurs.

Si le paysan ou l'artisan est le libre possesseur de ses moyens de production, le plein produit de son travail lui revient. Par contre, le produit du travail du prolétaire n'appartient pas à ce dernier, mais au capitaliste, à l'acheteur de sa force de travail, au possesseur des moyens de production nécessaires. Sans doute le prolétaire est en retour payé par le capitaliste, mais la valeur contenue dans son salaire ne balance nullement la valeur de son produit.

Quand le capitaliste industriel achète la marchandise qu'est la force de travail, il ne le fait naturellement que dans l'intention de l'utiliser d'une façon avantageuse. Nous avons vu que la dépense d'une certaine quantité de travail crée une certaine quantité de valeur. Plus l'ouvrier aura travaillé et plus grande sera, toutes conditions restant égales d'ailleurs, la valeur qu'il aura créée. Si le capitaliste industriel ne faisait travailler le salarié qu'il a engagé que pendant le temps suffisant à l'ouvrier pour créer la

valeur du salaire qu'il touche, le patron ne réaliserait aucun bénéfice. Sans doute, l'employeur aime à jouer le rôle de bienfaiteur de l'humanité souffrante. Mais il n'en est pas moins vrai que le capital appelle le profit à grands cris et trouve chez le capitaliste une oreille complaisante. Plus le temps que l'ouvrier dépense au service du capital dépasse le temps de travail nécessaire à créer la valeur de son salaire, et plus est considérable aussi l'excès de la valeur totale du produit créé par lui sur la somme de valeur que représente son salaire, plus est grande la *plus-value* (c'est ainsi que l'on désigne cet excès), plus est grande l'exploitation de l'ouvrier. Cette exploitation ne trouve sa limite que dans l'épuisement de l'exploité et dans sa force de résistance à l'exploiteur.

Ainsi donc, pour le prolétaire, la propriété privée des instruments de production a dès l'abord une autre signification que pour l'artisan et pour le paysan. Ce qui, à l'origine, était pour ces derniers un moyen de leur assurer la pleine possession de leur produit, pour le prolétaire cette propriété n'a jamais été et ne sera jamais qu'un moyen de l'exploiter, de s'approprier la plus-value qu'il a créée. Aussi le prolétaire ne nourrit-il pas un amour bien vif pour la propriété privée. Sur ce point, il se distingue non seulement du paysan et de l'artisan, mais aussi du compagnon ouvrier de l'époque pré-capitaliste.

Les compagnons occupaient une position intermédiaire entre l'artisan indépendant et le prolétaire ; de même que les entreprises où ils travaillaient en nombre étaient intermédiaires entre la petite exploitation et la grande exploitation. Mais, cependant, que leur sort était différent de celui du prolétaire !

*Ils appartenaient à la famille du maître, et pouvaient espérer devenir un jour maîtres à leur tour. Le prolétaire ne peut compter que sur lui-même et est condamné à rester éternellement un prolétaire.*

C'est en ces deux points que se résume la différence essentielle qui distingue le compagnon du prolétaire.

Comme le premier appartenait à la famille du maître, il mangeait à la même table que lui et dormait sous son toit. La question du ventre, la question du logement n'existaient pas pour lui. Son salaire en argent n'était qu'une partie de ce que le maître lui donnait en échange de sa force de travail. Le salaire lui servait moins à contenter les besoins les plus nécessaires déjà satisfaits par la vie en commun avec le maître qu'à se procurer des agréments ou à acquérir des économies, à amasser les moyens dont le compagnon avait besoin pour devenir maître à son tour.

Le compagnon travaillait avec le maître. Si ce dernier allongeait le temps du travail outre mesure, il ne le faisait pas uniquement pour ses compagnons, mais aussi pour lui-même. Aussi le maître n'était-il pas très porté à prolonger le travail jusqu'à l'épuisement, et d'ailleurs il n'aurait pas été très difficile de s'opposer à de semblables velléités. Si le maître s'efforça de rendre les conditions de son travail le plus agréable possible, ses compagnons en profitaient également.

Les moyens de production nécessaires au maître artisan étaient si minimes que le compagnon n'avait pas besoin de disposer de grandes ressources pour devenir maître lui-même. Chaque compagnon avait donc une maîtrise en perspective ; il sentait qu'il était un futur maître, et comme l'épargne devait lui procurer les moyens d'arriver à la maîtrise, il était lui-même un partisan aussi convaincu de la propriété individuelle que l'artisan indépendant.

Mais, entendons bien : nous n'avons encore ici que la condition de l'artisan telle que l'avait créée l'époque pré-capitaliste.

Comparons-la maintenant à celle du prolétaire.

Dans une exploitation capitaliste, le salarié et le capitaliste ne travaillent pas ensemble. Si, au cours de l'évolution économique, le capitaliste industriel se différencie du marchand proprement dit, si les capitalistes du commerce et ceux de l'industrie arrivent à constituer deux classes différentes, le capitaliste industriel n'en reste pas moins au fond un marchand. Son activité comme capi-

taliste, et dans la mesure où il intervient dans son entreprise se réduit à celle qu'exerce un marchand sur le marché. Sa tâche consiste à acheter aussi judicieusement, à aussi bas prix que possible, les matières premières et accessoires, les forces de travail, etc., qui lui sont nécessaires, et à vendre aussi cher que possible les marchandises fabriquées dans sa maison. Dans le domaine de la *production* un seul point doit le préoccuper : il lui faut faire en sorte que l'ouvrier fournisse, pour le salaire le plus petit possible, le plus de travail possible, rende le plus de plus-value possible. Vis-à-vis de ses ouvriers, ce n'est pas un *collaborateur,* mais un exploiteur.

Plus ils travaillent longtemps, mieux cela vaut pour lui. Il n'est pas fatigué quand la journée est trop longue; il ne périt pas quand la méthode de travail est meurtrière.

Le capitaliste est donc tenu à beaucoup moins d'égards pour la vie et la santé de l'ouvrier que ne l'était le maître artisan. Prolongement de la journée de travail, suppression des fêtes, introduction du travail de nuit, travail dans des ateliers humides, surchauffés ou remplis de gaz dangereux, tels sont les « progrès » que l'industrie capitaliste apporte à l'ouvrier.

L'introduction de la machine augmente encore les dangers qui menacent la santé et la vie du travailleur. L'ouvrier est aujourd'hui enchaîné à un monstre qui ne cesse de frapper autour de lui avec une puissance gigantesque et une rapidité folle. Seule l'attention la plus soutenue, toujours en éveil, peut éviter à celui qui travaille à une semblable machine d'être saisi et broyé par elle. Les appareils de sécurité coûtent de l'argent. Le capitaliste ne les introduit pas sans y être contraint. L'esprit d'économie est en effet la principale vertu du capitaliste. Il l'incite encore à économiser l'espace et à entasser dans un atelier le plus de machines possible. Que lui importe que les membres encore sains de ses ouvriers se trouvent ainsi exposés à un danger extrême. L'ouvrier coûte peu, de vastes ateliers coûtent cher.

A un autre point de vue encore, l'emploi capitaliste de la machine empire les conditions de travail pour l'ouvrier.

Les moyens de travail de l'artisan étaient fort peu coûteux. Ils n'étaient que rarement soumis à des modifications considérables qui les rendaient inutilisables. Il en est autrement avec la machine. Elle coûte de l'argent, beaucoup d'argent. Qu'elle soit mise prématurément hors de service, qu'elle ne soit pas convenablement employée, et d'une cause de profit elle devient une cause de perte pour le capitaliste. Mais la machine ne s'use pas seulement quand on l'utilise, elle se détériore également quand elle est au repos. D'autre part, l'intervention de la science dans l'économie industrielle, et dont la machine est un produit, conduit aux effets suivants : on ne cesse de faire de nouvelles inventions, de nouvelles découvertes d'une portée plus ou moins grande. Aussi tantôt une espèce de machine, tantôt une autre, tantôt des installations industrielles tout entières deviennent incapables de soutenir la concurrence, et perdent par suite toute valeur avant d'avoir été utilisées jusqu'au bout. Ces révolutions incessantes dans la technique font sans cesse courir à une machine le risque d'être dépréciée avant d'avoir été usée. Aussi est-ce pour les capitalistes une raison suffisante d'en tirer le plus rapidement possible tout ce qu'ils peuvent dès qu'elle est établie. Cela signifie que le machinisme pousse le capitaliste à prolonger autant qu'il le peut le temps de travail et à introduire, là où il le peut, la continuité du travail en faisant alterner des équipes de nuit aux équipes de jour ; le machinisme incite le capitaliste à élever le travail de nuit, si pernicieux, au rang d'une institution permanente.

Au moment où se développait le machinisme, quelques idéalistes proclamèrent qu'il présageait la venue de l'âge d'or. La machine devait soulager l'ouvrier de son travail et en faire un homme libre. Mais entre les mains du capitaliste, la machine est devenue le moyen le plus puissant de rendre écrasant le labeur de l'ouvrier, de rendre insupportable, meurtrière, la sujétion où il est tenu.

De même qu'au point de vue du *temps de travail,* de même au point de vue du *salaire,* le salarié est moins favorisé dans le mode de production capitaliste que ne l'était autrefois le compagnon ouvrier. Le prolétaire ne mange pas à la table du patron, n'habite pas sous son toit. Le travailleur peut occuper le taudis le plus misérable, il peut se nourrir des déchets les plus abominables, le bien-être du capitaliste n'en est pas touché. Les concepts de *faim* et de *salaire* s'excluaient autrefois. L'ouvrier libre ne pouvait devenir la proie de la faim que quand il n'avait pas de travail. Quiconque travaillait avait aussi à manger. C'est au mode de production capitaliste que nous sommes redevables d'avoir concilié les deux contraires, la *faim* et le *salaire,* et d'avoir fait du *salaire de famine* une institution permanente, un soutien même de la société.

## II. — *Le Salaire.*

Le salaire ne peut jamais atteindre un niveau tel qu'il empêche le capitaliste de continuer son exploitation et d'en vivre. Dans ces conditions, en effet, il serait plus avantageux pour le capitaliste de renoncer complètement aux affaires. Le salaire de l'ouvrier ne peut donc jamais s'élever assez pour devenir égal à la valeur de son produit. Il doit toujours laisser subsister un excédent, une plus-value. C'est en effet seule la perspective de cet excédent qui engage le capitaliste à acheter de la force de travail. Ainsi donc, dans la société capitaliste, le salaire ne peut jamais s'élever assez pour que l'exploitation de l'ouvrier prenne fin.

Mais cet excédent, cette plus-value est plus considérable qu'on ne le suppose généralement. Elle ne contient pas seulement le profit du fabricant, mais encore beaucoup de ce qu'on fait entrer dans les *coûts de production* ou de *vente :* rente foncière (loyer), intérêts du capital engagé, paiement du personnel commercial,

escompte au marchand qui achète les marchandises de l'industriel, impôts. Tout cela est à déduire de l'excès formé par la valeur du produit de l'ouvrier sur le salaire de celui-ci. Cette plus-value doit donc être assez considérable pour qu'une entreprise donne du bénéfice. Aussi le salaire ne peut-il jamais monter suffisamment pour que le travailleur y touche même approximativement la valeur de ce qu'il a créé. En toutes circonstances, le salariat capitaliste signifie donc l'exploitation de l'ouvrier. Il est impossible de supprimer cette exploitation tant que subsiste le salariat. Même si les salaires sont les plus élevès, l'exploitation du travailleur doit encore être considérable.

Mais le salaire n'atteint presque jamais le niveau le plus haut auquel il pourrait arriver. Il arrive plus fréquemment qu'il se rapproche de son minimum. Il l'atteint quand il ne suffit plus à assurer la subsistance pure et simple. Quand le travailleur, avec son salaire, non seulement ne peut éviter la faim, mais succombe rapidement à la famine, le travail cesse alors absolument.

Le salaire oscille entre ces deux limites. Il est d'autant plus bas que les nécessités ordinaires de l'existence sont plus restreintes pour l'ouvrier, que l'offre de forces de travail est plus considérable sur le marché, que la force de résistance de l'ouvrier est plus faible.

D'une manière générale, le salaire doit naturellement être suffisamment élevé pour qu'il maintienne l'ouvrier en état de travailler, ou plutôt, il doit être assez élevé pour assurer au capitaliste la quantité de forces de travail dont il a besoin. Il doit donc être assez fort pour permettre à l'ouvrier non seulement de se maintenir en état de travailler, mais encore d'élever des enfants susceptibles de travailler.

Autrefois, l'habileté et la force étaient indispensables à l'ouvrier. L'apprentissage de l'artisan durait fort longtemps, aussi les coûts de son éducation étaient relativement considérables. Les progrès de la division du travail et du machinisme retirent

de plus en plus à l'habileté et à la force leur importance dans la production. Ils permettent de remplacer des forces de travail exercées par d'autres, non exercées mais moins coûteuses ; mais ils permettent également de remplacer dans leur travail des hommes par de faibles femmes et même par des enfants. Déjà dans la manufacture cette tendance se fait sentir. Mais ce n'est qu'avec l'introduction de la machine dans la production que commence vraiment la grande exploitation des femmes et des enfants de l'âge le plus tendre, l'exploitation des créatures les plus faibles entre les plus faibles, exposées aux traitements les plus indignes. Nous rencontrons ici une qualité nouvelle mais admirable qu'acquiert la machine entre les mains du capitaliste.

Le salarié qui n'appartenait pas à la famille du patron devait à l'origine être payé dans son salaire non seulement des frais de son propre entretien, mais aussi de celui de sa famille, pour pouvoir se reproduire et transmettre sa force de travail. Sans quoi les héritiers du capitaliste n'auraient plus trouvé de prolétaires à exploiter. Mais dès lors que la femme et les enfants au sortir de l'enfance sont capables de se suffire, le salaire du travailleur mâle peut être réduit presque uniquement au montant de ses frais d'entretien personnel sans que la force de travail coure le risque de disparaître.

Le travail des femmes et des enfants offre encore un autre avantage : ils sont encore moins capables de résistance que les hommes. De plus, leur entrée dans les rangs des travailleurs fait monter dans des proportions gigantesques l'offre de forces de travail sur le marché.

Le travail des femmes et des enfants ne fait pas seulement tomber les frais d'entretien du travailleur, il diminue encore sa force de résistance et augmente l'offre des forces de travail : de toutes façons, il a pour effet d'abaisser le salaire de l'ouvrier.

### III. — *La dissolution de la famille prolétarienne.*

Mais le travail des femmes dans l'industrie a encore pour résultat de troubler complètement la vie de famille de l'ouvrier, sans la remplacer par une forme familiale plus élevée. Le mode de production capitaliste ne dissout pas, dans la majorité des cas, le ménage de l'ouvrier ; mais il lui dérobe toutes les joies et n'en laisse subsister que les sombres cotés. Surtout il permet à la femme de dissiper ses forces et il l'exclut de la vie publique. Le travail de la femme ne la décharge pas des travaux du ménage, il augmente son fardeau d'un poids nouveau. Mais on ne peut servir deux maîtres à la fois. Le ménage de l'ouvrier périclite quand la femme est obligée de contribuer aux gains de la famille. La société actuelle remplace le foyer et la famille de l'ouvrier par un succédané misérable, la *cuisine populaire* et *l'école des pauvres* qui jettent en pâture aux classes inférieures les déchets de la nourriture matérielle et spirituelle des riches.

On reproche à la démocratie socialiste de vouloir supprimer la famille. Nous n'ignorons pas que tout mode d'industrie possède sa forme particulière de ménage à laquelle correspond une forme particulière de famille. Nous ne tenons pas la forme actuelle de la famille pour définitive. Nous espérons qu'une nouvelle forme de société développera une nouvelle forme de famille. Mais si nous nourrissons cet espoir, cela ne signifie pas que nous nous efforçions de dissoudre tout lien familial. C'est le *capitalisme* et non la démocratie socialiste qui supprime la famille, qui ne se contente pas de vouloir la supprimer, mais la supprime en fait devant nos yeux. Des maîtres d'esclaves arrachaient autrefois l'homme de sa femme, séparaient les parents des enfants en état de travailler ; mais les capitalistes dépassent encore les abominations de l'esclavage. Ils arrachent le nourrisson à sa mère et la forcent à le confier à des mains étrangères. Et c'est une société

semblable, où des cas de ce genre se présentent chaque jour, des centaines et des milliers de fois, qui a créé des établissements « charitables » spéciaux, que ses « chefs » favorisent de leur protection et qui sont destinés à permettre à la mère de se séparer plus facilement de son enfant, — c'est cette société qui a le front de nous reprocher de vouloir ruiner la famille, parce que nous croyons que les travaux du ménage doivent devenir de plus en plus l'objet d'une profession spéciale, ce qui ne peut manquer de modifier le foyer et la vie de famille.

## IV. — *La Prostitution.*

On nous reproche de ruiner la famille ; on prétend également que nous nous efforcerions d'instituer la *communauté des femmes.* Le mensonge n'est pas moins effronté. Ce que nous affirmons, c'est que le contraire même de toute communauté des femmes, de toute contrainte sexuelle, de toute luxure, nous voulons dire l'amour idéal, formera, dans la communauté socialiste, la base de toute union ; que c'est seulement dans cette société que cet amour pourra pleinement prévaloir. Que voyons-nous, au contraire, aujourd'hui ? Le manque de résistance qu'offre la femme, renfermée jusqu'à maintenant dans son ménage, n'ayant que des idées confuses sur la vie publique et sur la force de l'organisation; ce défaut de résistance est si grand que le patron capitaliste peut oser lui payer constamment des salaires qui ne suffisent pas à son entretien et l'envoyer chercher dans la *prostitution* le complément indispensable. L'extension du travail des femmes tend partout à provoquer une extension de la prostitution. Dans le pays « des bonnes mœurs et de la crainte de Dieu », il se rencontre des branches entières d'industrie, branches « florissantes », dont les ouvrières sont si mal rétribuées qu'il leur faudrait

mourir de faim si elles ne se prostituaient pas. Et les patrons déclarent que c'est précisément sur ce taux inférieur des salaires que repose la puissance de concurrence, l' « état florissant » de leur industrie. Des salaires élevés causeraient sa ruine.

La prostitution est aussi vieille que l'opposition des riches et des pauvres. Mais, autrefois, les prostituées occupaient une place intermédiaire entre les mendiants et les filous ; elles étaient un luxe que la société pouvait se payer, mais dont la perte n'aurait nullement mis son existence en danger. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les miséreuses mais les travailleuses, qui se voient contraintes de vendre leur corps à prix d'argent. Cette prostitution n'est plus une simple affaire de luxe, elle est devenue un des principes de l'évolution industrielle. Sous le régime du mode de production capitaliste, la *prostitution* est *une des bases de la société.* Les défenseurs de cette société nous objectent la communauté des femmes ; ce sont eux qui la mettent en pratique. Certes, ils n'en usent ainsi qu'avec les femmes du prolétariat. Cette espèce de communauté des femmes est si profondément enracinée dans la société actuelle que, d'une façon générale, ses défenseurs déclarent que la prostitution est une *nécessité.* Ils ne peuvent s'imaginer que la suppression du prolétariat signifie l'abolition de la prostitution, parce qu'ils ne peuvent absolument pas se représenter une société sans la communauté des femmes.

La communauté des femmes telle qu'elle existe actuellement est une invention des classes supérieures de la société, non du prolétariat. Cette communauté des femmes est une des formes de l'exploitation du prolétariat. Elle n'appartient pas au socialisme. Elle en est l'opposé.

## V. — *L'Armée industrielle de réserve.*

Comme nous l'avons vu, l'introduction du travail des femmes et des enfants dans l'industrie constitue, pour les capitalistes, un des moyens les plus puissants de faire baisser les salaires.

Un autre moyen a des effets non moins efficaces : il consiste à jeter sur le marché du travail des ouvriers appartenant à des régions arriérées, où la population n'a encore que des besoins modestes, mais possède une force de travail que le régime de la fabrique n'a pas encore entamée. Le développement pris par la grande industrie, et en particulier par le machinisme, permet non seulement de remplacer les travailleurs exercés par des travailleurs non exercés, mais encore de se procurer ces derniers rapidement et à bon compte. Le développement des moyens de transport marche de pair avec le développement de la production. A la production en masses répond le transport en masses non seulement de *marchandises*, mais aussi de *personnes*. Les bâtiments à vapeur et les chemins de fer, ces soutiens appréciés de la civilisation, ne se contentent pas d'apporter aux barbares des fusils, l'eau-de-vie et la syphilis, ils amènent les barbares chez nous et, avec eux, la barbarie. L'afflux des paysans dans les villes devient de plus en plus considérable. Des légions d'hommes sans exigences, persévérants, sans esprit de résistance, accourent ici de régions de plus en plus éloignées. Les Slaves, les Suédois, les Italiens viennent peser sur les salaires en Allemagne ; Allemands, Belges, Italiens vont en France; Slaves, Allemands, Italiens, Irlandais, Suédois se rendent en Angleterre et aux Etats-Unis; les Chinois gagnent l'Amérique et l'Australie et ne tarderont pas probablement d'arriver aussi en Europe. Sur des navires allemands, des Chinois et des nègres prennent déjà la place des travailleurs blancs.

Ces ouvriers étrangers sont en partie des expropriés, des

petits bourgeois et des petits paysans, que le mode de production capitaliste a ruinés, a chassés de leur bien et de leur foyer et qu'il a dépouillés non seulement de leur chez eux, mais encore de leur patrie. Jetez les yeux sur les masses innombrables des émigrants et demandez-vous si c'est la démocratie socialiste qui en fait des sans-patrie, qui fomente des sans-patrie.

L'expropriation des petits paysans et des petits bourgeois, l'introduction, dans le pays, de ces masses ouvrières venant de l'étranger, l'extension du travail des femmes et des enfants, la réduction du temps d'apprentissage, qui n'est plus qu'une simple initiation, ont l'effet suivant : le mode de production capitaliste augmente dans des proportions énormes le nombre des forces de travail qui sont à sa disposition. A la suite des progrès ininterrompus réalisés dans les améliorations et perfectionnements techniques, un accroissement constant de la productivité du travail humain suit pas à pas l'augmentation des bras disponibles. Enfin, l'exploitation de la force de travail isolée est portée à son extrême limite, soit par la prolongation de la journée de travail, soit par l'intensification du travail quand la législation ou l'organisation ouvrière rendent impraticable la première méthode.

*En même temps, la machine a pour effet de rendre disponible des forces de travail.* Toute machine épargne de la force de travail, — si elle ne le faisait pas, elle n'aurait pas son utilité. Dans chaque branche d'industrie, le passage du travail à la main au travail à la machine soumet à des peines cruelles les travailleurs manuels intéressés, simples artisans ou ouvriers de manufacture, qui sont rendus inutiles et jetés sur le pavé. Cet effet de la machine a été le premier que l'ouvrier ait ressenti. Dans les premières décades de notre siècle, de nombreuses révoltes témoignent des souffrances que l'introduction du travail à la machine comportait pour l'ouvrier ; quelles colères, quel désespoir elle entraînait. L'introduction du machinisme, ainsi que les améliorations ultérieures qu'on y apporte, est toujours nuisible à des catégories

particulières d'ouvriers. Sans doute, dans certaines conditions, d'autres catégories, les ouvriers employés à la fabrication des machines peuvent y trouver leur profit. Mais nous ne croyons pas que cette constatation console beaucoup les travailleurs qui meurent de faim.

Toute nouvelle machine produit le résultat suivant : une fois introduite, on produit autant avec un nombre d'ouvriers plus faible ou bien on produit davantage, le nombre d'ouvriers restant le même. Pour que le nombre des ouvriers employés dans un pays ne baisse pas sous l'influence du développement progressif du machinisme, *il faut que le marché s'étende proportionnellement à l'accroissement de la productivité.* Mais comme le développement économique élève la productivité de l'ouvrier et augmente rapidement la quantité des forces de travail rendues disponibles, — beaucoup plus rapidement que n'augmente la population totale, — pour qu'il n'y ait pas chômage, il faut que le marché s'étende beaucoup plus vite que la machine n'accroît la productivité du travail.

Sous le règne de la grande industrie capitaliste, une extension aussi rapide du marché ne s'est presque jamais produite ; du moins n'a-t-elle pas intéressé pendant un temps un peu long une grande sphère de l'industrie capitaliste. *Le chômage est donc un phénomène qui accompagne constamment la grande industrie ; il lui est indissolublement lié.* Même aux époques les meilleures, quand le marché subit brusquement une extension considérable et que les affaires vont le mieux, l'industrie ne peut employer tous les sans-travail. Dans les mauvaises périodes, quand il y a stagnation, le nombre des chômeurs s'accroît dans des proportions énormes. Ils forment une armée entière, *l'armée industrielle de réserve,* comme Marx l'a nommée. Ils constituent en effet une armée de forces de travail, constamment à la disposition du capital, dont celui-ci peut toujours tirer des réserves dès que la campagne industrielle commence à devenir plus active.

Pour les capitalistes, cette armée de réserve n'a pas de prix. Elle constitue pour eux une arme puissante. Elle leur permet de tenir en bride l'armée de ceux qui travaillent, de les rendre toujours accommodants. Le surtravail des uns causait le chômage des autres ; et le chômage de ceux-ci est un moyen de maintenir et d'accroître le surmenage des premiers. Que l'on vienne dire encore que tout n'est pas conçu pour le mieux dans ce bas monde !

La force de l'armée industrielle de réserve suit les oscillations de la vie industrielle. Cependant on peut remarquer sa tendance à suivre une *progression ascendante*. La révolution technique suit en effet une marche de plus en plus rapide, conquiert des domaines de plus en plus vastes. L'extension du marché rencontre donc des obstacles de plus en plus nombreux. Nous reviendrons sur ce point en un autre endroit. Qu'il nous suffise ici de l'avoir indiqué.

Mais que signifie le chômage ? C'est non seulement la misère pour les intéressés, c'est non seulement la sujétion et l'exploitation augmentées pour ceux qui travaillent, c'est encore l'insécurité de l'existence pour toute la classe ouvrière.

Quels que soient les maux que les modes d'exploitation antérieurs ménageaient aux exploités, ils leur assuraient au moins l'existence. La vie de l'esclave et du serf leur était assurée, au moins aussi longtemps que l'était celle de leurs maîtres. Seule, la disparition de son maître pouvait le priver de ses conditions d'existence. Quelle qu'ait été la misère qui est toujours venue frapper par moments la population dans les modes de production antérieurs, elle était non une conséquence de la production, mais d'un arrêt de cette production, à la suite de mauvaises récoltes, d'épidémie, d'inondations, d'incursions d'armées étrangères, etc.

Aujourd'hui, l'existence de l'exploiteur et celle de l'exploité n'ont pas de loi commune. A chaque instant, l'ouvrier peut être jeté sur le pavé avec femme et enfants, devenir la proie de la famine sans que les conditions d'existence de l'exploiteur qu'il a enrichi s'en trouve atteintes le moins du monde.

Aujourd'hui, la misère qu'entraîne le chômage n'est qu'exceptionnellement le résultat de troubles apportés à la production par des influences supérieures extérieures ; il est généralement l'effet du développement même de la production. Les troubles de la production augmentent plutôt la facilité de trouver de l'emploi plutôt qu'ils ne la restreignent. Rappelons-nous les conséquences de la guerre de 1870 pour la vie économique de l'Allemagne et de la France dans les années qui l'ont suivie.

Sous le régime de la petite industrie, le revenu du travailleur était d'autant plus grand que lui-même se montrait plus actif. La paresse, au contraire, le ruinait, le privait de travail. Aujourd'hui, plus l'ouvrier travaille, plus il travaille longtemps et plus le chômage s'étend. Le travailleur se prive de son travail par son propre travail. Comme bien d'autres principes empruntés au monde de la petite industrie, la grande industrie capitaliste a changé en son contraire le principe qui veut que l'activité du travailleur fasse son bonheur. Il en est de même de celui qui prétend que quiconque veut travailler trouve toujours à manger. C'est se moquer que de l'opposer aux ouvriers comme aime encore à le faire croire plus d'un bourgeois.

La force de travail ne constitue, pas plus que la propriété, une protection assurée contre la pauvreté et la misère. Si le spectre de la *banqueroute* hante sans cesse le petit paysan et le petit artisan, celui du *chômage* hante constamment le salarié.

Cette perpétuelle insécurité est, de tous les maux apportés par le mode de production actuel, le plus cruel, mais aussi le plus révoltant ; c'est lui qui excite le plus profondément les esprits et met définitivement fin à toute velléité conservatrice. Ce manque perpétuel de sécurité empêche de croire à la sécurité de l'ordre existant, de prendre le moindre intérêt à son maintien. Et dès que l'ordre existant vous tient en une crainte perpétuelle, on cesse d'avoir peur des nouveautés.

Surtravail, chômage, dissolution de la famille, voilà ce qu'ap-

porte au prolétariat le mode de production capitaliste ; en même temps, il prolétarise des sphères de plus en plus vastes, et à vue d'œil le prolétariat s'étend au point d'embrasser la grande masse de la population.

### VI. — *L'extension croissante du Prolétariat. Le Prolétariat commercial et le prolétariat « intellectuel ».*

Ce n'est pas seulement parce que la grande industrie ne cesse de gagner en étendue que le mode de production capitaliste tend à faire de la prolétarisation l'état général de la nation. Il arrive également à ce résultat par une autre voie : la situation des salariés dans la grande industrie détermine la situation des salariés dans les autres branches de travail. Les conditions de travail et d'existence de celles-ci sont également bouleversées par la grande industrie. Les avantages dont ces derniers travailleurs jouissaient vis-à-vis des ouvriers de l'industrie capitaliste se transforment sous l'influence de celle-ci en autant d'inconvénients. Quand par exemple aujourd'hui encore, l'ouvrier au service d'un artisan se loge chez le maître et mange à sa table, c'est un moyen de le faire manger plus mal, de le loger plus mal que l'ouvrier dans son propre ménage. La longueur de l'apprentissage était un moyen d'empêcher que le métier ne fût envahi par les forces de travail. Aujourd'hui le système de l'apprentissage est le moyen le plus efficace d'inonder le métier de forces de travail peu coûteuses et d'enlever le pain aux ouvriers adultes.

Ici encore comme sur d'autres terrains, ce qui était raisonnable et bienfaisant sous le régime de la petite industrie, est devenu absurde et désastreux sous l'influence du mode de production capitaliste.

Les efforts des partisans des corporations pour renouveler

l'ancien régime des métiers procèdent du désir de trouver de nouvelles méthodes d'exploiter leurs ouvriers en rétablissant les anciennes formes. Pour ne pas s'enlizer, ils veulent se faire un marchepied du corps de quelques prolétaires. Et ces messieurs s'étonnent que le prolétariat n'accueille pas avec un grand enthousiasme cette façon de retarder quelque peu la disparition inévitable de la petite industrie.

Dans le *commerce* se poursuit la même évolution que dans le métier. La grande exploitation commence dans le domaine du commerce d'intermédiaire à faire reculer le petit négoce. Le chiffre des petites maisons de commerce n'a pas besoin de diminuer pour cela. Il augmente, au contraire. Le commerce d'intermédiaire est le dernier refuge des petits bourgeois ayant fait de mauvaises affaires (1). Restreindre le commerce d'intermédiaire, en limitant le colportage, par exemple, c'est retirer à ces malheureux tout point d'appui, c'est les précipiter dans la misère, en faire des vagabonds, des mendiants, des candidats à la maison d'arrêt : la réforme est étrange.

L'influence exercée par le développement de la grande exploitation sur le commerce d'intermédiaire ne se manifeste pas par

(1) En 1882, en Allemagne, étaient employés, par mille ouvriers, du groupe considéré dans :

| ÉTABLISSEMENTS | INDUSTRIE | COMMERCE | HOTELS RESTAURANTS LIEUX DE PLAISIR |
|---|---|---|---|
| Comprenant de 1 à 5 personnes | 399 | 708 | 746 |
| Comprenant de 6 à 50 personnes | 238 | 252 | 241 |
| Comprenant 51 personnes et au-dessus | 363 | 40 | 13 |

une *diminution* du nombre des maisons, mais par leur *décadence*. L'existence des petits intermédiaires indépendants devient de jour en jour moins sûre, de jour en jour plus semblable à celle du prolétaire. En outre, le nombre des employés des grandes maisons s'accroît. Eux sont de véritables prolétaires qui n'ont jamais la perspective de se rendre jamais indépendants. Le travail des femmes et des enfants avec sa conséquence obligée, la prostitution, s'étend. Dans cette sphère économique le surtravail, le chômage, la baisse des salaires augmentent. La situation des employés de commerce se rapproche de plus en plus de celle des prolétaires de l'industrie. Il ne se distingue plus guère de ce dernier que parce qu'il doit conserver *les apparences* d'une meilleure position, ce qui lui coûte des sacrifices que le prolétaire industriel ne connaît pas.

Une nouvelle classe de prolétaires commence également à se développer : le *prolétariat des intellectuels*. Dans notre mode de production, l'instruction est devenue l'objet d'une profession spéciale. Les connaissances se sont infiniment étendues et s'accroissent constamment. La société capitaliste, comme l'Etat capitaliste a de plus en plus besoin d'hommes de la science et de l'art pour diriger ses affaires et soumettre les forces de la nature, soit dans un but de production ou de destruction, soit pour dépenser en luxe le superflu qui ne cesse de croître. Mais non seulement le paysan, l'artisan ou même le prolétaire, mais encore le négociant, le fabricant, le banquier, le spéculateur, le grand propriétaire foncier n'ont pas le temps de se consacrer à la science et à l'art. Leurs affaires, leurs plaisirs les occupent tout entiers. Dans la société actuelle, ce ne sont plus comme autrefois, dans les formes de sociétés antérieures, les exploiteurs eux-mêmes, ou du moins une classe d'exploiteurs qui cultivent les sciences et les arts. Ils abandonnent ce soin à une classe spéciale qu'ils payent pour cet office. L'instruction devient une marchandise.

Mais si nous remontons à quelques dizaines d'années, c'était

encore une marchandise rare. Les écoles étaient peu nombreuses, les études entraînaient des frais considérables. Les paysans étaient beaucoup trop misérables pour réunir les ressources nécessaires à envoyer leurs fils dans les écoles supérieures. Le métier et le négoce rapportaient encore gros ; ceux qui l'exerçaient s'y tenaient. Seules des dispositions spéciales ou des circonstances particulières pouvaient engager le fils d'un artisan ou d'un négociant à s'adonner aux sciences ou aux arts. Tandis que la demande en fonctionnaires, techniciens, médecins, professeurs, artistes, etc., augmentait, l'offre restait presque entièrement limitée aux fils des hommes en place.

La marchandise instruction était donc fort appréciée. Sa possession assurait à ceux qui se consacraient à des buts pratiques, aux avocats, aux fonctionnaires, aux médecins, aux professeurs, etc., au moins une existence heureuse ; elle leur procurait même parfois gloire et honneur. L'artiste, le poète, le philosophe étaient les familiers des rois. L'aristocrate de l'intelligence se sentait supérieur à l'aristocrate de naissance ou d'argent. Son seul souci était de développer ses dons spirituels. Aussi les gens instruits pouvaient-ils être idéalistes, ils l'étaient même souvent. Ils planaient au-dessus des autres classes, de leurs efforts matériels et de leurs antagonismes. Instruction signifiait puissance, bonheur et amabilité. Dès lors la conclusion n'était-elle pas naturelle : pour rendre les hommes heureux et aimables, pour supprimer les antagonismes de classe et bannir du monde la pauvreté et la grossièreté, il suffisait d'une seule chose : répandre l'instruction.

Depuis, le développement des études supérieures, et nous ne parlons ici que de l'instruction supérieure, a fait des progrès considérables. Le nombre des écoles s'est extraordinairement développé. Le nombre des élèves s'est accru davantage encore. Le petit commerce et la petite industrie ne rapportent plus grand chose. Le petit bourgeois ne voit qu'un moyen d'empêcher que ses enfants ne tombent dans le prolétariat ; il les fait étudier

quand il dispose à peu près des ressources nécessaires. Il lui faut d'ailleurs s'inquiéter non seulement de l'avenir de ses *fils,* mais encore de celui de ses *filles.* En effet, comme nous l'avons déjà fait observer, les progrès de la division du travail transforment de plus en plus les travaux du ménage en travaux professionnels, restreint de plus en plus le travail domestique, aussi le mariage, où la femme se borne au rôle de maîtresse de maison prend-il de plus en plus le caractère d'un luxe. Mais en même temps, comme nous l'avons vu, la petite bourgeoisie s'appauvrit, elle devient de moins en moins capable de se permettre un luxe. Le nombre des célibataires s'accroît constamment, le nombre des familles où la femme et les filles doivent travailler pour gagner de l'argent augmente sans cesse. Aussi le travail des femmes prend-il de l'extension, non seulement dans la grande et la petite industrie, mais aussi parmi les fonctionnaires de l'Etat et les employés des entreprises privées, postes, télégraphe, chemins de fer, banques, etc., dans l'art et dans la science. Les préjugés, les intérêts personnels ont beau s'y opposer hautement, le travail de la femme s'implante de plus en plus dans les sphères les plus différentes du travail intellectuel. Ce n'est ni la vanité, ni le désir de se pousser, ni la présomption, mais la contrainte économique qui pousse la femme à s'employer dans ces sphères comme dans les autres domaines de l'activité humaine. Si l'homme a réussi à empêcher la concurrence de la femme dans certaines branches du travail intellectuel, encore organisées corporativement, la femme ne s'adresse que davantage aux professions qui ne sont pas constituées en corporation ; elle devient écrivain, peintre, musicienne.

Un des résultats de toute cette évolution est que le nombre des gens instruits a augmenté dans des proportions énormes. Mais les effets heureux que les idéalistes attendaient du développement de l'instruction ne se sont pas produits. Tant que l'instruction est une marchandise, l'extension de l'instruction amène une augmentation de cette marchandise ; son prix baisse et son possesseur

voit sa situation empirer. Le nombre des gens instruits est devenu si grand qu'il suffit, et au delà, aux besoins des capitalistes et de l'Etat capitaliste. Pour les travailleurs intellectuels, le marché du travail est aujourd'hui aussi encombré que pour les travailleurs manuels. Les travailleurs intellectuels possèdent eux aussi leur *armée de réserve;* le *chômage* est aussi fréquent dans leurs rangs que chez les ouvriers de l'industrie. Ceux qui se destinent à un emploi public doivent attendre pendant des années, souvent pendant une dizaine d'années, avant d'obtenir un poste inférieur, mal rétribué. Chez les autres, le chômage et le surmenage alternent comme chez les travailleurs manuels, et comme chez ces derniers, la baisse des salaires est à l'ordre du jour.

La situation de classe des travailleurs intellectuels empire à vue d'œil. Si l'on parlait autrefois de l'aristocratie de l'intelligence, on parle aujourd'hui du prolétariat de l'intelligence. Bientôt, un seul caractère distinguera ces prolétaires des autres salariés : nous voulons dire leurs *prétentions.* Pour la majorité, ils se figurent encore être quelque chose de mieux que les prolétaires. Ils se considèrent toujours comme faisant partie de la bourgeoisie, à peu près comme le domestique se considère comme appartenant à la famille qu'il sert. Ils ont cessé d'être les guides intellectuels de la bourgeoisie, ils en sont devenus les spadassins. La chasse aux places sévit chez eux d'une manière intense ; ce qu'ils cherchent, avant tout, ce n'est pas de développer leurs talents, mais d'en battre monnaie. La *prostitution de leur moi* forme leur principal moyen de se pousser. Comme les petits industriels, ils se laissent éblouir par quelques rares numéros qui sont sortis à la loterie ; ils ne voient pas le nombre infini de billets blancs qui leur passent sous les yeux, ils se vendent corps et âme, dans l'espérance de gagner le gros lot. *Vendre ses propres convictions, faire un mariage d'argent,* voilà, aux yeux de la majorité de nos intellectuels, deux moyens aussi compréhensibles qu'indispensables de « faire son bonheur ». Voilà ce que le mode de produc-

tion capitaliste a fait des idéalistes, des chercheurs, des penseurs, des rêveurs !

Mais l'offre est encore trop considérable pour qu'en général on puisse tirer de l'instruction un gros profit, même si l'on donne sa personnalité par dessus le marché. Il n'est plus possible d'empêcher la masse des intellectuels de tomber dans le prolétariat.

On ne peut encore prévoir si cette évolution poussera les intellectuels à se rallier au prolétariat militant en masse et non plus isolément, comme ils l'ont fait jusqu'aujourd'hui. Un point seulement est bien établi : la prolétarisation des intellectuels a fermé au prolétaire la dernière issue lui permettant d'échapper par ses propres forces au prolétariat et de s'élever à une classe supérieure.

Qu'un salarié devienne un capitaliste, la chose est, de prime abord, impossible, au moins suivant le cours ordinaire des événements. Des esprits raisonnables ne peuvent faire entrer en ligne de compte, dans l'étude de la situation de la classe ouvrière, un gain à la loterie de Hambourg ou un oncle d'Amérique. Dans des circonstances particulièrement favorables, il peut arriver de temps en temps qu'un ouvrier bien placé réussisse, grâce aux privations les plus dures, à économiser suffisamment pour s'assurer l'exploitation d'un petit métier ou d'une petite boutique, pour laisser étudier ses fils et en faire quelque chose de « mieux ». Il serait risible de présenter aux ouvriers de semblables possibilités comme des moyens d'améliorer leur sort ou le sort de leurs enfants. Dans le cours ordinaire des choses, un ouvrier, s'il arrive toutefois à faire des économies, peut se tenir pour satisfait s'il réussit à mettre de côté, dans des périodes de prospérité, une somme suffisante pour n'être pas pris au dépourvu quand arrive le chômage. Mais, aujourd'hui, il serait ridicule pour un ouvrier de faire fond sur cette vague perspective. L'évolution économique ne rend pas seulement l'épargne de plus en plus impossible à l'ouvrier ; elle lui interdit, même s'il réussit à éco-

nomiser le nécessaire, de s'élever, lui et sa famille, au-dessus de l'existence du prolétaire. Devenir un petit patron indépendant, c'est, pour lui, tomber d'un abîme dans un autre ; généralement, il est obligé de revenir à son ancienne misère et d'apprendre, au prix de ses économies, que la petite industrie est condamnée.

Pour le prolétaire, il est plus difficile encore de faire étudier son fils que d'entrer dans la petite industrie ; la tentative est presque désespérée. Mais, admettons que ses efforts aient abouti. Que fera le fils du prolétaire? Il ne peut attendre; il lui faut immédiatement faire argent de ses connaissances ; il est sans protection ; à quoi lui servira son instruction supérieure alors que des milliers de juristes doivent attendre pendant des années que vienne leur tour d'entrer au service de l'Etat, où des milliers de techniciens, de chimistes, d'élèves diplômés des écoles commerciales restent sur le pavé ?

De quelque côté qu'il se tourne, le prolétaire se heurte à des conditions prolétariennes d'existence et de travail. La prolétarisation envahit de plus en plus toute la société. Dans tous les pays civilisés, la masse de la population est aujourd'hui tombée au niveau du prolétariat. Pour le prolétariat isolé, tout espoir a disparu de se tirer de lui-même par ses propres forces, du bourbier où le plonge le mode de production actuel. Il ne peut s'élever lui-même qu'en élevant la classe toute entière à laquelle il appartient.

---

# CHAPITRE III

## La Classe capitaliste.

---

### I. — *Commerce et Crédit.*

Nous avons vu que, dans les pays où règne le mode de production capitaliste, la masse de la population devient de plus en plus des *prolétaires,* des ouvriers ne possédant plus leurs moyens de production, qui, par suite, ne peuvent produire avec ce dont ils disposent et se voient contraints, s'ils ne veulent mourir de faim, de vendre la seule chose qu'ils possèdent, leur *force de travail.* En fait, la majorité des paysans et des petits industriels appartient au prolétariat. Ce qui les en distingue, leur propriété, n'est qu'une vaine apparence, plus propre à dissimuler l'exploitation dont ils sont l'objet, leur asservissement, qu'à l'empêcher. C'est un voile que la moindre brise assez forte soulève et emporte.

D'un autre côté, nous nous trouvons en présence de possédants, capitalistes et grands propriétaires fonciers auxquels appartiennent seuls les moyens de production les plus importants, les sources essentielles d'existence de toute la population. Cette propriété exclusive leur réserve la possibilité et le pouvoir de s'asservir les non-possédants et de les exploiter.

Tandis que la majorité de la population devient de plus en plus la proie du besoin et de la misère, ce petit groupe de capitalistes

et de grands propriétaires fonciers, avec leurs parasites s'approprie seul les bénéfices énormes qui découlent des conquêtes de la civilisation actuelle, et en particulier des progrès des sciences naturelles et de leur application pratique.

Examinons d'un peu plus près ce petit groupe d'élus ; étudions le rôle qu'ils jouent dans la vie économique et ses conséquences sociales.

Nous avons déjà appris à connaître trois des espèces en lesquelles se divise le capital : le *capital commercial,* le *capital usuraire,* le *capital industriel.* Cette dernière espèce est la plus jeune, elle compte peut-être moins de siècles que les deux autres ne comptent de millions d'années. Mais ce dernier venu a crû plus rapidement, beaucoup plus rapidement que ses frères aînés. Il est devenu un géant qui les a subjugués et forcés à le servir.

Pour la petite exploitation sous sa forme parfaite (classique), le commerce n'est pas d'une nécessité absolue. Le paysan et l'artisan peuvent se procurer directement chez le producteur les moyens de production, si toutefois il est obligé de les acheter. A ce stade de l'évolution économique, le commerce sert heureusement le luxe, mais il n'est pas indispensable à la production prise dans son ensemble, au maintien de la société.

Le mode de production capitaliste, par contre, comme nous l'avons vu, dépend de prime abord du négoce, et d'autre part le commerce, à un certain stade de son évolution, a besoin de la production capitaliste pour prendre du développement. Plus celle-ci s'étend, plus le mode de production capitaliste prédomine, plus le progrès du commerce devient indispensable à toute la vie économique. Il n'est plus uniquement au service du superflu, du luxe. Toute la production, la subsistance de la population dans un pays capitaliste exige aujourd'hui que le commerce suive sa voie sans obstacles. C'est une des raisons pour lesquelles une guerre universelle serait actuellement plus dévastatrice que jamais. La guerre produit un arrêt du commerce, mais aujourd'hui un semblable

événement amène un arrêt de la production, de toute la vie économique, signifie la ruine économique qui s'étend et ne cause pas moins de calamités que les dégâts commis sur le théâtre de la guerre.

Pour le mode de production capitaliste, le développement de *l'usure* n'est pas moins important que celui du commerce. Sous le régime de la petite industrie, l'usurier était un parasite qui mettait à profit la misère ou la légèreté des autres pour les saigner. L'argent qu'il prêtait servait en général — la règle étant que chaque producteur possédait en propre les moyens de production nécessaires — à des dépenses improductives. Quand, par exemple, un noble empruntait de l'argent, il ne le faisait que pour le dissiper en plaisirs ; le paysan ne le faisait que pour payer ses impôts ou des frais de justice. Le prêt à intérêt était donc considéré comme immoral ; on le flétrissait partout.

Il en est tout autrement dans le mode de production capitaliste. L'argent est devenu un moyen de fonder une entreprise capitaliste, d'acheter, d'exploiter des forces de travail. Quand aujourd'hui un patron emprunte pour fonder une nouvelle entreprise ou en agrandir une qui existe déjà, cela ne veut pas dire qu'il diminue son revenu du montant de l'intérêt dû pour le prêt. L'argent emprunté lui sert surtout à exploiter des forces de travail, à augmenter par suite son revenu de plus du montant des intérêts dus. Le prêt à intérêts perd donc son caractère primitif. Le rôle qu'il jouait autrefois, l'exploitation de la misère et de l'imprévoyance, disparaît de plus en plus, sa tâche consiste maintenant à « féconder » la production capitaliste, à lui permettre de se développer plus rapidement qu'il ne lui serait possible si les capitalistes industriels se contentaient d'amener du capital dans leurs coffres-forts. La répulsion qu'inspirait l'usurier cesse. Il devient immaculé et on lui donne un nouveau nom qui sonne mieux : c'est un créditeur.

D'autre part, la direction principale suivie par le capital portant intérêt a changé. Les sommes que les capitalistes usuriers

accumulaient dans leurs caisses arrivaient par mille canaux aux non-capitalistes. Aujourd'hui, les caisses du capital usuraire, les institutions de crédit, sont plutôt des réservoirs où afflue, par mille canaux, l'argent des non-capitalistes dont on le sort pour le donner aux capitalistes. Comme autrefois, le crédit est un moyen de faire servir des intérêts au capital par des non-capitalistes, possédants et non-possédants. Mais il est également devenu un moyen puissant de transformer en capital, ce que possèdent les différentes classes de non-capitalistes, des richesses énormes de l'Eglise catholique et de l'ancienne noblesse aux misérables économies des servantes et des journaliers. On célèbre aujourd'hui les institutions de crédit actuelles parce qu'elles transforment en capital les économies des salariés, des artisans, des paysans, et font de ceux-ci des « capitalistes », comme le prétendent les partisans de l'ordre actuel. Mais cette accumulation de l'argent des non-capitalistes n'a d'autre but que de mettre à la disposition des non-capitalistes de nouveaux capitaux et d'accélérer le développement du mode de production capitaliste. Mais nous avons vu ce que ce progrès rapporte aux salariés, aux paysans et aux artisans.

Si les institutions actuelles de crédit ont de plus en plus pour effet de transformer en capital, mis à la disposition de la classe capitaliste, la fortune totale des différentes classes de non-capitalistes, elles permettent d'autre part de mieux utiliser les capitaux de la classe capitaliste. Elles concentrent tout l'argent que les capitalistes isolés n'ont pas momentanément l'occasion d'engager dans leurs entreprises, et rendent accessibles à d'autres capitalistes qui en ont besoin ces capitaux qui « dormiraient » sans cela. Elles permettent également de transformer en argent les marchandises avant qu'elles ne soient vendues, et diminuent ainsi le temps de roulement et par suite la masse de capital nécessaire à l'exploitation d'une entreprise déterminée.

Cette méthode augmente extraordinairement la masse et le

pouvoir du capital dont dispose la classe capitaliste. Aussi le crédit est-il devenu aujourd'hui un des leviers les plus puissants de la production capitaliste. A côté du grand développement pris par le machinisme et la constitution de l'armée industrielle de réserve, il est une des causes principales de l'élasticité du mode de production actuel qui permet à l'industrie, à la plus légère impulsion de prendre un rapide essor et de s'étendre puissamment.

Mais le crédit est encore plus sensible au moindre trouble que le commerce. Le moindre ébranlement qu'il subit a sa répercussion sur toute la vie économique.

De nombreux économistes ont considéré le crédit comme un moyen de transformer en capitalistes les non-possédants ou ceux qui possédaient peu. Mais comme son nom l'indique déjà, le crédit repose sur la confiance que le prêteur a dans l'emprunteur. Plus ce dernier possède, plus est grande la sécurité qu'il offre, plus est considérable le crédit dont il dispose. Le système du crédit est donc un moyen de fournir aux capitalistes plus de capital qu'ils n'en possèdent, d'accroître la prépondérance des capitalistes, d'accuser et non d'affaiblir les antagonismes sociaux.

Ainsi donc, le crédit n'est pas seulement un moyen d'accélérer le développement de la production capitaliste et de lui permettre de tirer parti de toute conjoncture favorable ; c'est encore un moyen de hâter la disparition de la petite exploitation ; c'est enfin un moyen de compliquer, de rendre plus sensible à toute perturbation tout l'édifice du mode actuel de production, de porter l'incertitude dans les rangs des capitalistes et de rendre de plus en plus chancelant le terrain où is se meuvent.

## II. — *Division du travail et concurrence.*

Tandis que, d'une part, l'évolution économique a pour effet de lier de plus en plus étroitement le commerce et l'industrie au crédit, d'autre part, par suite des progrès de la division du travail, les différentes fonctions que le capitaliste doit remplir dans l'ordre économique deviennent de plus en plus l'objet d'institutions et d'entreprises distinctes, séparées les unes des autres. Autrefois, le commerçant ne pouvait se borner à acheter et à vendre les marchandises ; il lui fallait les réunir, les entreposer, et les porter sur le marché souvent fort éloigné. Il devait les assortir, les étaler et les rendre accessibles aux acheteurs isolés. Aujourd'hui, nous ne rencontrons pas seulement la distinction du petit commerce et du gros commerce. Nous nous trouvons encore en présence d'entreprises spéciales s'occupant du transport et de l'emmagasinage des marchandises (entrepôts, élévateurs). Dans les grands marchés centraux, dans les *bourses,* l'achat et la vente sont si bien l'objet d'une branche d'activité particulière, sont si distincts des autres fonctions du marchand qu'on ne se borne pas à acheter et à vendre des marchandises qui sont loin d'être fabriquées, qui ne le sont même aucunement, on achète même des marchandises sans vouloir en prendre possession, on vend des marchandises qu'on ne possède pas.

On ne pouvait autrefois se représenter un capitaliste sans un grand coffre-fort où venait se rassembler l'argent qu'il touchait, et où il puisait les sommes nécessaires à ses paiements. Aujourd'hui, dans les pays avancés au point de vue économique, en Angleterre, en Amérique particulièrement, les caisses des capitalistes relèvent d'entreprises particulières, des *banques.* On ne paie plus le capitaliste, on verse à sa banque, c'est elle, et non le capitaliste qui vous donne ce qu'il doit. Aussi quelques grandes entre-

prises centrales administrent la caisse de toute la classe capitaliste d'un pays.

Mais si de cette façon, les diverses fonctions du capitaliste relèvent désormais d'entreprises différentes, indépendantes, cette indépendance n'est qu'extérieure, juridique. Economiquement, elles ont entre elles des liens fort intimes et dépendent étroitement les unes des autres. Les fonctions d'une de ces entreprises ne peuvent se remplir convenablement si les fonctions d'une quelconque des autres entreprises auxquelles elle se rattache commercialement éprouvent une perturbation.

Plus le commerce, le crédit et l'industrie sont dans un état de dépendance réciproque, plus les diverses fonctions de la classe capitaliste relèvent d'entreprises distinctes, et plus aussi les capitalistes isolés dépendent les uns des autres. L'économie capitaliste d'un pays, et à certains points de vue du marché universel, tend de plus en plus à se constituer en un organisme immense dont les parties sont intimement liées. Si la masse de la population tombe de plus en plus sous la dépendance des capitalistes, ceux-ci tombent de plus en plus sous la dépendance les uns des autres.

L'organisation économique du mode de production actuel devient un mécanisme si compliqué, si délicat que son bon fonctionnement dépend de plus en plus de l'engrenage de ses innombrables parties et de leur exactitude à remplir leur office. Jamais mode de production n'a exigé un réglage plus systématique. Mais la propriété privée empêche d'introduire le bon ordre dans cette organisation. Tandis que les entreprises isolées tombent *économiquement* sous une dépendance réciproque, *juridiquement* elles restent indépendantes les unes des autres. Les moyens d'exploitation de chaque entreprise constituent une propriété privée, leur propriétaire peut en disposer à son gré.

Plus la grande exploitation se développe, plus les entreprises particulières deviennent considérables, et plus l'activité économique exercée dans chacune d'elles devient réglée, se conforme

jusque dans les plus petits détails à un plan déterminé, soigneusement élaboré. Mais la coopération des entreprises particulières reste soumise au pouvoir aveugle de la *libre concurrence*. Celle-ci ne maintient en activité l'organisme économique qu'en dissipant effroyablement forces et ressources dans des perturbations de plus en plus puissantes ; non qu'elle mette chacun à sa place, mais elle broie quiconque fait obstacle à sa marche. C'est ce qu'on nomme la « sélection », « la lutte pour la vie ». Mais la libre concurrence rejette moins les incapables que ceux qui ne sont pas à leur place, soit qu'ils ne possèdent pas les capacités, soit, ce qui est important, qu'ils ne disposent pas des *capitaux* suffisants. Mais elle ne se contente pas aujourd'hui de frapper ceux qui ne l'emportent pas dans cette lutte pour l'existence. Chaque coup porté à un vaincu entraîne la ruine, met en péril de nombreuses existences, économiquement liées à l'entreprise qui a fait banqueroute, salariés, créanciers, fournisseurs.

On emploie encore volontiers le proverbe : « Chacun est l'artisan de sa fortune ». Il remonte à l'époque ou régnait la petite industrie, où le sort de l'ouvrier, non seulement le sien mais celui de sa famille, dépendait de ses qualités personnelles. Aujourd'hui, le sort des membres de la société capitaliste dépend de moins en moins de sa personnalité et de plus en plus de mille circonstances sur lesquelles il n'a aucune influence. La concurrence ne fait plus aujourd'hui la sélection des meilleurs.

### III. — *Le Profit.*

D'où la classe capitaliste tire-t-elle son revenu ? Le *capital marchand* et le *capital usuraire* obtenaient à l'origine leur bénéfice ou leur intérêt au moyen de soustractions opérées sur les biens des personnes appartenant aux classes les plus diverses qui

recouraient à leur service ou à leur intermédiaire. Le *capital industriel* tire son profit de l'exploitation des salariés non-possédants. Mais plus le mode de production capitaliste se développe, plus aussi le capital industriel l'emporte sur les autres espèces de capitaux, plus il se les asservit ; mais il n'y arrive qu'en leur abandonnant une partie de la plus-value qu'il tire de ses salariés. Au cours de cette évolution, la plus-value créée par les prolétaires devient de plus en plus l'unique source où toute *la classe capitaliste* puise son revenu. Le métier et par endroits l'agriculture paysanne, en voie de disparition, influent de moins en moins sur le fond de la société actuelle ; il en est de même des anciennes formes de capital, du capital marchand et du capital usuraire qui tiraient leurs profits de l'exploitation des classes non-capitalistes. Il existe aujourd'hui des Etats où l'on ne rencontre plus ni l'artisan ni le paysan, l'Angleterre, par exemple. Mais on ne peut concevoir aucun des Etats modernes sans la grande industrie. Pour comprendre les formes actuelles du capital, il faut partir du capital industriel. C'est dans la plus-value que produit l'industrie capitaliste qu'il faut chercher l'origine essentielle, de plus en plus importante, d'où découle tout profit capitaliste.

Dans le chapitre précédent, nous avons déjà appris à connaître la plus-value que crée le prolétaire industriel et que s'approprie le capitaliste industriel. Nous avons également vu comment la masse de la plus-value que crée le travailleur isolé hausse de plus en plus si on la compare au salaire ; les moyens employés sont l'augmentation du travail imposé à l'ouvrier, l'introduction de machines, qui économisent le travail, l'emploi de forces de travail moins coûteuses, etc. De plus, en même temps que se développe l'industrie capitaliste, le nombre des prolétaires exploités augmente. La masse de la plus-value qui revient à la classe capitaliste s'enfle donc de plus en plus.

Mais, malheureusement, une joie sans mélange n'est jamais le lot d'un mortel. La classe capitaliste doit partager, quelque

répugnance qu'elle ait pour le partage. Il lui faut partager la plus-value qu'elle attrape avec la *propriété foncière* et avec l'Etat. La part que ses rivaux empochent croît d'année en année.

## IV. — *La Rente foncière.*

Quand nous parlons des classes qui tendent à devenir les possesseurs exclusifs et les exploiteurs, les monopolistes des moyens de production, il nous faut établir une distinction entre les *capitalistes* et les *grands propriétaires fonciers*. La terre est, en effet, un moyen de production d'une espèce particulière. C'est le plus *indispensable* de tous. Sans elle, aucune activité humaine n'est possible. Même le navigateur et l'aéronaute ont besoin d'un point de départ et d'un point d'atterrissement. Mais la terre est aussi un moyen de production qu'on ne peut nullement accroître à volonté. Cependant, il n'est arrivé nulle part que chaque lopin de terre ait été mis en culture par ses habitants. En Chine même, il existe encore des étendues considérables de terrain qui n'ont pas été cultivées.

Dans l'Europe du moyen âge, sous le régime de la petite exploitation paysanne, chaque cultivateur possédait sa ferme et son champ. L'eau, la forêt, les pâturages étaient propriétés communes. La quantité de sol non cultivé était si grande qu'on pouvait permettre à chacun de prendre possession et de mettre en œuvre toute terre qu'il défrichait. Puis, comme nous le savons, se produisit le développement de la production des marchandises et ses conséquences. Les produits du sol devinrent des marchandises, prirent une valeur. Par répercussion, la terre, elle aussi, devint une marchandise et eut une valeur. Les diverses communes et communautés paysannes cherchèrent à restreindre le cercle de leurs membres, et ceux-ci commencèrent à ne plus considérer

la terre qu'ils possédaient en commun et dont ils exploitaient même une partie en commun (forêts, pâturages) comme la propriété collective inaliénable de la commune ou de la communauté, mais à la regarder comme une espèce de *propriété privée* collective, appartenant aux membres actuels du groupe et à leurs héritiers, et dont la jouissance était interdite à tous les membres ultérieurs de la communauté. Ils voulaient faire du sol leur *monopole*.

Mais quelqu'un devait encore convoiter la propriété collective de la commune. C'était le *seigneur foncier*, l'ancien protecteur de la propriété commune. Si cette terre, qui avait acquis une si grande valeur, devait devenir propriété privée, elle devait être *sa* propriété privée. Dans la plupart des régions, mais surtout dans les pays où s'était développée la grande exploitation agricole, les seigneurs réussirent à s'emparer de la propriété commune des paysans. Les évictions, l'expulsion de paysans isolés de leurs biens suivirent. Toute la terre, même celle qui n'était pas mise en culture, passa à l'état de propriété privée, la propriété foncière devint le privilège d'un petit nombre.

Ainsi, grâce à l'évolution économique, grâce, en particulier, à la constitution de la grande propriété foncière, le sol devint un monopole bien avant que le terrain disponible eût été épuisé, bien avant qu'on pût parler de surpopulation. Si la terre, comme moyen de production, occupe une situation exceptionnelle, parce qu'elle ne peut être augmentée à volonté, elle la doit non à ce que le sol disponible a déjà été exploité, mais à ce que, au moins dans les pays civilisés, une minorité en a déjà pris entièrement possession. Ainsi se constitue un monopole d'une espèce toute particulière. Vis-à-vis des classes non-possédantes, la classe capitaliste possède sans doute le monopole des moyens de production. Mais au sein de la classe capitaliste elle-même, il n'existe pas un monopole exercé par certains de ses membres sur certains moyens de production, au moins un monopole permanent. Quand

il se forme une entente entre capitalistes pour monopoliser une invention particulière très importante, une nouvelle machine, par exemple, il peut toujours se rencontrer d'autres capitalistes qui achètent cette machine ou la dépassent par une autre invention, ou l'imitent tôt ou tard. Tout cela n'est pas possible avec la propriété privée. Les propriétaires fonciers jouissent d'un monopole non seulement vis-à-vis des classes non possédantes, mais encore vis-à-vis de la classe capitaliste.

Le caractère propre de la propriété foncière s'est développé d'une façon particulièrement nette en Angleterre, où un petit nombre de familles a entre les mains le sol de tout le pays et s'y attache, ne le vend pas. Quiconque a besoin de terres, les obtient, à titre de prêt, contre un fermage, la *rente foncière* (1). Un capitaliste qui veut construire une fabrique ou une maison d'habitation, ouvrir une mine ou entreprendre une exploitation agricole, ne peut généralement pas, en Angleterre, acheter le fonds ; il doit se contenter de le louer.

Chez nous, le capitaliste est, la plupart du temps, un propriétaire foncier. Le fabricant possède le sol sur lequel est bâtie sa fabrique, l'entrepreneur de mines possède le fonds qu'il fait exploiter. D'un autre côté, le grand propriétaire foncier est souvent un capitaliste industriel ; dans le mode de production capitaliste, l'agriculture, comme nous l'avons déjà remarqué, devient également une industrie capitaliste qui, en somme, est soumise aux mêmes lois que les autres branches. Quand le capitaliste exploite son entreprise sur un terain qui lui appartient, quand il est lui-même propriétaire foncier, il n'est naturellement pas tenu de partager la plus-value avec ce dernier. Mais cela ne change pas essentiellement l'affaire. Il n'est, en effet, devenu capi-

(1) Strictement, le fermage n'est pas la rente foncière. Le fermage contient, la plupart du temps, un intérêt du capital. Mais, pour le but que nous recherchons, nous pouvons cependant considérer le fermage et la rente foncière comme identiques.

taliste qu'en versant au précédent possesseur du bien-fonds un capital dont les intérêts correspondent au montant de la rente foncière.

Mais le caractère du monopole de la propriété foncière s'accuse d'autant plus que la demande de terrain s'accroît, que la population augmente, que la classe capitaliste a plus besoin du sol, que le mode de production capitaliste se développe. La *rente foncière* croît aussi dans les mêmes mesures ; nous entendons par ce terme le montant de la rente foncière totale payée dans la société capitaliste. Il n'est nullement nécessaire que la rente de chaque bien-fonds hausse. Un terrain, toutes conditions restant égales d'ailleurs, rapporte d'autant plus de rentes qu'il est plus productif et plus favorablement situé (voisin ou éloigné du marché). Nous ne pouvons naturellement ici entrer dans l'étude des lois de la rente. L'utilisation de nouvelles terres plus fertiles peut donc faire baisser la rente d'un sol épuisé. Mais la rente du terrain nouvellement employé n'en croîtra que plus vite. Les améliorations apportées au système des transports peuvent faire tomber la rente d'une région voisine du marché au profit de régions plus éloignées. Ces deux phénomènes se sont produits dans ces deux dernières dizaines d'années. La rente foncière américaine a haussé, au détriment de l'Europe occidentale, dans la mesure toutefois où des tarifs protecteurs ne s'y sont pas opposés. Cette remarque ne s'applique qu'aux terres consacrées à l'agriculture. Dans les villes, la rente foncière suit une progression constante et rapide. Le mode de production capitaliste ne cesse de concentrer la masse de la population dans les cités. Malheureusement, ce qui est le plus atteint par cette tendance, c'est moins le profit des capitalistes industriels que la santé corporelle et spirituelle des classes les plus pauvres. La *question du logement* nous fait connaître une nouvelle cause de souffrances pour le prolétariat. Mais ce n'est pas ici le lieu de nous étendre davantage sur ce point.

### V. — *Les impôts.*

Si le propriétaire foncier rogne de plus en plus la part de plus-value revenant au capitaliste, soit directement, soit indirectement, en provoquant par exemple le renchérissement des coûts d'entretien du travailleur, l'*Etat* ne reste pas inactif à ce point de vue. L'Etat moderne a pris de l'importance en même temps que la classe capitaliste ; par elle, il est devenu grand. D'un autre côté, il s'est révélé le moyen le plus puissant de provoquer l'essor à cette classe. Etat moderne et classe capitaliste se sont mutuellement aidés. L'Etat est indispensable à la classe capitaliste, elle a besoin de sa protection à l'intérieur et à l'extérieur.

Plus le mode de production capitaliste se développe, et plus les antagonismes et les contradictions qu'il crée s'accusent. Mais aussi la complication de ses rouages augmente, la dépendance réciproque des individus s'accroît, et le besoin devient plus vif de posséder une autorité qui leur soit supérieure et veille à ce que chacun remplisse les devoirs que ses fonctions économiques lui imposent. Un organisme aussi délicat que le mode de production actuel tolère moins facilement que les modes antérieurs la solution des conflits et des différents par la seule action des intéressés. La défense personnelle est remplacée par le *droit* dont l'Etat a la garde.

L'exploitation capitaliste n'est nullement le résultat d'un droit déterminé. Ce sont bien plutôt ses exigences qui ont créé le droit actuellement en vigueur et lui ont donné son empire. Le droit ne crée pas l'exploitation ; il se borne à veiller à ce que l'exploitation se poursuive aussi facilement que possible à l'égal des autres procès. Si nous avons dit que la *concurrence* était le *ressort,* nous pouvons considérer que le droit est l'huile qui rend moins sensibles les frottements du mécanisme économique. Si ces résistances s'accroissent, si, d'une part, les antagonismes entre

exploiteurs et exploités, possédants et non-possédants, si le « lumpenprolétariat » en particulier prend de l'extension ; si, d'autre part, au sein de la classe capitaliste, chaque patron individuel recourt à la coopération de nombreux capitalistes pour éviter tout obstacle à la marche de son entreprise, la nécessité d'un droit convenable se fait plus vivement sentir ; plus l'importance de la *police* et de la *justice* devient considérable, plus la nécessité d'une autorité publique forte mettant son pouvoir au service du droit devient impérieuse.

Mais, pour les capitalistes, il ne s'agit pas seulement de vaquer à la production sans être troublé dans l'intérieur du pays, de pouvoir acheter et vendre. Dès le principe, le commerce extérieur joue un grand rôle dans la production capitaliste. Plus celle-ci devient prédominante, et plus la sécurité et l'extension du marché extérieur présente un vif intérêt vital pour la nation. Mais, sur le marché universel, les capitalistes d'une nation rencontrent des concurrents appartenant à d'autres pays. Pour leur tenir tête, ils appellent l'Etat à leur secours : il peut, grâce à sa puissance militaire, faire respecter leurs prétentions, ou même, ce qui est encore préférable, mettre en fuite leurs rivaux étrangers. Les Etats et les monarques tombent de plus en plus sous la dépendance de la classe capitaliste, les armées servent de plus en plus, non seulement les buts personnels des princes, mais encore ceux que poursuit la classe capitaliste. Les guerres, de dynastiques qu'elles étaient, se transforment de plus en plus en *guerres commerciales,* et finalement en *guerres nationales* qu'en dernière analyse on peut ramener aux rivalités économiques existant entre les classes capitalistes des divers pays.

L'Etat capitaliste a donc besoin non seulement d'une *armée de fonctionnaires* consacrés à la justice et à la police (ainsi qu'à l'administration de ses finances), mais aussi d'une puissante *armée* de soldats. Dans les Etats capitalistes, ces deux armées ne cessent de s'accroître.

Tant que la science n'avait pas fait son entrée dans la technique industrielle, la technique militaire ne se modifia que lentement. Mais dès que le machinisme eut conquis l'industrie et l'eut soumise à de constants bouleversements, la fixité que l'on remarquait dans les engins de guerre prit également fin. Chaque jour apporte une nouvelle invention, une nouvelle découverte, qui, à peine éprouvée et introduite à grands frais, se voit détrôner par une nouveauté qui révolutionne tout. Les engins de guerre deviennent de plus en plus volumineux, de plus en plus compliqués, de plus en plus coûteux. En même temps, les progrès réalisés dans le régime des transports permettent de transporter sur le champ de bataille des masses de plus en plus considérables. Aussi ne cesse-t-on d'accroître les armées.

Dans ces conditions, chez toutes les grandes puissances européennes, les dépenses militaires (auxquelles il faut attribuer la plus grande partie des dettes publiques) ont pris une extension vraiment insensée.

L'Etat coûte de plus en plus d'argent, les charges qu'il impose deviennent de plus en plus écrasantes. Partout où ils ont la législation dans leurs mains, capitalistes et grands propriétaires fonciers cherchent naturellement à se décharger autant que possible sur les autres classes de la population. Mais on ne peut tirer de celles-ci que des ressources de plus en plus minimes. Ainsi, malgré tous les artifices de MM. les exploiteurs, leur plus-value doit-elle être de plus en plus rognée par raison d'Etat.

## VI. — *La Baisse du Profit.*

En même temps que se poursuit l'évolution que nous venons de décrire, la masse du capital total, engagé à profit par la classe capitaliste dans ses diverses entreprises, montre une tendance à

croître plus rapidement que l'exploitation de la classe ouvrière, plus rapidement que la masse de la plus-value créée par celle-ci.

Nous ne pouvons nous étendre plus longuement ici sur les causes de ce phénomène dont l'intelligence suppose des connaissances économiques considérables. Un exemple fera comprendre ce que nous avons dit.

Prenons un fait bien palpable. Comparons un fileur à la main d'il y a cent ans, qu'exploitait un capitaliste comme industriel à domicile avec un fileur à la machine d'aujourd'hui. Quel capital considérable ne faut-il pas pour que ce dernier puisse faire son travail ! Combien était minime par contre le capital que le capitaliste engageait dans la filature à la main. Il payait au fileur un salaire et lui donnait le coton ou le lin qu'il devait mettre en œuvre. Pour le salaire, le cas ne s'est pas beaucoup modifié ; mais le fileur à la machine emploie peut-être aujourd'hui cent fois plus de matières premières que le fileur à la main. Quelles énormes constructions, quelles énormes machines à vapeur, machines à filer ne sont-elles pas nécessaires pour qu'une filature à la machine puisse fonctionner !

Une autre circonstance a son importance : le capitaliste d'il y a cent ans qui occupait le fileur n'engageait dans son entreprise que les avances nécessaires aux *salaires* et aux *matières premières*. Le capital constant n'existait presque pas, le rouet n'entrait pas en ligne de compte. Son capital se reproduisait rapidement ; dans un trimestre par exemple. Il n'avait donc besoin d'engager dans son entreprise, d'avancer que le quart du capital qu'il employait dans l'année. Aujourd'hui, dans une filature mécanique, le montant du capital engagé dans la machinerie et dans les bâtiments est extraordinairement plus élevé. Si la révolution du capital, avancé en salaires et en matières premières, peut être la même qu'il y a cent ans, le roulement de l'autre partie du capital qui existait à peine à cette époque est très lent.

Toute une série de causes a un effet contraire : le crédit, par

exemple, mais en particulier la baisse de la valeur des produits, conséquence nécessaire de l'augmentation de la productivité du travail. Mais toutes ces causes sont impuissantes à faire complètement disparaître l'évolution dont nous parlons. Elle se produit dans toutes les branches d'industrie ; lente dans les unes, elle est rapide dans les autres. Elle a ce résultat que la grandeur du capital avancé annuellement, qui revient en général à l'ouvrier dans l'industrie, augmente rapidement et considérablement.

Admettons que cette somme s'élevait il y a cent ans à 100 marks, qu'aujourd'hui elle atteint 1.000 marks. Supposons encore que l'exploitation de l'ouvrier a *quintuplé*. Si la plus-value qu'il créait il y a cent ans s'élevait à 50 marks par an, elle se monte aujourd'hui, le salaire annuel restant le même, à 250 marks. La *masse* de la plus-value créée a donc, en ce cas, crû en soi et pour soi (absolument). Mais, par rapport à la masse du capital que le capitaliste avance annuellement, la plus-value a baissé. Il y a cent ans, ce rapport était égal à 50 p. 0/0 ; il n'atteint aujourd'hui que 25 p. 0/0.

Ce n'est naturellement qu'un exemple : mais la tendance qu'il manifeste est réelle.

La masse totale de la plus-value créée annuellement dans un pays capitaliste s'accroît constamment et rapidement. Mais la masse totale du capital engagé par la classe capitaliste dans les diverses entreprises capitalistes et auquel revient la plus-value croît encore bien plus vite. Si l'on songe, en outre, que, comme nous l'avons vu, les charges publiques et la rente foncière rognent de plus en plus la masse de la plus-value créée annuellement, on comprendra que la masse de la plus-value qui revient en moyenne par an à une somme déterminée de capital baisse constamment bien que l'exploitation de l'ouvrier augmente.

Le profit, c'est-à-dire cette partie de la plus-value qui reste à l'entrepreneur capitaliste manifeste donc une tendance à baisser par rapport au capital total avancé par celui-ci. Ou, pour nous

exprimer autrement, au cours de l'évolution du mode de production capitaliste, d'une manière générale, le profit que rapporte une certaine somme de capital devient de plus en plus minime. Cela ne s'applique naturellement qu'en moyenne pour de grandes périodes. Un symptôme de cette baisse est la baisse constante du taux de l'intérêt.

*Ainsi donc, tandis que l'exploitation de l'ouvrier marque une tendance à monter, le taux du profit du capitaliste manifeste une tendance à la baisse.* C'est une des plus étranges contradictions du mode de production capitaliste, si riche cependant en contradictions.

On a conclu de cette baisse, que l'exploitation capitaliste finirait par prendre fin d'elle-même. Le capital finirait par rapporter un profit si dérisoire que les capitalistes, mourant de faim, en seraient réduits à chercher du travail. Mais ce ne serait vrai que si le taux de profit baissait constamment, la masse du capital total restant la même. Mais ce n'est nullement le cas. Dans les nations capitalistes, la masse du capital croît plus rapidement que ne diminue le taux du profit. L'accroissement du capital est une des conditions de la baisse du taux de profit. Si le taux de l'intérêt baisse de 5 à 4 et de 4 à 3 p. 0/0, cette baisse ne diminue pas le revenu du capitaliste dont le capital est monté pendant ce temps de un à deux et à quatre millions.

La baisse du taux de profit, ou de l'intérêt, ne présage nullement une diminution de revenu de la classe capitaliste. La *masse* de la plus-value qui lui revient augmente constamment. Cette baisse n'atteint le revenu que des capitalistes qui ne peuvent accroître suffisamment l'étendue du capital. Au cours de l'évolution économique, la limite, à partir de laquelle un capital commence à assurer une situation à son possesseur, s'élève toujours. Les ressources, dont on a besoin au minimum pour pouvoir vivre du travail d'autrui sans travailler soi-même, doivent être de plus en plus considérables. Ce qui, il y a cinquante ans, consti-

tuait une fortune importante, n'est plus qu'une bagatelle aujourd'hui.

La baisse du profit et du taux de l'intérêt n'a pas pour effet la disparition, mais la diminution de la classe capitaliste. Chaque année, de petits capitalistes en sont exclus et sont réduits à livrer la même lutte désespérée que les artisans, les petits commerçants et les petits paysans ; lutte qui peut durer plus ou moins, mais qui doit forcément se terminer par leur chute dans le prolétariat. Leurs efforts pour échapper à leur sort ne font que précipiter leur ruine.

On s'étonne de la quantité d'imbéciles dont tout aigrefin sait se faire confier leur argent en leur promettant des intérêts particulièrement élevés. Ces gens ne sont en général pas si sots qu'ils en ont l'air. Ces entreprises aventureuses sont le fétu de paille auquel ils se raccrochent pour tirer de leur petite fortune des intérêts convenables. C'est moins la cupidité que la crainte de la misère qui les aveugle.

## VII. — *Progrès des grandes entreprises. Les Trusts.*

Si la concurrence met aux prises le métier et la grande industrie capitaliste, la lutte se poursuit entre les grandes et les petites exploitations capitalistes. Chaque instant apporte une nouvelle invention, une nouvelle découverte dont l'application augmente considérablement la productivité du travail. Mais chacun de ces progrès déprécie plus ou moins les installations industrielles antérieures, nécessite de nouvelles dispositions et souvent des agrandissements. Le capitaliste qui ne possède pas le capital nécessaire pour réaliser ces changements devient tôt ou tard incapable de soutenir la concurrence et se ruine. Ou bien il se sent poussé à engager son capital dans une branche d'industrie où

une petite entreprise peut encore lutter. Ainsi la concurrence dans la grande industrie favorise l'encombrement de la petite industrie, et provoque la ruine du métier dans les rares branches où cette dernière peut encore relativement subsister.

Dans la grande industrie, les exploitations deviennent de plus en plus considérables, de plus en plus étendues. Les grandes entreprises qui comptaient des centaines d'ouvriers sont aujourd'hui des exploitations gigantesques qui emploient des milliers de travailleurs (filatures, brasseries, fabriques de sucre, établissements sidérurgiques). Les petites entreprises disparaissent de plus en plus : à un certain moment, l'évolution industrielle conduit, non à une augmentation, mais à une *diminution* croissante du nombre des exploitations de la grande industrie capitaliste.

Mais ce n'est pas tout. L'évolution économique a également pour effet de réunir *en une seule main* un nombre toujours plus considérable d'entreprises capitalistes, d'en ménager la possession soit à un capitaliste individuel, soit à une société de capitalistes qui économiquement ne forme qu'une personne (une personne juridique).

Des voies fort nombreuses conduisent à ce résultat.

D'abord la tendance des capitalistes à supprimer la concurrence. Nous avons appris plus haut que la concurrence était le ressort du mode de production actuel. Elle est le ressort de la production et du commerce des marchandises en général. Mais si la concurrence est nécessaire à l'ensemble de la société où règne la production des marchandises, chaque possesseur de marchandises n'en désire pas moins voir sur le marché *son* article soustrait à la concurrence. S'il est le seul possesseur d'un objet demandé, s'il jouit d'un *monopole,* il peut élever son prix bien au-dessus de sa valeur ; les demandeurs de cette marchandise dépendent de lui de la façon la plus complète. Quand, sur le marché, plusieurs vendeurs sont en présence avec des articles de même espèce, ils peuvent artificiellement créer un monopole en s'alliant pour ne

former tous ensemble qu'un seul vendeur. Une semblable union, cartell, ring, trust, syndicat, etc., est naturellement d'autant plus facile que le nombre des concurrents dont il faut associer les intérêts contradictoires est plus petit.

En tant que le mode de production capitaliste élargit le marché et augmente le nombre des concurrents, il entrave la constitution des monopoles dans le commerce et dans l'industrie. Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, dans toute la branche de l'industrie capitaliste, il arrive tôt ou tard un moment où son extension conduit à une diminution du nombre des exploitations qu'elle contient. Dès lors, cette branche devient un terrain de plus en plus favorable à la constitution de trusts. On peut en hâter la formation en protégeant par des droits protecteurs le marché intérieur contre la concurrence étrangère. Le nombre des concurrents se trouve ainsi diminué sur ce marché et il devient plus facile aux producteurs nationaux de s'entremettre pour créer un monopole et, grâce à la « protection du travail national », d'écorcher les consommateurs nationaux.

Dans ces trente dernières années, le nombre des trusts qui « règlent » la production et le prix de certaines marchandises, s'est fort accru, comme on sait, surtout dans les pays protectionnistes : Etats-Unis, Allemagne, France. Quand un trust est constitué, les différentes entreprises qui s'unissent n'en forment plus qu'une en fait, placée sous une seule direction, et très souvent elles sont formellement soumises à une direction unique.

Ce sont précisément les marchandises les plus importantes, les plus indispensables au progrès de la production, la *houille* et le *fer* dont la production et la mise en œuvre sont le plus souvent soumises aux trusts. La plupart de ces syndicats capitalistes étendent leur influence bien au delà des branches d'industrie monopolisées. Ils font dépendre de quelques monopolistes tout le rouage de la production.

En même temps qu'on cherche à réunir dans une même main

les diverses exploitations d'une même branche, se développe également la tendance de réunir en une seule différentes entreprises appartenant à diverses branches parmi lesquelles l'une fournit la matière première, ou les outils aux autres. Beaucoup de compagnies de chemins de fer possèdent des mines de charbons, des fabriques de locomotives leur appartenant en propre. Les fabriques de sucre visent à cultiver elles-mêmes une partie des betteraves qu'elles emploient ; le producteur de pommes de terre fonde sa propre distillerie, etc.

Notons encore un troisième moyen de réunir en une même main plusieurs entreprises. C'est le plus simple de tous.

Nous avons vu que dans le mode de production actuel le capitaliste doit remplir des fonctions extrêmement importantes. Quelque inutiles qu'elles puissent être dans une autre organisation de la production, il n'en est pas moins vrai que, sous le régime de la production des marchandises et de la propriété privée des moyens de production, la grande production n'est possible que comme production capitaliste. Pour que la production se poursuive et que les produits arrivent aux consommateurs, il est nécessaire que le capitaliste intervienne avec son capital et l'emploie judicieusement. Si le capitaliste ne produit rien, ne crée pas de valeur, il n'en joue pas moins un rôle important dans le mécanisme économique.

Mais plus une exploitation capitaliste devient importante, plus il est nécessaire, pour le capitaliste, de se décharger d'une partie de ses fonctions croissantes, soit sur d'autres entreprises capitalistes, comme nous l'avons vu, soit sur des salariés qui le remplacent. Dans la vie économique, il importe peu que ces offices soient remplis par un salarié ou par un capitaliste. Elles ne créent pas de valeur, parce que le capitaliste les confie à autrui. Le capitaliste doit donc les payer avec la plus-value. Nous apprenons ici à connaître une nouvelle soustraction opérée sur la plus-value, soustraction qui diminue le profit.

Si l'extension prise par une entreprise force le capitaliste à se décharger de ses fonctions sur des employés, l'accroissement de la plus-value lui facilite cette dépense. Plus la plus-value est grande, plus le capitaliste peut se décharger de ses fonctions sur des employés jusqu'à ce qu'il se soit soustrait à toute activité. Il ne lui reste plus que le souci d'engager à intérêt cette partie du profit qu'il ne dépense pas.

Le nombre des exploitations qui en sont arrivées à ce point augmente tous les ans. Le développement des *sociétés par actions* nous le montre de la façon la plus nette. Elles font voir à l'œil le moins exercé que la *personne* du capitaliste est devenue absolument indifférente dans le mode de production actuel. Seul, son capital a de l'importance. En Angleterre (en Allemagne, les chiffres manquent pour ces époques anciennes), le nombre des sociétés par actions enregistrées s'élevait, en 1845, à 57; en 1861, à 334 seulement; en 1888, par contre, à 2.550 et en 1896 à 4.735. En 1888, 11.001 sociétés par actions furent en activité, avec un capital versé de plus de 12.000 millions de marks, et en 1896, avec un capital versé de plus de 23.000 millions de marks.

On a cru trouver dans le système des sociétés par actions un moyen de rendre accessibles aux « petites gens » les avantages de la grande exploitation. Mais, comme le crédit, ce système qui, d'ailleurs, n'en est qu'une forme particulière, est surtout une façon de mettre à la disposition des grands capitalistes la fortune des « petites gens ».

Si, dans une entreprise, la personne du capitaliste n'est plus indispensable, chacun, dès lors, peut l'exploiter. Il suffit de posséder le capital nécessaire. Il n'a pas besoin de connaître l'affaire. Aussi un capitaliste peut-il réunir dans sa main les exploitations les plus diverses, n'ayant aucun rapport entre elles. Le grand capitaliste a surtout les plus grandes facilités de mettre la main sur les sociétés par actions. Il lui suffit de posséder la majorité des actions, que l'on peut acheter aussi rapidement que

vendre, pour mettre l'entreprise sous sa dépendance et la faire servir à ses intérêts.

Il faut remarquer encore qu'en général les grands capitaux s'accroissent plus vite que les petits. Plus un capital est grand, en effet, plus est grande, toute condition restant égale d'ailleurs, la masse du profit, c'est-à-dire le revenu qu'il rapporte, et plus est minime la part que le capitaliste doit dépenser pour ses propres besoins, et plus est grande celle qu'il peut joindre à titre de nouveau capital à son capital ancien. Un capitaliste dont l'entreprise rapporte annuellement 10.000 marks ne pourra vivre que modestement, si l'on s'en tient aux idées ayant cours dans sa classe. Il peut se tenir pour satisfait s'il réussit à mettre annuellement 2.000 marks de côté, soit un cinquième de son profit. Un capitaliste, dont le capital est assez considérable pour qu'il puisse en tirer 100.000 marks de revenu, peut, même s'il dépense cinq fois plus pour lui et sa famille, adjoindre à son capital primitif trois cinquièmes de son profit. Si le capital est assez important pour rapporter un million, il lui sera difficile, s'il est un homme normal, d'employer à son usage un dixième de cette somme, et malgré tout son luxe, il accumulera commodément neuf dixièmes de son profit.

Tandis que les petits capitalistes sont obligés de lutter pour la vie avec une âpreté toujours plus grande, les grandes fortunes ne cessent de se développer et, en peu de temps, atteignent une étendue considérable.

Si nous résumons tout ce que nous venons de dire : l'accroissement de l'étendue des exploitations, l'augmentation rapide des grandes fortunes, la diminution du nombre des entreprises, la réunion de plus en plus fréquente de plusieurs exploitations en une seule main, il devient clair que le mode de production capitaliste tend à remettre les moyens de production, devenus le monopole de la classe capitaliste, entre des mains de moins en moins nombreuses. Cette évolution aboutit finalement à ce résultat : la

totalité des moyens de production d'une nation et même de tout l'univers deviennent la propriété privée d'une personne isolée ou d'une société par actions qui en dispose à son gré. Tout l'organisme économique se réunit en une énorme entreprise où tout doit servir un seul maître, appartenir à un seul maître.

La propriété privée des moyens de production conduit à ceci dans la société capitaliste : personne ne possède plus rien, un seul excepté. Elle aboutit donc à sa propre disparition, personne ne possédant plus rien, tout le monde devenant esclave. Mais le développement de la production capitaliste des marchandises a également pour effet d'abolir ses propres principes. L'exploitation capitaliste devient absurde quand l'exploiteur ne trouve plus pour ses propres marchandises d'autre acheteur que ses exploités. Si les salariés forment les seuls consommateurs, les produits dans lesquels est incorporée la plus-value deviennent invendables ; la plus-value n'a plus de valeur.

En fait un état tel que nous venons de le dépeindre serait aussi effroyable qu'impossible. On ne l'atteindra jamais ; on ne peut jamais l'atteindre. Il suffirait de s'en rapprocher pour que les souffrances, les contradictions et les antagonismes arrivent à être intolérables, la société tomberait en ruines si l'on n'avait pas imprimé une autre direction à l'évolution. Mais bien que cet état ne puisse être absolument atteint dans la réalité, nous nous en rapprochons rapidement, plus rapidement qu'on ne le croit en général. En effet, tandis que d'un côté se poursuit la réunion entre un petit nombre de mains des exploitations capitalistes isolées, d'un autre côté, à mesure que se développe la division du travail, s'accroît comme nous l'avons vu la dépendance réciproque des entreprises indépendantes en apparence. Mais cette dépendance se réduit à la dépendance unilatérale des petits capitalistes. De même que la plupart des ouvriers travaillant à domicile, indépendants à ce qu'il semble, ne sont que les salariés des capitalistes, beaucoup des capitalistes qui paraissent indépendants sont sous la

domination d'autres capitalistes, beaucoup d'exploitations capitalistes qui paraissent indépendantes ne sont en fait que les succursales d'une énorme entreprise capitaliste. La dépendance où sont les petits capitalistes vis-à-vis des gros capitalistes se développe bien davantage encore que la réunion des diverses entreprises en la propriété d'un petit nombre. Le mécanisme économique des nations capitalistes est, maintenant déjà, dominé et exploité par un petit nombre de capitalistes géants. Quelques raisons sociales peu nombreuses s'empareront de lui tout entier ; ce n'est presque plus qu'une affaire de forme.

Tandis que la dépendance économique de la grande masse de la population vis-à-vis de la classe capitaliste se développe de plus en plus, dans le sein de cette dernière, la dépendance de la majorité vis-à-vis d'une minorité qui ne cesse de diminuer en nombre, mais augmente en richesse et en puissance, s'accroît également.

Mais cette dépendance ne ménage pas plus aux capitalistes la sécurité qu'elle ne la donnait aux prolétaires, artisans, petits commerçants, paysans. Au contraire : ce qui s'applique à tous ces derniers, s'applique également aux capitalistes ; plus ils deviennent dépendants, moins ils sont sûrs de leur situation. C'est naturellement surtout vrai des petits capitalistes. Mais même le capital le plus grand est incapable de ménager une parfaite sécurité.

Nous avons déjà étudié quelques-unes des causes qui rendent de moins en moins sûres les entreprises capitalistes : l'organisme tout entier devient de plus en plus sensible aux perturbations extérieures. Mais le mode de production capitaliste, en accusant les antagonismes des différentes classes et des différentes nations, en donnant aux masses en opposition des proportions de plus en plus considérables, en leur fournissant des armes de plus en plus puissantes, ce mode de production multiplie les occasions de semblables troubles et aggrave les désastres qui en résultent. L'augmentation de la productivité du travail ne se contente pas d'accroître la plus-value qui revient aux capitalistes, elle accroît égale-

ment la masse des marchandises qui arrivent au marché et doivent être débitées. Avec l'exploitation s'accroît aussi la concurrence, l'âpre lutte de tous les capitalistes contre tous les capitalistes. Un bouleversement constant de la technique marche de pair avec cette évolution ; sans cesse se produisent de nouvelles inventions, de nouvelles découvertes qui déprécient ce qui existe déjà et rendent inutiles non seulement des ouvriers isolés, non seulement des machines isolées, mais souvent des exploitations entières, des branches d'industrie entières.

Nul capitaliste ne peut faire fond sur l'avenir, aucun ne sait avec certitude s'il pourra conserver ce qu'il a gagné et le laisser à ses enfants.

D'ailleurs la classe capitaliste se divise de plus en plus en deux couches : l'une, dont le nombre ne cesse de s'accroître, est formée par les capitalistes qui sont devenus absolument inutiles à la vie économique, elle n'a rien autre à faire qu'à dissiper les quantités croissantes de plus-value qui lui reviennent, dans la mesure toutefois où elle ne les accumule pas pour en faire de nouveaux capitaux. Souvenons-nous de ce que nous avons dit au chapitre précédent sur la situation des intellectuels dans la société actuelle et l'on ne s'étonnera pas de voir la grande majorité des riches oisifs jeter leur argent par les fenêtres et le dissiper en plaisirs grossiers et stupides. L'autre couche, formée des capitalistes encore utiles à leur entreprise, diminue de plus en plus ; mais ses soucis et ses responsabilités augmentent. Si une partie des capitalistes se consume à tuer le temps, l'autre s'exténue dans les luttes incessantes de la concurrence.

Mais pour toutes deux s'accroît l'insécurité de l'existence. Ainsi le mode de production actuel ne permet même pas aux exploiteurs, à ceux qui monopolisent et se réservent ses énormes avantages, d'en jouir pleinement.

## VIII. — *Les Crises économiques.*

Si grande que, même dans les conditions habituelles, soit l'insécurité générale pour toutes les classes, elle est encore fortement aggravée par les *crises,* qu'à un certain stade de développement la production de marchandises ramène nécessairement.

Etant données l'importance que les crises présentent pour toute notre vie économique dans ces dernières dizaines d'années et l'obscurité de leurs causes pour beaucoup d'esprits, nous nous permettrons d'approfondir un peu ce sujet.

Les grandes crises modernes qui ébranlent le marché universel ont leur origine dans la *surproduction* qui provient à son tour de *l'anarchie* nécessairement liée à la production des marchandises.

Dans tous les modes de production, il peut y avoir surproduction si l'on entend par là que l'on crée plus d'objets qu'on en utilise. Elle ne peut naturellement pas avoir d'effets fâcheux quand les producteurs produisent en vue de leurs propres besoins. Si, par exemple, une famille paysanne primitive récolte une fois plus de blé qu'il ne lui en faut, elle réserve le superflu pour les mauvaises années, ou, si ses greniers sont pleins, elle le donne aux bestiaux, ou, dans le cas le plus défavorable, elle le laisse où il est.

Il en est autrement dans la production des marchandises. Dans sa forme supérieure, elle suppose que personne ne produit pour lui-même, que chacun produit pour autrui. Chacun doit acheter ce dont il a besoin. Mais la production totale n'est en aucune façon distribuée systématiquement. A chaque producteur de mesurer la demande des marchandises qu'il crée. D'autre part, dans ce mode de production, dès qu'il a dépassé le stade inférieur de l'échange, personne, sauf les producteurs de métaux précieux, ne peut acheter avant d'avoir vendu. Telles sont les deux sources d'où découlent les crises.

Pour mieux éclaircir la chose, prenons le cas le plus simple. Sur un marché se rencontrent un possesseur d'argent, un travailleur à une mine d'or par exemple, avec 20 marks d'or ; puis un vigneron avec un petit tonneau de vin, un tisserand avec une pièce de toile, et un meunier avec un sac de farine. Supposons que chacune de ces marchandises ait la même valeur de 20 marks ; une autre hypothèse ne ferait compliquer le cas sans rien changer au résultat final. Admettons encore que ces quatre possesseurs de marchandises soient les seuls sur le marché. Admettons encore que chacun ait justement apprécié les besoins de l'autre : le vigneron vend son vin au mineur, et achète avec les 20 marks qu'il a reçus la pièce de toile du tisserand ; celui-ci acquiert le sac de farine avec le prix de sa toile. Chacun quitte le marché satisfait.

L'année suivante nos quatre échangistes se retrouvent. Chacun compte écouler ses produits comme précédemment. Le possesseur d'argent ne fait pas fi du vin du vigneron. Mais celui-ci n'a pas besoin de toile. Peut-être lui faut-il employer l'argent à payer une dette, il préfère donc rentrer chez lui avec une chemise déchirée et ne pas acheter de toile. Le vigneron conserve ses vingt marks en poche et rentre à la maison. Le tisserand attend en vain une pratique. Le tisserand attendant, le meunier attend également. La famille du tisserand peut être affamée, désirer vivement qu'il achète le sac de farine, mais le tisserand a produit de la toile qui n'est pas demandée, et comme la toile est superflue, la farine le devient également. Tisserand et meunier n'ont pas d'argent, ils ne peuvent acheter ce dont ils ont besoin ; leur production est une surproduction ainsi que tout ce qui a été produit pour eux, pour continuer l'exemple, la table que le menuisier s'attendait à voir acheter par le meunier.

Les phénomènes les plus essentiels d'une crise économique sont donnés dans cet exemple. Elle n'intervient naturellement pas dans des conditions aussi simples. Aux débuts de la production mar-

chande, chaque exploitation produit plus ou moins en vue des besoins personnels. Dans chaque famille, la production marchande ne constitue qu'une partie de sa production totale. Le tisserand, le meunier de notre exemple possèdent chacun un lopin de terre, du bétail et peuvent attendre tranquillement un peu, jusqu'à ce qu'ils trouvent un acheteur pour leurs marchandises. Au besoin, ils peuvent vivre, même s'il ne s'en présente pas.

Mais aux débuts de la production marchande, le marché est encore restreint, on peut l'embrasser facilement du regard, et, bon an mal an, production et consommation, toute la vie sociale suit la même voie. Dans la petite communauté d'alors, chacun connaissait parfaitement son client, ses besoins, sa faculté d'achat. Le mécanisme économique restait le même. Le nombre des producteurs, la productivité de leur travail, la quantité de leurs produits, le nombre des consommateurs, leur demande, les sommes d'argent disponibles, toutes ces conditions ne se modifiaient que lentement, et chaque modification était aussitôt notée et prise en considération.

Les choses prirent un autre aspect à l'avènement du *commerce des marchandises*. Sous son influence, la production pour les besoins personnels passe à l'arrière-plan ; les producteurs de marchandises et plus encore les commerçants sont de plus en plus réduits à vendre leurs articles et le plus rapidement possible. L'ajournement, le retard d'une vente devient de plus en plus fatal. Dans certaines circonstances, il peut conduire à la ruine économique. En même temps, les possibilités d'une stagnation des affaires s'accroissent.

Le commerce des marchandises met en relation les marchés les plus divers, les plus éloignés. Le marché général s'en trouve étendu, mais il est plus difficile à surveiller. D'autant mieux qu'interviennent les intermédiaires entre producteurs et consommateurs que le commerce crée nécessairement. Le commerce et les moyens de transport rendent les marchandises plus mobiles. Il

suffit de peu de chose pour les faire affluer en grande masse à un point donné.

L'appréciation de la demande et des stocks disponibles deviennent de moins en moins sûrs. Le développement de la statistique ne supprime pas cette insécurité ; il permet seulement d'arriver à des appréciations générales, qui, sans elle, seraient impossibles à un certain développement de la production marchande. L'ensemble de la vie économique dépend de plus en plus de la spéculation commerciale et celle-ci est de plus en plus hasardeuse.

De prime abord, le marchand est un spéculateur. La spéculation n'a pas été inventée à la bourse. La spéculation est une fonction nécessaire du capitaliste. Le commerçant, en spéculant, en appréciant la demande prévue, en achetant ses marchandises là où elles sont bon marché, c'est-à-dire sont en excès, et en les vendant là où elles sont chères, c'est-à-dire en nombre restreint, le commerçant aide à mettre quelque ordre dans la complication de la production anarchique des entreprises particulières, indépendantes les unes des autres. Mais il peut s'illusionner sur ses spéculations. D'autant plus qu'il n'a pas le temps de réfléchir beaucoup, il n'est pas le seul commerçant qu'il y ait au monde. Des centaines, des milliers de concurrents sont aux aguets et cherchent à mettre à profit toute conjoncture favorable. Le premier qui la découvre en tire le profit le plus grand. Cela veut dire qu'il faut être prompt, ne pas trop délibérer, ne pas passer trop de temps à s'informer, mais oser : qui ne risque rien, n'a rien. Mais il est possible qu'il subisse une perte. Si, sur un marché, il y a une demande importante d'un article, les marchandises demandées y affluent rapidement, jusqu'à ce qu'elles soient en nombre plus considérable que la place ne l'exige. Les prix tombent, le marchand doit vendre à bon marché, souvent à perte, ou chercher un autre débouché, plus rémunérateur pour ses marchandises. A ce jeu, ses pertes peuvent être assez fortes pour le ruiner.

Sous le régime d'une production marchande ayant atteint son

développement, il y a toujours trop ou trop peu de marchandises sur un marché. Les économistes bourgeois déclarent que rien n'est mieux, rien n'est plus admirable. Nous pensons autrement. Mais en tout cas, c'est inévitable tant qu'existera la production marchande, à un certain degré de développement. Quoi qu'il en soit, cet ordre de choses, plein de sagesse, peut, en certaines circonstances, faire que, à la suite d'une excitation extraordinaire, l'encombrement d'un marché devienne extrêmement considérable, que, par suite, les pertes des commerçants soient particulièrement étendues et qu'une grande partie d'entre eux, ne pouvant faire honneur à leurs engagements, soient en faillite. Nous nous trouvons alors en présence d'une crise commerciale sous sa forme la plus remarquable.

D'un côté, le développement du système des transports, de l'autre le progrès du crédit personnel permet d'inonder subitement un marché avec des marchandises. Mais cette évolution favorise ainsi les crises et étend leurs dévastations.

Les crises commerciales devaient rester limitées en étendue et en profondeur tant que la petite exploitation constituait la forme de production prédominante. Il était impossible que, sous l'action d'une impulsion quelconque la masse des produits créés en vue du marché général s'accrût rapidement. Sous le régime de la petite exploitation du métier, la production est incapable de se développer vite. Elle ne peut être augmentée par le nombre des travailleurs ; en temps ordinaire, elle emploie, en effet, tous les membres susceptibles de travail des couches de la population qui s'y consacrent. Elle ne peut être accrue que par l'intensité du travail de l'individu, — allongement du temps de travail du dimanche, etc. Mais l'artisan, l'ouvrier indépendant du bon vieux temps goûtait fort peu ces mesures, alors qu'il n'avait pas encore à soutenir la concurrence de la grande industrie. S'accommodait-il cependant du surtravail, le résultat n'était pas bien considérable : la productivité du travail était encore faible.

La situation change au moment où naît la grande industrie capitaliste. Non seulement elle développe, à un point de vue qu'on ne soupçonnait pas auparavant, tous les moyens accessoires qui permettent au commerce d'inonder rapidement les marchés de marchandises ; non seulement elle transforme le marché en un marché universel, qui embrasse toute la terre ; non seulement elle augmente le nombre des intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs, mais elle permet encore à la production de suivre les moindres impulsions du commerce et de se développer par bonds.

Aujourd'hui, les travailleurs sont complètement soumis au capitaliste ; celui-ci peut augmenter leurs heures de travail, supprimer le repos du dimanche, le repos de la nuit. Cette circonstance permet aux capitalistes de développer la production plus rapidement qu'ils ne le pouvaient autrefois. Mais, aujourd'hui, que la productivité du travail s'est considérablement accrue, une heure de surtravail représente un développement de la production beaucoup plus considérable qu'à l'époque du métier. Les capitalistes peuvent également donner rapidement de l'extension à leurs exploitations. Grâce surtout au crédit, le capital est une grandeur très élastique, très extensible. Les affaires actives accroissent la confiance, attirent l'argent, raccourcissent le temps de roulement d'une partie du capital, en augmentent par suite l'efficacité, etc. Mais le point le plus important est que le *capital dispose toujours d'une armée industrielle de réserve*. Le capitaliste est donc toujours en état d'augmenter son exploitation, d'embaucher de nouveaux ouvriers, d'accélérer rapidement la production, d'exploiter comme il convient toute conjoncture favorable.

Au début de ce chapitre, nous avons fait voir que, sous le régime de la grande industrie, le capital industriel passe de plus en plus au premier plan et gouverne de plus en plus toute l'organisation capitaliste. Mais, dans l'industrie capitaliste elle-même,

certaines de ses branches deviennent directrices, les industries textiles et les industries du fer par exemple. Si l'une d'entre elles subit une impulsion particulière, si, par exemple, un nouveau marché vient à s'ouvrir, la Chine, si l'on se met tout à coup à entreprendre la construction de grandes lignes de chemins de fer en Amérique, par exemple, non seulement elle prend une extension rapide, mais elle entraîne aussitôt dans son mouvement tout le monde économique. Les capitalistes étendent leurs entreprises, en fondent de nouvelles, augmentent la dépense de matières premières et accessoires ; on engage de nouveaux ouvriers, la rente foncière, les profits, les salaires montent. Pour les marchandises les plus diverses, la demande s'élève, les industries les plus variées commencent à participer à l'élan donné qui ne tarde pas à devenir général. Chaque entreprise semble devoir réussir, la confiance devient aveugle, le crédit illimité ; quiconque a quelque argent cherche à l'engager à intérêt ; quiconque profite de la hausse des rentes et des bénéfices cherche à en transformer une partie en capital. Le délire est général.

Pendant que la production se développait d'une façon gigantesque, les besoins du marché trouvaient satisfaction. On n'en continuait pas moins à produire. On ne sait rien de son voisin. Si quelque capitaliste, dans un moment de lucidité, a quelque scrupule, il est emporté par la nécessité de profiter de la conjoncture et de ne pas se laisser dépasser dans la course de la concurrence. Ce sont les derniers que les chiens mordent. L'écoulement des marchandises surproduites devient de plus en plus difficile, de plus en plus lent. Les magasins se remplissent, mais l'ivresse ne tombe pas. Une maison de commerce est obligée de payer les marchandises prises à crédit à un fabricant, il y a plusieurs mois. Les marchandises restent invendues. Le commerçant les possède, mais n'a pas d'argent. Il ne peut remplir ses engagements, il fait faillite. Le fabricant, lui aussi, a des paiements à effectuer; son débiteur ne le payant pas, il est également perdu. Les banque-

routes se suivent. La consternation est universelle. La peur aveugle remplace la confiance aveugle. La panique est générale. Le *krach* est complet.

Toute la vie économique est profondément troublée. L'entreprise qui ne repose pas sur une base bien solide se ruine. Ce ne sont pas seulement les spéculations qui se trouvent atteintes, mais les maisons qui en temps ordinaire arrivaient encore difficilement à ne pas sombrer. C'est aux époques de crise que l'expropriation des paysans, des artisans et des petits capitalistes s'effectue le plus rapidement. Mais plus d'une entreprise importante succombe également et nul n'est assuré de n'être pas entraîné dans cette catastrophe générale. Ceux des grands capitalistes qui restent debout font un riche butin. Aux époques de crise, en effet, les petites gens sont expropriées, mais ce n'est pas tout, les exploitations sont réunies en peu de mains et les grandes fortunes trouvent plus de facilité à se développer qu'auparavant.

Mais personne ne sait s'il restera debout, s'il survivra à la crise ; et pendant celle-ci, jusqu'à ce que le cours ordinaire des affaires soit de nouveau dans son état normal, tous les traits effroyables du mode de production actuel sont poussés au comble : l'insécurité, la misère, la prostitution, le crime s'accroissent. On voit de la façon la plus claire que les moyens de production actuels deviennent de moins en moins compatibles avec la production des marchandises, que la propriété privée des moyens de production est une calamité surtout pour les non-possédants, mais en fin de compte également pour les possédants.

Quelques économistes attendent des *trusts* la suppression des crises. Rien de moins fondé que cet espoir.

Une réglementation de la production par les truts suppose qu'ils s'étendent à toutes les branches de production importantes et ont une base internationale, s'imposent à tous les pays où sévit le mode de production capitaliste. Jusqu'à présent il n'existe pas de trust unique pour toute une branche d'industrie importante. Les

trusts internationaux sont fort difficiles à constituer, et aussi difficiles à maintenir. Il y a plus de cinquante ans, Marx a déjà remarqué que non seulement la concurrence crée le monopole, mais encore que le monopole créait la concurrence. Plus sont considérables les profits que rapporte un trust, plus est grand le danger de voir un capitaliste puissant, laissé à l'écart, chercher à s'emparer de ces bénéfices en fondant une entreprise concurrente. Les cartels et les trusts eux-mêmes deviennent l'objet et la cause de spéculations commerciales. Considérés comme des obstacles à la surproduction, ils ne rempliront pas en général cet office. Leur rôle n'est pas d'empêcher la surproduction mais d'en faire retomber les conséquences des capitalistes sur les ouvriers et sur les consommateurs. Ils sont destinés à permettre aux gros capitalistes de traverser la crise, de restreindre momentanément la production, de congédier des ouvriers, etc., sans que le profit s'en trouve atteint.

Mais admettons pour une fois le cas le moins vraisemblable : supposons que l'on réussisse à organiser en trusts les grandes industries de l'univers, rigoureusement disciplinées sur une base internationale. Quelle serait la conséquence de cet état de choses ? En mettant les choses au mieux, la concurrence entre les capitalistes d'une même branche d'industrie ne serait supprimée que pour un côté. Il serait trop long de rechercher quelles conséquences entraînerait le maintien des autres aspects de la concurrence qui subsisteraient. Tenons-nous en à un point : plus le commerce disparaît entre patrons d'une même branche d'industrie, plus s'accuse l'antagonisme entre eux et les patrons des autres branches auxquels les produits des premiers sont indispensables. A mesure que les luttes entre les divers producteurs de la même branche cessent, les rivalités s'accusent entre producteurs et consommateurs (ce dernier terme étant pris dans son sens le plus large). Mais en ce sens, chaque producteur est également consommateur. Le filateur de coton, abstraction faite de sa consommation

personnelle, est consommateur de coton, de houille, de machines, d'huile, etc. Dès lors, la classe capitaliste tout entière ne se composera plus d'individus, mais de groupes qui se combattront de la façon la plus acharnée.

Aujourd'hui, chaque capitaliste s'efforce de produire autant que possible, de jeter sur le marché autant de marchandises que possible. Plus il écoule de produits, plus il empoche de profits, toutes choses égales d'ailleurs. Seulement ses calculs sur la quantité de produits qu'il croit pouvoir être absorbés par le marché, et la grandeur de son capital imposent une limite à sa production. Par contre, quand la trustification est générale, nous n'arrivons pas à une réglementation de la production et par suite à la suppression des crises comme quelques optimistes veulent nous le faire croire; nous obtenons ce résultat : chaque trust cherche d'une façon générale à produire aussi peu que possible. Car plus la masse des marchandises est petite, plus les prix sont élevés. Le procédé employé autrefois par les marchands, qui, quand le marché était surchargé détruisaient une partie du stock disponible pour vendre le reste à des prix plus profitables, deviendra la règle générale. Il est clair que la société ne peut dès lors plus subsister. Si chaque trust tend à la sous-production, chacun d'eux doit également forcer les autres trusts dont il emploie les produits à la surproduction. Il y a bien des moyens d'arriver à ce résultat. Le plus simple est de restreindre sa consommation plus que l'autre trust ne restreint sa production. Une autre méthode consiste encore à s'adresser à la science et à lui demander de fournir un succédané de la marchandise dont la production est limitée. Un troisième procédé est d'amener les consommateurs à produire eux-mêmes ce dont ils ont besoin.

Supposons que les mines de cuivre se constituent en trusts, limitent la production du cuivre et en augmentent le prix. Que sera la conséquence ? Des industriels qui emploient le cuivre dans leurs entreprises, les uns fermeront leurs ateliers en attendant des

temps plus favorables, d'autres chercheront à remplacer le cuivre par d'autres métaux ; d'autres enfin acquerront eux-mêmes des mines de cuivre, ou en exploiteront, et échapperont ainsi à la dépendance du trust du cuivre. A la fin le trust se brisera, fera faillite : ce sera l'origine d'une crise.

Si cela ne réussit pas, la sous-production du cartell créera une réduction artificielle de la production : *c'est-à-dire une crise,* dans ces branches de l'industrie qui consomment les produits du cartell sous forme de matières premières ou d'outils.

Les trusts ne suppriment donc pas les crises. S'ils devaient avoir quelque effet en ce sens, ce pourrait être à la rigueur le suivant : les crises prendraient une autre forme, mais cette forme ne serait pas meilleure. Les faillites ne cesseraient pas de se produire. La différence serait qu'elles prendraient une extension beaucoup plus considérable, elles n'atteindraient plus seulement des capitalistes isolés, mais des groupes entiers de capitalistes et, avec ces derniers, la grande masse des existences qui en dépendent. Les trusts ne peuvent supprimer les crises ; mais ce qu'ils peuvent, c'est causer des crises, beaucoup plus néfastes que tout ce qui s'est produit antérieurement en ce genre.

Ce n'est que si tous les trusts s'étaient fondus en un seul qui aurait en mains l'ensemble des moyens de production de toutes les nations capitalistes, si la propriété des instruments de production était abolie en fait, ce n'est qu'alors que la constitution des trusts rendrait possible la suppression des crises. A un certain moment du développement économique, les crises sont inévitables tant que subsiste la propriété privée des moyens de production. Il importe peu de supprimer les mauvais côtés de la propriété privée si on la laisse, elle, subsister comme auparavant.

## IX. — *Surproduction chronique.*

A côté de ces crises périodiques, à côté de cette surproduction momentanée qui a pour effet la destruction momentanée de valeurs et le gaspillage momentané de forces, se développe avec une puissance de plus en plus considérable la *surproduction chronique,* le gaspillage chronique de forces.

Nous avons vu que la révolution technique se poursuivait sans interruption ; son domaine est de plus en plus vaste. Tous les ans, de nouvelles branches d'industrie, de nouvelles contrées sont conquises par la production capitaliste en grand. Aussi la productivité du travail ne cesse-t-elle de s'accroître sans cesse et avec une rapidité de plus en plus grande, — si l'on considère la totalité des sociétés capitalistes. En même temps, l'accumulation de nouveau capital se poursuit d'une façon continue. Plus l'exploitation de l'ouvrier isolé, plus le nombre des travailleurs exploités augmentent (non seulement dans un pays, mais dans tous les pays où règne le régime capitaliste), et plus aussi s'accroît la masse de la plus-value ; la quantité de plus-value, la masse de richesse que la classe capitaliste peut réserver et transformer en capital devient de plus en plus considérable. Aussi la production capitaliste ne peut-elle s'arrêter à un moment donné et conserver une extension déterminée. Pour elle, son constant développement et le développement de son marché est une question d'existence. Pour elle, s'arrêter c'est mourir. Alors qu'autrefois les artisans et les paysans d'un pays produisaient bon an mal an à peu près la même quantité de marchandises, que la production ne faisait que suivre la population dans son accroissement, le mode de production capitaliste a pour condition une extension ininterrompue de la production. Toute entrave qui y est apportée affecte la société, et le malaise est d'autant plus douloureux, d'autant moins supportable qu'il dure plus longtemps. Des extensions momentanées du marché

provoquent momentanément une extension de la production ; mais, en outre, les conditions de production elles-mêmes font naître une tendance continue à cette extension de la production. Au lieu d'avoir sa raison dans l'extension du marché, ce développement de la production rend indispensable un développement constant de ce marché.

Mais depuis, cet accroissement ne se produit plus sans difficulté dans ces trois dernières dizaines d'années et souvent pour de longues périodes. Je veux dire qu'il se produit toujours, mais tandis que la production tend à se développer avec une rapidité de plus en plus considérable, l'extension du marché se poursuit avec une lenteur de plus en plus grande.

Sans doute, le domaine dont la production capitaliste peut faire son marché est énorme ; elle franchit toutes les frontières locales et nationales ; elle doit faire son marché de toute la terre. Mais elle a rendu la terre fort petite. Il y a cent ans encore, à l'exception des parties occidentales de l'Europe, quelques côtes et quelques îles situées dans les autres parties du monde formaient uniquement le marché de l'industrie capitaliste, qu'exerçait surtout l'Angleterre. Cependant telles étaient l'énergie et la rapacité des capitalistes, de leurs champions et de leurs complices, les moyens dont ils disposaient étaient si puissants qu'aujourd'hui presque tous les pays du monde sont ouverts à l'industrie capitaliste non plus uniquement anglaise, mais européenne. Actuellement, à l'exception de la Chine, on ne trouve guère à ouvrir encore que des marchés où il n'y a à récolter que la fièvre — et des coups.

Le développement étonnant pris par les transports permet de mieux exploiter chaque année les divers marchés ; mais précisément chez les peuples qui ne sont pas complètement sauvages, mais ont une certaine civilisation et certains besoins, le marché change de plus en plus d'aspect. L'entrée des marchandises fabriquées par la grande industrie tue partout les petites exploitations locales, non seulement en Europe, mais ailleurs encore ; le paysan

et l'artisan deviennent des prolétaires. Il en résulte deux modifications importantes sur chacun des marchés de l'industrie capitaliste. La puissance d'achat de la population est diminuée, et l'augmentation de l'écoulement rencontre là un obstacle. De plus, et c'est encore plus important, un prolétariat étant créé, les bases nécessaires à l'établissement du mode de production capitaliste existent. La grande industrie européenne se creuse donc elle-même sa propre fosse. A un certain moment de l'évolution, chaque nouvelle extension du marché est marquée par l'apparition d'un nouveau concurrent. La grande industrie des Etats-Unis, vieille un peu plus d'une génération, est sur le point non seulement de se rendre complètement indépendante de l'industrie européenne, mais encore de confisquer à son profit le marché de toute l'Amérique. L'industrie russe, plus jeune encore, commence à fournir à elle seule de marchandises industrielles le domaine immense que la Russie possède en Europe et en Asie. Les Indes orientales, la Chine, le Japon, l'Australie se développent et deviennent des Etats industriels qui se suffiront tôt ou tard à ce point de vue. Bref, il semble que nous nous approchions du moment où le marché, ouvert à l'industrie européenne, non seulement sera incapable d'extension, mais commencera même à diminuer. Ce serait tout simplement le signal de la banqueroute pour toute la société capitaliste.

D'ailleurs, depuis quelque temps déjà, le marché s'étend beaucoup trop lentement, eu égard aux besoins de la production capitaliste. Celle-ci rencontre de plus en plus d'obstacles; il lui devient impossible de développer pleinement toutes ses forces productives. Les époques de prospérité économique deviennent de plus en plus courtes, les périodes de crise de plus en plus longues, surtout dans les pays où l'industrie est de date ancienne, comme l'Angleterre et la France. Les nations où le mode de production capitaliste commence seulement à fleurir, comme l'Amérique ou l'Allemagne, peuvent connaître encore des périodes de

prospérité assez longues. Par contre, il existe des pays où le capitalisme est d'introduction récente et qui ont à subir des périodes de prospérité fort courtes et de longues périodes de crise, l'Autriche et la Russie, par exemple.

Par suite, la masse des moyens de production qui ne sont pas suffisamment exploités, ou ne le sont même pas du tout, s'accroît, ainsi que la quantité de richesses qui se perdent sans être utilisées et le nombre des forces de travail mises au repos. Et ici il faut considérer non seulement les troupes de sans-travail, mais encore ces innombrables parasites qui ne cessent de se multiplier et qui, ne pouvant exercer une activité productrice, cherchent à assurer leur misérable existence en se livrant à des travaux aussi divers qu'inutiles et exténuants, petits intermédiaires, aubergistes, agents, etc. Puis entrent encore en ligne de compte la foule énorme des miséreux, sous leurs aspects les plus variés ; les charlatans, grands et petits ; les criminels, les prostituées avec les souteneurs et autres personnes qui dépendent de celles-ci ; la nombreuse troupe de ceux qui entrent au service personnel des possédants ; enfin, les soldats : l'accroissement constant des armées dans ces vingt dernières années aurait été à peine possible sans la surproduction, qui permettait à l'industrie de renoncer à autant de forces de travail.

La société capitaliste commence à étouffer de sa propre abondance. Elle devient de moins en moins capable d'assurer leur plein développement aux forces productives qu'elle a créées. Celles-ci doivent chômer de plus en plus, des quantités de plus en plus considérables de produits doivent être gaspillés sans utilité pour que cette société puisse se maintenir.

Le mode de production capitaliste, le remplacement de la petite industrie par la grande industrie capitaliste, dont les moyens de production sont la propriété privée d'un petit nombre, où les ouvriers sont des prolétaires qui ne possèdent rien ; ce mode de production permit d'augmenter à l'infini la force productive

du travail, extrêmement limitée sous le régime du métier et de l'agriculture paysanne. Le rôle de la classe capitaliste consistait à arriver à ce résultat. Elle a résolu le problème en affligeant, il est vrai, les masses populaires qu'elle expropriait et exploitait de maux effroyables. Mais elle l'a cependant résolu. Cette clause était aussi nécessaire, historiquement, que les deux bases qui la rendent possible, la production marchande et la propriété privée des moyens de production et des produits, étroitement liée à cette dernière.

Mais si la classe capitaliste et ses deux fondements étaient historiquement nécessaires, ils ne le sont plus actuellement. Les fonctions de la classe capitaliste échoient de plus en plus à des employés à gages ; la grande majorité des capitalistes n'a plus pour objet que de dépenser ce que d'autres ont produit. Le capitaliste est devenu actuellement aussi inutile que l'était le seigneur féodal il y a cent ans.

Bien mieux. Comme la noblesse féodale au siècle passé, la classe capitaliste est déjà un obstacle à un développement ultérieur. La propriété privée des moyens de production a depuis longtemps cessé d'assurer à chaque producteur la possession de ses produits, la liberté. Pour toute la population des nations capitalistes, cette propriété et cette liberté sont sur le point de disparaître. La base de la société devient de plus en plus le moyen de détruire toutes les forces de la société. Ce qui était un moyen d'exciter la société à développer le plus rapidement possible ses forces productives est devenu un moyen de forcer la société à gaspiller, à inutiliser ses forces productives.

Ainsi, la propriété privée des moyens de production change sa nature originelle en son contraire, non seulement pour les producteurs des petites exploitations, mais encore pour toute la société. Jadis, ce mode de propriété accélérait la marche de l'évolution sociale. La propriété privée est aujourd'hui la cause de la corruption, de la banqueroute de la société.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de savoir si l'on veut ou non maintenir la propriété privée des moyens de production. Sa disparition est certaine. La question qui se pose est la suivante : *La propriété privée des moyens de production doit-elle entraîner dans sa chute la société tout entière ; la société doit-elle, au contraire, se débarrasser du fardeau néfaste qui l'écrase, pour, devenue libre et en possession de nouvelles forces, continuer à suivre la voie que lui prescrivent les lois de l'évolution ?*

---

## CHAPITRE IV

## La Société future.

---

### I. — *Réforme sociale et Révolution.*

Les forces productives qui se sont développées au sein de la société capitaliste ne sont plus compatibles avec le mode de propriété qui forme sa base. Vouloir maintenir cette forme de propriété, c'est rendre à l'avenir son progrès social impossible, c'est condamner la société au repos, à la corruption, mais à une corruption la frappant en pleine vie, s'accompagnant des convulsions les plus douloureuses.

Tout progrès ultérieur des forces productives accuse la contradiction où se trouvent ces forces et le mode de propriété existant. Toutes les tentatives de résoudre cette contradiction ou simplement de l'atténuer sans toucher à la propriété ont montré leur utilité et devaient le faire.

Depuis un siècle, les penseurs et les hommes politiques appartenant aux classes possédantes s'efforcent d'éviter le renversement violent — la révolution — de la propriété privée des moyens de production par des réformes sociales. C'est ainsi qu'ils appellent toutes les interventions dans la vie économique destinées à supprimer ou atténuer un effet de cette propriété privée, sans toucher

à cette dernière. Depuis un siècle, les moyens les plus divers ont été préconisés et éprouvés dans ce but. Il est presque impossible d'imaginer quelque chose de neuf à ce propos. Les dernières nouveautés de nos charlatans, en matière sociale, qui doivent guérir les maux les plus invétérés en peu de jours, sans douleur, et sans frais, ne sont, si on les regarde de près, que des vieux plats réchauffés, ne sont que des inventions fort anciennes que l'on a déjà mises en pratique autre part, en d'autres temps, et qui ont prouvé toute leur inefficacité.

Mais qu'on nous comprenne bien. Nous affirmons que les réformes sociales sont inefficaces en tant qu'elles ont pour but de supprimer la contradiction croissante existant entre les forces productives et le mode de propriété actuel, tout en maintenant et en fortifiant ce dernier. Mais nous ne voulons pas dire par là que la révolution sociale, l'abolition de la propriété privée des moyens de production se produira d'elle-même, que l'évolution irrésistible s'accomplira toute seule. Nous ne prétendons pas non plus que toutes les réformes sociales soient choses inutiles, et qu'il ne reste à ceux qui ont à souffrir de la contradiction entre les forces productives et le mode de propriété qu'à se croiser les bras et à attendre avec résignation qu'elle disparaisse.

Quand on parle du caractère irrésistible nécessaire d'une nécessité naturelle de l'évolution sociale, on suppose que les hommes sont des hommes et non des corps inertes, des hommes ayant certains besoins, certaines passions, doués de certaines forces physiques et morales qu'ils emploient de leur mieux. Une soumission passive à ce qui paraît inévitable ne laisse pas libre cours à l'évolution sociale, mais la condamne au repos.

Si nous tenons pour inévitable l'abolition de la propriété privée des moyens de production, nous ne prétendons pas par là qu'un beau jour les alouettes de la révolution sociale tomberont toutes rôties. Nous tenons la ruine de la société actuelle pour inévitable, parce que nous savons que l'évolution économique

crée nécessairement des conditions telles qu'elles forcent les exploités à combattre cette propriété privée. Nous savons que le nombre et la force des exploités s'accroissent, que le nombre et la force des exploiteurs qui s'attachent à l'ordre existant diminuent. Nous savons enfin que cette évolution crée des conditions intolérables pour la masse de la population, conditions qui ne laissent le choix qu'entre la disparition passive ou le renversement actif de l'ordre de la propriété existant.

Un semblable renversement peut affecter les formes les plus diverses, suivant les circonstances où il se produit. Il n'est, en aucune façon, lié nécessairement à des actes de violence, à du sang répandu. Dans l'histoire universelle, on rencontre des cas où les classes dominantes particulièrement sensées ou particulièrement faibles et lâches ont librement abdiqué. De plus, le sort d'une révolution sociale peut ne pas être décidé d'un seul coup. Ce cas, d'ailleurs, ne s'est presque jamais produit. Les révolutions se préparent dans des luttes politiques et économiques qui durent des années, des dizaines d'années ; elles se poursuivent à travers des alternatives, des changements continuels dans les forces des classes et des partis, et souvent elles sont interrompues par de longues périodes de réaction.

Mais quelque variées que soient les formes que puisse prendre une révolution sociale, jamais un événement semblable ne s'est produit insensiblement sans qu'interviennent énergiquement ceux que les conditions régnantes opprimaient le plus.

Si nous déclarons encore que les réformes sociales qui s'arrêtent à la propriété privée sont incapables de supprimer les contradictions nées de l'évolution sociale actuelle, nous ne voulons pas dire par là que, pour les exploités, dans les limites du mode actuel de propriété, il soit impossible de s'attaquer aux maux dont ils souffrent, qu'ils doivent se soumettre patiemment à tous les mauvais traitements, à toutes les formes d'exploitation que leur impose le mode de production capitaliste, que, tant qu'ils

seront exploités, peu importe sous quelle forme ils le seront. Nous voulons dire seulement que les exploités ne doivent pas exagérer la valeur des réformes sociales, croire qu'on peut ainsi transformer les conditions actuelles à leur satisfaction. Il leur faut apprécier exactement les réformes qu'on leur propose et pour lesquelles ils interviennent. Les neuf dixièmes des projets de réformes sont non seulement inutiles, mais nuisibles pour les exploités. Les propositions les plus néfastes sont celles qui, pour sauver le mode de propriété actuel, veulent y adapter les forces productives et tenir pour non avenu le développement économique des derniers siècles. Les exploités qui agissent en ce sens gaspillent leurs forces en des efforts absurdes pour ressusciter ce qui est bien mort.

On peut agir de bien des façons sur l'évolution économique : on peut l'accélérer, la retarder, on peut affaiblir ou renforcer ses effets, on peut la rendre plus douloureuse ou moins pénible, suivant l'intelligence qu'on en a, suivant la puissance dont on dispose dans la société. Mais une chose est impossible ; on ne peut ni arrêter cette révolution ni la faire revenir en arrière. L'expérience enseigne, au contraire, que tous les moyens que l'on emploie pour l'enrayer se montrent inefficaces ou même empirent les maux qu'ils devaient faire disparaître, tandis que les moyens réellement susceptibles de remédier plus ou moins à l'un ou l'autre des inconvénients existants ont pour effet de précipiter le cours de l'évolution.

Quand, par exemple, les artisans veulent rétablir le régime des corporations pour redonner au métier une nouvelle prospérité, leurs efforts sont voués à l'insuccès et doivent l'être ; ils sont en effet en contradiction avec les nécessités des forces productives modernes, de la grande industrie. Il faudrait que cette dernière eût disparu, que tout le progrès technique des temps modernes fût non avenu pour que le régime corporatif pût actuellement réussir. C'est tout simplement impossible. Le mouvement

favorable au rétablissement des corporations n'a qu'un but : mettre les forces, l'argent et l'influence politique à la disposition des partis réactionnaires, qui les utiliseront au détriment, non au profit des « petites gens », en provoquant le renchérissement du prix du pain, l'augmentation des impôts et des charges militaires.

Mais les moyens que les artisans peuvent employer dans certaines circonstances pour améliorer leur sort sont aussi ceux qui leur permettent de donner de l'extension à leur exploitation, de passer à la production par masses et de devenir de petits capitalistes. Ces moyens, coopératives des genres les plus différents, introduction de moteurs à bon marché, etc., peuvent aider les mieux partagés des artisans, mais seulement parce qu'ils leur permettent de quitter la petite industrie. Les moins favorisés, qui ne peuvent se procurer des moteurs, n'ont pas de crédit, etc., s'en ruinent d'autant plus vite. Ces moyens favorisent donc divers artisans, mais ne sauvent pas le métier ; ils en hâtent plutôt la disparition.

A l'origine, les salariés eux aussi voulaient arrêter le développement de la grande industrie capitaliste. Ils détruisaient les nouvelles machines, s'opposaient à l'introduction du travail des femmes. Mais ils ont compris plus vite que les artisans combien une telle conduite était absurde. Ils ont trouvé d'autres moyens plus efficaces de remédier autant que possible aux effets néfastes de l'exploitation capitaliste : ce sont leurs organisations économiques (syndicats) et leur action politique qui se complètent réciproquement ; ils sont aussi arrivés à remporter des succès plus ou moins considérables dans les divers pays. Mais chacune de ces victoires, qu'il s'agisse d'élévation de salaire, de diminution de temps de travail, d'interdiction du travail des jeunes enfants, de dispositions concernant l'hygiène, donne une nouvelle impulsion à l'évolution économique en poussant les capitalistes à remplacer, par exemple, les forces de travail, devenues plus coû-

teuses, par des machines, ou en rendant indispensables des excédants de dépenses qui sont plus lourds pour les petits capitalistes et leur permettent plus difficilement de soutenir la concurrence, etc.

Si légitime donc et si nécessaire qu'il soit que, par exemple, des artisans isolés cherchent à améliorer leur situation en employant de petits moteurs ou que des ouvriers fondent des organisations ou cherchent à obtenir des dispositions légales leur assurant une diminution du temps de travail, une amélioration des conditions du travail et des adoucissements semblables, il serait cependant absurde de croire que de telles réformes peuvent arrêter la révolution sociale. Mais il est tout aussi faux d'admettre que l'on ne peut reconnaître l'utilité de certaines réformes sans affirmer par là même qu'il est possible de maintenir la société sur ses bases actuelles. On peut, au contraire, intervenir en faveur de ces réformes en se plaçant au point de vue révolutionnaire. Comme nous l'avons vu, elles hâtent, en effet, le cours des événements, et bien loin de supprimer les effets meurtriers du mode de production capitaliste dont nous venons d'esquisser un tableau dans les chapitres précédents, elles les fortifient.

La prolétarisation des masses populaires, la réunion de tout le capital entre les mains d'un petit nombre d'individus qui gouvernent la vie économique des nations capitalistes, les crises, l'insécurité de l'existence, *tous ces effets désastreux et révoltants du mode de production capitaliste ne peuvent, sur la base du mode de propriété actuelle, être arrêtés dans leurs progrès constants par des réformes quelque étendues qu'on les suppose.*

Il n'est pas de parti, fût-ce le plus insensé, le plus attaché aux anciennes coutumes qui n'en ait quelque soupçon. Tous représentent leurs réformes particulières comme des moyens d'éviter la grande catastrophe, aucun ne croit fermement à l'efficacité de leurs recettes magiques.

Rien ne peut détruire ce fait. La base juridique du mode de

production actuel, *la propriété privée des moyens de production* se concilie de moins en moins avec la nature des moyens de production. Nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'abolition de cette forme de propriété n'est plus qu'une question de temps. Elle se produira infailliblement, bien que personne ne puisse dire exactement quand et de quelle façon cette révolution aura lieu.

## II. — *Propriété privée et Propriété coopérative.*

En réalité, la question qui se pose n'est plus de savoir si la propriété privée des moyens de production doit être maintenue et comment elle doit l'être. Ce qui importe c'est ce qui devrait la remplacer, ou plutôt ce qui doit nécessairement la remplacer. Il ne s'agit pas ici, en effet, de fantaisies arbitraires, mais de quelque chose d'imposé en vertu d'une nécessité naturelle. La forme de propriété par laquelle nous remplacerons la propriété privée n'est pas laissée à notre libre appréciation. Nous ne sommes pas davantage libres de vouloir maintenir cette dernière ou la jeter pardessus bord.

L'évolution économique qui pose cette question : par quoi sera remplacée la propriété privée des moyens de production ? nous fournit également les moyens de la résoudre. La nouvelle propriété sommeille déjà au sein de l'ancienne. Pour connaître cette nouvelle propriété, nous n'avons pas à nous tenir à nos inclinations et à nos désirs personnels, mais aux faits que nous avons sous les yeux et qui sont les mêmes pour tous.

Celui qui connaît les conditions de la production actuelle sait également quelle forme de propriété elles exigent dès que le mode de propriété existant est devenu impossible. Aussi prions-nous nos lecteurs d'avoir toujours présent à l'esprit ce que nous leur avons

dit du présent et du passé maintenant que nous allons nous occuper de l'avenir.

La propriété privée des moyens de production a, comme nous le savons, sa racine dans la petite industrie. La production industrielle rend nécessaire la propriété individuelle. La grande exploitation au contraire signifie la *production coopérative,* la *production sociale.* Dans la grande industrie, chaque ouvrier ne travaille pas pour lui ; une grande masse de travailleurs, toute une société coopère pour créer un tout. Les moyens de production de la grande industrie moderne sont étendus et puissants. Il est impossible que chaque travailleur individuel possède lui-même ses moyens de production. La grande industrie dans l'état actuel de la technique ne permet que deux formes de propriété : la *propriété privée* exercée par une individu sur les moyens de production nécessaires à un groupement coopératif de travailleurs. C'est alors le mode de production capitaliste qui domine aujourd'hui, traînant à sa suite la misère et l'exploitation pour l'ouvrier, et une surabondance énorme pour le capitaliste. Il ne reste plus dès lors qu'une seule forme possible : la *propriété commune* exercée par tous les travailleurs sur la totalité des moyens de production. Mais c'est alors le mode coopératif de production, c'est la suppression de l'exploitation des ouvriers qui deviennent les maîtres de leurs propres produits et auxquels revient dès lors la plus-value que le capitaliste s'appropriait jusque là.

*L'évolution économique exige de plus en plus impérieusement la substitution de la propriété coopérative à la propriété privée des moyens de production.*

Les démocrates socialistes ne sont pas seuls à être convaincus de la nécessité de la propriété coopérative. Cette conviction est également partagée par les anarchistes et les libéraux. Il est vrai que ceux-ci prétendent n'employer pour atteindre ce but que les moyens qui ne pourront jamais y conduire. Prôner aux ouvriers la fondation de grandes exploitations avec les gros sous qu'ils ont

économisés, c'est les mystifier, ce n'est ni les conseiller ni les aider.

Cependant, pour le moment, nous n'avons pas à nous préoccuper des voies et moyens à employer. Nous traiterons ce sujet dans le chapitre suivant. Il s'agit actuellement de déterminer d'une façon plus complète la propriété coopérative.

Le plus simple est de déclarer que chaque exploitation capitaliste doit être transformée en coopérative. Les ouvriers qui y travaillent en seraient en même temps les propriétaires. Pour le reste, rien de changé. La production marchande continuerait à subsister. Chaque entreprise isolée serait complètement indépendante des autres et produirait pour le marché, pour la *vente*.

Se représenter un tel mode de production ne témoigne pas d'une trop grande fantaisie. Il est aussi semblable que possible au mode de production actuel. Il constitue l'idéal des anarchistes et des libéraux. Les uns et les autres ne se distinguent que par le moyen d'y atteindre. Les premiers veulent que dans une révolution générale les ouvriers s'emparent des diverses entreprises. Les derniers conseillent, comme nous l'avons vu, d'employer l'épargne pour arriver au but.

Voyons les conséquences que comporte cette solution.

Elle aboutit à transformer les ouvriers en entrepreneurs, — non en capitalistes ; il n'y a plus de capitalistes en effet quand tous les ouvriers sont en possession de leurs moyens de production. Les travailleurs échappent ainsi aux inconvénients que l'exploitation capitaliste leur ménage. Mais les dangers qui menacent aujourd'hui l'entrepreneur individuel subsistent : la concurrence, la surproduction, les crises, la banqueroute n'ont nullement disparu. Les exploitations les mieux établies évinceront les autres du marché et finiront par les ruiner. Les entreprises isolées d'une même branche d'industrie peuvent se constituer en trust : l'évolution ne s'en trouvera pas modifiée. Nous n'avons pour le montrer qu'à renvoyer à nos développements du chapitre précédent.

De même qu'aujourd'hui des entreprises capitalistes se ruinent,

de même des entreprises coopératives feront faillite. Les ouvriers perdront ainsi leurs moyens de production et reviendront des *prolétaires* obligés de vendre leur force de travail pour pouvoir continuer à vivre. Les travailleurs appartenant aux coopératives plus heureuses trouveront avantageux d'introduire des salariés au lieu de travailler eux-mêmes. Ils se changeront en exploiteurs, en *capitalistes,* et, au bout du compte, dans un certain temps l'ancien état de choses, l'ancien mode de production capitaliste se trouvera rétabli.

La production marchande et la propriété privée des moyens de production sont étroitement liées ensemble. La production marchande suppose la propriété privée, cette production rend vaines toutes les tentatives d'abolir cette dernière.

*Sous le régime de la production marchande, la grande exploitation prend nécessairement la forme capitaliste.* La forme coopérative ne peut se produire que d'une façon imparfaite et isolée ; elle ne peut jamais devenir dominante.

Si l'on veut sérieusement substituer à la propriété capitaliste la propriété coopérative des moyens de production, il faut faire un pas de plus que les anarchistes et les libéraux, il faut aller jusqu'à la suppression de la *production marchande.*

### III. — *La Production socialiste.*

Supprimer la production marchande, c'est substituer à la *production par la vente* la *production* destinée à satisfaire *les besoins de chacun.*

Cette dernière peut revêtir deux aspects : ce peut être la production de *l'individu* pour satisfaire ses besoins personnels, ou la production d'une *société* ou d'une *coopérative* pour satisfaire ses propres besoins, les besoins de ses membres.

La première forme de production n'a jamais été générale. L'homme, si loin que l'on remonte, a toujours été un être social. Pour satisfaire toute une série de ses besoins, l'homme a toujours été réduit à travailler en commun, avec d'autres hommes. D'autres ont dû travailler pour lui, ce qui supposait en général qu'il travaillait également pour autrui. La production de l'individu pour lui-même n'a jamais joué qu'un rôle restreint. Aujourd'hui c'est à peine s'il y a encore lieu d'en parler.

La production coopérative destinée à satisfaire les besoins est restée la forme dominante de production tant que la production marchande ne s'est pas développée. Elle est aussi ancienne que l'acte même de produire. Si l'on suppose qu'un mode de production répond surtout à la nature humaine, c'est cette espèce de production que l'on pourrait le mieux qualifier de naturelle. Elle compte peut-être autant de dizaines de milliers d'années que la production marchande de milliers. La nature, l'étendue, les droits de la coopérative qui se livrait à la production changeaient avec l'espèce des moyens et du mode de production. Mais que ce fût une horde, une gens, une mark ou une coopérative domestique (une grande famille de paysans), une série de traits essentiels étaient communs. Chacun de ces groupes satisfaisait tous ses besoins (au moins tous les besoins nécessaires et essentiels) avec les fruits de sa propre production. Les moyens de production étaient la propriété de la coopérative. Ses membres travaillaient librement, en égaux, en suivant les usages ou d'après un plan qu'ils avaient eux-mêmes conçu, sous une direction qu'ils avaient eux-mêmes élue et qui était responsable envers eux. Le produit du travail commun appartenait à la communauté. Elle en employait une partie à satisfaire des besoins communs (de consommation ou de production). Le reste était distribué suivant la coutume ou d'après une mesure déterminée par l'ensemble de ses membres, aux personnes ou aux groupes qui constituaient la coopérative.

La prospérité d'une communauté semblable, se suffisant à elle-même, dépendait de conditions naturelles et personnelles. Plus le domaine qu'elle occupait était fertile, plus ses membres étaient laborieux, inventifs, vigoureux, et plus aussi le bien-être était grand, assuré. Les épidémies, les inondations, les incursions d'ennemis plus forts pouvaient la mettre dans une situation pénible, l'anéantir même, mais il y avait une chose qui ne l'atteignait pas, les fluctuations du marché. Elle les ignorait complètement ou ne les connaissait que pour les objets de luxe.

Une production coopérative de cette espèce constitue une *production communiste,* ou, comme on dit aujourd'hui, *socialiste.* Seul un mode de production de ce genre peut mettre fin à la production marchande. C'est la seule forme possible de production quand la production marchande doit disparaître.

Mais nous ne voulons pas dire par là qu'il faut aujourd'hui ressusciter ce qui est mort et rétablir les anciennes formes de la possession en commun et de la production coopérative. Ces formes correspondaient à des moyens de production déterminés. Ils étaient incompatibles avec des moyens de production plus développés ; ils le sont encore. Aussi disparaissent-ils partout, au cours de l'évolution économique, devant la production marchande encore à ses débuts. Et quand elles cherchent à s'opposer aux progrès de celles-ci, elles deviennent un obstacle au développement des forces productives. Les tentatives que l'on pourrait faire pour supprimer la production marchande en maintenant et en revivifiant les restes de l'ancien communisme qui ont persisté jusqu'à nos jours, surtout dans certaines communautés paysannes arriérées, seraient aussi vaines, aussi réactionnaires que les efforts qui tendent à la reconstitution du régime corporatif.

La production socialiste, rendue nécessaire aujourd'hui par la banqueroute imminente de la production marchande, aura, doit avoir certains traits communs avec les anciennes formes de production communiste. L'une et l'autre sont des espèces de la

production exercée en vue de la consommation. Mais la production capitaliste a également des traits communs avec la production fondée sur le métier ; toutes deux, en effet, sont des espèces de la production marchande. La production capitaliste, forme supérieure de la production marchande, est néanmoins totalement différente de la production exercée par l'artisan. De même, le mode de production coopératif, devenu actuellement nécessaire, sera totalement différent des formes antérieures.

Ce n'est pas au communisme primitif que le mode de production socialiste qui s'annonce se rattachera, mais bien à la production capitaliste qui développe elle-même les éléments dont se formera le mode de production qui lui succédera. C'est la production capitaliste elle-même qui, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, crée les hommes nouveaux dont le nouveau mode de production a besoin. Mais elle crée aussi les organisations sociales qui formeront les bases du nouveau mode de production dès que ces hommes nouveaux s'en seront emparé.

Ce que le mode de production socialiste exige, c'est d'abord la transformation des entreprises capitalistes individuelles en entreprises coopératives. Cette transformation est proposée par ce fait que, comme nous l'avons vu, la personne du capitaliste devient un rouage de plus en plus inutile dans le mécanisme économique. Puis, le mode de production socialiste exige encore la réunion *en une seule grande coopérative* de toutes les exploitations qui, pour un état déterminé de la production, sont nécessaires pour que soient satisfaits les besoins essentiels d'une société. Nous avons vu dans le chapitre précédent comment l'évolution économique prépare, dès maintenant, cette transformation en réunissant de plus en plus les entreprises capitalistes en quelques mains.

Mais, quelle doit être l'étendue d'une semblable association se suffisant à elle-même ? La communauté socialiste n'est nullement une fantaisie arbitraire, c'est un produit nécessaire de l'évolution

économique, que chacun reconnaît d'autant plus clairement qu'il comprend mieux cette dernière. Aussi, l'étendue de cette association n'est-elle pas quelconque ; elle est déterminée par chaque moment de l'évolution. Plus celle-ci progresse, plus la division du travail se développe, plus le commerce s'étend et plus aussi cette communauté devra être vaste.

Il y aura bientôt deux siècles qu'un Anglais bien intentionné, du nom de *John Bellers,* proposa au Parlement (en 1696) de mettre un terme à la misère que le mode de production capitaliste, si jeune qu'il fût, commençait déjà à répandre. Il demandait la fondation de coopératives, produisant tout ce dont elles auraient besoin, produits industriels comme produits agricoles.

Dans l'industrie, le métier était encore la forme de production prédominante. A côté de lui régnait la manufacture capitaliste. Il n'était pas encore question de la fabrique capitaliste employant la machine.

Un siècle plus tard, les penseurs socialistes reprirent cette idée, considérablement approfondie d'ailleurs et complétée. Mais les débuts du régime de la fabrique se faisaient déjà sentir. Le métier tombait en décadence. Toute la vie sociale s'était élevée d'un degré. Les coopératives se suffisant à elles-mêmes, que les socialistes réclamaient au commencement de ce siècle pour mettre un terme aux inconvénients du mode de production capitaliste, étaient déjà dix fois plus grandes que celles que proposait Bellers (les phalanstères de Fourier, par exemple).

Mais, quelque importantes que fussent les conditions économiques de l'époque de Fourier, comparées à celles de l'époque de Bellers, elles paraissent mesquines une génération plus tard. Dans sa marche conquérante, la machine bouleversait toute la vie économique. Elle a donné une si grande extension aux entreprises capitalistes que quelques-unes exerçaient leur influence sur des Etats entiers. Elle a fait de plus en plus dépendre les unes des autres les diverses entreprises d'un pays, si bien qu'économique-

ment, elles n'en forment plus qu'une seule. Elle tend de plus en plus à réunir en un seul tout économique la vie économique des nations capitalistes.

La division du travail se développe toujours. Les différentes maisons s'appliquent de plus en plus à ne produire que certaines spécialités, pour tout l'univers, il est vrai. Les entreprises isolées deviennent de plus en plus gigantesques. Certains patrons comptent leurs ouvriers par milliers. Aussi, une association coopérative, voulant satisfaire tous ses besoins et comprendre toutes les dépenses nécessaires à leur satifaction, doit avoir une tout autre étendue que les phalanstères et les colonies du commencement du siècle passé. De toutes les organisations sociales existantes, une seule a une étendue suffisante pour qu'on en puisse faire le cadre où se développera la communauté coopérative socialiste : c'est l'*Etat moderne*.

Et même l'extension prise par la production de certaines entreprises est si considérable, les rapports économiques qui unissent les nations capitalistes sont si étroits que l'on peut se demander si le cadre de l'Etat suffira à embrasser la communauté socialiste.

Il y a cependant lieu de considérer le point suivant. L'extension prise aujourd'hui par le commerce international est conditionnée plutôt par les rapports d'exploitation que par les rapports de production. Plus la production capitaliste a pris du développement dans un pays, plus est grande l'exploitation des classes ouvrières qu'elle cause, et plus aussi est considérable l'excédent des produits que le pays ne peut consommer lui-même et qu'il faut exporter. Si la population d'un pays n'a pas suffisamment d'argent pour acheter elle-même un des produits qu'elle fabrique, les capitalistes cherchent à exporter cette marchandise, qu'elle soit d'ailleurs ou non indispensable à la population. Ce qu'ils cherchent, ce sont des acheteurs, non des consommateurs. Aussi a-t-on pu voir souvent se produire ce fait abominable: dans un moment de famine, l'Irlande exportait du blé en quantités relativement im-

portantes. Au cours de l'effroyable famine qui sévit sur leur pays, on ne peut arrêter les capitalistes d'exporter le grain qu'en le leur interdisant formellement.

Si l'on vient à mettre un terme à l'exploitation et que la production en vue de la consommation soit substituée à la production en vue de la vente, l'exportation comme l'importation s'en trouveront fort diminuées.

En réalité, des relations de cet ordre ne cesseront jamais d'exister entre les divers Etats. D'un côté, la division du travail est développée à un tel point, l'écoulement dont les industries géantes ont besoin pour leurs produits est si considérable ; d'autre part, grâce au développement du commerce international dans les Etats modernes, tant de besoins ont été créés qui, dès maintenant, sont devenus des nécessités et peuvent être satisfaits par l'importation — le besoin de café, par exemple — en Europe, qu'il semble impossible d'arriver à ce que les diverses communautés socialistes, même eussent-elles l'extension d'un Etat actuel, puissent satisfaire à toutes les exigence par leur propre production. Au début, il subsistera donc une espèce d'échange de marchandises entre les différentes communautés. Mais leur indépendance économique ne s'en trouve pas menacée si elles produisent elles-mêmes tout *le nécessaire* et n'ont recours à l'échange que par *le superflu,* si elles agissent à peu près comme une famille paysanne aux débuts de la production marchande.

Mais pour que chaque communauté socialiste produise elle-même tout le nécessaire, il suffit actuellement qu'elle ait la même étendue qu'un Etat moderne.

D'ailleurs, cette étendue elle-même n'est nullement immuable. L'Etat moderne, comme nous l'avons déjà remarqué, n'est au fond que le produit et l'instrument du mode de production capitaliste. Il grandit avec ce dernier et, suivant les nécessités, non seulement en force, mais encore en extension. Le marché intérieur, le marché situé dans l'Etat auquel elle appartient, est tou-

jours, pour la classe capitaliste, le plus sûr, celui qu'il est le plus facile de défendre et que l'on peut le mieux exploiter. Aussi, dans la mesure où se développe le mode de production capitaliste, s'accroît la tendance de la classe capitaliste de chaque pays d'étendre ses frontières. En ce sens, l'homme d'Etat qui prétendait que les guerres modernes n'étaient plus *dynastiques,* mais *nationales,* n'avait-il pas complètement tort. Seulement, il faut entendre par tendances nationales les tendances de la classe capitaliste. Rien ne lèse davantage l'intérêt des capitalistes d'une nation que la diminution du territoire. La bourgeoisie française aurait pardonné il y a longtemps à l'Allemagne les cinq milliards versés, mais elle ne peut admettre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Tous les Etats modernes ont besoin de prendre de l'extension. C'est pour les Etats-Unis que la chose est plus facile ; ils disposeront bientôt de toute l'Amérique ; il en est de même pour l'Angleterre, à laquelle l'empire des mers permet d'agrandir continuellement par des colonies la sphère de son influence. La Russie elle-même n'a pas rencontré trop de difficultés à reculer ses frontières sur certains points. Mais aujourd'hui, elle se heurte presque partout à des voisins qui la valent. Dans l'Asie Orientale, elle se trouve en présence du Japon et de l'Angleterre, qui, directement ou indirectement, cherchent dans divers Etats à empêcher ses progrès ultérieurs.

Ce sont les Etats du continent européen qui se trouvent dans la situation la plus difficile ; et cependant, comme les autres ils ont besoin d'étendre constamment leur domaine. Mais ils se touchent de trop près, et aucun d'eux ne peut se développer sans détruire un voisin qui le vaut. La politique coloniale ne satisfait que médiocrement le besoin d'extension causé par leur production capitaliste. C'est là une des causes les plus puissantes du militarisme, de cette transformation de l'Europe en un camp qui menace d'écraser les Etats européens.

Bref, chaque Etat moderne s'efforce de s'étendre, suivant en cela le cours de l'évolution économique. Celle-ci assure ainsi partout aux communautés socialistes à venir une étendue suffisante (1).

Mais l'Etat moderne n'est pas seulement la seule des organisations sociales actuellement existantes qui possède l'extension suffisante pour fournir le cadre nécessaire à une communauté socialiste, il en forme encore la seule base naturelle. On nous permettra une petite digression destinée à faire mieux comprendre ce point.

### IV. — *L'Importance économique de l'Etat.*

Les communautés isolées ont déjà eu à accomplir des tâches économiques. Cela va de soi dans les communautés communistes primitives que nous rencontrons au seuil de l'histoire des nations. Quand se développeront l'exploitation individuelle de la petite industrie, la propriété des moyens de production et la production marchande, il n'en subsistera pas moins toute une série de fonctions sociales : les remplir dépassait les forces de la petite industrie, ou bien encore elles étaient trop importantes pour qu'on les abandonnât à l'arbitraire des individus. A côté des soins à donner

(1) Remarquons en passant que, comme l'institution économique ne peut nullement rester stationnaire en état socialiste, son progrès aura pour conséquence d'étendre constamment l'étendue dont une communauté socialiste aura besoin pour réussir. Nous sommes fermement convaincus que les diverses nations socialistes finiront par se fondre en une communauté unique, que toute l'humanité ne formera plus qu'une société. Cependant, nous n'avons à nous préoccuper ici que des origines et non du cours ultérieur que suivra l'évolution des formes sociales socialistes. Nous n'avons donc pas à examiner, au cours de nos développements, la question de la République universelle.

à la jeunesse, aux pauvres, aux vieillards et aux malades, — institutions d'éducation, de secours aux pauvres et aux malades, — la réglementation, le développement du commerce — construction de routes, frappe de monnaies, police des marchés — la réglementation et la sécurité de bases générales et importantes de la production — police des eaux et forêts — incombaient à la communauté. Dans la société médéviale, c'étaient en effet les « marks » et les différentes communautés rurales ou urbaines qui en dépendaient auxquelles ces obligations revenaient. L'Etat au moyen âge ne se préoccupait nullement de ces questions.

Il n'en fut plus de même quand cet Etat devint un Etat moderne, un Etat militaire et bureaucratique, l'instrument de la classe capitaliste qui vint se placer à côté de la noblesse foncière au nombre des classes dominantes, disputant le pouvoir à cette dernière, le partageant avec elle ou l'évinçant complètement de sa situation prédominante. Comme tout Etat, l'Etat moderne est lui aussi un instrument de la domination de classe. Mais il ne pouvait remplir son rôle et satisfaire aux exigences de la classe capitaliste sans dissoudre ou assujettir les organisations économiques qu'il trouvait et qui formaient les soutiens du régime précapitaliste. Mais pour cette raison même, il lui fallait se charger de quantité de fonctions qu'elles remplissaient.

Là même où l'Etat laissa subsister les organisations médiévales, elles ne tardèrent pas à se montrer en décadence et à se montrer de plus en plus incapables de remplir toutes les fonctions. A mesure que le mode de production capitaliste se développait, celles-ci prenaient une extension de plus en plus grande. Au sein de l'Etat, elles ont dépassé et dépassent encore les organisations isolées, si bien que celui-ci est finalement contraint de se charger même des fonctions qui lui tiennent peu au cœur. Ainsi la prise à sa charge des institutions d'enseignement et de bienfaisance est devenue une nécessité absolue à laquelle il s'est déjà soumis en partie. La frappe de la monnaie lui est échue tout d'abord, la

protection des forêts, les règlements concernant les eaux, la construction des routes relèvent de plus en plus de lui.

Il y eut une époque où, dans sa confiance, la classe capitaliste crut pouvoir se passer de l'action économique de l'Etat. Il devait se borner à assurer la sécurité à l'intérieur et à l'extérieur, maintenir en respect les prolétaires et les concurrents étrangers, mais confier toute la vie économique aux mains des capitalistes. Ceux-ci avaient de bonnes raisons de le souhaiter. Quelle que fût leur puissance, le pouvoir ne s'était pas toujours montré aussi serviable qu'ils le demandaient. Il avait été de même momentanément accaparé par d'autres fractions des classes dominantes, par la noblesse foncière par exemple. Et dans les pays mêmes où l'autorité publique s'était montrée bienveillante à l'égard de la classe capitaliste, les fonctionnaires publics, qui n'entendaient absolument rien aux affaires, s'étaient révélés sous l'aspect d'amis parfaitement incommodes, aussi lourds, aussi maladroits que l'ours qui, voulant chasser une mouche du front de l'ermite, son ami, lui fendit le crâne.

C'est précisément au moment où le mouvement socialiste commençait à se développer que cette tendance hostile à l'intervention de l'Etat dans la vie économique prévalait, d'abord en Angleterre où elle prit le nom d'*école de Manchester* qu'on lui donna également en Allemagne. Les doctrines manchestériennes étaient les premières armes spirituelles que la classe capitaliste dirigeait contre le mouvement socialiste, en Angleterre et en Allemagne. Il n'est donc pas étonnant que parmi les ouvriers socialistes l'opinion s'implanta souvent que les concepts de manchestérien et de capitaliste ou ami des capitalistes d'un côté, et d'intervention de l'Etat dans les conditions économiques et de socialisme de l'autre, étaient équivalents ; il n'est pas étonnant non plus qu'ils aient cru que vaincre le manchestérianisme c'était triompher du capitalisme. Il n'en est rien. Le manchestérianisme n'a jamais été qu'une simple doctrine, une théorie, que la classe capitaliste

dirige contre les ouvriers et à l'occasion contre les gouvernements ; mais elle s'est toujours soigneusement gardée de l'appliquer logiquement. Actuellement la doctrine de l'école de Manchester a déjà perdu presque toute son influence sur la classe capitaliste.

Celle-ci n'a pas seulement perdu cette confiance en elle-même qui était la condition préalable du manchestérianisme, elle s'est de plus convaincue que l'évolution politique et économique rendait inévitable la mise à la charge de l'Etat de certains devoirs sociaux.

Ces devoirs deviennent chaque jour plus considérables. Non seulement les fonctions dont l'Etat s'est chargé après les avoir retirées aux organisations dont nous avons parlé prennent une importance de plus en plus grande, — qu'on se rappelle seulement la construction des canaux modernes et la réglementation fluviale, mais encore le mode de production capitaliste donne naissance à des fonctions que ne soupçonnaient pas les institutions sociales du moyen âge et qui le forcent à intervenir profondément dans la vie économique.

Si au cours des siècles passés, les hommes d'Etat devaient être surtout des diplomates et des juristes, aujourd'hui ils doivent, ou du moins ils devraient être surtout des économistes. Dans les débats actuels, ce ne sont plus les traités et les privilèges, les documents authentiques et les précédents, mais les propositions de l'économie politique qui servent d'arguments décisifs. Souvenons-nous de tout ce qui rentre aujourd'hui dans le domaine de la politique : politique financière, coloniale, douanière, politique des chemins de fer, politique sociale (protection ouvrière, assurance ouvrière, assistance, etc.)

Mais il y a plus. L'évolution économique entraîne l'Etat à réunir entre ses mains les exploitations de plus en plus nombreuses, soit dans l'intérêt de sa propre conservation, soit pour mieux remplir ses fonctions, soit enfin pour augmenter ses revenus.

Au moyen âge, le détenteur du pouvoir tirait la plus grande partie de sa puissance de son domaine ou du domaine public. Aux XVI[e], XVII[e], XVIII[e] siècles, on étendit souvent ce dernier en lui adjoignant des biens ecclésiastiques ou des biens de paysans. D'un autre côté, le manque d'argent auquel les princes étaient en proie les amenait à vendre à des capitalistes des biens de la couronne. Mais, dans la plupart des pays, des restes considérables ont subsisté sous la forme des *domaines publics* et des mines domaniales. Le développement du militarisme y fit joindre des *arsenaux* et des *chantiers* pour les constructions navales, le développement des communications, — les *postes*, les *chemins de fer*, les *télégraphes*, enfin l'accroissement des difficultés financières — des monopoles de toute espèce.

A l'origine du mode de production capitaliste, quand les besoins d'argent des princes étaient considérables et leurs ressources peu importantes, ils s'appliquèrent à se ménager la production de certaines marchandises et à se procurer des profits par la constitution de monopoles d'Etat. Mais les fonctionnaires se montrèrent peu propres à diriger avec profit les entreprises de production marchande. Le développement pris par les impôts fit connaître des sources plus abondantes de revenus. Puis les doctrines manchestériennes, que les hommes d'Etat bourgeois s'assimilèrent, vinrent à prévaloir. On considéra comme un péché de frustrer les capitalistes d'une occasion de profit. Aussi, au cours de ce siècle, le régime des monopoles d'Etat n'a-t-il pas fait de progrès jusque dans ces derniers temps ; il a, au contraire, perdu du terrain.

Ce n'est que dans ces deux dernières dizaines d'années qu'il a repris quelque faveur. Les besoins financiers des Etats croissent rapidement, tandis que les masses populaires s'appauvrissent de plus en plus. L'augmentation des impôts devient de moins en moins fructueuse. D'autre part, le développement du mode de production capitaliste rend la personne du capitaliste de moins

en moins indispensable. Il a donné naissance à une armée d'employés qui ont pris à leur charge les fonctions de capitaliste et les remplissent. Dans la plupart des grandes entreprises capitalistes, il a créé une organisation telle qu'elles pourraient devenir purement et simplement une propriété impersonnelle.

Les conditions préalables d'un monopole fructueux sont donc maintenant plus favorables qu'au siècle passé, et dans ce siècle même, qu'il y a quelques dizaines d'années. Etant donnés cette circonstance et les besoins financiers croissants de l'Etat, il n'est pas étonnant que le monopole d'Etat reprenne de la faveur ; il l'a emporté dans bien des circonstances. Nous jouissons déjà des monopoles du tabac, du sel, de l'eau-de-vie, des allumettes et les projets de mise en régie d'autres industries ne manquent pas.

Alors que les fonctions économiques et la puissance économique de l'Etat prennent une extension de plus en plus grande, le mécanisme économique devient de plus en plus compliqué, de plus en plus délicat, et les entreprises capitalistes individuelles voient croître de plus en plus leur dépendance réciproque. Mais, en même temps, leur sensibilité et leur dépendance à l'égard des influences exercées par la grande entreprise de la classe capitaliste, l'Etat, grandissent également. Dans le mécanisme économique, les perturbations, les désordres s'accroissent aussi, et la classe capitaliste s'en remet du soin d'y remédier au pouvoir économique actuellement le plus puissant, à l'Etat. Ainsi, même dans la société actuelle, l'Etat a de plus en plus la tâche d'intervenir dans l'organisation économique, pour la réglementer et la régler. Les moyens dont il dispose dans ce but sont de plus en plus puissants. L'omnipotence économique de l'Etat qui, pour les manchestériens est une utopie socialiste, se développe sous leurs yeux comme une des conséquences nécessaires du mode de production capitaliste.

### V. — *Socialisme d'Etat et Démocratie socialiste.*

L'action économique de l'Etat moderne est l'origine naturelle de l'évolution qui conduit à la société socialiste.

Nous ne prétendons nullement dire par là que toute mise en régie d'une fonction économique ou d'une exploitation économique constitue un progrès fait vers la société socialiste et que celle-ci puisse être le résultat de la mise en régie générale de toute l'organisation économique sans qu'il soit nécessaire de modifier l'essence de l'Etat.

Cette opinion, l'opinion de ce qu'on appelle les socialistes d'Etat, provient d'une idée fausse de l'Etat. Comme tout Etat, l'Etat moderne est en premier lieu l'arme destinée à défendre les intérêts généraux des classes dominantes. Sa nature ne se trouve pas atteinte par le fait qu'il se charge de fonctions qui n'intéressent pas seulement les classes dominantes, mais la société tout entière. Souvent, il ne se les attribue que parce que, si on les négligeait, non seulement l'état de la société, mais encore la situation des classes dominantes s'en trouveraient menacés. Mais, en aucun cas, il ne les remplit contrairement aux intérêts généraux des classes supérieures ou de façon à mettre en péril leur pouvoir.

Si l'Etat actuel se charge de certaines entreprises, de certaines fonctions, il ne le fait pas pour restreindre l'exploitation capitaliste, mais pour protéger et consolider le mode de production capitaliste, ou bien encore pour participer à cette exploitation, augmenter ainsi ses revenus et diminuer les contributions que la classe capitaliste doit verser pour le maintenir. Comme exploiteur, l'Etat a cette supériorité sur le capitaliste individuel de disposer non seulement des forces économiques que possède le capitaliste, mais encore des pouvoirs politiques dont il jouit comme autorité publique.

Jusqu'à présent, l'Etat n'a pratiqué la mise en régie qu'autant qu'elle était conforme aux intérêts des classes dominantes. Il agira de même à l'avenir. Aussi longtemps donc que les classes possédantes seront les classes dominantes, la mise à la charge de l'Etat d'entreprises et de fonctions n'ira jamais jusqu'à porter préjudice d'une manière générale au capital et à la propriété foncière privée, de façon à restreindre leur pouvoir et leur exploitation.

*Ce n'est que quand les classes laborieuses domineront dans l'Etat que celui-ci cessera d'être une entreprise capitaliste. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de le transformer en une société coopérative et socialiste.*

Cette constatation est l'origine de la tâche que se propose la démocratie socialiste : *elle veut que les classes laborieuses conquièrent le pouvoir politique pour, avec son aide, transformer l'Etat en une grande coopérative économique se suffisant à elle-même pour l'essentiel.*

On nous reproche de ne pas avoir de but déterminé, de nous entendre seulement à critiquer sans savoir par quoi remplacer ce qui existe. Eh bien, nous pensons qu'aucun autre parti ne poursuit un but aussi précis, aussi clair, que la démocratie socialiste. Et même les autres partis ont-ils un but ? Tous s'en tiennent à ce qui existe actuellement et qui est insupportable et intolérable. Leurs programmes ne contiennent que des replâtrages mesquins. Ils promettent, ils espèrent rendre l'intolérable tolérable, l'insupportable supportable.

La démocratie socialiste, au contraire, ne bâtit rien sur des espoirs et sur des promesses, mais sur la nécessité implacable de l'évolution économique. Quiconque reconnaît cette nécessité doit également adopter notre but. Celui qui veut prouver que ce but est erroné doit montrer que notre théorie de l'évolution économique est fausse, que le passage de la petite industrie à la grande industrie n'est pas un progrès, qu'actuellement on produit

comme il y a cent et deux cents ans, qu'il en a toujours été comme aujourd'hui. Celui qui pourrait apporter cette démonstration aurait certes le droit de croire que tout doit rester dans l'état. Mais celui qui n'est pas assez insensé pour croire que l'état social est toujours immuable ne peut admettre, s'il est raisonnable, que la situation actuelle est éternelle. Mais un autre parti peut-il lui indiquer ce qui la remplacera, ce qui doit la remplacer ?

Tous les autres partis ne vivent que pour le présent, au jour le jour. La démocratie socialiste est le seul qui se propose un but palpable dans l'avenir, qui dirige son activité vers la conquête de ce but. Les autres partis ne veulent, ni ne peuvent, il est vrai, voir ce but, parce que la démocratie socialiste ne peut l'atteindre qu'en les dépassant. Et comme ils ne veulent ni ne peuvent l'apercevoir, parce qu'ils fixent obstinément les brouillards du ciel, ils ont l'audace de prétendre que nous n'avons pas de but précis et que nous voulons renverser tout ce qui existe pour monter à l'assaut des nuages.

## VI. — *Constitution de la société future.*

Nous ne pouvons songer à examiner toutes les objections, les méprises et les altérations dont nos adversaires se servent pour nous combattre. Il est vain de vouloir désabuser la méchanceté et la bêtise. Nous pourrions écrire à en perdre les doigts, nous n'en viendrions pas à bout.

Nous ne retiendrons qu'une seule objection, parce qu'elle a son origine dans le socialisme lui-même. Elle est assez importante pour que nous soyons obligés de la discuter tout au long. L'ayant réfutée, le point de vue, le but de la démocratie socialiste n'en apparaîtra que plus clair.

Nos adversaires déclarent que l'on pourrait considérer la société socialiste comme praticable, qu'elle ne pourrait être un but poursuivi par des gens raisonnables que si son plan était déjà élaboré, s'il avait été jugé et reconnu utile et réalisable. Aucune personne raisonnable ne voudrait commencer à édifier une maison avant que son plan tout entier fût terminé et approuvé par les gens compétents. Mais, en tout cas, il ne songerait jamais à abattre son logis pour édifier la maison qu'il projette avant d'être en possession de ce plan. Il nous faudrait donc présenter cette « société future », comme on se plaît à appeler l'association ou la société socialiste. Si nous la tenons cachée, c'est une preuve que nous ne savons exactement ce que nous voulons et que nous n'avons pas une confiance bien établie dans notre cause.

A la vérité, l'objection semble très spécieuse, si spécieuse que, non seulement nos adversaires, mais beaucoup de socialistes ont affirmé la nécessité d'un plan semblable. En fait, on devait le considérer comme la condition indispensable d'une société nouvelle tant qu'on ne connaissait pas les lois de l'évolution sociale et qu'on croyait que les formes sociales s'édifiaient arbitrairement comme une maison. Aujourd'hui encore, on parle volontiers d'édifice social.

Il n'y a pas bien longtemps que l'on réfléchit à l'évolution de la société. Autrefois, l'évolution économique avait un cours si lent qu'il était presque insensible. Pendant des centaines d'années, des milliers même, l'homme restait au même stade de la civilisation. Les outils des paysans sont, dans quelques contrées arriérées, en Russie, par exemple, à peine différents de ceux que nous rencontrons au seuil de l'histoire traditionnelle.

Du point de vue de l'individu, dans les époques anciennes, le mode de production donné était immuable : son père, son grand-père avaient procédé comme lui, ses fils, ses petits-fils, procéderaient de même. L'ordre social donné était immuable, établi par

Dieu ; y toucher était une impiété. Quelque grandes que fussent les modifications apportées par les guerres et les luttes de classe dans la société, elles n'intéressaient, à ce qu'il semblait, que sa surface. Ces luttes influaient bien sur les fondements de la société, mais ces effets ne pouvaient être observés par le spectateur individuel qui vivait au milieu de ces événements.

Actuellement encore, l'histoire n'est pour l'essentiel que le résumé plus ou moins fidèle des renseignements de ces spectateurs qui nous sont parvenus. Elle aussi ne dépasse pas la surface des choses, et bien que celui qui passe en revue les milliers d'années du passé puisse suivre clairement le cours de l'évolution sociale, nos historiens ne l'aperçoivent pas.

C'est le mode de production capitaliste qui, le premier, a imprimé une impulsion assez rapide à l'évolution sociale pour que l'homme puisse en prendre conscience et commence à y réfléchir. Naturellement, il a tout d'abord cherché les causes superficielles de cette évolution avant de descendre dans les profondeurs. Mais celui qui s'en tient à la surface n'aperçoit que les ressorts qui déterminent directement le développement de la société, et ce ne sont pas les conditions variables de production, mais les idées variables de l'homme.

Quand le mode de production capitaliste s'établit, il fit naître chez les personnes qui en dépendaient : capitalistes, prolétaires, etc., de nouveaux besoins totalement différents de ceux des individus liés aux survivances du mode de production féodale, des besoins des grands propriétaires fonciers, des maîtres artisans, etc. A ces besoins différents correspondirent des idées différentes du juste et de l'injuste, du nécessaire et du superflu, de l'utile et du nuisible. Plus le mode de production capitaliste se développa, plus les classes intéressées devinrent puissantes, et plus aussi les idées correspondant à ce mode de production devinrent claires et indépendantes. Elles se répandirent davantage, gagnèrent en influence dans l'Etat, devinrent décisives dans la vie politique

et sociale jusqu'à ce qu'enfin les classes nouvelles vinrent à s'emparer du pouvoir dans l'Etat et dans la société et purent adapter ceux-ci à leurs idées et à leurs besoins.

Pour les penseurs qui recherchèrent les causes de l'évolution sociale, ce qui se manifesta d'abord comme les ressorts de cette évolution, ce furent les *idées*. Ils reconnurent, il est vrai, jusqu'à un certain point, que ces idées avaient leur source dans les besoins matériels. Mais ils ne voyaient pas encore que ces besoins se modifiaient, que ces modifications provenaient des changements des conditions économiques, des changements de production. Ils admirent que les besoins de l'homme — la « nature humaine » — étaient toujours identiques. Aussi, à leurs yeux, n'existe-t-il qu'un seul ordre social « vrai », « naturel », « légitime », parce qu'un seul ordre social peut correspondre complètement à la véritable nature de l'homme. Toutes les autres formes de société sont des égarements rendus possibles parce que l'homme ne savait pas ce qu'il lui fallait : sa raison était obscurcie soit, comme le pensaient les uns, par la stupidité qui lui était naturelle, soit, comme d'autres le prétendaient, par un abrutissement intentionnel, œuvre des prêtres et des gouvernants.

De ce point de vue, l'évolution sociale est une conséquence du développement de la raison, de l'évolution des idées. Plus les hommes sont intelligents, plus ils montrent de sagesse dans la découverte des formes sociales les plus conformes à la nature humaine, et plus aussi la société devient juste et bonne.

Telle était la conception des penseurs bourgeois, libéraux. Elle prévaut encore aujourd'hui. Les premiers socialistes, au commencement du XIX^e siècle, partageaient également cette croyance. Comme les libéraux, ils croyaient aussi que les institutions de la société et de l'Etat bourgeois avaient leur origine dans les idées des penseurs du siècle passé, des économistes et des savants. Mais ils s'apercevaient également que la nouvelle société bourgeoise

n'était nullement aussi parfaite que le prévoyaient les philosophes du XVIIIe siècle. Ce n'était donc pas la vraie société. Ces penseurs devaient avoir commis quelque erreur. Il restait à la découvrir et trouver une nouvelle forme de société répondant mieux à la nature humaine que celle qui existait. Mais il s'agissait aussi d'élaborer le plan du nouvel édifice social avec plus de soin que ne l'avaient fait les Quesnay et les Adam Smith, les Montesquieu et les Rousseau, pour que de nouvelles influences inattendues ne puissent déranger les prévisions. Il semblait que ce fût d'autant plus nécessaire que les socialistes, au début du XIXe siècle, ne se trouvaient pas, comme les penseurs du XVIIIe, en présence ni d'une forme de société, prête à disparaître, ni d'une classe puissante intéressée à la disparition de cette société. Ils ne pouvaient pas poser la société qu'ils désiraient comme inévitable, mais seulement comme souhaitable. Aussi leur fallait-il mettre leur idéal de société sous les yeux des hommes d'une façon très précise, formellement palpable, pour que ceux-ci en eussent l'eau à la bouche et que personne ne doutât de sa possibilité et de son agrément.

Dans leur conception de la société, nos adversaires n'ont jamais dépassé le point de vue auquel s'était arrêtée la science, au début du XIXe siècle. La seule espèce de socialisme qu'ils pussent comprendre est le socialisme utopique, qui part du même principe qu'eux. Nos adversaires considèrent la société socialiste comme une entreprise capitaliste, une société par action, qui doit être « fondée », et ils refusent de souscrire avant que les fondateurs, Bebel et Cie, n'aient suffisamment établi, dans un prospectus, le caractère pratique et rémunérateur de l'affaire.

Cette conception pouvait être encore légitime au début du siècle. Aujourd'hui, la société socialiste n'a plus besoin du crédit de ces messieurs pour se réaliser.

La société capitaliste est à bout. Sa dissolution n'est plus qu'une affaire de temps. L'irrésistible évolution économique conduit né-

cessairement à la banqueroute du mode de production capitaliste. La constitution d'une nouvelle société, destinée à remplacer celle qui existe, n'est plus seulement *souhaitable,* elle est devenue *inévitable.*

De plus en plus nombreuse, de plus en plus puissante devient la masse des travailleurs non possédants, pour lesquels le mode de production existant est intolérable, qui n'ont rien à perdre et tout à gagner à sa disparition, qui se voient contraints d'établir une nouvelle forme de société correspondante à leurs intérêts, s'ils ne veulent pas périr, s'ils ne veulent pas que périsse avec eux toute la société dont ils forment les éléments les plus importants.

Ce ne sont pas là des imaginations. Les penseurs de la démocratie ont *prouvé* ce que nous venons de dire en s'appuyant sur les faits manifestes qui se produisent dans le mode de production actuel. Ces faits ont une valeur probante plus grande que les tableaux de la société future tracés avec le plus de génie et le soin le plus minutieux. Dans le cas le plus favorable, ces peintures peuvent démontrer que la société socialiste n'est pas impossible. Mais ils ne peuvent jamais esquisser la vie sociale dans sa totalité ; ils présentent forcément des lacunes, qui donnent passage à nos adversaires. Mais, quand on a prouvé le caractère *inévitable* de quelque chose, on a montré non seulement que cette chose était *possible,* mais qu'elle était *la seule possible.* Si la société socialiste était impossible, tout développement économique le serait également à l'avenir. La société actuelle devrait alors tomber en décomposition comme l'a fait, il y a près de deux mille ans, l'Empire romain, pour finir dans la barbarie.

*Il est impossible de demeurer plus longtemps en civilisation capitaliste. Il s'agit, soit de progresser jusqu'au socialisme, soit de retomber dans la barbarie.*

Les choses étant ainsi, il est fort inutile de vouloir, par des perspectives séduisantes, amener nos adversaires à nous donner leur crédit. Celui que les faits palpables du mode de production

actuel ne convainquent pas de la nécessité de la société socialiste restera sourd aux louanges adressées à un état social qui n'existe pas encore, qu'il ne peut ni toucher de la main, ni comprendre.

Mais élaborer le plan sur lequel devrait être bâtie la société future est une œuvre non seulement inutile, mais encore en contradiction avec le point de vue scientifique actuel. Au cours de ce siècle, il s'est produit non seulement une grande révolution économique, mais encore une grande révolution intellectuelle. L'intelligence des causes du développement social a fait des progrès extraordinaires. Déjà, vers 1840, Marx et Engels nous ont démontré, et depuis lors toutes les conquêtes de la science sociale l'ont confirmé, qu'en dernière analyse l'histoire de l'humanité n'est pas déterminée par les idées, mais par l'évolution économique, qui progresse irrésistiblement et se poursuit, suivant certaines lois, et non suivant les désirs ou les fantaisies des hommes.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, comment elle procédait, comment elle créait de nouvelles formes de production, qui entraînent la nécessité de nouvelles formes sociales. Nous avons vu qu'elle crée de nouveaux besoins qui obligent les hommes à étudier les conditions de la société et à trouver les moyens d'adapter celle-ci aux nouvelles conditions de production. Cette adaptation, en effet, ne se produit pas spontanément. Elle a besoin de l'intermédiaire du cerveau humain, de la pensée, des idées. Sans pensée, sans idée, il n'y a pas de progrès. Mais les idées ne sont que les intermédiaires du progrès social. Ce n'est pas d'elles que part la première impulsion, comme on le croyait autrefois et comme beaucoup le croient encore, c'est de la modification des conditions économiques.

Aussi ne sont-ce pas non plus les penseurs, les philosophes, qui déterminent la direction du progrès social ; elle est donnée par l'évolution économique. Les penseurs peuvent reconnaître cette direction, ils le peuvent d'autant mieux que leur intelligence

de l'évolution antérieure est plus profonde, mais il leur est impossible de la tracer arbitrairement.

Mais la connaissance de la direction du progrès social a ses limites. Le mécanisme de la société humaine est, en effet, extraordinairement compliqué, et l'esprit le plus pénétrant est incapable d'étudier assez complètement toutes ses faces, de mesurer assez exactement toutes les forces agissantes pour prévoir avec certitude les formes sociales qui résulteront de l'action simultanée et réciproque de ces forces.

Il ne faut pas croire qu'une nouvelle forme de société se produise de la façon suivante : quelques esprits, particulièrement avisés, élaboreraient le meilleur plan suivant lequel elle peut être édifiée, puis ils convaincraient peu à peu autrui de l'utilité de ce projet, et, enfin, quand ils se seraient ménagé les moyens indispensables, ils n'auraient plus qu'à construire et à élever tout à leur aise l'édifice social d'après ce plan.

Jusqu'à présent, une nouvelle forme de société n'a jamais été que le résultat de longues luttes, pleines d'alternatives. Les classes exploitées luttaient contre les classes exploitantes ; les classes en décadence, réactionnaires, luttaient contre les classes naissantes, révolutionnaires. Dans ces conflits, les classes les plus diverses s'allient de la façon la plus variée pour combattre leurs rivales. Le camp des exploités réunissait révolutionnaires et réactionnaires ; le camp des révolutionnaires rassemblait exploiteurs et exploités. Au sein même des différentes classes se font souvent jour des courants divers qui varient suivant l'intelligence, le tempérament, la situation des individus et de couches entières de la population. Enfin la force de chaque classe était extrêmement variable ; elle augmentait ou diminuait suivant qu'augmentait ou diminuait leur intelligence des conditions réelles, l'intégrité et la grandeur de leurs organisations et leur importance dans l'organisme économique.

Au cours des luttes pleines de vicissitudes que se livraient ces

classes, les anciennes formules sociales devenues intolérables disparurent peu à peu et furent évincées par de nouvelles. Le nouveau qui remplaçait ainsi l'ancien n'était pas toujours exactement ce qu'il eût fallu. Dans le cas contraire, cela supposait que les classes révolutionnaires possédaient tout à la fois la puissance autocratique et le jugement le plus pénétrant en matière sociale. Là où cela n'avait pas lieu et tant que cela n'avait pas lieu, des fautes étaient inévitables ; souvent les innovations se révélaient entièrement ou partiellement aussi peu solides que des institutions anciennes qu'on avait supprimées. Mais à mesure que l'évolution économique gagna en puissance, on comprit plus clairement ses exigences, et les classes révolutionnaires eurent plus de force pour établir ce qui était nécessaire. Les institutions fondées par les classes révolutionnaires qui étaient en contradiction avec les nécessités de l'évolution économique tombèrent en décadence et furent bientôt oubliées. Celles qui étaient nécessaires s'implantèrent rapidement, fortement, et les partisans de l'ancien ordre de choses ne purent plus les abattre.

C'est de cette façon que jusqu'à ce jour s'est établi tout nouvel ordre social. Ce que l'on appelle « périodes révolutionnaires » ne se distingue des autres moments de l'évolution sociale qu'en ce que ces procès se poursuivent avec plus de rapidité et de force.

On le voit ; les forces sociales s'élèvent autrement que les édifices. Des plans élaborés à l'avance ne se réalisent pas. Aujourd'hui que ce point est acquis, faire des « propositions positives » à propos de l'édification de la société future est une œuvre sensiblement aussi utile et aussi judicieuse que d'écrire à l'avance l'histoire de la prochaine guerre.

Le cours de l'évolution n'est nullement indépendant des personnalités isolées. Quiconque agit dans la société, influe plus ou moins sur lui. Des personnes que leurs qualités ou leur position sociale mettent hors de pair, peuvent influer sur le cours des événements dans des Etats entiers pour des dizaines d'années ; les unes peu-

vent accélérer le progrès en ouvrant de nouvelles perspectives sur les rapports sociaux, ou en organisant les classes révolutionnaires, en concentrant leurs forces ou en en provoquant l'usage judicieux. D'autres peuvent paralyser la marche du progrès en réagissant contre lui. L'œuvre des uns hâte l'évolution, diminue les maux et les sacrifices qu'elle entraîne ; celle des autres retarde le développement, accroît les souffrances et les sacrifices qu'il provoque. Mais ce que personne ne peut, ni le monarque le plus puissant, ni le penseur le plus profond, c'est diriger le sens de l'évolution à son gré, et prédire avec netteté les formes qu'elle prendra.

Aussi rien n'est-il plus ridicule que de nous demander de donner un tableau de la « société future » que nous nous proposons d'atteindre. Cette prétention, que d'ailleurs on n'a jamais émise à l'égard d'un autre parti, est si ridicule qu'il serait inutile de perdre beaucoup de mots à ce sujet, si elle ne formait pas l'objection la plus sérieuse que nos adversaires nous adressent. Les autres objections sont encore beaucoup plus plaisantes.

Dans toute l'histoire du monde, il n'est encore jamais arrivé qu'un parti révolutionnaire ait pu, je ne dis pas déterminer arbitrairement, mais seulement prévoir quelles *formes* prendrait la nouvelle société qu'il poursuit de ses efforts. On avait déjà beaucoup fait dans l'intérêt du progrès quand on avait réussi à reconnaître les *tendances* qui aboutissaient à cette société. Son action politique était dès lors *consciente,* et non plus *instinctive.* On ne peut exiger davantage de la démocratie socialiste.

*Mais il n'a jamais existé de parti qui ait pénétré si profondément les tendances sociales de son époque et les ait saisies aussi exactement que la démocratie socialiste.*

Cela ne constitue pas son mérite, mais son bonheur. Elle le doit à ce qu'elle s'appuie sur l'économie bourgeoise qui, la première, a entrepris l'étude scientifique des rapports et des états sociaux. C'est à elle que l'on est redevable de la conscience plus claire de leurs devoirs sociaux qu'ont eue les classes révolutionnaires qui

ont détruit le mode de production féodale. Elles ont eu moins que toute autre classe révolutionnaire à souffrir d'illusions. Mais les penseurs appartenant à la démocratie socialiste ont poussé plus loin l'étude des rapports sociaux, ont pénétré plus profondément que tous les économistes bourgeois qui les ont précédés. Le *Capital*, de K. Marx, est le pivot reconnu de la science économique moderne. Il dépasse autant les œuvres des Quesnay, des Adam Smith, des Ricardo que le jugement et la conscience de la démocratie socialiste dépassent celles des classes révolutionnaires à la fin du XVIII[e] et au commencement du XIX[e] siècle. Si notre parti se refuse à mettre sous les yeux de l'honorable public un tableau de la société future, les écrivains bourgeois n'ont aucune raison de nous railler et d'en conclure que nous ne savons pas ce que nous voulons. La démocratie socialiste a une vue plus claire de l'avenir que ne pouvaient l'avoir les économistes, les précurseurs de l'ordre social actuel.

Nous avons dit qu'un penseur peut, il est vrai, reconnaître les *tendances* de l'évolution économique à son époque, mais qu'il est incapable de prévoir les *formes* sous lesquelles elles s'exprimeront. Un coup d'œil jeté sur les conditions actuelles prouvera l'exactitude de cette proposition. Dans tous les pays où elles règnent, les tendances du mode de production capitaliste sont les mêmes. Et cependant combien sont diverses les formes politiques et sociales dans les différentes nations capitalistes. L'aspect change de l'Angleterre à la France, de la France à l'Allemagne et de l'Allemagne à l'Amérique. Les tendances historiques du mouvement ouvrier, né du mode de production actuel sont partout les mêmes. Mais les formes que revêt ce mouvement varient avec les pays.

On connaît exactement aujourd'hui les tendances du mode de production capitaliste. Cependant personne n'osera dire quelles formes il revêtira dans dix, vingt ou trente ans — supposé d'ailleurs qu'il se maintienne aussi longtemps. Ce qui n'empêche pas

d'exiger de nous un exposé de formes sociales qui dépassent l'existence du mode de production actuel.

Si nous nous refusons de répondre à l'invitation de donner un plan de la « société future » et d'indiquer les mesures transitoires pour y atteindre, cela ne signifie pas que nous tenions pour inutiles ou nuisibles les réflexions consacrées à la société socialiste. Ce serait jeter l'or avec les crasses. Ce qui est oiseux, ce qui est nuisible, c'est de faire des propositions positives sur l'organisation de cette société et sur les moyens d'y arriver. On ne peut faire de projets visant à une forme déterminée des conditions sociales que dans des sphères que l'on domine dans le temps et dans l'espace.

La démocratie socialiste ne peut donc faire de propositions positives que si elles concernent la société actuelle et non la société future. Des propositions visant cette dernière peuvent faire fond non de faits, mais d'hypothèses; se sont des fantaisies, des rêves qui, dans le cas le plus favorable, restent sans effet. Si leur auteur est assez bien doué, assez énergique pour leur ménager une certaine influence sur les esprits, cet effet ne peut être qu'une erreur et un gaspillage de forces.

Il ne faut pas confondre ces songes, qu'il est nécessaire de combattre décidément, avec les tentatives faites pour rechercher la direction que prendra l'évolution économique dès que le principe socialiste aura été substitué au principe capitaliste. Il ne s'agit plus ici de « recettes pour la gargote de l'avenir », mais de l'interprétation scientifique de données résultant de l'étude de certains faits. Les recherches de cette nature ne sont nullement oiseuses, car à mesure que nos vues sur l'avenir deviennent plus claires, nous emploierons plus convenablement nos forces dans le présent. Les penseurs les plus considérables de la démocratie socialiste se sont livrés à des études de cette espèce. Dans les œuvres de Marx et de Engels, on rencontre quantité de résultats d'études semblables. Bebel, dans son livre *Die Frau und der*

*Sozialismus,* nous a donné un résumé des travaux qu'il a faits dans cette voie.

Tout socialiste qui réfléchit a fait le même travail pour lui-même, en silence ; quiconque, en effet, s'est proposé un grand but, éprouve le besoin d'éclaircir les circonstances dans lesquelles il se réalisera. Les conceptions les plus diverses se sont fait jour suivant la variété des notions économiques, de la situation, du tempérament, de l'imagination, de la connaissance d'autres formes de société, non capitalistes, communistes par exemple. Ces différences, ces contradictions n'atteignent nullement l'intégrité et l'unité de la démocratie socialiste. Quelque différentes que soient les vues que des yeux différents aient de notre but, pourvu que la direction dans laquelle ils le voient soit la même et la bonne, peu importe le reste.

Nous pourrions clore ici ce chapitre. Les différentes conceptions que l'on a dans la démocratie socialiste sur la « société future » n'ont rien à voir avec ce que les démocrates socialistes veulent. Ce que nous voulons, c'est la transformation de l'Etat en une association économique se suffisant à elle-même. Sur ce point, pas de divergence d'opinion parmi nous. Il n'est nullement oiseux de rechercher comment cette société se développera, quelles tendances elle créera. Mais le fruit de ces réflexions est l'affaire de chacun, n'est pas l'affaire du parti et n'a pas besoin de l'être ; elle n'influe pas en effet sur l'action du parti.

Cependant il s'est répandu tant d'idées fausses sur la façon dont les démocrates socialistes institueront leur société future, d'erreurs remontant aux socialistes utopiques ou inventées par des littérateurs ignorants ou mal intentionnés, que nous semblerions vouloir éluder la question si nous ne touchions pas un mot de quelques-unes d'entre elles. Nous montrerons donc par quelques exemples quelles formes les tendances de l'évolution économiques devront revêtir dans une communauté socialiste.

## VII. — *La « Destruction de la famille ».*

Un des préjugés les plus répandus contre la démocratie socialiste est la croyance qu'elle veut détruire la famille. Nous avons déjà eu l'occasion de dire un mot à ce sujet au chapitre II, aussi pourrons-nous être brefs sur ce point.

Personne dans notre parti ne songe à détruire la famille, à la supprimer légalement, à la dissoudre violemment. C'est une fausseté grossière que de lui imputer cette intention, seul un fou peut s'imaginer qu'une forme de famille peut être créée ou supprimée par décret.

La famille actuelle n'a rien de contraire à la nature de la production coopérative. La réalisation de la société socialiste n'exige donc nullement en soi la dissolution de la forme de famille qui existe.

Ce qui conduit à cette dissolution, ce n'est pas la nature de la production coopérative, mais l'évolution économique. Dans le chapitre que nous venons de rappeler, nous avons vu comment *de nos jours* la famille est dissoute, l'homme, la femme, les enfants séparés les uns des autres, comment le célibat et la prostitution deviennent des phénomènes collectifs.

La société socialiste n'entrave pas l'évolution économique ; elle lui donnera plutôt une nouvelle impulsion. Cette évolution continuera donc à faire progressivement des travaux du ménage les objets de certaines industries, à transformer l'ouvrière dans son ménage individuel en une ouvrière employée dans la grande industrie. Mais ce changement ne sera plus le passage de l'esclavage domestique à l'esclavage salarié ; elle ne la poussera pas de la famille qui la protège dans les sphères sans défense, sans protection du prolétariat. Par son travail dans la grande industrie coopérative, la femme sera mise sur le même pied que l'homme

et obtiendra la même part à la communauté que lui. Elle sera sa libre compagne, émancipée non seulement de l'asservissement domestique mais encore de la sujétion au capital. Disposant librement d'elle-même, l'égale de l'homme, elle mettra un terme à toute prostitution, légale ou illégale, et pour la première fois dans l'histoire du monde, le mariage monogamique, devant qui seront égaux l'homme et la femme, deviendra une institution réelle, où il n'y aura plus seulement le mot, mais encore la chose.

Ce ne sont plus là des propositions utopistes, mais des convictions scientifiques fondées sur des faits déterminés. Pour pouvoir les contester, il faut démontrer d'abord que ces conditions sont inexistantes. Comme on n'y a pas encore réussi, il ne reste plus aux messieurs et aux dames qui ne veulent pas entendre parler de cette évolution qu'un seul procédé de réfutation : ils n'ont plus qu'à témoigner d'une indignation morale et placer dans un jour favorable leur moralité en faisant appel au mensonge et à la fausseté. Mais qu'ils se disent bien que par ce moyen ils n'arrêteront pas une seule minute l'évolution.

Ce qui est établi, c'est que ce n'est pas la démocratie socialiste, ni l'essence de la production socialiste qui provoque la dissolution de la forme familiale traditionnelle, c'est l'évolution économique qui se poursuit sous nos yeux depuis des dizaines d'années. La société socialiste ne l'arrêtera pas, ne peut pas l'arrêter, mais elle dépouillera les conséquences de cette évolution de tous les côtés douloureux et bas qui les accompagnent dans la société capitaliste. Tandis que cette dernière provoque la dissolution de toute société familiale, de tout mariage, dans la société socialiste, la dissolution de la forme actuelle de famille ne se poursuivra que dans la mesure où elle sera supplantée par une forme supérieure.

Et voilà comment la démocratie socialiste poursuit la destruction du mariage et de la famille.

## VIII. — *La Confiscation de la propriété.*

Nos adversaires qui savent mieux que nous-mêmes ce que nous voulons et s'entendent à faire de la « société future » un tableau plus précis que nous ne le saurions, ont trouvé que la démocratie socialiste ne pourrait commencer son règne que par l'expropriation des artisans et des paysans auxquels on confisquerait sans plus tout ce qui leur appartiendrait, non seulement leur maison et leurs biens, mais encore les meubles indispensables et leurs dépôts dans les caisses d'épargne. Après la rupture de tous les liens familiaux que nous voudrions consommer, cette dernière accusation forme un des principaux arguments qu'on nous oppose.

Remarquons d'abord qu'une société socialiste n'implique nullement une semblable confiscation.

Le programme démocrate socialiste n'en souffle pas mot. Ce n'est pas par timidité, pour ne pas choquer, mais simplement parce qu'on ne peut rien affirmer de précis à ce sujet. On ne peut affirmer qu'une chose de précise, c'est que la tendance de l'évolution économique rend nécessaire la transformation des *grandes entreprises* en propriétés sociales et leur exploitation dans l'intérêt de la société. Nul ne peut dire comment s'opérera cette révolution, si l'expropriation inévitable prendra la forme d'une confiscation ou d'un rachat, si elle se produira pacifiquement ou brutalement. A ce propos, il sert peu de faire appel à l'histoire. Ce passage peut s'effectuer de différentes façons, de même que la suppression des charges imposées par la féodalité s'est produite de différentes façons dans les différents pays. La manière dont se réalisera ce passage dépend de la situation générale où il se produira, de la force, du jugement de chaque classe intéressée, toutes conditions qu'il est impossible de calculer à l'avance. Dans l'évolution historique, l'imprévu joue le plus grand rôle.

Sans doute, les démocrates socialistes désirent que l'expropriation devenue inévitable des grandes entreprises ait lieu le moins douloureusement possible, pacifiquement, d'un consentement unanime. Mais nos désirs ne déterminent pas plus l'évolution historique que ceux de nos adversaires.

Mais en aucun cas on ne peut dire que l'application du programme démocrate socialiste exige en toutes circonstances que chaque propriété, dont l'expropriation est devenue nécessaire, soit confisquée.

Ce qu'on peut affirmer d'une façon précise, c'est que l'évolution économique ne rend indispensable que l'expropriation d'une *partie* de la propriété actuelle. Ce qu'elle exige, c'est la propriété collective des *moyens de production*. La propriété privée des objets *d'usage personnel* n'en est nullement atteinte. Notre observation ne s'applique pas seulement aux moyens d'existence, aux meubles, etc. Souvenons-nous de ce que nous avons dit dans le chapitre précédent sur les banques d'épargne. Elles sont un moyen de mettre à la disposition des capitalistes ce qui appartient aux classes non-capitalistes. Chacune des petites sommes épargnées est trop insignifiante pour permettre l'exploitation d'une entreprise capitaliste. Seule leur réunion leur permet de remplir les fonctions d'un capital. A mesure que les entreprises capitalistes passeront dans la propriété sociale, la possibilité de placer ses épargnes à intérêt diminuera. Elles cesseront d'être un capital, elles constitueront un trésor *ne portant pas intérêt,* un fonds de consommation. Mais cette transformation n'a rien de commun avec la confiscation des économies.

Une semblable mesure, d'ailleurs, n'est pas seulement inutile pour des raisons *économiques,* elle est encore absolument invraisemblable pour des raisons *politiques*. Les petites économies proviennent en grande partie des classes exploitées, de celles dont seule la force est capable d'introduire le socialisme dans la société. Il faut tenir ces classes pour absolument imbéciles pour

croire qu'afin d'avoir les moyens de production entre leurs mains elles commenceront par se priver des sous qu'elles auront économisés.

Mais le passage à la production socialiste non seulement n'implique pas l'expropriation des moyens de consommation, il n'exige même pas celle de tous les possesseurs de *moyens de production*.

C'est la grande industrie qui rend nécessaire la société socialiste. La production coopérative exige également la propriété collective des moyens de production. Mais de même que la propriété privée des moyens de production est contradictoire avec le travail coopératif dans la grande industrie, de même la propriété collective ou sociale des moyens de production est en contradiction avec la petite industrie.

Cette dernière, comme nous l'avons vu, implique la propriété privée des moyens de production. L'abolition de cette propriété dans la petite industrie serait d'autant plus vaine que la tendance du socialisme aboutit à mettre les travailleurs en possession des moyens de production nécessaires. Pour les petites exploitations, l'expropriation des moyens de production aurait pour résultat d'enlever ces derniers à leurs possesseurs pour les leur rendre ensuite. Ce serait absurde.

*Le passage à la société socialiste n'implique donc nullement l'expropriation des petits paysans et des petits artisans.* Non seulement cette transition ne leur enlèvera rien, mais elle devrait au contraire leur apporter certains avantages. Comme la société socialiste comporte, comme nous l'avons vu, la tendance à remplacer la production marchande par la production pour l'usage direct, elle doit s'efforcer à transformer le paiement en argent par le paiement en nature, blé, vin, bétail, etc., des obligations contractées envers la société, impôts, intérêts des hypothèques passés dans la propriété sociale, si toutefois ces charges ne sont pas absolument supprimées. Ce procédé présente des facilités

énormes pour le paysan. Il réclame dès maintenant cette substitution. Mais elle est impossible sous le régime de la production marchande. Seule la société socialiste est capable de la réaliser et de supprimer ainsi une des causes principales de ruine pour le paysan.

En fait, ce sont les *capitalistes*, qui, comme nous l'avons vu, exproprient paysans et artisans. *La société socialiste mettra un terme à cette expropriation.*

Sans doute, le socialisme n'arrêtera pas *l'évolution économique*. Au contraire, il forme le seul moyen d'en assurer le progrès à un certain moment. Comme dans la société actuelle, dans la société socialiste la grande industrie se développera de plus en plus et absorbera de plus en plus les petites exploitations. Mais l'observation que nous avons faite à propos de la famille et du mariage s'applique également ici. Le sens de l'évolution reste le même, mais le socialisme supprime les douleurs, les horreurs qui accompagnent son cours dans la société actuelle, en en assurant les avantages à tous.

Aujourd'hui, la transformation du paysan ou de l'artisan d'ouvrier de la petite industrie en travailleur de la grande industrie équivaut à le changer de *propriétaire* en *prolétaire*. Dans une société socialiste, le paysan ou l'artisan veut s'adonner au travail dans une grande exploitation coopérative, profite de tous les avantages de la grande industrie. Sa situation s'améliore considérablement ; son passage de la petite à la grande industrie n'a plus rien de comparable avec la transformation d'un propriétaire en prolétaire ; c'est bien plutôt quelqu'un qui, possédant peu autrefois, vient à posséder beaucoup.

*La petite industrie est irrémédiablement condamnée à disparaître. Mais seule la démocratie socialiste peut permettre aux paysans et aux artisans de devenir dans leur ensemble des ouvriers de la grande industrie sans pour cela tomber dans le prolétariat.* Ce n'est que dans une société socialiste que la dispa-

rition, devenue inévitable, de l'agriculture paysanne et du métier peut signifier une amélioration du sort du paysan et de l'artisan.

Le ressort de l'évolution économique ne sera plus la *concurrence* qui proscrit les industries retardataires et exproprie leurs possesseurs, mais l'*attrait* qu'exercent les exploitations et les formes d'exploitation d'un degré de développement supérieur sur les ouvriers des entreprises et des formes d'entreprises retardataires.

Ce mode d'évolution ne se borne pas à n'être pas douloureux, il se poursuit de plus avec une rapidité plus grande que celui qu'amène la concurrence. Aujourd'hui où l'introduction de nouvelles formes, de formes supérieures d'exploitation ne peut se produire sans l'expropriation des possesseurs d'exploitations retardataires, sans les privations et les souffrances de grandes masses ouvrières devenues inutiles, tout progrès économique se heurte à une résistance opiniâtre. Nous avons vu avec quelle obstination les producteurs s'attachent encore aux formes de production les plus arriérées, comme ils s'y accrochent désespérément tant qu'il leur reste encore un soupçon de force. Jamais un mode de production n'a été si révolutionnaire que le mode actuel, jamais un mode de production n'a, dans l'espace d'un siècle et dans tous les domaines de l'activité humaine, produit des bouleversements aussi gigantesques, et pourtant combien nombreuses sont encore les formes de production surannées, finies, qui subsistent encore à l'état de ruines.

Dès qu'aura disparu la crainte d'être jeté dans le prolétariat par l'abandon d'une exploitation indépendante, que les avantages de la grande industrie sociale seront assurés à tous les participants dans les domaines les plus variés, que chacun aura la possibilité de jouir de ces avantages, seuls des insensés pourront s'efforcer encore de maintenir des formes d'exploitation surannées.

Ce que la grande industrie capitaliste n'a pu accomplir dans le

cours d'un siècle, la grande exploitation socialiste le fera en peu de temps : elle absorbera les petites entreprises retardataires. Elle y arrivera sans expropriation, par la seule force d'attraction d'une exploitation plus fructueuse.

Dans les régions où la production agricole n'est pas encore une production marchande, mais surtout une production pour la consommation personnelle, l'agriculture paysanne subsistera encore quelque temps dans la société socialiste. Mais à la fin, dans ces sphères même, on comprendra les avantages de la grande exploitation coopérative.

Dans l'agriculture, la substitution de la grande à la petite exploitation sera hâtée et facilitée par la disparition de l'antagonisme entre la ville et la campagne, par la tendance qui nécessairement doit prévaloir en société socialiste à transporter l'industrie en rase campagne. Il nous faut malheureusement ici nous borner à cette indication, un exposé plus détaillé nous entraînerait trop loin.

## IX. — *La Répartition des produits dans la « société future »*.

Nous avons l'intention de ne plus examiner qu'un point à propos de la « société future », c'est celui qui paraît le plus important. La première question que l'on adresse à un socialiste est en général la suivante : « Comment procéderez-vous à la répartition de vos richesses ? Chacun recevra-t-il autant ? Chacun recevra-t-il la même chose ? »

Le partage ? Voilà ce qui intéresse le bourgeois. C'est au partage que se réduisent toutes ses conceptions du socialisme.

Il n'y a pas encore bien longtemps qu'en Allemagne les gens les plus instruits admettaient que les communistes voulaient partager au peuple toutes les richesses de la nation.

Cette croyance s'est obstinément maintenue malgré toutes les protestations élevées par la démocratie socialiste. La malice de nos adversaires n'en est pas uniquement cause. C'est bien plutôt leur impuissance à comprendre les conditions créées par le développement de la grande industrie. Bien souvent leur horizon est incapable de dépasser les conceptions qui correspondent à la petite industrie. Du point de vue de la petite industrie, le partage est la seule forme possible d'une espèce de socialisme. Le partage est en réalité très familier au paysan et au petit bourgeois. Depuis l'établissement de la production marchande, il est arrivé un nombre incalculable de fois, chaque fois que quelques familles de marchands ou de propriétaires fonciers avaient amassé de grandes richesses et réduit les artisans et les paysans à la servitude et à la misère, que ces derniers tentaient de se tirer d'affaire en chassant les riches et en partageant leurs biens. Il y a cent ans encore, pendant la Révolution française qui proclamait si haut le droit de propriété privée, artisans et paysans se sont partagé les biens du clergé par exemple. *Le partage est le socialisme de la petite industrie, le socialisme des couches populaires « conservatrices », ce n'est pas le socialisme du prolétariat de la grande industrie.* Il a fallu du temps, mais on a réussi enfin à inculquer aux penseurs allemands l'idée que les démocrates socialistes ne voulaient pas le *partage,* qu'ils en poursuivaient l'opposé, la réunion dans les mains de la société des moyens de production divisés jusqu'à présent entre divers propriétaires.

Mais la question du partage n'en subsiste pas moins. Les moyens de production appartenant à la société, celle-ci dispose dès lors des produits établis à l'aide de ces moyens. Comment les répartira-t-elle entre ses membres ? Suivant le principe de l'égalité ou d'après le travail fourni par chacun ? Et dans ce dernier cas, tout travail recevra-t-il la même rémunération, qu'il soit agréable ou désagréable, facile ou difficile, qu'il exige ou non des connaissances préalables ?

La réponse à cette question paraît être le point essentiel du socialisme. Il n'y a pas que nos adversaires pour enfourcher avec ardeur ce cheval de bataille, les anciens socialistes déjà ont accordé la plus grande attention à la répartition des produits. De Fourier à Weitling, de Weitling à Bellamy, on rencontre une série de tentatives consacrées aux solutions les plus variées et qui souvent témoignent d'une profondeur admirable. Les « propositions pratiques » ne font pas défaut, et beaucoup d'entre elles sont aussi simples que pratiques.

La question n'a cependant pas, à beaucoup près, l'importance qu'on lui attribue si souvent.

On avait coutume autrefois de considérer la répartition des produits comme un problème tout à fait indépendant de la production. Et comme les contradictions et les inconvénients du mode de production capitaliste se manifestaient tout d'abord dans le mode de répartition des produits qui lui est propre, il était tout naturel que les exploités et leurs amis vissent dans l'« injuste » répartition des produits la source de tous les maux.

Conformément aux conceptions en faveur au début du XIX^e^ siècle, ils admettaient naturellement que cette répartition était une conséquence des *idées* dominantes, des notions juridiques. Pour supprimer cette injuste répartition, il fallait donc en imaginer une autre, meilleure et plus juste, et convaincre l'univers de ses avantages. La juste répartition ne pouvait être que le contraire de celle qui était appliquée. Aujourd'hui règne l'*inégalité* la plus criante ; aussi, suivant les uns, le principe de la répartition doit-il être l'*égalité*. Aujourd'hui, l'oisif est au sein de l'opulence et le pauvre pâtit : aussi d'autres s'écriaient-ils : *à chacun suivant son travail* (ou sous une forme plus moderne : *à chacun le produit de son travail*). Mais l'une et l'autre de ces formules donnaient matière à réflexion ; il en naquit une troisième : *à chacun suivant ses besoins*.

Depuis lors, les socialistes ont reconnu que, dans une société,

la répartition des produits n'est pas conditionnée par les conceptions et les formules juridiques qui y prévalent, mais par le mode de production qui y domine. Dans la société actuelle, la part des propriétaires fonciers, des capitalistes et des salariés au produit total est déterminée par le rôle que le sol, le capital et la force de travail jouent dans le mode de production actuel. Dans une société socialiste, la répartition des produits ne s'effectuera pas en vertu de lois aveugles qui s'appliquent sans arriver à la conscience des intéressés. Aujourd'hui, dans une grande entreprise industrielle, la production et le paiement des salaires sont surveillés, systématiquement réglés. Il en sera de même dans une société socialiste, qui n'est qu'une entreprise industrielle unique, gigantesque. Les règles suivant lesquelles s'accomplira la répartition des produits seront établies par les intéressés. Mais ils ne seront pas libres dans le choix de ces règles. Elles ne pourront être élaborées en vertu de tel ou tel « principe », elles seront déterminées par les conditions réelles qui dominent dans la société, surtout par les conditions de la *production*.

Par exemple, le degré de productivité de travail aura toujours une grande influence sur le mode de répartition du produit du travail. On peut imaginer que l'application de la science à l'industrie provoquera un jour une telle productivité que l'homme possédera surabondamment tout ce dont il a besoin. Alors, la formule « à chacun suivant ses besoins » trouvera son application sans difficulté, presque naturellement. Par contre, la conviction la plus profonde dans la légitimité de ce principe ne pourrait en provoquer l'application si la productivité du travail était si faible qu'on ne puisse produire sans une dépense excessive de travail précisément ce dont on a besoin.

La formule « à chacun le produit de son travail » se heurtera toujours aux exigences de la production. Car si cette formule a un sens, elle suppose que le produit total du travail de la société sera partagé entre les membres de la communauté socialiste.

Cette conception ainsi que celle qui admet que le grand partage, par lequel doit débuter le régime socialiste, ne sortent pas de la sphère de la propriété privée actuelle. Répartir annuellement tous les produits aurait peu à peu pour résultat le rétablissement de la propriété privée des moyens de production.

L'essence même de la production socialiste suppose nécessairement qu'une *fraction* seulement des produits fabriqués seront distribués. Tous les produits destinés à maintenir et à développer la *production* (et à couvrir certaines pertes) ne seront évidemment pas répartis. Il en est de même des produits servant à la *consommation collective,* à établir, à entretenir et à développer des institutions publiques d'enseignement, d'éducation, de plaisirs, de récréation, etc.

Le nombre et l'étendue des établissements de cette nature s'accroissent constamment déjà dans la société actuelle. Sur ce terrain encore, la grande entreprise évince la petite, ici la famille. Dans une société socialiste, cette évolution ne sera naturellement pas entravée, mais, au contraire, favorisée.

Le nombre des produits qui, dans une semblable société, entreront dans la consommation privée, — seront propriété privée, — sera beaucoup plus faible *par rapport à la masse du poduit total* que dans la société actuelle, où presque tous les produits sont des marchandises, sont propriété privée. A la différence de ce qui a lieu aujourd'hui, ce ne sera plus la totalité presque entière du produit qui se trouvera répartie, mais seulement un reste.

Mais la société socialiste ne pourra même pas disposer arbitrairement de ce reste. Là encore les exigences de la production seront décisives. Et comme la production sera dans un perpétuel état de transformation, de développement, les formes et les modes de répartition du produit seront soumises à de nombreuses variations dans une société socialiste.

C'est penser en véritable utopiste que de croire qu'il faudrait s'efforcer de créer un système particulier de répartition valable

pour l'éternité. Sur ce terrain encore, la société socialiste ne fera pas de saut, mais se rattachera à ce qu'elle trouvera déjà établi. La répartition des biens dans une société future devra, pendant un temps appréciable, suivre des formes constituant un progrès sur les *salaires* existant actuellement. Il lui faudra partir de ces derniers. Et de même que ceux-ci changent non seulement suivant l'époque, mais encore varient simultanément dans des branches différentes et dans des régions différentes, de même il n'est nullement impossible que, dans une société socialiste, on voie subsister côte à côte les formes les plus diverses de répartition, variant avec les différentes survivances historiques et les exigences variables de la production. Il ne faut pas se représenter la société socialiste comme une organisation rigide, uniforme ; elle est toujours en mouvement, toujours emportée par le cours de l'évolution, jouissant de cette abondance de formes changeantes qui résulte nécessairement du développement de la division du travail, des communications et du règne de la science et de l'art dans la société.

Après le « partage », c'est l' « égalité » qui cause le plus de migraines à nos adversaires. « Les démocrates socialistes, disent-ils, veulent que chacun reçoive une part égale du produit total. L'homme laborieux obtiendra donc autant que le paresseux, le travail pénible et désagréable sera donc rémunéré comme celui qui est facile et agréable, le travail du manœuvre comme le travail le plus artistique qui demande des années de préparation, etc. Dans ces conditions, chacun travaillera aussi peu que possible, personne n'accomplira les travaux périlleux ou désagréables, personne ne voudra plus rien apprendre, ce sera la ruine complète de la société, la barbarie. Aussi tout cela nous montre bien que ce que poursuivent les démocrates socialistes est impraticable. »

Après ce que nous venons de dire, il est inutile de s'attarder à montrer l'absurdité de cette affirmation. Nous sommes beau-

coup moins perspicaces que nos adversaires, aussi ne pouvons-nous montrer la même précision et déclarer à l'avance si la société future décrétera ou non la parfaite égalité de tous les revenus. Mais si une société socialiste imaginait un jour de prendre une semblable décision, si cette mesure commençait à produire les résultats détestables que nos adversaires ont prévus avec tant de détails, l'effet serait que, non la production socialiste, mais le principe de l'égalité, serait jeté par-dessus bord.

Nos ennemis n'auraient le droit de conclure de l'égalité des revenus à l'impossibilité de la société socialiste que s'ils réussissaient à prouver: 1° que cette égalité est, en toutes circonstances, incompatible avec le progrès de la production. Ils n'ont jamais apporté cette preuve, ils ne pourront jamais le faire, parce que la participation de l'individu à la production ne dépend pas uniquement de la rémunération qu'il reçoit, mais encore des circonstances les plus différentes, comme sentiment du devoir, ambition, émulation, habitude, attrait du travail, etc. Nous ne pouvons faire à leur sujet que des suppositions, nous ne pouvons avoir de certitude et notons, en passant, que ces prévisions sont, loin de l'appuyer, contraires à l'opinion de nos adversaires. Ceux-ci devraient d'ailleurs nous prouver encore que : 2° l'égalité des revenus est de l'essence même d'une société socialiste, que, sans cette égalité, une semblable société est inconcevable. Cette démonstration est également impossible. Un simple coup d'œil jeté sur les différentes formes de production communiste, qui ont déjà existé depuis le communisme primitif jusqu'à la mark et aux familles paysannes, montre combien sont diverses les formes de répartition des produits, compatibles avec la propriété collective des moyens de production. Tous les modes actuels de rémunération, traitement fixe, salaire au temps, salaire aux pièces, primes pour les travaux supplémentaires, paiement différent des différents travaux, tous ces modes de rémunération, convenablement modifiés, sont compatibles avec le principe d'une société

socialiste, et chacun d'entre eux jouera un rôle plus ou moins grand pendant un certain temps encore dans les diverses communautés socialistes, eu égard à la diversité des besoins et des habitudes de leurs membres et aux exigences de la production.

Mais cela ne signifie pas que le principe de l'*égalité* (qui n'est pas nécessairement l'uniformité) des revenus ou des conditions matérielles de l'existence ne jouera pas un rôle dans les sociétés socialistes, mais il ne faut pas la considérer comme le but d'un nivellement imposé directement par la force, mais comme le terme d'une *évolution naturelle,* comme une *tendance.*

Dans le mode de production capitaliste règnent non seulement la tendance à l'augmentation, mais encore la tendance à la diminution des différences de revenu, la tendance à l'augmentation et la tendance à la diminution de l'inégalité.

En faisant disparaître les classes moyennes et en provoquant l'accroissement de plus en plus considérable des grands capitaux, ce régime creuse l'abîme qui sépare la masse de la population de ses chefs. Ceux-ci s'élèvent de plus en plus au-dessus de leurs concitoyens, deviennent de moins en moins accessibles. Mais en même temps, le régime capitaliste tend à niveler de plus en plus les différences de revenus dans la masse de la population. Il ne se contente pas de jeter dans le prolétariat les paysans et les petits bourgeois ou de réduire leurs revenus au salaire prolétarien, il supprime également, au sein du prolétariat, les différences qui subsistent encore. La machine a pour effet de faire tomber les inégalités qu'un apprentissage plus ou moins long, une offre plus ou moins grande de force de travail, une organisation plus ou moins stricte avaient provoqués dans les salaires des différentes espèces d'ouvriers sous le régime du métier et même de la manufacture, inégalités qui, eu égard au caractère de fixité des formes de production antérieures à l'introduction de la machine, se changèrent en des différences constantes, immuables. Aujourd'hui, ces différences varient sans cesse et

tendent de plus en plus à s'annuler. En même temps, la rémunération du travailleur intellectuel tend à se rapprocher du salaire de l'ouvrier. Le nivellement, que nos adversaires flétrissent avec une grande indignation parce qu'ils croient qu'il est de l'intention des socialistes de l'établir, se poursuit, sous leurs yeux, dans la société actuelle.

Dans la société capitaliste, il est clair que toutes les tendances à l'augmentation de l'inégalité qui proviennent de la propriété privée des moyens de production prendront fin. Par contre, la tendance au nivellement des différences de revenu se manifestera avec une force plus grande. Mais nous pouvons ici renouveler la remarque que nous faisions plus haut quand nous parlions de la dissolution de la famille traditionnelle et de la disparition de la petite industrie, la direction suivie par l'évolution économique reste en une certaine mesure la même dans la société socialiste et dans la société capitaliste, seulement elle se manifeste d'une façon différente. Aujourd'hui, le nivellement des revenus dans la masse de la population a pour résultat d'*abaisser* les revenus supérieurs au niveau des revenus inférieurs. Dans une société socialiste, il aura pour effet d'*élever* les revenus inférieurs et de les égaler aux revenus plus considérables.

Nos adversaires cherchent à effrayer les ouvriers et les petits bourgeois en leur disant qu'une semblable égalité ne pourrait que rendre pire leur situation. Suivant eux, en effet, la totalité du revenu des classes riches ne suffirait pas, une fois réparti, à porter le revenu des classes les plus misérables au niveau moyen de celui de la classe ouvrière. Pour l'amour de « l'égalité » les ouvriers et les petits bourgeois les plus favorisés devraient donc faire abandon d'une partie de leurs ressources. Ils auraient à perdre et non à gagner à l'avènement du socialisme.

Il est vrai que les miséreux, le « Lumpenprolétariat », sont si nombreux, leur situation est si lamentable que les énormes revenus des classes riches une fois répartis, suffiraient à peine à leur

assurer l'existence d'un ouvrier aisé. Mais il est peut-être douteux que ce soit une raison de maintenir nécessairement la société actuelle. Nous aimons à croire que l'adoucissement de la misère causé par cette répartition constituerait déjà un progrès.

Mais, comme nous le savons, il n'est pas question de « partage », mais de modification apportée au *mode de production. Le passage de la production capitaliste à la production socialiste provoquera absolument une augmentation rapide de la masse des produits établis annuellement.* N'oublions pas que la production capitaliste est devenue un obstacle à l'évolution économique, empêche le plein développement des forces productives de la société moderne. Non seulement elle est incapable d'absorber les petites industries dans la mesure où le permettrait ou l'exigerait même le progrès technique, mais il lui est même impossible d'utiliser toutes les forces de travail disponibles. Elle les gaspille en forçant une masse de plus en plus considérable à entrer dans les rangs des Sans-Travail, du « Lumpenproletariat », des parasites et des intermédiaires improductifs et en en entretenant sans profit une autre partie dans les armées permanentes.

Une société socialiste saurait ménager une tâche productive à toutes ces forces de travail. Elle augmenterait considérablement le chiffre des travaux actifs, le doublerait peut-être et elle accroîtrait proportionnellement la masse totale des produits annuels. Cette extension de la production suffirait à elle seule à élever le revenu de tous les ouvriers et non pas seulement des plus misérables d'entre eux.

De plus, la substitution de la production socialiste hâterait beaucoup, comme nous l'avons déjà exposé, l'absorption des petites industries et leur remplacement par de grandes entreprises : la productivité du travail s'en trouverait ainsi notablement augmentée en général. Il deviendrait dès lors possible non seulement d'élever le salaire, mais encore de diminuer le temps de travail.

Aussi est-il tout à fait absurde de prétendre que le socialisme signifie pour tous l'égalité du porte-monnaie. Cette égalité ne constitue pas la tendance socialiste, mais celle du mode de production actuel. Le passage à la production socialiste doit entraîner naturellement une amélioration du sort de *toutes les classes laborieuses,* du paysan comme du petit bourgeois. Suivant les circonstances et les conditions économiques dans lesquelles elle s'effectuera, cette amélioration sera plus ou moins grande, mais en tout cas elle sera *sensible.* Chaque nouveau progrès économique provoquera dès lors une *augmentation* et non plus une *diminution* du bien-être général.

Ce changement apporté à la direction suivie par l'évolution du revenu nous paraît plus favorable à la santé du corps social que l'augmentation absolue des revenus. Aujourd'hui, tout être pensant vit plus dans l'avenir que dans le présent ; la promesse ou la menace qu'on lui fait l'occupe plus que la jouissance du moment. Ce n'est pas l'*être,* mais le *devenir,* ce ne sont pas les *états,* mais les *tendances* qui décident du bonheur de l'individu et de sociétés entières.

Nous apprenons ici à connaître une nouvelle supériorité de la société socialiste sur la société capitaliste. Elle n'offre pas seulement un *bien-être supérieur,* mais encore une *sécurité de l'existence* que la plus grande richesse ne peut assurer aujourd'hui. Si le premier avantage intéresse surtout les exploités d'aujourd'hui, l'autre constitue un don précieux pour les exploiteurs actuels, dont le bien-être n'a plus besoin ou ne peut même plus être accru. L'insécurité menace le riche comme le pauvre, elle est peut-être plus pénible que la misère. Elle fait ressentir en esprit la misère à ceux qui ne sont pas encore aux prises avec elle. C'est un spectre qui n'épargne pas les palais.

Tous les hommes de science qui ont étudié les communautés communistes, les communes rurales de l'Inde ou de la Russie (avant que la production marchande, les interventions adminis-

tratives, l'argent et l'usure les aient détruites) ou les communautés familiales, telles qu'elles existent encore chez les Slaves méridionaux, ont tous observé les sentiments de calme, de sécurité, d'égalité d'humeur qui caractérisaient leurs membres. Complètement indépendantes des fluctuations du marché, en pleine possession de leurs instruments de production, elles se suffisent à elles-mêmes, règlent le travail sur leurs besoins, et savent à l'avance ce qui les attend.

Et cependant la sécurité que ces communautés primitives pouvaient offrir n'était pas complète. Leur pouvoir sur la nature était faible, la communauté elle-même était peu étendue. Les pertes résultant d'épizooties, de mauvaises récoltes, d'inondations, étaient fréquentes et atteignaient toute la société. Combien plus sûre serait une communauté socialiste de l'étendue d'un Etat moderne et disposant de toutes les conquêtes de la science actuelle.

## X. — *Le Socialisme et la Liberté.*

Beaucoup de nos adversaires savent et reconnaissent qu'une société socialiste offrirait à ses membres le bien-être et la sécurité. Mais, objectent-ils, ces avantages sont achetés trop cher, ils seront payés de la perte complète de la liberté. L'oiseau dans sa cage peut chaque jour compter sur sa nourriture, il est assuré contre la faim, les intempéries, protégé contre ses ennemis. Mais il n'a pas la liberté, aussi n'est-il qu'un être digne de pitié qui n'a qu'un désir, être replacé dans le monde des dangers et des besoins, rejeté dans la lutte pour l'existence.

Le socialisme, nous disent-ils, détruit la liberté économique, la liberté du travail. Il institue un despotisme au prix duquel l'absolutisme politique le plus complet constitue un état de liberté,

l'absolutisme ne s'empare que d'une partie de l'homme, le despotisme socialiste le prend tout entier.

Il est juste de dire que la production socialiste est incompatible avec la pleine liberté du travail, c'est-à-dire avec la liberté pour l'ouvrier de travailler où il veut, quand il veut et comme il veut. Mais cette liberté de l'ouvrier est incompatible avec tout travail en commun systématique, quelle que soit d'ailleurs la forme qu'il revête, capitaliste ou coopérative. La liberté du travail n'est possible que dans la *petite industrie* et dans une certaine mesure seulement. Même là où la petite exploitation est exempte de prescriptions restrictives, agricoles ou corporatives, l'ouvrier individuel dépend encore d'influences naturelles et sociales, le paysan par exemple de la température, l'artisan de l'état du marché, etc. La petite exploitation a toujours permis une certaine liberté du travail. Cette liberté a toujours été son idéal, l'idéal le plus révolutionnaire dont fut capable le petit bourgeois qui ne peut dépasser l'horizon de la petite industrie.

Il y a cent ans encore, à l'époque de la Révolution française, cet idéal reposait sur des rapports économiques. Aujourd'hui il n'a plus de valeur, il ne peut persister que dans l'esprit de gens qui ne voient pas quelle révolution économique s'est accomplie depuis. La disparition de la liberté du travail est nécessairement liée à la disparition de la petite industrie. Ce ne sont pas les démocrates socialistes qui les abolissent, mais les progrès irrésistibles de la grande industrie. Ceux mêmes qui ont le plus souvent à la bouche la nécessité de la liberté du travail, les capitalistes, sont ceux qui contribuent le plus à l'abolir.

La liberté du travail ne disparaît pas seulement dans le travail à la fabrique ; elle cesse encore d'exister pour tout travail où l'individu n'agit que comme partie d'un tout. Elle est inconnue non seulement des travailleurs parcellaires de la manufacture et de la grande industrie, mais encore des *travailleurs intellectuels* qui employés dans de grandes maisons n'agissent pas spontanément

comme individus, par eux-mêmes. Le médecin d'hôpital comme l'instituteur, l'employé de chemins de fer comme le journaliste, etc., ne jouissent pas de la liberté du travail, mais sont astreints à certains règlements, doivent travailler à des endroits prescrits, à des moments déterminés, etc. Et comme, nous l'avons déjà fait observer, dans le domaine de l'activité intellectuelle, la grande industrie évince la petite comme dans tous les domaines de l'activité humaine, pour le travailleur intellectuel, la liberté du travail disparaît de plus en plus dans la société actuelle.

Sans doute, sous le régime de la grande industrie capitaliste, l'ouvrier jouit encore d'une certaine liberté. S'il ne lui convient pas de travailler dans une certaine entreprise, il est libre de se chercher un emploi dans une autre. Il peut changer de service. Dans une communauté socialiste, tous les moyens de production sont concentrés en une seule main, il n'y a plus qu'un seul employeur qu'il est impossible de changer.

A ce point de vue, le salarié actuel a sur le travailleur d'une société socialiste, l'avantage d'une certaine liberté. Mais on ne peut l'appeler la liberté du travail. Il peut changer de fabrique autant qu'il voudra, il ne trouvera dans aucune la liberté du travail. Dans chacune d'elles, il trouvera les actes à accomplir par un ouvrier réglementés et déterminés d'une façon précise. C'est une nécessité technique.

La liberté qui menace de disparaître pour l'ouvrier dans la production socialiste n'est donc pas la liberté du travail, mais celle de chercher soi-même son patron. Cette liberté n'est, aujourd'hui, nullement insignifiante. C'est une garantie pour l'ouvrier, et quiconque a travaillé dans une industrie monopolisée le sait bien. Mais l'évolution économique rend cette liberté de moins en moins sûre. L'extension du chômage a pour effet de diminuer le nombre des emplois disponibles comparé au chiffre des postulants. Le sans-travail doit s'estimer heureux de trouver une place. La concentration des moyens de production entre les mains de per-

sonnes de moins en moins nombreuses aboutit à ce résultat : finalement, l'ouvrier retrouve toujours le même employeur ou du moins les mêmes conditions de travail.

Ce que nos adversaires qualifient de mauvaise intention de la démocratie socialiste, ennemie de la civilisation et de la liberté, n'est que la tendance nécessairement suivie par l'évolution économique dans la société actuelle.

Ce n'est pas la démocratie socialiste, mais l'évolution économique qui abolit la faculté de choisir les conditions de travail ainsi que la liberté pendant le travail. La démocratie socialiste ne peut certes, ni ne veut d'ailleurs, entraver l'évolution. Mais là encore, comme dans d'autres domaines, l'évolution prendra une nouvelle forme, plus favorable à l'ouvrier. Elle ne peut supprimer la dépendance de l'ouvrier dans un organisme économique dont il ne forme qu'un petit rouage, mais elle substitue à la dépendance du travailleur vis-à-vis d'un capitaliste dont les intérêts sont opposés aux siens, la dépendance vis-à-vis d'une société dont il est membre, d'une société composée de camarades égaux en droits qui ont les *mêmes intérêts*.

Une semblable dépendance peut paraître insupportable à un avocat, à un littérateur libéraux. Elle ne l'est pas pour un prolétaire moderne, comme nous le prouve un simple coup d'œil jeté sur le *mouvement syndical*. Les syndicats nous offrent déjà le spectacle de ce que sera cette « tyrannie de l'Etat socialiste » dont nos adversaires radotent tant. Dès maintenant les conditions de travail de l'individu sont réglées de la façon la plus précise et la plus sévère, et cependant aucun des membres de ces associations n'y a vu une atteinte insupportable portée à sa liberté personnelle. Ce ne sont pas les travailleurs, mais leurs exploiteurs qui ont trouvé nécessaire de défendre contre ce « terrorisme » cette « liberté du travail », et souvent ils ont fait appel à la force des armes et le sang a été répandu. Pauvre liberté qui ne trouve plus d'autres défenseurs que les maîtres d'esclaves.

Mais cette absence de liberté du travail ne perd pas seulement son caractère oppresseur dans une société socialiste, *elle deviendra la base de la plus grande liberté* dont il ait été jamais possible à l'humanité de jouir.

Notre proposition semble contradictoire. Elle ne l'est qu'en apparence.

Jusqu'à l'établissement de la grande industrie, le travail destiné à créer et à acquérir les produits nécessaires à l'entretien de la vie occupait tout entier ceux qui y étaient employés. Il exigeait le maximum d'efforts non seulement du corps, mais encore de l'esprit. Cette remarque ne s'applique pas seulement au chasseur et au pêcheur, mais encore au paysan, à l'artisan, au marchand. La vie de l'homme industrieux se dépensait presque uniquement dans son industrie. C'était le travail qui trempait ses désirs et ses nerfs, qui rendait son cerveau inventif, lui inspirait la soif de s'instruire. Complètement pris par le travail parcellaire du moment, les classes laborieuses perdirent la compréhension des phénomènes généraux qui les entouraient. Un développement complet et harmonique des forces morales et corporelles, l'étude approfondie des problèmes soulevés par les rapports sociaux et politiques, une pensée philosophique, c'est-à-dire la recherche des plus grandes vérités pour elles-mêmes, ne pouvaient dans ces circonstances se rencontrer que chez les hommes libérés de toute industrie. Jusqu'à l'introduction de la machine, seul le transfert de ces travaux à autrui, l'*exploitation* rendit la chose possible.

La race la plus occupée d'idéal, la plus philosophique que l'histoire connaisse, la seule société de penseurs et d'artistes que nous puissions relever, qui cultivait la science et les arts pour eux-mêmes, fut l'aristocratie athénienne, qui fut composée des grands propriétaires fonciers d'Athènes, maîtres d'esclaves.

Pour eux le travail — non seulement le travail servile, mais encore le *travail libre* — était une déchéance et cela à juste titre.

Socrate n'exagérait pas quand il disait : « Les boutiquiers et les artisans manquent de culture parce qu'ils manquent des loisirs sans lesquels une bonne éducation est impossible. *Ils n'apprennent que ce qu'exige leur profession.* La science en soi n'a pas d'attrait pour eux. C'est ainsi qu'ils ne s'occupent d'arithmétique que parce que cette science est utile au commerce et non pour se familiariser avec la nature des nombres. Ils n'ont pas la force de porter plus haut leurs visées. Voici ce que dit l'homme qui se livre à une industrie : la joie que procure l'honneur et l'instruction n'a pas de valeur au prix du gain. Les forgerons, les charpentiers, les cordonniers, peuvent être experts dans leur art, la plupart ont des âmes d'esclaves, ils ignorent le beau, le bien, le juste. »

A mesure que l'évolution économique poursuivait ses progrès, la division du travail atteignait un degré incroyable et la production marchande forçait les exploiteurs et les gens instruits à se livrer à l'industrie. Comme le paysan et l'artisan, le riche est maintenant pris tout entier par son activité industrieuse. Ce n'est pas dans les gymnases et dans les académies qu'ils se rassemblent, mais dans les bourses et sur les marchés ; les spéculations auxquelles ils se consacrent n'ont pas pour objet les notions de vérité et de justice, mais la laine et l'eau-de-vie, les emprunts russes et les coupons portugais. Leurs facultés intellectuelles s'usent dans ces spéculations. Leur travail fait, il ne leur reste plus de force que pour s'abandonner aux plaisirs les moins spirituels possibles qui seuls peuvent encore les intéresser.

Mais pour ceux qui la possèdent, l'instruction est devenue une marchandise, comme nous l'avons vu. Eux aussi n'ont ni le temps ni le goût de se livrer à la recherche désintéressée de la vérité, d'un idéal. Chacun se renferme dans sa spécialité et tient pour perdue chaque minute employée à acquérir une connaissance dont il ne pourra tirer profit. Aussi tend-on maintenant à exclure le latin et le grec des écoles moyennes. Dans cette affaire,

les raisons pédagogiques ont peu de poids : ce que l'on veut c'est apprendre aux jeunes gens seulement ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent convertir en argent.

Même chez les hommes de science ou chez les artistes, l'intelligence du tout, l'effort vers un développement harmonique et général ont disparu. Partout les études se spécialisent, se professionnalisent. La science et l'art deviennent des métiers. Ce que Socrate dit des professions viles s'applique maintenant à elles. L'esprit philosophique est en train de mourir, du moins dans les classes dont nous venons de parler.

Cependant un nouveau mode de travail, le *travail à la machine,* s'est introduit, et une nouvelle classe, le *prolétariat,* s'est constituée.

La machine enlève au travail tout fond intellectuel. Le travailleur à la machine n'a plus à penser, à réfléchir; il lui suffit d'obéir passivement à la machine. Elle lui indique ce qu'il a à faire, il devient son prolongement.

Ce que nous venons de dire du travail à la machine s'applique également, bien qu'en général à un moindre degré, aux travaux parcellaires exécutés, soit à la manufacture soit à domicile. La division du travail de l'artisan qui crée un objet entier en une série de travaux parcellaires dont chacun, au moyen d'une seule ou de plusieurs manipulations, ne fabrique qu'une partie du produit complet, forme comme on sait le point de départ, l'introduction au machinisme.

La première conséquence que l'uniformité et la platitude du travail entraînent pour le prolétaire est la mort apparente de son intelligence.

Le second résultat est qu'il se sent poussé à se révolter contre le prolongement trop grand du travail. Pour lui, travailler ce n'est pas vivre. La vie ne commence pour lui que quand il cesse le travail. Pour l'ouvrier pour lequel le travail et la vie sont une seule et même chose, la *liberté du travail* peut signifier une *vie*

*libre.* Mais le prolétaire qui ne vit que quand il ne travaille pas ne peut atteindre à une *vie libre* qu'en *se libérant du travail.* Il va de soi que la tendance de cette dernière classe d'ouvriers ne peut aller jusqu'à vouloir se dérober à tout travail. Le travail est la condition de la vie. Mais leurs efforts doivent tendre nécessairement à limiter suffisamment le travail pour qu'ils aient le loisir de vivre.

C'est là une des raisons les plus fortes de la lutte menée par le prolétaire moderne en faveur de la réduction du temps de travail, que les paysans et les artisans à l'ancienne mode ne comprennent pas. Le but de cette lutte n'est pas d'obtenir de petits avantages économiques, une légère élévation de salaire, la diminution du nombre des Sans-Travail. Tous ces objets arrivent par surcroît, mais, au fond, c'est une *lutte pour la vie.*

Arrivons enfin à une dernière conséquence de ce fait que le travail a été dépouillé par la machine de tout caractère intellectuel : les facultés spirituelles du prolétaire ne sont pas épuisées par l'activité industrieuse qu'il déploie ; elles sommeillent. Aussi chez l'ouvrier le désir d'exercer son esprit en dehors du travail devient de plus en plus puissant, si toutefois il lui reste quelque loisir de le faire. Un des phénomènes les plus frappants de la société actuelle est la *soif de s'instruire* qu'on rencontre dans le *prolétariat.* Tandis que toutes les autres classes cherchent à tuer le temps qu'elles ont libre aussi sottement que possible, le prolétariat montre une véritabe avidité à s'instruire. Il faut avoir eu l'occasion d'agir avec des prolétaires pour apprécier pleinement ce désir d'instruction et de culture. Mais celui qui reste étranger au mouvement peut soupçonner ces efforts en comparant les revues, brochures, journaux lus par les ouvriers avec la littérature que préfèrent les autres sphères de la société.

Cette soif d'apprendre est absolument désintéressée. La science ne peut aider le travailleur à la machine à élever ses revenus. S'il recherche la vérité, il le fait pour elle-même et non dans

l'espérance d'un profit matériel. Aussi ne se borne-t-il pas à un domaine unique, rétréci. Il porte ses vues sur l'ensemble. Il veut comprendre toute la société, tout l'univers. Les problèmes les plus difficiles sont ceux qui l'attirent le plus. Il se plaît aux questions de philosophie, de métaphysique. Souvent il est difficile de lui faire quitter les nuages et de le ramener sur la terre.

Ce n'est pas la *possession* du savoir mais le *désir* de savoir qui fait le philosophe. Et c'est chez ces prolétaires méprisés, ignorants, que revit l'esprit philosophique des plus brillants penseurs de l'aristocratie athénienne. Mais dans la société actuelle, cet esprit ne peut se développer pleinement. Les prolétaires ne possèdent pas les moyens de s'instruire, n'ont pas la direction nécessaire aux études systématiques, sont abandonnés à tous les hasards, à toutes les difficultés de l'initiation autodidactique, mais manquent surtout des loisirs nécessaires. La science et l'art restent pour eux des terres promises qu'ils aperçoivent de loin, pour la possession desquelles ils combattent, mais où ils ne pourront entrer.

Seul le triomphe du socialisme donnera au prolétariat toute facilité de s'instruire; seul le triomphe du socialisme permettra de réduire suffisamment le temps de travail nécessaire pour ses loisirs indispensables à l'acquisition des connaissances. Le mode de production capitaliste éveille chez le prolétaire le désir de savoir ; seul le mode de production socialiste peut arriver à le satisfaire.

Ce n'est pas la *liberté du travail,* mais *l'exemption du travail* que rend possible dans une large mesure l'emploi de la machine dans une société socialiste, qui donnera à l'humanité une *vie libre, la liberté de s'adonner aux arts et aux sciences, la liberté de ressentir les jouissances les plus nobles.*

Ce développement heureux et harmonique, resté jusqu'à présent le privilège d'une poignée d'aristocrates élus, deviendra le bien commun de toutes les nations civilisées. L'office que les

esclaves remplissaient au profit des premiers sera accompli par les machines au profit des peuples. Libérés du travail lucratif, les peuples jouiront de tous les avantages de cette délivrance sans avoir à subir aucun des effets dégradants, grâce auxquels l'esclavage finit par énerver les aristocrates d'Athènes. De même que les moyens dont disposent actuellement, les sciences et les arts, sont bien supérieurs à ceux que l'on connaissait il y a deux mille ans, de même que le monde civilisé moderne l'emporte de beaucoup sur le petit pays de Grèce ; de même la société socialiste dépassera en hauteur morale et en bien-être matériel la communauté la plus brillante que l'histoire ait jamais connue.

Heureux celui auquel il est donné d'employer ses forces à réaliser ce noble idéal.

---

## CHAPITRE V

## La Lutte de classe.

---

### I. — *Le Socialisme et les Classes possédantes.*

Nous avons déjà longuement démontré que la supplantation de la production capitaliste par la production socialiste est non seulement conforme aux intérêts des non possédants et des exploités, mais encore de toute l'évolution sociale et même, en un certain sens conforme aux intérêts des non-possédants et des exploiteurs. Ces derniers, eux aussi, ont à souffrir des contradictions dues au mode de production actuel. Les uns deviennent la proie de la paresse, les autres s'épuisent dans une chasse effrénée au profit, et sur les uns et les autres est suspendue l'épée de Damoclès, la banqueroute, la chute dans le prolétariat.

Mais l'évidence nous apprend que la grande masse des possédants et des exploiteurs ne se contente pas de montrer de la méfiance et de la défiance à l'égard du socialisme, ils le combattent avec une animosité exaspérée.

Le manque de connaissances et de jugement est-il seul cause de cette hostilité ? Mais les interprètes des antisocialistes sont précisément ceux que leur position dans l'Etat, dans la société, dans les sciences devrait le mieux placer pour pénétrer les

rapports sociaux et comprendre quelle direction suit l'évolution.

Dans la société actuelle, la situation est si criante que personne, s'il tient à être pris au sérieux, en politique et en science, n'ose plus nier la légitimité de la critique socialiste. Au contraire, dans tous les partis non socialistes, les esprits les mieux informés reconnaissent que son fond est juste, plusieurs déclarent même que la victoire du socialisme est inévitable — mais sous condition ; son triomphe n'est fatal que si la société ne change pas d'allure, ne s'améliore pas, ce qui peut se produire quand on le voudra, facilement, si l'on s'empresse de faire droit aux désirs de l'un ou de l'autre de ces partis.

De cette façon, les membres de ces partis non socialistes qui ont le mieux compris notre critique se dérobent, au moment décisif, à la nécessité de tirer les conséquences de cette critique.

Il n'est pas difficile de découvrir la raison de ce phénomène étrange. Si, pour les possédants, certains intérêts, non négligeables, ne parlent pas en faveur de la propriété privée des moyens de production, d'autres, beaucoup plus proches, beaucoup plus faciles à saisir, exigent le maintien de cette propriété.

Notre observation s'applique surtout aux riches. Ils ne peuvent, en effet, rien gagner directement à l'abolition de cette propriété. Cette abolition aura sans doute d'heureux effets sociaux dont ils profiteront, mais ces avantages sont encore relativement lointains. Par contre, les inconvénients de cette mesure leur apparaissent immédiatement avec évidence. Ils perdront certainement pouvoir et considération, plus d'un verra sombrer son confort et son bien-être, et cela suivant les conditions sous lesquelles la révolution sociale s'accomplira.

La question change s'il s'agit des classes inférieures de possédants, de celles d'entre elles qui sont exploitées, les petits artisans, les petits paysans, etc. Ils n'ont ni pouvoir ni considération à perdre, ils ne peuvent que gagner du bien-être à l'établissement et au développement du mode de production socialiste. Mais pour

pouvoir comprendre ce point, il leur faut s'élever au-dessus de l'horizon des classes auxquelles ils appartiennent. Du point de vue du petit bourgeois, du petit paysan, à l'esprit borné, le mode de production capitaliste, dont ils ressentent douloureusement les effets, reste incompréhensible; le socialisme moderne l'est encore bien davantage. Par contre, ce qu'ils comprennent immédiatement, c'est la nécessité de la propriété des moyens de production pour leur mode d'industrie.

Tant que l'artisan sent en artisan, le paysan en paysan, le petit commerçant en petit commerçant, tant que leur conscience de classe est forte, ils doivent s'attacher à la propriété privée des moyens de production et rester réfractaires au socialisme, dussent-ils d'ailleurs payer cher cette attitude.

Dans un chapitre précédent, nous avons vu que ce mode de propriété enchaînait les petits bourgeois et les petits paysans, condamnés à disparaître, à leurs industries retardataires, longtemps encore après que celles-ci sont devenues incapables de leur assurer une existence relativement convenable, leur transformation en salariés dût-elle améliorer leur position. La propriété privée est également le pouvoir qui lie toutes les classes possédantes au mode de production actuel, même celles qui appartiennent au nombre des exploitées, même celles dont la « propriété n'est plus qu'une ridicule caricature ».

Parmi les petits bourgeois et les petits paysans, ceux-là seuls sont capables d'entendre les doctrines du socialisme, qui soupçonnent déjà la prochaine disparition de leur classe, qui ne se refusent plus à croire que les formes d'exploitation sur lesquelles repose leur existence sont vouées à la mort. Mais l'ignorance, l'étroitesse d'horizon, conséquences naturelles de leurs conditions d'existence, sont des obstacles puissants qui les empêchent de comprendre suffisamment combien est désespérée la situation de leur classe. Leur misère, la recherche fiévreuse d'un moyen de salut n'ont eu, jusqu'à présent, d'autre effet que de faire la

proie facile du premier démagogue venu qui, affectant la confiance nécessaire, n'était pas avare de belles promesses.

Dans les couches supérieures des classes possédantes, on rencontre plus de culture et des vues plus larges. Chez plus d'un homme instruit sommeille encore un vieux reste du vieil idéalisme, contemporain des luttes révolutionnaires menées par la bourgeoisie naissante. Mais malheur au bourgeois qui se laisse égarer au point de prendre intérêt au socialisme et le prouve. Il se trouve bientôt dans l'alternative, soit de sacrifier ses idées, soit de rompre toutes les relations sociales qui, jusqu'à présent, ne l'ont pas seulement emprisonné, mais encore soutenu. Peu de gens conservent assez de cœur et d'indépendance pour aller jusqu'à ce carrefour, et moins encore ont la force de rompre décidément avec leur classe quand ils y sont arrivés. Mais de ceux-là même, la plupart se rebutent ordinairement. Ils reconnaissent leurs « erreurs de jeunesse » et deviennent « raisonnables ».

Des membres de la bourgeoisie supérieure, les *idéalistes* bourgeois, sont les seuls dont on puisse espérer qu'ils deviennent des adeptes du socialisme. Mais, pour la grande majorité de ceux-ci, qui ont pénétré le fond même des rapports sociaux et ont compris les problèmes qu'ils posent, l'intelligence qu'ils ont acquise les incline seulement à s'épuiser en recherches infructueuses d'une solution prétendue « pacifique » de la « question sociale », solution qui concilie leur savoir et leur conscience plus ou moins socialiste avec les intérêts de classe de la bourgeoisie. Rien de plus contradictoire.

Seuls les idéalistes bourgeois qui ne se sont pas contentés d'arriver à une compréhension théorique suffisante, mais ont aussi brisé, au moins intérieurement, avec la bourgeoisie, et qui possèdent assez de courage et de force pour briser extérieurement aussi avec elle, sont capables de devenir de vrais socialistes.

La cause socialiste n'a donc pas grand fond à faire sur les classes possédantes. Quelques-uns de leurs membres peuvent bien

être gagnés au socialisme. Ce sont uniquement ceux qui, par leur conscience, n'appartiennent déjà plus à la classe où les rangerait leur position économique. Ce sera toujours une petite minorité, sauf aux époques révolutionnaires, quand la balance paraît pencher du côté du socialisme. De fortes désertions se produiront alors dans les rangs de la classe possédante.

Mais, jusqu'à présent, les seules sphères où le recrutement socialiste ait été abondant n'ont pas été fournies par les classes de ceux qui avaient encore quelque chose à perdre, fût-ce fort peu, mais de ceux qui, « n'ayant rien à perdre que leurs chaînes, ont un monde à gagner ».

## II. — *Serviteurs et Domestiques.*

Il ne faudrait cependant pas croire que, pour la démocratie socialiste, le recrutement fut fructueux dans toutes les classes de non-possédants.

Nous ne pouvons naturellement donner ici une histoire du prolétariat. Nous avons déjà exposé l'essentiel dans le chapitre II, où nous étudiions le rôle de cette classe dans le mode actuel de production. Nous nous bornerons à quelques remarques complémentaires qui nous paraissent indispensables pour caractériser le rôle que les différentes classes jouent dans les luttes politiques et économiques de notre époque.

Nous savons déjà que, bien que l'expression bourgeoise : « Il y a toujours eu des pauvres » soit fausse, il faut reconnaître cependant que la pauvreté date de l'établissement de la production marchande. Autrefois, elle était un phénomène isolé. Au moyen âge, par exemple, le nombre de ceux qui ne possédaient pas les moyens de production nécessaires à entretenir leur propre ménage était fort restreint. Pour les non-possédants, la majorité

trouvait facilement accueil dans une famille possédante comme aide, valet, compagnon, servante ; en majeure partie, c'étaient des jeunes gens, qui pouvaient encore espérer de fonder un ménage et un foyer. En tout cas, ils travaillaient avec le chef de famille ou avec sa femme, jouissaient avec eux des fruits de leur travail. Membres d'une famille possédante, ils n'étaient pas des prolétaires. Ils se sentaient solidaires de la propriété familiale, dont ils partageaient les avantages et dont les pertes les lésaient. C'est encore ainsi que les choses se passent dans les régions éloignées, où cette organisation patriarcale s'est maintenue. Là où le serviteur appartient à la famille du possédant, il en défend la propriété, bien que ne possédant rien ; il n'est pas pour le socialisme un terrain propice.

Il en était de même des compagnons ouvriers. (cf. ch. II, § 1).

A côté du serviteur, naquit le *domestique*. Une partie des non-possédants s'adressa aux *exploiteurs* les plus importants. Au moyen âge et au commencement des temps modernes, c'étaient les nobles et les princes, les ecclésiastiques et les marchands d'un rang élevé. Ils entrèrent à leur solde, non pour les aider dans leur travail, mais pour les protéger et servir leur luxe, comme hommes d'armes ou comme laquais. La communauté dans le travail et dans la jouissance faisait ici défaut, ainsi que la solidarité qui en résulte entre maître et serviteur. Mais une solidarité d'une autre espèce s'établit entre maître et domestique. Quand la domesticité est nombreuse, il s'établit une *hiérarchie*. L'individu ainsi employé a à espérer de l'avancement, une augmentation de gages, plus de pouvoir et de considération. Tout cela dépend de la fantaisie du maître. Son avenir est d'autant plus grand qu'il montre plus d'habileté à se courber davantage et à évincer ses collègues. Le domestique est donc à la fois solidaire de son maître et l'ennemi secret de tous ses camarades. Une autre solidarité s'établit encore entre maître et valet. Le domestique a d'autant plus de profit que son maître a plus de revenu, de pouvoir et de

considération. Cette observation s'applique en particulier aux domestiques de luxe proprement dits, qui n'ont rien à faire qu'à « représenter », à montrer de combien de superflu dispose le maître, à l'aider à le dépenser le plus rapidement, le plus agréablement possible en servant intrépidement et « fidèlement » ses folies et ses vices. Le domestique est donc solidaire des exploiteurs et des oppresseurs ; il est hostile aux exploités et aux opprimés. Il se conduit même, vis-à-vis de ces derniers, avec moins d'égards que son maître. Celui-ci, en effet, s'il a quelque raison, ne tient pas à tuer la poule aux œufs d'or ; il veut la conserver pour lui et ses héritiers. Le domestique n'a pas à s'embarrasser de ces considérations.

Rien d'étonnant que le peuple ne haïsse rien tant que la domesticité, dont la platitude envers les supérieurs et la brutalité envers les inférieurs sont passées en proverbe. Par « une âme de domestique », on entend une bassesse parfaite.

Cette action sur le caractère des domestiques ne se fait naturellement pas sentir uniquement sur les non-possédants des classes inférieures, mais aussi sur les non-possédants des classes supérieures, des nobliaux ruinés, qui cherchent la fortune comme domestiques d'un rang élevé, comme courtisans chez un prince.

Nous ne devons nous occuper que de la domesticité inférieure, si séduisant qu'il puisse être d'abandonner ce sujet, et de poursuivre la comparaison avec la domesticité nobiliaire, comparaison facile d'ailleurs, et dont le développement est simple. Ce qu'il s'agit de rechercher, c'est pourquoi la domesticité, bien que formée de non-possédants, ne fournisse pas au socialisme un terrain de recrutement favorable. C'est plutôt le rempart des classes dirigeantes.

L'augmentation de l'exploitation, de la masse de la plus-value créée annuellement, le développement du luxe qui en résulte favorise l'extension constante de la domesticité. Mais, heureusement pour le développement de la société, sa variété guerrière

est en pleine décadence depuis la transformation que la Révolution française a fait subir au système des milices, depuis que les armées de mercenaires ont disparu devant le service obligatoire pour tous. Cette variété n'est pas absolument morte, et c'est à ses restes que nous sommes redevables de l'allure peu démocratique suivie, dans la plupart des cas, par la « nation armée ».

Mais une tendance très forte s'oppose à l'accroissement des serviteurs et des domestiques proprement dits, malgré le développement que prend le luxe : la dissolution de la forme traditionnelle de la famille, et la division du travail, qui assigne de plus en plus à des professions spéciales, indépendantes, les travaux de ménage et du service personnel : coiffeurs, sommeliers, voituriers, commissionnaires, etc. Ces professions détachées de la domesticité conservent longtemps encore leur caractère originel, mais peu à peu elles commencent à s'assimiler les propriétés et les conceptions du salariat industriel.

### III. — *Le « Lumpenproletariat ».*

Quelque nombreux qu'aient été les domestiques de luxe ou autres, les compagnons et les mercenaires, la classe qu'ils formaient ne pouvait en général admettre tous les non-possédants. Ceux qui étaient *incapables de travailler* — enfants, vieillards, malades, estropiés — n'avaient pas la possibilité de faire leur chemin dans ces professions. Mais leur armée vint se grossir, comme nous l'avons vu, à l'origine des temps modernes, d'une telle quantité de gens cherchant du travail, surtout des paysans frustrés de leurs biens ou fuyant les mauvais traitements que de nombreux ouvriers, susceptibles de travailler, tombèrent dans la même situation que les travailleurs frappés d'incapacité. Il ne

leur resta plus qu'une issue : mendier, voler, ou se prostituer. On les plaçait dans l'alternative de mourir de faim ou de contrevenir aux idées reçues sur la pudeur, l'honneur et la dignité. Ils ne purent gagner leur vie qu'en mettant constammnt le souci des premières nécessités personnelles plus haut que le souci de leur réputation. Il est évident que cette situation était démoralisatrice et corruptrice au plus haut point.

Cette dépravation fut augmentée, et l'est encore par ce fait que les pauvres, sans travail, sont tout à fait inutiles pour la société, que celle-ci non seulement n'en a pas besoin, mais voit dans leur disparition un bon débarras. Mais toute chose superflue, qui n'a pas de fonction nécessaire à remplir dans la société doit se dépraver. Notre observation s'applique aux classes les plus élevées comme aux plus humbles.

Les mendiants d'ailleurs ne peuvent se bercer de l'illusion qu'ils sont nécessaires. Ils ne se souviennent plus de l'époque où leur classe rendait service à la société. Ils ne peuvent, se fondant sur leur puissance, imposer leur parasitisme à la société.

Ils sont seulement tolérés: la résignation est donc le premier devoir du mendiant, la première vertu du pauvre. Comme les domestiques, cette espèce de prolétaires rampe devant les puissants. Ils ne forment pas une opposition contre l'ordre social actuel, au contraire. Ils dépendent des miettes de pain qui tombent de la table des riches. Comment pourraient-ils souhaiter que le riche disparût ! Eux-mêmes ne sont pas exploités. Le riche peut être d'autant plus généreux, le pauvre peut attendre d'autant plus de lui que le degré d'exploitation du travailleur, que le revenu du riche est plus grand. Le pauvre, comme le domestique, profite de l'exploitation ; quelle raison aurait-il de la combattre ? Au commencement de la Réforme en Allemagne, quand l'Eglise catholique était haïe au plus haut point par toutes les classes, parce qu'elle les avait exploitées, ce furent des prolétaires de ce genre qui lui restèrent fidèles parce qu'ils en recevaient de plus

riches aumônes que des citadins avares et des paysans pillés.

Cette classe du prolétariat, le « Lumpenproletariat », ne s'est jamais opposée spontanément à l'exploitation. Mais il n'en est pas le rempart comme la soldatesque mercenaire. Lâche, sans idées, il abandonne sans hésiter ceux dont il vient d'empocher l'aumône dès qu'ils ont perdu richesse et pouvoir. Jamais il n'a pris la tête d'un mouvement révolutionnaire, mais à la moindre effervescence il est toujours prêt à pêcher en eau trouble. Il a contribué à donner le dernier coup à une classe prête à tomber. En général, dans une révolution, il s'est borné à la compromettre et à l'exploiter pour la trahir à la première occasion.

Le mode de production capitaliste a fortement accru le « Lumpenproletariat » ; il lui amène chaque jour de nouvelles recrues ; ce prolétariat spécial forme dans les grandes villes une partie importante de la population.

La fraction des petits bourgeois et des petits paysans qui est tombée au plus bas, qui doute de ses propres forces et cherche à se maintenir par des aumônes que lui jettent les classes supérieures, se rapproche beaucoup du « Lumpenproletariat » pour le caractère et les idées.

## IV. — *Les Origines du Prolétariat salarié.*

C'est parmi les petits paysans et les petits bourgeois que la production capitaliste encore naissante et, en particulier, la *grande industrie,* recrutèrent de préférence les forces de travail dont elles avaient besoin. Elles demandent moins des ouvriers *exercés* que des travailleurs *patients, incapables de se révolter,* susceptibles d'entrer passivement dans le mécanisme énorme que constitue une fabrique moderne, mécanisme qui ne peut fonctionner qu'à une condition, c'est que chacun des innombrables

rouages dont il se compose accomplisse avec exactitude et continuité les mouvements assignés. Comme à l'origine ce furent les fractions de la classe ouvrière se rapprochant le plus du « Lumpenproletariat » et même certaines portions de celui-ci qui fournirent la majorité des travailleurs de la grande industrie naissante, le traitement qu'elles tolérèrent détermina celui que les capitalistes voulaient imposer à leurs ouvriers. Le travail lui-même, dont les économistes et les moralistes bourgeois aiment tant à vanter la vertu moralisatrice, devint pour les prolétaires une cause d'abaissement et non de relèvement. Le peu de résistance des travailleurs permit aux capitalistes d'allonger à l'extrême le temps de travail. Nous avons vu, au chapitre II, quels motifs puissants poussaient la grande industrie à agir de la sorte. Quand il n'y est pas obligé, le capital n'accorde pas au prolétaire le temps de vivre, de s'instruire. Quand des bornes ne lui sont pas imposées, il laisse le travail se poursuivre jusqu'à épuisement. S'il subsiste encore une courte pause entre le travail et le sommeil, elle ne suffit qu'aux jouissances les plus fugitives, à l'ivresse que procurent l'alcool et les relations sexuelles. Le travail exercé en commun par des hommes et des femmes, des adultes et des enfants qui dans une humanité heureuse, libre, consciente de ses devoirs, aurait été la source, pour tous les intéressés, d'une émulation intellectuelle et d'un progrès moral supérieur, devint, dans la fabrique capitaliste, le premier moyen d'augmenter les dangers de la contamination de tous ses effets démoralisateurs et énervants, de permettre à la dépravation de faire des ravages plus rapides encore dans le prolétariat.

Il n'y a plus dès lors lieu de s'étonner qu'aux débuts de la grande industrie capitaliste, les prolétaires qui travaillaient se distinguassent si peu du « Lumpenproletariat ». L'exposé classique qu'a fait F. Engels de la situation des classes laborieuses en Angleterre dans la première dizaine d'années du siècle dernier, nous montre parfaitement à quel degré de criminalité, d'ivro-

gnerie et de saleté, corporelle et spirituelle, elles étaient tombées (1).

## V. — *Relèvement du Prolétariat salarié.*

Le terme de prolétaire semblait éveiller nécessairement l'idée de dépravation extrême. Il est encore des gens aujourd'hui qui professent cette opinion, et parmi eux beaucoup se croient très modernes. Cependant même à l'époque où le prolétariat laborieux avait extérieurement de nombreux traits communs avec le « Lumpenproletariat », un abîme séparait ces deux classes.

La dernière d'entre elles est toujours restée la même pour l'essentiel, chaque fois qu'elle s'est présentée sous la forme d'un phénomène général. Le « Lumpenproletariat » actuel de Berlin ou de Londres ne se distingue pas trop de celui qui vivait dans l'ancienne Rome. Par contre, le prolétariat moderne qui travaille est un phénomène tout particulier, inconnu de l'histoire antérieure.

La différence énorme, fondamentale qui distingue ces deux classes est la suivante : le « Lumpenproletariat » vit en parasite, le prolétariat laborieux forme au contraire une des racines de la société, c'est la source déjà la plus importante, et bientôt l'unique source où la société puise sa force. Le prolétaire qui travaille ne possède rien, mais ne reçoit pas d'aumônes. Loin d'être entretenu par la société, c'est elle qu'il entretient par son travail. A l'origine de la production capitaliste, le prolétaire sent encore qu'il est un pauvre. Dans le capitaliste qui l'exploite il voit un bienfaiteur, qui lui donne du travail et par suite du pain. Cette relation patriarcale plaît naturellement beaucoup aux patrons. Aujourd'hui encore, ils demandent à l'ouvrier en échange du salaire qu'ils lui

(1) Ce livre, fort important, fut publié pour la première fois en 1845.

payent, non seulement le travail convenu, mais encore la soumission et la reconnaissance.

Mais la production capitaliste ne peut subsister longtemps sans que s'évanouisse le beau côté patriarcal qu'elle avait à ses débuts. Si asservis, si bernés que soient les ouvriers, ils ne peuvent cependant que remarquer à la fin que ce sont eux qui gagnent le pain du capitaliste et que la réciproque n'est pas vraie. Tandis qu'ils restent pauvres ou le deviennent de plus en plus, le capitaliste ne cesse de s'enrichir. Et quand ils demandent aux fabricants, ces prétendus patriarches, un peu plus de pain, ils essuient un refus.

Le prolétariat qui travaille se distingue du « Lumpenproletariat » et des domestiques en ce qu'il ne vit pas de l'exploitation de l'exploiteur, il se distingue encore des serviteurs et des compagnons ouvriers (cf. ch. II) en ce qu'il ne vit ni ne travaille avec l'exploiteur ; toute relation personnelle entre le patron et l'ouvrier a disparu. Le prolétaire vit dans de misérables trous et construit un palais à son patron ; il souffre de la faim et prépare à son maître un repas somptueux. Il peine et s'exténue pour procurer à son exploiteur et à sa famille le moyen de tuer le temps.

L'opposition est tout autre que celle qui mettait aux prises les riches et les « petites gens », les pauvres de l'époque précapitaliste. Ceux-ci envient l'homme opulent qu'ils regardent avec admiration, c'est leur modèle, leur idéal. Ils voudraient être à sa place, être des exploiteurs comme lui. Il ne songe pas à supprimer l'exploitation. Le travailleur prolétaire, lui, n'envie pas le riche; il ne désire pas sa situation, *il le hait et le méprise.* Il le hait comme exploiteur, il le méprise comme parasite. Il ne hait d'abord que les capitalistes avec lesquels il a affaire, mais il reconnaît bientôt que tous tiennent la même conduite à son égard, et sa haine, personnelle à l'origine, se change en une hostilité consciente vis-à-vis de toute la classe capitaliste.

Cette hostilité contre les exploiteurs a caractérisé dès l'origine

le prolétariat. La haine de classe n'est nullement un effet de la propagande socialiste, elle s'est manifestée longtemps avant que celle-ci n'ait agi sur la classe ouvrière. Chez les domestiques et les serviteurs, chez les compagnons ouvriers, la haine de classe ne peut jamais être portée à ce degré. Etant données les relations personnelles existant avec le « maître », un sentiment semblable aurait rendu tout travail impossible aux travailleurs. Dans ces professions, les salariés entrent souvent en lutte avec leurs employeurs, chefs d'ateliers ou chefs de famille. Mais on se réconcilie toujours. Dans le mode de production capitaliste, les travailleurs peuvent nourrir l'hostilité la plus exaspérée pour les patrons sans que la production en soit troublée, sans même que ceux-ci s'en aperçoivent.

Cette haine est timide à l'origine, individuelle. S'il faut un certain temps pour que les prolétaires remarquent que ce n'est nullement la générosité qui pousse les fabricants à les employer, il faut plus de temps encore pour qu'ils trouvent le *courage* d'entrer ouvertement en conflit avec le « maître ».

Le prolétaire qui ne travaille pas est lâche et résigné parce qu'il se sent inutile et qu'aucune considération d'ordre matériel n'agit sur lui. A l'origine, le prolétariat qui travaille a les mêmes traits caractéristiques dans la mesure où il se recrute dans le « Lumpenproletariat » et dans les sphères qui en sont voisines. Il ressent bien tous les mauvais traitements auxquels il est en butte, mais il ne proteste contre eux qu'intérieurement ; il ferme le poing mais il le garde dans la poche. En outre, chez les natures particulièrement énergiques et passionnées, la révolte se traduit par des actes accomplis en secret.

La conscience de leur force et l'esprit de résistance ne se développent dans les fractions de la classe ouvrière dont nous parlons ici que quand elles arrivent à la conscience de la communauté des intérêts, à la *solidarité* existant entre leurs membres. Quand le *sentiment de solidarité* s'est éveillé, c'est alors que commence la

renaissance morale du prolétariat, le travailleur prolétaire se relève et quitte le bourbier du « Lumpenproletariat ».

Les conditions de travail dans la production capitaliste enseignent d'elles-mêmes au prolétaire la nécessité d'une étroite solidarité, de la subordination de l'individu à la collectivité. Tandis que dans la forme classique du métier, chaque individu fabrique un objet complet, l'industrie capitaliste repose sur le travail en commun, sur la *coopération*. Le travailleur individuel ne peut rien sans ses compagnons de travail. En se mettant à l'œuvre ensemble, systématiquement, ils doublent ou triplent la productivité de chacun d'entre eux. Le travail leur fait comprendre quelle force réside dans l'union, il développe chez eux une heureuse discipline, librement acceptée, qui est la condition première et d'une production coopérative, socialiste, et de la victoire du prolétariat dans sa lutte contre l'exploitation. La production capitaliste éduque donc la classe ouvrière qui l'abolira et lui enseigne le mode de travail qui convient à la société socialiste.

*L'égalité des conditions de travail,* plus peut-être encore que le travail en commun, éveille le sentiment de solidarité chez le prolétaire. Dans une fabrique, il n'y a pour ainsi dire pas de hiérarchie. Les situations élevées y sont généralement interdites à l'ouvrier, mais elles sont si peu nombreuses qu'elles n'entrent pas en ligne de compte pour la masse des travailleurs. Un petit nombre d'entre eux peut seulement être acheté avec ces places de faveur. La grande majorité est placée dans les mêmes conditions de travail et l'individu est incapable de les améliorer pour lui seul. Il ne peut relever sa situation que quand se relève celle de tous ses compagnons de travail. Les fabricants cherchent bien, il est vrai, à semer la division parmi les travailleurs en introduisant artificiellement des inégalités dans ces conditions. Mais le nivellement qu'impose la grande industrie moderne est trop puissant pour que de semblables expédients, travail aux pièces, primes, etc., puissent abolir chez les ouvriers la conscience de la solidarité de

leurs intérêts. A mesure que la production capitaliste se maintient plus longtemps, la solidarité prolétarienne se développe avec plus de puissance, elle s'implante plus profondément dans le prolétariat et en devient la caractéristique la plus saillante.

Il nous suffit de rappeler ici ce que nous disions plus haut des domestiques pour montrer la grande différence qui les distingue du prolétariat à ce propos. Mais le serviteur de famille, et même le compagnon ouvrier restent, sur ce point, inférieurs au prolétaire.

La solidarité entre compagnons ouvriers s'arrêtait à un moment que la solidarité entre prolétaires a dépassé. Chez les uns comme chez les autres, la solidarité ne se restreignait pas aux travailleurs employés dans une même exploitation. De même que les prolétaires, les compagnons étaient insensiblement arrivés à reconnaître que les travailleurs se heurtent partout aux mêmes adversaires, ont partout les mêmes intérêts. Ils ont créé des organisations nationales, s'étendant à tout le pays, à une époque où la bourgeoisie ne voyait pas plus loin que sa petite ville ou son petit Etat. Le prolétariat moderne est absolument international, dans ses sentiments et dans ses actes. Au milieu des luttes nationales les plus acharnées, des armements empressés des classes dominantes, les prolétaires de tous les pays se sont unis.

Nous trouvons déjà chez les compagnons même des commencements d'organisations internationales. Ils furent capables de dépasser les frontières nationales. Mais il est une limite qu'ils n'ont jamais pu franchir : c'est le métier, la *profession*. Le chapelier ou le chaudronnier allemand pouvait, dans ses voyages, trouver l'hospitalité chez ses collègues suédois ou suisses. Mais les cordonniers, les menuisiers de son propre pays restaient pour lui des étrangers. Sous le régime du métier, les professions étaient strictement délimitées. L'apprenti devait travailler pendant des années avant d'être admis au compagnonnage, et durant toute sa vie il restait fidèle à son métier. Si la corporation était

florissante, puissante, l'honneur en rejaillissait aussi sur le compagnon. S'il était jusqu'à un certain point en conflit avec son maître, il n'était pas moins en antagonisme avec les maîtres et les compagnons des autres métiers. A l'époque où le métier brillait de tout son éclat, les associations des différents métiers étaient engagées dans des luttes violentes les unes contre les autres.

La production capitaliste, par contre, fait un mélange bigarré des diverses professions. Dans une entreprise capitaliste, beaucoup d'ouvriers de métiers différents travaillent côte à côte, et coopèrent à un but commun. En outre, ce mode de production tend à faire disparaître la notion de métier. La machine diminue le temps d'apprentissage qui durait autrefois des années et le réduit à quelques semaines, souvent à quelques jours. Elle permet à l'ouvrier de passer sans trop de difficulté d'un travail à un autre. Elle l'y force souvent en rendant son concours inutile, en le jetant sur le pavé et en le forçant de se livrer à une autre occupation. La liberté dans le choix d'une profession que le philistin craint de perdre dans la « société future » a déjà perdu tout sens pour le travailleur actuel.

Dans ces conditions, il est facile au prolétaire de dépasser le point où s'arrêtait le compagnon. Pour le prolétariat moderne, la conscience de la solidarité n'est plus seulement internationale, elle s'étend à *toute la classe ouvrière.*

Il y a déjà existé dans l'antiquité et au moyen âge des formes différentes de salaire. Les luttes même entre salariés et exploiteurs ne sont pas un phénomène nouveau. Mais ce n'est que sous le régime de la grande industrie capitaliste que nous voyons se constituer une classe de salariés, très conscients de la communauté de leurs intérêts, qui subordonnent de plus en plus aux intérêts généraux de leur *classe,* non seulement leurs intérêts personnels, mais encore les intérêts locaux et même leurs intérêts professionnels là où il en subsiste encore. Ce n'est que dans notre siècle que les luttes des salariés contre l'exploitation prennent le

caractère d'une *lutte de classe*. C'est grâce à cette circonstance que ces luttes poursuivent un but plus large, plus élevé que la suppression d'inconvénients momentanés, c'est pour cette raison que le mouvement ouvrier devient un mouvement *révolutionnaire*.

Le concept de la classe ouvrière prend une extension de plus en plus considérable. Ce que nous venons de dire s'applique en premier lieu aux travailleurs prolétaires de la grande industrie. Mais de même que le capital industriel domine le capital en général, ainsi que toutes les entreprises économiques dans les nations capitalistes, de même les idées et les sentiments du prolétariat de la grande industrie dominent de plus en plus les idées et les sentiments des salariés. La conscience de la communauté générale de leurs intérêts s'éveille également chez les travailleurs de la manufacture et du métier. Ce phénomène se produit d'autant plus rapidement que le métier perd davantage son caractère primitif, se rapproche de la manufacture ou devient une industrie à domicile exploitée suivant les méthodes capitalistes.

Ces idées et ces sentiments sont de plus en plus partagés par les travailleurs des villes appartenant à des professions non industrielles, les employés de commerce, de transports, les employés d'hôtels et de lieux de plaisir. Les travailleurs agricoles eux-mêmes prennent de plus en plus de la communauté d'intérêts qui les rend solidaires des autres salariés, à mesure que la production capitaliste détruit l'ancienne exploitation patriarcale, et fait de l'agriculture une industrie exercée par des prolétaires salariés et non plus par des serviteurs appartenant à la famille du paysan. Enfin le sentiment de solidarité commence à se faire sentir même chez les artisans indépendants les plus misérables et, dans certaines circonstances, même chez les paysans. Les classes laborieuses se fondent de plus en plus en une *classe ouvrière* unique, unitaire, inspirée par l'esprit du prolétariat de la grande industrie qui ne cesse de voir accroître son nombre et son importance

économique. Les classes laborieuses sont de plus en plus pénétrées de l'esprit propre au prolétariat de la grande industrie, d'entente et de camaraderie, de discipline corporative et d'hostilité contre le capital. Et dans leurs rangs, se répand également cette soif de savoir, particulière au prolétariat et dont nous avons déjà parlé à la fin du chapitre précédent.

Ainsi, insensiblement, le prolétariat corrompu, méprisé, maltraité, devient une puissance historique devant laquelle les anciens pouvoirs commencent à trembler. Il est né une classe nouvelle, possédant une morale nouvelle, une philosophie nouvelle et grandissant chaque jour en nombre, chaque jour plus nettement limitée, chaque jour plus indispensable au point de vue économique, acquérant chaque jour plus de conscience et de jugement.

### VI. — *Conflit des tendances qui relèvent le prolétariat et des tendances qui le rabaissent.*

Le relèvement du prolétariat constitue un procès inévitable, d'une nécessité de nature. Mais il ne se poursuit ni pacifiquement ni régulièrement. Comme nous l'avons vu au chapitre II, les tendances propres au mode de production capitaliste aboutissent à rabaisser de plus en plus la population laborieuse. La renaissance morale du prolétariat ne peut donc se produire qu'*en opposition* avec ses tendances et avec leurs soutiens, les capitalistes. Elle n'est possible que parce que les réactions, les tendances antagonistes, créées au sein du prolétariat par les nouvelles conditions où il vit et travaille, se fortifient suffisamment. Mais les tendances propres au mode de production capitaliste varient extrêmement suivant les époques, les régions, les branches d'industrie. Elles dépendent de l'état du marché, du degré de la concurrence entre les entreprises particulières, du développement

du machinisme dans les industries considérées, du jugement des capitalistes sur leurs intérêts, etc., etc. Les tendances contraires, qui se font jour dans les différentes fractions du prolétariat, dépendent également des conditions les plus diverses, des habitudes et des besoins des classes de la population où se recrutent de préférence ces prolétaires ; du degré d'habileté ou de force qu'exige le travail dans la branche où ils sont employés, de l'extension du travail de la femme et de l'enfant, de la grandeur de l'armée industrielle de réserve, qui n'est nullement la même pour toutes les professions, de l'intelligence de l'ouvrier, et enfin de la dispersion ou de la concentration qu'amène le travail, etc.

Chacune de ces conditions est fort variable dans les différentes branches et dans les différentes couches de travailleurs ; elles sont de plus soumises à des modifications perpétuelles, la révolution technique et économique se poursuivant en effet sans interruption. Chaque jour de nouvelles régions, de nouvelles branches sont livrées par le capital à l'exploitation et à la prolétarisation. Chaque jour on crée de nouvelles branches de production, et chaque jour on bouleverse celles qui existent. Comme à l'origine du mode de production capitaliste, nous voyons aujourd'hui constamment de nouvelles couches de la population tomber dans le prolétariat, disparaître dans le « Lumpenproletariat », et d'autres en sortir. Chez les travailleurs prolétaires nous pouvons toujours observer un flux et un reflux, certaines de ses fractions s'élevant, d'autres s'abaissant, suivant que telles ou telles tendances arrivent à prévaloir.

Mais heureusement pour le développement ultérieur de la société humaine, il arrive dans ces différentes sphères un moment où les tendances qui favorisent leur relèvement l'emportent décidément. Quand dans une partie du prolétariat, ces tendances se sont montrées assez efficaces pour éveiller leur conscience, la conscience de classe, la conscience de la solidarité de tous leurs membres, de leur solidarité avec la classe ouvrière tout entière,

la conscience de la force qui résulte de leur entente ; dès qu'une de ces classes est arrivée à sentir qu'elle était économiquement indispensable, à se respecter soi-même, dès qu'elle s'est élevée à la conviction que la classe ouvrière marchait vers un avenir meilleur ; dès qu'un groupe de prolétaires en est venu à ce point, il est infiniment difficile de le faire retomber au rang de ces malheureux qui haïssent il est vrai mais ne peuvent s'accorder pour mener une lutte durable, qui cherchent l'oubli d'eux-mêmes et de leur avenir dans l'ivresse, qui puisent dans leurs souffrances non la fierté et l'esprit de révolte, mais la soumission craintive. Il est presque impossible d'arracher la conscience de classe à une fraction du prolétariat où elle s'est enracinée profondément. Les tendances du mode de production capitaliste peuvent donc se faire cruellement sentir, elles peuvent ruiner ces prolétaires *économiquement,* elles ne les ruineront pas *moralement.* Il faut alors que la pression soit si forte qu'elle aboutisse à la suppression complète de cette classe. C'est ce qui s'est produit pour certaines industries à domicile. Dans tout autre cas, la pression exercée amènera une réaction. Elle ne produira pas l'affaissement, mais l'exaspération. Le prolétaire ne tombera pas dans la canaille, il s'élèvera au rang de martyr.

## VII. — *La Philanthropie et la Législation protectrice du travailleur.*

Si chaque fraction du prolétariat était réduite à ses propres forces, pour la majorité d'entre elles, le procès de relèvement commencerait beaucoup plus tard, il serait encore plus lent, coûterait encore plus de souffrances qu'il ne le fait réellement. Plus d'un groupe prolétarien qui s'est conquis l'estime de tous, ne serait jamais arrivé sans appui à surmonter les difficultés inhé-

rentes à tous les débuts, et que l'on rencontre également quand il s'agit de sortir du bourbier où l'évolution capitaliste a plongé le prolétariat. L'appui vint de couches sociales plus élevées, des couches supérieures du prolétariat comme des classes possédantes.

A l'origine de la grande industrie capitaliste, cette dernière aide n'a pas été sans importance.

Au moyen âge, la pauvreté était si peu répandue que la bienfaisance publique (religieuse surtout) et privée siffisait à y remédier. Elle ne présentait pas de problèmes à résoudre. Si elle éveillait les réflexions, elle ne donnait naissance qu'à des considérations édifiantes. C'était un procédé pédagogique du bon Dieu. Ceux qu'elle frappait vivaient-ils dans le péché ? c'était un châtiment. Etaient-ils pieux ? c'était une épreuve dont leur foi devait triompher plus brillamment encore. Pour les riches, la pauvreté servait à exercer leurs vertus, champ d'exercice aussi nécessaire au salut de leur âme que la lice à la trempe de leur corps.

Mais quand le développement de la production marchande eut amené la dissolution de l'ancienne agriculture féodale, que l'émigration vers la ville des paysans disponibles eut commencé, et que dans les cités la « surpopulation », le chômage et le paupérisme se furent étendus, ce phénomène aussi nouveau qu'effrayant et dangereux attira l'attention de tout homme qui pensait et qui sentait. La charité en faveur au Moyen âge se montrait inefficace. La Réforme tarit encore la source principale des aumônes, l'assistance pratiquée par l'Eglise catholique. Secourir tous les pauvres fut une œuvre dépassant de plus en plus les forces de la société. Un nouveau problème se posa : la *suppression de la misère*. On apporta les solutions les plus diverses, variant avec l'intelligence et l'humanité des chercheurs, soit qu'on se contentât de la méthode commode consistant à supprimer la pauvreté en supprimant les pauvres (par le gibet ou la déportation), soit qu'on s'arrêtât à des projets mûrement élaborés de société nouvelle, communiste. Ces derniers trouvèrent bien une grande faveur

chez les hommes instruits, mais les méthodes commodes furent les seules auxquelles consentirent les divers pasteurs de peuple et les sages politiques. Cependant, à mesure que l'on frappait plus de prolétaires, la misère sévissait elle-même sur un plus grand nombre de personnes.

Mais insensiblement la question du paupérisme revêtit un autre aspect. Le mode de production capitaliste était né et commençait à s'étendre de plus en plus et à prédominer dans la société. Pour les penseurs de la bourgeoisie, le problème de la suppression du paupérisme cessa de se poser. La production capitaliste a pour base le prolétariat. Supprimer ce dernier, c'est rendre cette production impossible. La misère qui frappe la masse est le fondement de la masse de richesse de la classe capitaliste. Quiconque veut aujourd'hui remédier à l'absence de propriété de l'ouvrier sape les bases de la propriété elle-même; c'est un révolutionnaire, un ennemi de la société.

La pitié et la crainte agissent toujours, la misère, en effet, constitue un danger pour toute la société. Elle fait naître les épidémies, les crimes, au détriment des classes bourgeoises. Aussi, beaucoup de bourgeois, qui ont du jugement ou du sentiment, se sentent portés à faire quelque chose pour le prolétariat. Mais pour la grande masse des bourgeois, qui n'osent ou ne peuvent rompre avec leur classe, le problème ne consiste plus à *supprimer le prolétariat*, mais à *relever les prolétaires*. Ceux-ci doivent continuer à rester capables de travailler, ils doivent être contents, mais ils ne doivent pas cesser d'être des prolétaires complaisants. La philanthropie bourgeoise ne dépasse jamais cette borne.

Dans cette limite, la philanthropie peut naturellement se manifester sous les formes les plus diverses. La plupart de ses méthodes sont ou complètement inefficaces ou tout au plus susceptibles d'adoucir momentanément le sort de quelques individus. Mais quand, en Angleterre, dans les premières dizaines d'années de notre siècle, la grande industrie capitaliste, d'abord l'industrie

textile, fit ses débuts en faisant régner toute la terreur dont elle était capable, les philanthropes les plus avisés se convainquirent qu'il n'y avait qu'un moyen de s'opposer à la décadence des travailleurs de ce métier, c'était de protéger légalement au moins les catégories d'ouvriers les moins capables de se défendre : les femmes et les enfants.

Les capitalistes de la grande industrie ne formaient pas, comme aujourd'hui, une partie aussi importante des classes possédantes. Les membres de ces classes, qui n'étaient pas les capitalistes, avaient intérêt, pour diverses raisons, économiques et politiques, à restreindre le pouvoir des capitalistes sur les ouvriers : les grands propriétaires fonciers et les petits bourgeois, par exemple. On avait reconnu, de plus, que si cette limitation venait à manquer, la raison même de la propriété de l'industrie anglaise, la classe ouvrière, disparaîtrait. Cette considération devait rallier au système de la protection tous les membres des classes possédantes douées de jugement et se plaçant au-dessus de leurs intérêts momentanés. Enfin, l'intérêt particulier de quelques grands fabricants qui avaient le moyen de supporter facilement ces mesures et d'y adapter la production parlait également en faveur de ce nouveau régime. Leurs petits concurrents, qui ne se maintenaient que péniblement, grâce à une exploitation éhontée de l'ouvrier, devaient se réunir, en effet, grâce aux mesures de protection ouvrière. Néanmoins, et bien que dans la classe ouvrière se fût dessiné un mouvement puissant en faveur de la protection, il fallait soutenir des luttes acharnées pour obtenir les lois les plus timides et arriver à les perfectionner.

Cependant, quelque peu importantes que fussent les conquêtes au début, elles n'en constituaient pas moins, pour les catégories de prolétaires intéressés, un encouragement qui les tira de leur torpeur et développa chez elles les tendances favorables à leur relèvement. Avant même qu'on eût remporté la moindre victoire, les luttes qu'elle occasionna suffirent à montrer aux prolétaires

quelle importance ils avaient, combien ils étaient indispensables, quelle puissance ils représentaient. Ces luttes les réveillèrent, leur donnèrent la conscience, le respect de soi-même, mirent fin à leur désespoir et proposèrent à leurs efforts un but moins prochain.

Un autre moyen de relèvement de la classe ouvrière, préconisé également par la bourgeoisie, est l'*école populaire*. Les limites de notre étude ne nous permettent pas de nous étendre davantage sur cette question. Le moyen est puissant, on ne doit pas en méconnaître la valeur. Mais il s'agit de relever le prolétariat comme *classe* ; il est moins efficace qu'une sérieuse législation protégeant le travailleur.

A mesure que le mode de production capitaliste se développe et que la grande industrie fait disparaître les autres formes de production ou en modifie la nature, il devient de plus en plus nécessaire d'aggraver la législation de protection et de l'étendre non seulement à toutes les branches de la grande industrie, mais encore au métier, à l'industrie à domicile, et enfin à l'agriculture. Mais tandis que l'influence des capitalistes industriels prend de l'extension dans la société bourgeoise, les classes possédantes non-capitalistes, petits bourgeois et propriétaires fonciers se pénètrent de plus en plus d'idées capitalistes ; les penseurs, les hommes politiques de la bourgeoisie cessent d'être leurs guides et leurs conseillers pour devenir leurs champions, prêts à intervenir en faveur de chacun de leurs intérêts momentanés.

Les ravages que la production industrielle moderne exerce parmi les travailleurs qu'elle emploie sont si atroces que, seuls, les plus avides et les plus imprudents parmi les capitalistes et leurs amis, osent contester la légitimité d'une législation protectrice restreinte. Mais on ne rencontre chez les possédants que peu de partisans d'une protection plus étendue, de mesures comme la journée de huit heures, qui représente aujourd'hui ce qu'était la journée de dix heures, vers 1840, pour les ouvriers anglais. La philanthropie bourgeoise devient de plus en plus timide. Elle

laisse de plus en plus aux seuls ouvriers le soin de mener cette lutte. La lutte pour la protection de l'ouvrier devient de plus en plus une *lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie*. Sur le continent, où cette lutte a commencé beaucoup plus tard qu'en Angleterre, elle a eu ce caractère dès l'origine. Le prolétariat n'a pas à attendre, de la part des classes possédantes, un appui dans l'œuvre de son relèvement social. Il est réduit à ses propres forces, c'est-à-dire à celles de ses nombreuses fractions qui savent encore combattre, qui aiment encore lutter ou qui viennent d'acquérir ces qualités.

## VIII. — *Le Mouvement syndical.*

Des luttes entre salariés et exploiteurs ne constituent pas un phénomène nouveau. Nous en rencontrons déjà à la fin du moyen âge, dans les métiers, entre compagnons et maîtres, dès que ceux-ci, sous l'influence du développement de la production marchande et des moyens de communication, commencèrent à avoir des sentiments et des tendances capitalistes. Plusieurs d'entre eux cherchèrent, dès le XVe siècle, à augmenter le nombre des compagnons qu'ils employaient, au point de pouvoir vivre du labeur de ceux-ci, sans être eux-mêmes obligés de travailler personnellement. Ils tentèrent au moins de se réserver la part du lion. Il y a lieu de remarquer les efforts faits pour multiplier les jours ouvrables, restreindre les fêtes chômées, et demander même la liberté du travail dominical. Les maîtres cherchèrent à se séparer des compagnons, ceux-ci durent se contenter d'une nourriture inférieure, etc. Le lien des relations familiales était rompu. Enfin les maîtres commencèrent à se constituer en caste fermée. La maîtrise devint très difficile, parfois même impossible à obtenir par les compagnons qui n'étaient ni fils ni gendres de maîtres. Le

compagnonnage forma dès lors un état particulier et cessa de constituer un stade intermédiaire entre l'apprentissage et la maîtrise.

Les maîtres commençant ainsi à s'exercer au rôle de capitalistes, la conséquence naturelle fut que leurs relations avec les compagnons prirent un peu de l'acuité que l'on remarque dans l'antagonisme qui opposa plus tard les employeurs capitalistes et les prolétaires salariés. Mais les compagnons ne pouvaient être assimilés aux prolétaires résignés et abaissés de la grande industrie encore à ses débuts. Fiers et combatifs, non seulement ils parèrent tous les coups qui leur étaient portés, mais ils répondirent quand ils le purent par des coups encore plus rudes. Les villes étaient petites, aussi le nombre des compagnons appartenant à la même corporation était-il restreint dans chacune d'elles. Il leur était d'autant plus facile de s'unir qu'en général chaque métier était exercé dans la même rue. Le *travail* les séparait, ils travaillaient rarement plus d'un ou deux chez le même maître. Mais le travail ne remplissait pas toute leur existence. Le nombre des jours chômés dans l'année était légion. La vie en société jouait alors dans l'existence de chaque individu le même rôle que le travail, et cette sociabilité unissait les compagnons. Les chambres de cabaret étaient les centres de leurs organisations, le point d'origine des combats qu'ils livraient aux maîtres. Celui qui ne faisait pas cause commune avec ses collègues était mis à l'index. Les métiers étant strictement fermés, l'exclusion du compagnonnage dans une profession équivalait pour le compagnon à l'exclusion de la société tout entière. L'organisation compagnonnique d'une industrie comprenait donc la *totalité* des compagnons de celle-ci. L'armée industrielle de réserve était, peut-on dire, inconnue. Embaucher des ouvriers appartenant à d'autres corporations était impossible pour différentes raisons. Il n'est donc pas étonnant que la situation occupée par les compagnons vis-à-vis des maîtres fut relativement favorable. Les armes qu'ils

employaient étaient la grève et la mise à l'index et ces armes n'étaient pas épargnées. Nos partisans actuels des corporations qui rêvent de ressusciter le métier du moyen âge et se flattent de rétablir ainsi la paix entre patrons et ouvriers verraient leurs cheveux se dresser sur la tête si aujourd'hui, proportionnellement au développement de l'industrie, on chômait aussi fréquemment et avec autant d'opiniâtreté qu'on le fit dans les métiers importants au XV^e^ et au XVI^e^ siècles.

Ce ne fut que la constitution de l'Etat moderne qui permit de faire entendre raison aux compagnons. Le premier service d'ami qu'il rendit à la bourgeoisie fut de maintenir la classe ouvrière. C'est, du reste, encore un de ses principaux offices. Ce fut l'époque de la taxation des salaires (salaires maxima), de l'interdiction ou de la mise sous la surveillance de la police, de toutes les organisations de salariés. Cependant l'Etat ne réussit pas à venir complètement à bout des compagnons. Ils savaient, tout aussi bien que leurs adversaires, quelle puissance leur donnait la réunion de leurs forces et combien ils étaient faibles si l'organisation venait à leur manquer. Ils cherchèrent avec la plus grande ténacité. Quand on leur interdit des organisations publiques, ils en fondèrent de secrètes. Les châtiments, les traitements les plus redoutables furent suspendus sur eux. Mais rien ne réussit à rompre leur union. Les souffrances et les privations que la loi contre les socialistes imposa aux prolétaires allemands, bien que suffisamment graves, n'étaient que jeux d'enfants si on les compare à ce qu'eurent à subir les travailleurs au cours des derniers siècles. Ils ont cependant triomphé victorieusement de toutes les persécutions.

Quand commença à s'introduire la *manufacture* capitaliste, la majorité des ouvriers ne possédaient pas la même force de résistance que les compagnons. Comme nous l'avons déjà remarqué, dans la manufacture les différentes manipulations nécessaires à la fabrication d'un produit complet sont confiées à plusieurs

ouvriers d'où chacun n'a à accomplir qu'une ou plusieurs opérations relativement simples. Le temps d'apprentissage de l'ouvrier s'en trouve réduit et le travail des femmes et des enfants commence à s'introduire. De plus, sous le régime de la manufacture, les villes contiennent de grandes armées de travailleurs. Il est dès lors impossible qu'un travailleur connaisse personnellement les autres, ce qui était naturel chez les compagnons dans une petite ville du moyen âge. Ces derniers eurent également à souffrir du développement pris par les grandes villes, mais dans une moindre proportion ; à mesure en effet qu'ils voyaient leur nombre s'augmenter, les maîtres se multipliaient de leur côté et devenaient de moins en moins unis. Par contre, dans les exploitations capitalistes, de nombreux ouvriers se trouvent en présence d'un petit nombre de patrons qui peuvent s'entendre facilement.

De plus, le régime des corporations entravait le développement des manufactures dans les villes anciennes. Ces entreprises durent être établies là où les prescriptions corporatives ne les atteignaient plus, généralement en rase campagne, où les ouvriers étaient plus faciles à surveiller, ne trouvaient pas d'appui dans d'autres couches de la population laborieuse et ne pouvaient compter uniquement que sur le travail de la manufacture.

Enfin le temps dont disposaient les ouvriers pour se réunir entre collègues, moyen puissant d'union et par suite d'unité dans l'action, se trouva fort réduit, surtout par la suppression des fêtes chômées.

La manufacture rassemble bien dans le travail de grandes masses d'ouvriers et les force à travailler en commun. Mais les conséquences heureuses qui pouvaient en résulter pour l'entente des ouvriers furent en partie annihilées non seulement parce que les travailleurs se recrutaient dans les couches les plus diverses de la population, mais encore parce que les différents travaux étaient très diversement rétribués. Nous nous trouvons en présence de toute une hiérarchie parmi les travailleurs, semblables

en cela aux domestiques d'une grande maison. Il est vrai que l'ouvrier est rangé dans chaque catégorie suivant les travaux qu'il exécute dans la production, et non d'après la souplesse de son échine ; la hiérarchie ne développe donc pas chez lui la servilité, mais elle crée néanmoins de si grandes différences dans les intérêts des différents groupes d'ouvriers employés dans une même entreprise qu'ils ont peine à prendre conscience de leur communauté d'intérêts.

Cependant les ouvriers de la manufacture possèdent un grand avantage : si leur apprentissage est beaucoup plus court que dans le métier, leur travail exige pourtant une habileté de main, une dextérité qui ne peut être acquise que par un long exercice. Aussi n'est-il pas facile de les remplacer. Et si grand que soit le nombre de prolétaires sans travail, cherchant un emploi, au stade de l'évolution dont nous nous occupons ici, le chiffre des ouvriers manufacturiers exercés est encore faible. L'armée industrielle de réserve a en général une faible importance pour les travailleurs pendant cette période.

Mais la machine change tout cela : elle rend utilisables tous les sans-travail de l'industrie et jette sur le marché du travail quantité de femmes et d'enfants prolétaires. Nous avons vu quelle influence ce fait avait sur la force de résistance de l'ouvrier.

Depuis l'introduction du machinisme dans la production, le procès de transformation de toute l'industrie en industrie capitaliste se poursuit avec une rapidité peu commune. Mais les exploitations capitalistes ne deviennent pas immédiatement, dans toutes les branches de la production, des fabriques employant la machine. Dans bien des professions, dans la composition typographique par exemple, la manufacture s'est encore maintenue. Il y a même des branches d'industrie qui, même exploitées suivant le mode capitaliste, peuvent conserver pendant un certain temps les méthodes du métier, la couture par exemple, dans la mesure toutefois où

elle ne produit pas en gros. En général, l'exploitation capitaliste d'une profession, restée encore à la période du métier, ne provoque pas la naissance d'une grande industrie, mais d'une industrie naine, d'une industrie à domicile. Mais les travailleurs à domicile sont les moins susceptibles de résistance.

Dans le mode de production capitaliste, même quand prédomine la grande industrie exercée à l'aide de machines, subsiste une quantité, progressivement décroissante il est vrai, de branches qui ne peuvent se passer d'ouvriers exercés, s'étant acquis une certaine habileté professionnelle. La grande industrie elle-même crée une série de nouvelles branches, ou développe celles qui existaient déjà, branches qui supposent une force particulière, une dextérité ou des connaissances spéciales et qui n'ont à redouter ni la concurrence d'ouvriers non exercés ni celle des femmes et des enfants. Notre remarque s'appliquait et s'applique encore en grande partie à plusieurs industries consacrées à l'extraction ou à la mise en œuvre des métaux.

Le prolétariat employé se divise donc en deux grandes catégories : l'une supérieure, favorisée à divers titres par les circonstances, comprenant les ouvriers exercés ou *qualifiés* (en anglais, « skilled »). Au-dessous d'elle, nous trouvons la grande masse, journellement croissante des ouvriers, exerçant des emplois qui n'exigent pas des connaissances, des capacités ou une habileté préalables. Quelles que soient leurs facultés, leur savoir, leur dextérité, ils n'en sont pas moins rangés sous la rubrique d'ouvriers non exercés, *non-qualifiés* (unskilled). On les remplace facilement, on ne leur doit aucun égard, leur force de résistance est faible.

Aux travailleurs les mieux placés, aux ouvriers qualifiés est réservé l'honneur d'être à l'avant-garde dans la lutte pour le relèvement de la classe ouvrière. Ils forment les éléments les plus courageux, les premiers qui soient capables de résister au capital. Ils ont prouvé leur vaillance en de nombreux combats.

Leur situation présente mainte analogie avec celle des compagnons ouvriers. Souvent ils en ont conservé les traditions, les méthodes d'organisation et de combat du compagnonnage leur ont servi de modèle. Les nouvelles organisations ouvrières, destinées à la lutte économique, celles d'abord des ouvriers syndiqués, les *syndicats,* sont la continuation directe des anciens *compagnonnages,* au moins à l'origine du mouvement ouvrier ; souvent ils sont nés des survivances léguées aux salariés par les anciennes organisations corporatives.

La parenté originelle du mouvement syndical et du mouvement compagnonnique ne se manifeste pas seulement dans l'esprit et la force de résistance des syndicats. L'esprit corporatif se fait également jour d'un autre côté ; c'est la tendance à se constituer en caste fermée, à poursuivre uniquement des intérêts professionnels étroits, sans égard pour les intérêts généraux de la classe ouvrière. Dans certaines circonstances, cette disposition peut amener des syndicats composés de travailleurs syndiqués non seulement à négliger tous les devoirs de solidarité avec la classe ouvrière tout entière, mais encore à chercher à obtenir des avantages au détriment des autres travailleurs, en limitant par exemple le nombre des apprentis formés dans la profession. On diminue ainsi, il est vrai, l'offre de forces de travail dans une profession déterminée, mais ce n'est qu'au détriment des travailleurs des autres branches, qui n'ont pas la force nécessaire pour réaliser de semblables restrictions, si bien que des forces de travail de plus en plus nombreuses s'adressent à ces métiers.

D'ailleurs, il n'y a que quelques industries dont les membres organisés cherchent, en qualité d' « aristocrates » du travail, à se séparer de la « populace » et à se servir d'elle pour monter plus haut. Cela était vrai, en Allemagne, par exemple, de la majorité des compositeurs typographes, il y a quelques années encore. Mais en Angleterre, la totalité des ouvriers qualifiés s'est

séparée des travailleurs non-qualifiés. Autour des premiers se ralliaient encore les ouvriers des branches soumis à la loi sur les fabriques qui, par là même, jouissaient d'une situation privilégiée. Ces ouvriers, en meilleure position que les autres, formaient, il y a peu de temps encore, et forment actuellement, au moins pour une partie, une aristocratie ouvrière, distincte de la grande masse des prolétaires salariés.

Quand le mouvement syndical conduit à favoriser un esprit de caste, à séparer, pour des raisons aristocratiques, les travailleurs les plus heureux des autres, il ne contribue pas au relèvement de tout le prolétariat, considéré comme *classe,* il est même susceptible de l'*entraver* et de le *retarder.* Il constitue un moyen beaucoup plus efficace que les mesures brutales et stupides que se plaît à employer la sagesse politique traditionnelle. Par contre, les mesures dirigées contre les organisations de combat de la classe ouvrière contribuent puissammen à unir les ouvriers, qualifiés ou non, en une résistance unique à l'oppression.

Aujourd'hui, il n'y a plus que les sots et les plus ignorants des hommes d'Etat pour penser que l'on peut réduire le prolétariat par de semblables mesures. Les ennemis les plus redoutables de la classe ouvrière sont ceux qui, se présentant non en adversaires, mais en amis, cherchent, au moyen d'un mouvement syndical, entendu au sens que nous venons de dire, à diviser le prolétariat et à changer ses éléments les plus susceptibles de se défendre en oppresseurs de ses membres les moins énergiques. Ces faux amis de la classe ouvrière opèrent également en Allemagne, mais leur champ d'action se borne actuellement aux seules universités. Mais ils essayent d'avoir une influence sur les ouvriers. Par bonheur, les partis dominants sont trop bornés, les ouvriers allemands trop intelligents, les conditions économiques trop avancées pour que ces messieurs puissent causer des dommages durables.

Une catégorie d'ouvriers, favorisée par les circonstances, peut

s'exagérer son mérite et se séparer de la masse du prolétariat; mais, à la longue, il lui est impossible de se soustraire aux effets de l'évolution économique qui la poussent à faire cause commune avec l'ensemble de la classe ouvrière. Suivant l'intelligence de ces ouvriers, suivant le degré du développement économique de leur industrie, suivant le rôle qu'elle joue sur le marché intérieur et sur le marché international, il peut se passer plus ou moins de temps jusqu'à ce que leurs tendances aristocratiques disparaissent, mais, tôt ou tard, ce phénomène se produira dans chacune des catégories dont il s'agit.

Aucune industrie n'est assurée de ne pas être victime de cette révolution technique, qui remplace l'ouvrier exercé par le travailleur non-qualifié et met l'homme en concurrence avec la femme et l'enfant. Malgré toutes les limitations du nombre des apprentis, etc., le nombre des sans-travail croît dans chaque profession. Le nombre grandit de ces ouvriers exercés qui, parce qu'ils ne gagnent pas assez, doivent rester en dehors des organisations et peuvent être employés contre elles. Les travailleurs les plus strictement organisés, possédant les caisses les mieux remplies, sont obligés de reconnaître que la résistance aux effets déprimants du capitalisme, sans parler de leur suppression, est une œuvre trop considérable encore pour les organisations isolées. Il leur faut avouer qu'elles sont d'autant plus faibles que l'est l'ensemble du prolétariat ; d'autant plus fortes qu'il est plus puissant. Il leur faut comprendre qu'il est de mauvaise politique de vouloir se faire un marchepied de gens déjà enlizés, et qu'en voulant s'appuyer sur eux on ne réussit qu'à les embourber davantage. Il leur faut s'employer à se ménager un terrain solide s'ils veulent se relever et se maintenir. Mais ils ne le peuvent sans aider les couches profondes inférieures à sortir de l'abîme.

Ainsi, chacune des fractions aristocratiques du prolétariat en vient successivement à ne plus considérer les luttes qu'elle

soutient contre les exploiteurs comme des luttes particulières où il ne s'agit que de leurs intérêts particuliers, mais comme des parties de la grande lutte de classe que mène tout le prolétariat. Elles arrivent à reconnaître que les combats livrés par d'autres fractions du prolétariat ne leur sont nullement indifférents, que leur cause y est également en jeu, qu'elles ont donc le devoir d'y participer, d'y apporter leur aide et leur assistance là où elles le peuvent. Elles arrivent à comprendre que, quand la chose est possible, elles doivent également sauvegarder les intérêts de ces prolétaires, qui ne peuvent encore défendre leur peau par leurs propres moyens et sont encore en dehors du mouvement ouvrier.

Mais en même temps, les couches ouvrières composées de travailleurs non qualifiés s'élèvent successivement. Le spectacle des grandes luttes que mènent les ouvriers qualifiés réveille, encourage beaucoup de leurs frères non-qualifiés. Nous avons déjà remarqué un effet analogue à propos des campagnes en faveur de la protection légale des travailleurs. Toute une série d'autres causes amène, à la suite des circonstances favorables, une catégorie d'ouvriers à entrer dans le camp du prolétariat militant.

Les résultats économiques immédiats, obtenus au cours des luttes des prolétaires non qualifiés, sont en général minimes. Leur histoire est « une longue série de défaites, interrompue par quelques victoires isolées » (Engels). Mais semblables au géant Antée de la fable grecque, les prolétaires puisent de nouvelles forces dans chaque défaite. Quelle qu'en soit l'issue, c'est le combat lui-même qui relève moralement l'ouvrier. Il met en lumière, il fait prévaloir toutes les qualités qui, comme nous l'avons vu, caractérisent le prolétariat. Il hâte sa renaissance morale et sociale quand bien même il ne contribue pas à son relèvement économique, quand bien même il a pour effet d'empirer sa position.

C'est ainsi que se forme avec des prolétaires qualifiés on non qualifiés la fraction agissante de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier. C'est la partie du prolétariat qui milite pour les intérêts

généraux de sa classe, c'est son « *ecclesia militans* ». Cette fraction grandit au dépens des « aristocrates » du travail qui s'exagèrent leur importance et se renferment dans un étroit égoïsme, de la « populace » stupide, des classes inférieures du prolétariat salarié, végétant dans l'impuissance et le désespoir. Nous avons vu que les travailleurs prolétaires ne cessent de croître en nombre. Nous savons ensuite que ce prolétariat prend une importance de plus en plus grande vis-à-vis des autres classes laborieuses dont les conditions d'existence, les idées, les sentiments sont de plus en plus influencés par les siennes. Nous voyons maintenant que cette masse croissante de militant grandit non seulement absolument, mais encore relativement. Quelle que soit la rapidité avec laquelle s'étende le prolétariat, sa partie militante se développe encore plus vite.

*Le prolétariat militant forme, pour la démocratie socialiste, le terrain de recrutement de beaucoup le plus important et le plus fructueux.* Au fond, elle n'est que la fraction consciente de ce prolétariat. Celui-ci tend de plus en plus à se confondre avec la démocratie socialiste. En Allemagne et en Autriche, ils ne font plus qu'un.

## IX. — *La Lutte politique.*

De même que le prolétariat forme ses premières organisations de résistance sur le modèle des compagnonnages, de même, ses premiers moyens de combat sont, partout où il se présente en masse compacte, les mêmes que ceux qu'employaient les compagnons ouvriers : la *mise à l'index* (boycottage), et surtout la *grève*.

Mais le prolétariat ne peut se tenir à ces procédés. A mesure que les différentes catégories dont il se compose s'unissent en une classe ouvrière unique, ses luttes doivent prendre un *caractère*

*politique* ; car, comme nous le dit déjà le « manifeste communiste », toute lutte de classe est une lutte politique.

Les nécessités de la lutte purement économique forcent déjà les ouvriers à présenter des revendications politiques. Nous avons vu qu'à l'égard des salariés, l'Etat moderne considère comme un de ses devoirs principaux de rendre impossible leur organisation. Mais l'organisation secrète ne peut jamais être qu'un succédané insuffisant de l'organisation publique ; et l'observation est d'autant plus vraie que les masses que l'on doit réunir sont plus considérables. A mesure que le prolétariat se développe, il a davantage besoin de la liberté de s'unir, de la *liberté de coalition.*

Mais si l'on admet qu'il faut que le prolétariat constitue ses organisations aussi complètement que possible et s'en serve de la façon la plus efficace, cette liberté ne suffit pas à elle seule. Nous avons déjà fait observer combien il était facile aux compagnons de se rencontrer. Dans chaque ville, chaque profession en comptait un si petit nombre, concentré d'ailleurs souvent dans une même rue, qu'ils étaient constamment en relations personnelles. Une seule chambre de cabaret suffisait souvent à réunir tous les compagnons du même métier. Mais chaque ville formait, à elle seule, plus ou moins un tout économique. Les chemins étaient mauvais, les relations de ville à ville peu fréquentes. Les compagnons isolés qui voyageaient suffisaient largement, dans ces conditions, à maintenir les relations entre les organisations des diverses cités.

Aujourd'hui, dans les grands centres industriels, travaillent des milliers d'ouvriers, et chacun d'eux ne connaît personnellement que quelques camarades de travail, mais il reste étranger à la grande masse de ses collègues. Pour mettre ces masses en rapports, éveiller chez elles la conscience de leur communauté d'intérêts, les rallier aux organisations qui protègent leurs intérêts, il faut pouvoir leur parler librement, la *liberté de réunion* et la *liberté de la presse* sont indispensables. Les compagnons n'avaient

pas besoin de presse. Pour entretenir les rapports peu compliqués où ils vivaient, les relations verbales suffisaient. Mais actuellement il est impossible, sans l'aide de la presse, d'unir en organisations les masses énormes appartenant au salariat moderne, de les amener à une action commune.

Notre observation s'applique d'autant mieux que les moyens de transport modernes se développent davantage. La facilité des communications est une arme puissante pour les capitalistes dans leurs luttes contre les travailleurs. Elle leur permet par exemple de transporter rapidement, à de grandes distances, un nombre important d'ouvriers. Si un conflit survient entre employeurs et salariés, les premiers peuvent facilement remplacer ceux-ci par des forces de travail étrangères, si celles-ci ne sont pas en relations avec les travailleurs intéressés. Le développement des communications conduit donc nécessairement à unir les mouvements ouvriers locaux des travailleurs des différentes corporations en un mouvement unique embrassant tout le prolétariat militant d'un même pays et même de tous les pays civilisés. Mais cette concentration nationale et internationale des salariés a besoin d'une *presse* plus encore que l'œuvre d'organisation locale.

Aussi, partout où la classe ouvrière se met en mouvement, partout où elle s'essaie à relever sa situation économique, voyons-nous qu'à côté des revendications économiques elle pose également des revendications politiques, elle réclame la liberté de réunion, d'association, de la presse. Ces libertés sont des plus importantes pour la classe ouvrière ; elles font partie de ses *conditions d'existence,* absolument indispensables à son développement ultérieur. Elles apportent au prolétariat l'air et la lumière. Quiconque y porte atteinte ou veut détourner les travailleurs de les conquérir et de les développer doit être rangé parmi les ennemis les plus dangereux du prolétariat, quelle que soit d'ailleurs l'affection qu'il lui porte ou qu'il feint, qu'il s'appelle anarchiste ou socialiste chrétien. Il cause préjudice au prolétariat

comme ses ennemis déclarés ; peu importe qu'il agisse ainsi par malice ou par ignorance. On doit le combattre au même titre que les adversaires reconnus de la classe ouvrière.

On a cependant opposé la lutte économique à la lutte politique et proclamé qu'il était nécessaire que le prolétariat se consacre exclusivement à l'une ou à l'autre. En réalité, ces deux luttes sont inséparables. La lutte économique exige les droits politiques que nous venons d'énumérer ; ils ne tombent pas du ciel, pour les obtenir il faut déployer l'activité politique la plus énergique. Mais la lutte politique elle-même est en dernière analyse une lutte économique ; elle a souvent une cause économique directe, dans les questions de tarif, de protection ouvrière, etc. La lutte politique n'est qu'une forme particulière, la plus large et souvent la plus tranchante, de la lutte économique.

Il n'y a pas que les lois concernant particulièrement la classe ouvrière qui touchent à ses intérêts ; la grande majorité des autres dispositions légales l'intéressent également. Comme toute autre classe, la classe ouvrière doit s'efforcer d'acquérir une influence, une puissance politique, et de mettre à sa disposition le pouvoir public.

Dans les Etats *modernes,* deux voies permettent d'arriver à ce résultat : d'abord l'influence exercée sur le souverain. Sous les régimes absolutistes, c'était et c'est encore le seul moyen d'agir sur le gouvernement. Elle est réservée aux classes qui ont accès auprès du souverain pour gagner sa faveur, le placer sous leur dépendance ou se rendre utiles. Ces classes, la noblesse de cour, le haut clergé, les chefs de l'armée et de la bureaucratie, enfin les gens de la haute finance sont par suite les défenseurs naturels du gouvernement absolu.

Toutes les autres classes de la société ne peuvent, dans un Etat moderne, exercer cette influence que par l'intermédiaire d'un *parlement,* élu par elles, parlement qui fixe les conditions auxquelles les classes qu'il représente sont disposées à accorder la

contribution de la population à l'entretien de l'Etat. La faculté de *refuser l'impôt* est la base du droit de faire ou de repousser les lois, de renverser les ministères, droits consentis à tous les parlements qui méritent en réalité ce nom et ne se bornent pas à être le masque de l'absolutisme.

Il nous faut laisser de côté la législation directe par le peuple. Elle ne peut, du moins dans un grand Etat moderne, et c'est le seul que nous considérions ici, rendre le Parlement superflu ; elle peut, tout au plus, en corriger l'action dans certains cas isolés. Il est absolument impossible de lui laisser le soin d'élaborer toutes les dispositions législatives ; il n'est pas plus possible de lui confier le contrôle à exercer sur le gouvernement et, au besoin, de diriger ce dernier. Tant qu'existera l'Etat moderne, le centre de l'action politique sera toujours au Parlement.

La conséquence dernière du parlementarisme est la république parlementaire. Peu importe qu'elle conserve, à titre de décor, la royauté comme en Angleterre, ou qu'elle s'en passe. En fait, dans un pays gouverné réellement suivant la méthode parlementaire, le gouvernement est sous la dépendance complète du Parlement qui tient les cordons de la bourse, âme de tout Etat comme de toute entreprise moderne. Et un roi sans argent est encore plus mal en point qu'un roi sans pays.

Les efforts de toutes les classes qui ont une vie politique puissante, indépendante, et ne peuvent espérer arriver plus rapidement à leur but en influant personnellement le souverain, tendent, dans un Etat moderne, d'abord à augmenter le pouvoir du Parlement, puis à augmenter leur pouvoir dans le Parlement. Le pouvoir du Parlement dépend de la force et du courage des classes qui sont derrière lui, et de la force et du courage des classes auxquelles il doit imposer ses volontés. Le pouvoir d'une classe dans le Parlement dépend surtout du mode de suffrage. Les classes qui n'ont pas le droit de suffrage ne peuvent naturellement être représentées. Mais ce pouvoir dépend alors de la force et de

l'influence que cette classe exerce sur le cercle des électeurs et des qualités parlementaires dont elle est douée.

Les premiers points n'exigent pas de plus amples développements, nous consacrerons quelques mots au dernier. L'action parlementaire n'est pas le fait de tout le monde. Elle suppose une certaine habileté qui ne peut être acquise que par une longue pratique, surtout oratoire. Elle exige ensuite des vues générales, la faculté de saisir des questions d'intérêt national ou international. La population paysanne ainsi que la plus grande partie de la petite bourgeoisie ne répondent pas à ces conditions et ne peuvent participer à la vie parlementaire. Nous avons vu que le travail absorbe complètement les membres de ces classes. De plus, le travail les isole, sépare l'un de l'autre, limite les relations de chacun à un petit cercle. Leur horizon est naturellement fort limité, ils mesurent les questions de l'importance la plus générale par leurs besoins personnels, ou tout au plus locaux et momentanés. Leurs conditions d'existence ne les empêchent pas seulement de donner naissance à des politiciens parlementaires, elles leur interdisent encore de se réunir en partis nationaux compacts (nous voulons dire : de partis comprenant toute une classe dans toute l'étendue du pays). Elles forment des masses hétérogènes, dominées par l'opinion du jour. Non seulement elles sont incapables d'envoyer au Parlement des hommes sortis de leurs rangs, mais elles sont même impuissantes à imposer un contrôle sévère aux hommes de leur choix. Un artisan, un paysan authentique sont des merles blancs dans les Parlements. Quand les paysans ou les petits bourgeois veulent y être représentés, ils y envoient non l'un des leurs, mais un avocat ou un professeur, s'ils sont libéraux ; un grand propriétaire foncier, un prêtre ou un haut fonctionnaire s'ils sont conservateurs. Il est clair qu'un député de cette sorte, eût-il des intentions honnêtes, n'est pas le représentant le plus authentique des intérêts des artisans et des paysans. Mais souvent ses intentions sont rien moins qu'honnêtes. Une

fois au Parlement, il peut faire ce qui lui plaît, ses électeurs manquent de tout moyen d'agir sur lui. Tout au plus leur est-il possible de laisser de côté le traître aux prochaines élections, pour choisir un autre traître.

Il n'est pas étonnant que le parlementarisme ne soit pas en faveur chez les paysans et les petits bourgeois. Il en est tout différemment dans la bourgeoisie. Elle a en mains tous les moyens de défendre ses intérêts tant dans les luttes électorales que dans les débats parlementaires. Non seulement elle dispose de ressources suffisantes, elle possède encore dans ses rangs beaucoup de gens instruits, des hommes qui connaissent le monde, habitués à administrer de grandes organisations sociales, dont le métier est de connaître les lois, des orateurs, professeurs et avocats. A ce point de vue, aucune autre classe n'est parvenue à l'égaler ; elle a gouverné les Parlements jusque dans ces derniers temps, le parlementarisme a été pour elle le moyen le plus efficace, le plus conforme à sa nature de s'assurer le pouvoir dans l'Etat et d'utiliser politiquement la force des classes inférieures.

Le petit bourgeois radical, qui voudrait donner le coup de grâce au capitalisme, est donc disposé à voir dans le parlementarisme la raison principale qui maintient et perpétue l'asservissement des classes inférieures. Il ne veut pas en entendre parler et pense que c'est en se détournant complètement de lui qu'on peut renverser la bourgeoisie. Les uns demandent le remplacement complet du Parlement par la législation directe, les autres vont encore plus loin. Reconnaissant que, dans l'Etat moderne, politique et parlementarisme sont inséparables, ils condamnent toute action politique. La chose peut avoir une allure fort révolutionnaire, mais en fait c'est la faillite politique des classes inférieures.

Vis-à-vis du parlementarisme, le prolétariat occupe une situation plus favorable que les paysans et les petits bourgeois. Nous avons déjà vu que le mode de production moderne relève le prolétaire, éveille en lui la soif de savoir, l'intelligence de la

totalité des phénomènes, des questions d'une importance générale. Pour cette raison, comme homme politique, il est déjà supérieur au petit bourgeois et au paysan. Il lui est plus facile de comprendre les principes d'un parti, il incline à la politique de principe, il ne subit pas l'influence des opinions du moment, des intérêts personnels ou locaux. Les conditions d'existence où il se trouve le contraignent à s'unir en grandes masses avec ses camarades, à marcher d'accord avec eux. Ses conditions d'existence donnent naissance chez lui à une forte discipline qu'il demande, à son tour, à ses chefs, comme ceux-ci l'exigent de son côté. L'action en faveur des organisations prolétariennes et l'action dans leur sein est une excellente école parlementaire ; elle habitue aux formes parlementaires, crée des orateurs, des juristes, des organisateurs.

Le prolétariat est donc capable, et il l'a déjà montré, comme on le sait fort bien en Allemagne, de constituer un parti lui appartenant en propre, indépendant des autres classes ; jusqu'à présent, ni petits bourgeois ni paysans n'y ont encore réussi, et n'y réussiront pas. Il sait également exercer son contrôle sur ses représentants et leur faire servir ses intérêts (1). En outre, dans ses rangs, nous rencontrons de plus en plus des gens capables de le représenter avec succès au Parlement.

Quand le prolétariat, en temps que classe consciente, prend part aux luttes parlementaires, dans les élections et dans l'assemblée elle-même, le parlementarisme commence à changer de nature. Il cesse dès lors d'être un simple moyen de domination

---

(1) On opposera peut-être à cette affirmation la conduite des « députés ouvriers » anglais, qui ont si souvent trahi la classe ouvrière au Parlement. Mais ces messieurs ne doivent pas leur élection à l'influence de la généralité de la classe ouvrière, mais à celle d'une aristocratie du travail, corporative, arrogante, qui veut s'élever au-dessus du prolétariat. MM. Broadhurst et consorts n'ont jamais agi que conformément aux intentions de semblables commettants.

de la bourgeoisie. Ces luttes constituent précisément le moyen le plus puissant de secouer les couches encore indifférentes du prolétariat, de leur inspirer la confiance et l'espoir. Elles forment le moyen le plus puissant de fondre les différentes catégories de prolétaires en une classe unique ; elles sont enfin le moyen le plus puissant dont dispose le prolétariat pour agir sur le gouvernement et lui arracher les concessions qui peuvent l'être dans l'état des circonstances. Bref, ces luttes sont le levier le plus puissant pour faire sortir le prolétariat de son abaissement économique, social et moral.

Ainsi donc, non seulement la classe ouvrière n'a aucune raison de rester étrangère au parlementarisme, elle a, au contraire, tous les motifs de fortifier le Parlement au détriment de l'autorité publique, de fortifier sa représentation dans le Parlement. A côté du *droit de coalition* et de la *liberté de la presse*, le *suffrage universel* est la *condition* du développement du prolétariat.

## X. — *Le Parti ouvrier.*

La classe ouvrière n'est pas placée dans ces conditions dans tous les pays. Presque nulle part, elles n'ont une valeur suffisante. Presque partout, on tente de lui disputer ce qu'elle a déjà conquis. La classe ouvrière doit encore soutenir de longues luttes, consentir à de nombreux sacrifices, pour obtenir et défendre les droits politiques qui lui sont nécessaires.

Au début, la tâche était rendue plus facile au prolétariat par les dissentiments qui se produisaient au sein des classes possédantes. Les capitalistes industriels, les marchands, les propriétaires fonciers, les gens de la cour, les classes absolutistes, etc., étaient souvent en violent conflit. Dans ces conditions, chacune de ces catégories cherche, par de petites concessions, à gagner

des alliés. Souvent, après la victoire, l'allié est frustré de sa part de butin. Mais souvent aussi, un parti politique s'est vu obligé de consentir, à une classe inférieure, un droit politique important, pour lui permettre de rendre des services utiles à ce parti.

Les partis dominants ont fait très suffisamment appel au prolétariat. Ils l'ont traîné dans l'arène des luttes politiques. Tant qu'il n'était pas en possession d'une politique indépendante, on le tenait pour un simple « bétail » qui, comme les paysans et les petits bourgeois, consentait à devenir la suite de ses maîtres. En fait, il n'a que trop souvent rempli cet office.

Cependant, les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont trop opposés pour que les tendances politiques de ces deux classes puissent s'accorder longtemps. Dans tous les pays où règne le mode de production capitaliste, la participation de la classe ouvrière à la politique doit, à un certain moment, conduire à une rupture avec les partis bourgeois et à la constitution d'un parti indépendant, du *parti ouvrier*. La chose est naturelle et n'a pas besoin de plus ample explication après nos développements sur les intérêts, les tendances et les conceptions de ces deux classes.

Le degré de développement économique d'un pays qui détermine déjà l'extension, la force et l'unité du prolétariat fixe le moment où le prolétariat se décide à sauter le pas et à rompre le fil qui l'attache à la société bourgeoise dont il est sorti. Mais il existe en outre toute une série de conditions qui influent sur l'époque plus ou moins rapprochée où la classe ouvrière sera en possession de son indépendance politique. Notons-en deux : la compréhension des conditions politiques et l'attitude des partis bourgeois. Ces deux faits ont, en Allemagne, contribué particulièrement à séparer, au point de vue politique, les bourgeois des ouvriers ; ils ont favorisé cette division beaucoup plus dans notre pays que dans aucune autre grande puissance. Aussi, en Allemagne, le

parti ouvrier est, pour l'indépendance, fort en avance sur les mouvements ouvriers des autres nations.

Mais si différente que soit l'époque où, sous l'influence de ces conditions, le mouvement ouvrier des divers pays de production capitaliste se constitue en parti distinct, dans chaque nation, l'évolution économique amène nécessairement ce moment.

Tout parti politique doit se proposer comme but le pouvoir politique. Il lui faut s'efforcer de mettre l'autorité à son service, c'est-à-dire au service des intérêts de la classe qu'il représente. Il lui faut devenir le parti dominant dans l'Etat. En se constituant en parti politique, la classe ouvrière se fixe naturellement, nécessairement ce but, et, naturellement, nécessairement, l'évolution économique la conduit à ce but. Ici encore, comme pour la rupture des ouvriers avec les partis bourgeois, la date de cet événement ne dépend pas uniquement du degré du développement industriel, une série d'autres conditions nationales et internationales agissent de leur côté. Le mode de réalisation peut être fort différent. Mais il suffit d'avoir suivi l'évolution économique et politique de la société moderne pour être convaincu de la *nécessité absolue du triomphe final du prolétariat.* Tandis qu'il se développe, croît en force politique et morale, devient, économiquement, de plus en plus indispensable, tandis que la lutte de classe lui enseigne la solidarité et la discipline et élargit son horizon, tandis que ses organisations font des progrès incessants, sont de plus en plus compactes, tandis que dans la sphère du mode de production capitaliste il tend à devenir de plus en plus la puissante et bientôt l'unique classe laborieuse dont l'action commande à toute la société, les classes ennemies du prolétariat s'affaiblissent journellement, voient leur puissance morale et politique diminuer à vue d'œil et deviennent non seulement inutiles, mais nuisibles au progrès de la production qui, sous leur direction, tombe de plus en plus dans une irrémédiable anarchie et donne naissance à des situations de moins en moins tolérables.

En présence de ces événements l'hésitation n'est plus permise ; on voit de quel côté se rangera la victoire. Depuis longtemps, la crainte de leur fin prochaine a déjà saisi les classes possédantes. Elles ne veulent pas avouer le danger de leur situation. Elles cherchent à le nier, à s'étourdir. Elles s'aveuglent elles-mêmes pour ne pas voir l'abîme où elles se précipitent et ne remarquent pas que leur aveuglement précipite leur chute et la rend irrémédiable.

Mais le prolétariat, la dernière des classes exploitées — le « Lumpenproléariat » n'est pas exploité, faisant lui-même partie des classes parasites — ne peut utiliser le pouvoir qu'il aura conquis à faire peser l'exploitation sur d'autres épaules, à se faire exploiteur à son tour, à l'exemple des autres classes victorieuses. Il ne peut en user que pour mettre un terme à son exploitation, c'est-à-dire à toute exploitation. La raison de son exploitation est la propriété privée des moyens de production. Le prolétariat ne peut supprimer cette exploitation qu'en abolissant cette propriété. N'ayant pas de propriété, le prolétariat peut être gagné à la cause de cette abolition, mais, d'un autre côté, étant exploité, il est obligé de procéder à cette suppression et de remplacer la production capitaliste par la production coopérative.

Seulement, nous avons vu que, sous le régime de la production marchande, la production coopérative ne peut devenir la forme générale de la production. Pour remplacer d'une façon générale la production capitaliste par la production coopérative, il est indispensable de substituer à la production pour le marché, à la production marchande, la production pour la communauté, placée sous le contrôle de celle-ci. La *production socialiste* est donc la conséquence naturelle et nécessaire du triomphe du prolétariat. S'il n'est pas assez conscient pour se servir du pouvoir pour s'emparer des moyens de production et remplacer la production marchande, capitaliste, par la production socialiste, la logique des événements finira par établir cette dernière, après

beaucoup de fautes, d'erreurs et de sacrifices superflus, après un gaspillage inutile de forces et de temps. Mais la production socialiste s'établira, il faut qu'elle s'établisse. Sa victoire est inévitable dès que le triomphe du prolétariat sera assuré. Celui-ci doit s'efforcer d'user de son succès pour supprimer l'exploitation dont il est l'objet et il ne peut atteindre ce but qu'au moyen de la production socialiste. L'évolution politique et économique fournit dans les grandes entreprises, les trusts, les points de liaison, la transition à l'exploitation par l'Etat. Cette évolution poussera le prolétariat dans la voie du socialisme. Elle condamnera à l'échec les tentatives possibles faites par le prolétariat, vainqueur dans un pays, de suivre une autre direction. Le prolétariat finira par entrer dans la voie du socialisme, quand bien même il s'y sera montré peu enclin à l'origine.

Mais cependant rien ne fait prévoir que le prolétariat d'un pays quelconque adoptera cette attitude hostile quand il sera arrivé au pouvoir. Cela signifierait que, pour la conscience et l'intelligence des événements, il est resté encore un enfant, tandis que moralement, politiquement, économiquement, il est devenu un homme fait, capable de triompher de puissants adversaires et de leur imposer sa volonté. Une semblable disproportion n'est pas à craindre chez le prolétaire. Nous avons déjà, à plusieurs reprises, fait remarquer que, grâce à la machine, l'esprit théorique, la compréhension des grands problèmes et des grands buts qui dépassent la sphère des intérêts immédiats se font jour dans cette classe dès qu'elle s'est élevée au-dessus de son infériorité originelle. On les chercherait en vain dans les autres classes laborieuses et industrieuses qui l'ont précédée. Mais, en même temps, l'évolution économique de la société actuelle se poursuit avec une telle rapidité, se manifeste par des phénomènes collectifs si surprenants que l'ignorant lui-même les reconnaît dès qu'on attire son attention sur eux. On ne manque pas de le faire. L'intelligence de l'évolution et de tout le progrès économique est devenue

incroyablement profonde et large grâce aux travaux de *Karl Marx,* qui a continué et mené à terme l'œuvre entreprise par l'économie classique, bourgeoise.

Tout conspire donc pour rendre le prolétariat militant très accessible aux doctrines socialistes. Le socialisme n'est pas un message de malheur, c'est la bonne nouvelle, le nouvel Evangile. Les classes dominantes doivent reconnaître le socialisme sous peine de suicide moral. Le prolétariat y puise une nouvelle vie, de nouvelles forces, un nouvel enthousiasme, de nouveaux espoirs. Et il devrait rester indifférent ou même hostile à une doctrine semblable ?

Quand un parti ouvrier indépendant se constitue, il est obligé tôt ou tard d'adopter des tendances socialistes ; s'il ne les a pas à l'origine, il est condamné à devenir un parti ouvrier *socialiste, démocrate socialiste.*

Notre recrutement est donc exactement limité. En un mot, les conclusions de nos derniers éclaircissements sont les suivantes : ce sont les fractions militantes, politiquement conscientes du prolétariat industriel qui forment le support du mouvement socialiste. Et à mesure que le prolétariat exerce une influence plus considérable sur les classes qui lui sont voisines, agit plus efficacement sur leurs idées et sur leurs sentiments, elles tendent de plus en plus à entrer dans le mouvement socialiste.

La lutte de classe menée par le prolétariat a pour but naturel la production socialiste. Cette lutte ne peut prendre fin avant que ce but soit atteint. De même qu'il est certain que le prolétariat finira par devenir la classe dominante de l'Etat, de même la victoire du socialisme est assurée.

### XI. — *Le Mouvement ouvrier et le Parti socialiste.*

A l'origine, les socialistes ont reconnu le rôle que le prolétariat militant était appelé à jouer dans le mouvement socialiste. Ils ne le pouvaient naturellement pas tant qu'un prolétariat militant n'existait pas. Le socialisme est cependant plus ancien que la lutte de classe prolétarienne. Il date de l'apparition du prolétariat comme phénomène collectif. Il a cependant existé longtemps sans manifester une vie indépendante. L'origine première, l'unique source du socialisme était alors la *pitié* que les philanthropes des classes supérieures ressentaient pour les pauvres et les malheureux. Les socialistes étaient les plus hardis, les plus larges de ces philanthropes, ceux qui reconnaissaient ouvertement que la propriété privée des moyens de production était la raison d'être du prolétariat. Ils n'hésitaient pas à tirer les conséquences extrêmes de cette conviction. Le socialisme était l'expression la plus caractéristique, la plus profonde, la plus grandiose de la philanthropie bourgeoise. Il n'existait pas alors d'intérêt de classe que les socialistes pussent invoquer dans la lutte qu'ils menaient pour atteindre leur but. Ils ne pouvaient s'adresser qu'à l'enthousiasme et à la sympathie des idéalistes appartenant aux classes supérieures. Ils cherchaient à se les gagner d'une part en feignant sous des couleurs séduisantes la communauté socialiste, d'autre part en faisant des tableaux émouvants de la misère. Ce n'était pas en les combattant, mais en les convainquant pacifiquement que les riches et les puissants devaient être entraînés à fournir les ressources indispensables pour supprimer définitivement la misère et fonder une société idéale. Comme on le sait, les socialistes de cette époque ont attendu en vain les millionnaires et les princes dont la générosité devait sauver l'humanité.

Dans les premières dizaines d'années de notre siècle, le Prolé-

tariat a commencé à donner des signes d'une existence indépendante. Vers 1830, nous rencontrons déjà en France, et surtout en Angleterre, un mouvement ouvrier puissant.

Mais les socialistes ne le comprenaient pas. Ils n'admettaient pas que les prolétaires, pauvres, ignorants, grossiers, pussent atteindre cette élévation morale et cette puissance sociale nécessaires pour réaliser les aspirations socialistes. Ils ne ressentaient pas seulement de la défiance à l'égard du mouvement ouvrier. Il les gênait également. Il menaçait en effet de les priver d'un argument précieux. Les socialistes bourgeois ne pouvaient espérer que le philanthrope sensible reconnaîtrait la nécessité du socialisme que s'ils réussissaient à lui prouver que c'était l'unique moyen de remédier, même relativement, à la misère, que toute tentative de l'atténuer, de relever les non-possédants était vouée à un échec dans la société moderne et qu'il était impossible aux prolétaires de se tirer d'affaire par leurs propres forces. Seulement, le mouvement ouvrier partait d'hypothèses qui contredisaient cette manière de voir. Autre chose encore. La lutte de classe qui mettait aux prises prolétariat et bourgeoisie indisposait cette dernière. Les prolétaires, à l'aurore de leur puissance, se transformèrent de malheureux dignes de pitié qu'il fallait assister en serviteurs dévoyés qu'il fallait réduire. Le fondement principal du socialisme dans les sphères bourgeoises, la pitié pour les pauvres et les misérables commença à perdre tout crédit. Les doctrines socialistes elles-mêmes ne furent plus pour le bourgeois effrayé un amusement innocent, mais une arme fort dangereuse, tombée entre les mains de la masse, et pouvant, par suite, provoquer les plus grands malheurs. Bref, à mesure que le mouvement ouvrier voyait sa puissance s'accroître, la propagande socialiste devenait de plus en plus difficile parmi les classes dirigeantes, qui témoignaient d'une hostilité de plus en plus grande pour le socialisme.

Tant que les socialistes crurent que seules les classes supérieures pouvaient leur fournir les moyens d'atteindre le but du

socialisme, ils devaient non seulement considérer le mouvement ouvrier avec défiance, mais même entrer ouvertement en conflit avec lui. Ils devaient incliner à penser que rien n'était plus contraire à la cause du socialisme que la lutte de classe.

L'attitude hostile des socialistes bourgeois à l'égard du mouvement ouvrier ne resta pas sans influence sur la conduite de ce dernier à leur égard. La fraction du prolétariat qui poursuivait son relèvement ne trouvant non seulement aucun appui, mais encore de la résistance chez ces socialistes, dont les doctrines menaçaient de le décourager au lieu de l'enthousiasmer, la défiance et l'antipathie à l'égard de l'ensemble des doctrines socialistes ne se firent que trop faiblement jour chez les prolétaires, on ne se borna plus à combattre leur application aux luttes quotidiennes. L'ignorance et la pénurie d'idées qui régnaient encore dans les masses prolétariennes au début du mouvement ouvrier favorisèrent encore cette tendance. L'étroitesse de leur horizon leur permettait difficilement de comprendre le but final du socialisme. De plus, une conscience claire et profonde de la situation et des devoirs de leur classe leur faisait défaut. Elles étaient conduites par un obscur instinct de classe qui leur enseignait la défiance à l'égard de tout ce qui émanait de la bourgeoisie, le socialisme d'alors et la philanthropie bourgeoise en général.

Dans certaines fractions de la classe ouvrière, surtout en Angleterre, la défiance du socialisme s'était profondément implantée. Les suites de ce sentiment, aidées d'ailleurs par beaucoup d'autres causes, ont provoqué la répugnance que l'Angleterre a témoignée jusqu'il y a deux dizaines d'années pour les aspirations socialistes. Et cependant, le nouveau socialisme tient, à l'égard du mouvement ouvrier, une conduite toute différente de celle des utopistes bourgeois.

Cependant, quel que fût, à certain moment, l'abîme qui séparait le prolétariat et le socialisme, ce dernier répond si bien aux

besoins du prolétaire qui raisonne que, même quand les masses étaient hostiles au socialisme, les meilleurs esprits de la classe ouvrière se ralliaient volontiers à lui dès qu'ils avaient l'occasion de se familiariser avec ses doctrines. Sous leur influence, les idées des socialistes bourgeois subirent une transformation importante. Ils n'étaient tenus à aucun égard pour la bourgeoisie, qu'ils haïssaient et combattaient avec acharnement. Le socialisme pacifique des utopistes bourgeois qui voulaient sauver l'humanité par l'intervention des meilleurs éléments des classes supérieures se changea chez les ouvriers en un socialisme violent, révolutionnaire, que les prolétaires devaient réaliser de leurs propres mains.

Mais ce socialisme ouvrier primitif ne comprenait pas encore le mouvement ouvrier. Lui aussi était hostile à la lutte de classe, du moins sous sa forme la plus élevée, la lutte politique. Ses raisons étaient sans doute différentes de celles des utopistes bourgeois. Au point de vue scientifique, il lui était impossible de dépasser ces derniers. En mettant les choses au mieux, le prolétaire peut s'approprier une partie du savoir que la science bourgeoise constitue, et l'élaborer conformément aux buts qu'il poursuit et aux besoins qu'il ressent. Mais tant qu'il reste prolétaire, il manque des loisirs nécessaires et des moyens propres à élever le niveau que les penseurs bourgeois ont fait atteindre à la science. Aussi le socialisme ouvrier primitif devait-il revêtir tous les caractères essentiels de l'utopisme. Il ne soupçonnait pas l'évolution économique qui crée les éléments matériels de la production socialiste et, grâce à la lutte de classe, élève ce prolétariat destiné à s'emparer de ces éléments et à les développer en une nouvelle société. Comme les utopistes bourgeois, ces prolétaires croyaient qu'une forme de société est une construction que l'on peut édifier arbitrairement suivant un plan préalablement élaboré pour qu'on possède les moyens de le faire et le terrain nécessaire. Ces prolétaires utopistes, aussi énergiques et aussi hardis que naïfs, se flattaient de posséder la force d'élever cet

édifice. Il ne s'agissait pour eux de trouver que le terrain et les moyens indispensables. Ils n'attendaient naturellement pas un millionnaire ou un prince. C'était la *révolution* qui devait faire le nécessaire, ruiner l'ancien édifice, renverser les anciennes puissances et confier la dictature au novateur ou au petit groupe de novateurs qui avait trouvé le nouveau plan, dictature permettant au nouveau Messie d'élever la société socialiste.

La lutte de classe ne rentrait pas dans cette manière de voir. Les prolétaires utopistes étaient trop sensibles à la misère où ils vivaient pour ne pas souhaiter sa suppression immédiate. Eussent-ils même cru que la lutte de classe pouvait élever peu à peu le prolétariat, et le rendre capable de faire progresser la société, cette façon de procéder leur aurait paru beaucoup trop compliquée. Mais ils ne croyaient pas à ce relèvement. On était au début du mouvement ouvrier, les fractions du prolétariat qui y rentraient étaient faibles, et parmi ces quelques militants on ne rencontrait qu'isolément des gens susceptibles de se proposer une tâche plus grande que la défense de leurs intérêts du moment. Il semblait impossible de convertir la masse de la population à des idées socialistes. On ne pouvait attendre qu'un seul service de la masse. Une explosion de désespoir anéantissant l'ordre existant et ouvrant ainsi la voie au socialisme. A mesure que la situation du peuple empirait, le moment approchait, pensaient les socialistes ouvriers primitifs où elle deviendrait tellement intolérable qu'il anéantirait la superstructure sociale qui l'opprimait. Une lutte menée pour relever progressivement la classe ouvrière n'était pas seulement sans espoir, elle devenait foncièrement nuisible parce que les minimes améliorations que l'on pourrait obtenir momentanément rendraient l'ordre de choses existant plus supportable à la masse et retarderait ainsi la date de la révolte, de la ruine de la société actuelle et de la suppression définitive de la misère. Toute forme prise par la lutte de classe qui ne tendait pas au renversement immédiat et complet de l'ordre actuel, toute forme

efficace, sérieuse de cette lutte n'était alors, aux yeux de ces socialistes, rien moins qu'une *trahison envers la cause de l'humanité.*

Il y a déjà plus d'un demi-siècle que cette façon de penser s'est manifestée dans la classe ouvrière. Elle a trouvé son expression la plus géniale chez Weitling. Elle persiste encore aujourd'hui. Chaque fraction du prolétariat qui s'efforce d'entrer dans les rangs de la partie militante de la classe ouvrière y est prédisposée. On la rencontre dans les pays où le prolétariat commence à arriver à la conscience de sa situation, intolérable, imméritée, et cherche à se pénétrer de tendances socialistes sans cependant avoir encore une vue claire des conditions sociales et sans s'attribuer la force nécessaire pour mener d'une façon durable la lutte de classe. Comme des groupes de prolétaires ne cessent de sortir du bourbier où les tenait ensevelis l'évolution économique, que constamment de nouveaux pays deviennent la proie du mode de production capitaliste et de la prolétarisation, cette façon de penser propre aux premiers socialistes ouvriers peut renaître à chaque instant. C'est une maladie d'enfance qui menace tout mouvement socialiste et prolétarien encore trop jeune pour être sorti de l'utopisme.

On désigne aujourd'hui du nom *d'anarchisme* cet ensemble de conceptions socialistes, mais elles ne sont pas nécessairement liées à cette doctrine. Ne résultant pas d'une compréhension claire, mais d'une révolte instinctive contre l'ordre existant, ces idées sont compatibles avec les points de vue théoriques les plus différents. Toutefois, dans ces derniers temps, le socialisme brutal et violent des premiers prolétaires et l'anarchisme, souvent fort sentimental, délicat et pacifique du petit bourgeois s'accordent volontiers. Malgré de profondes différences, ces deux tendances ont un point commun, la haine contre la lutte de classe essentiellement lente, et surtout contre sa forme supérieure, la lutte politique.

Le socialisme utopique prolétarien comme le socialisme utopique bourgeois n'a pu résoudre l'antagonisme entre le socialisme et le mouvement ouvrier. La participation à la lutte de classe a bien été imposée par les circonstances aux utopistes prolétariens. Mais le peu de solidité de leurs théories n'a pas fait aboutir cette participation à une union du socialisme et du mouvement ouvrier ; elle a plutôt eu pour résultat d'effacer celui-là devant celui-ci. On sait que le mouvement anarchiste (nous désignons ici sous ce terme cet utopisme prolétarien), malgré son radicalisme apparent, a abouti tôt ou tard à un syndicalisme ou coopératisme antipolitique partout où il a entraîné des masses et où il est devenu une véritable lutte de classe.

## XII. — *La Démocratie socialiste. Union du Mouvement ouvrier et du Socialisme.*

Il fallait que le socialisme sortît des limites de l'utopisme pour que le mouvement ouvrier et le mouvement socialiste se réconcilient et se fondent en un mouvement unique. C'est à *Marx* et à *Engels* que revient l'honneur d'avoir accompli cette grande œuvre d'une importance historique universelle, en posant, dans leur « manifeste communiste » de 1847, les bases scientifiques du nouveau socialisme, du socialisme moderne, ou, comme on dit, de la démocratie socialiste. Ils donnèrent ainsi au socialisme son épine dorsale, en firent, du beau rêve de quelques enthousiastes bien intentionnés, un but sérieux ; ils démontrèrent qu'il était la conséquence naturelle de l'évolution économique. Ils dotèrent ainsi le prolétariat militant d'une conscience claire de son devoir historique. Ils lui permirent de marcher à son but le plus rapidement possible, avec le moins de sacrifices possible. Les socialistes n'ont plus pour tâche d'inventer librement la nouvelle société, mais

d'en découvrir les éléments dans la société actuelle. Il ne s'agit plus pour eux d'imposer au prolétariat le salut, mais de soutenir la lutte de classe en augmentant son jugement, en fortifiant ses organisations politiques et économiques pour qu'il atteigne rapidement et sans peine le moment où il sera capable de se sauver lui-même. *La tâche de la démocratie socialiste consiste à donner à la lutte de classe du prolétariat le plus de conscience et d'efficacité possible.*

Il n'est pas nécessaire ici d'analyser plus longuement la doctrine de Marx et de Engels. Tout notre livre est fondé sur elle, n'en est que l'exposé et le développement.

Cette doctrine confère à la lutte des classes un nouveau caractère. Tant qu'on ne lui a pas donné pour but la production socialiste, tant que les efforts du prolétariat militant ne dépassent pas les limites du mode de production actuel, la lutte de classe tourne dans un cercle, sans avancer ; sa lutte pour se ménager une existence plus satisfaisante ressemble au travail de Sisyphe. La lutte de classe, les avantages qu'elle conquiert ne peuvent supprimer les inconvénients de la production capitaliste, elle ne fait que les atténuer. La prolétarisation des classes moyennes se poursuit sans interruption, sans cesse des membres isolés ou des fractions entières des classes laborieuses sont jetés dans le « Lumpenproletariat » ; constamment la chasse au profit menace toutes les conquêtes des ouvriers les plus favorisés. Toute diminution du temps de travail obtenue à la suite de luttes économiques ou politiques occasionne l'introduction de machines qui économisent le travail en le rendant plus intensif. A chaque progrès des organisations prolétariennes répond un progrès des organisations capitalistes, etc. Il en résulte l'augmentation du chômage, les crises croissent en étendue et en profondeur, l'insécurité de l'existence devient de plus en plus grande, de plus en plus douloureuse. Le relèvement de la classe ouvrière, dû à la lutte de classe, est moins économique que moral. Les conditions économiques du prolétaire

s'améliorent en somme à la suite de la lutte de classe, mais lentement, faiblement — quand elles s'améliorent. Seulement, le respect de soi-même croît parmi les prolétaires ainsi que les considérations que lui témoignent les autres classes de la société. Ils se sentent les égaux des plus haut placés et comparent leur sort au leur. Ils commencent à avoir des exigences plus grandes pour eux-mêmes, pour leur logement et leurs vêtements, pour leur instruction, pour l'éducation de leurs enfants, etc. Ils prétendent participer à toutes les conquêtes de la civilisation. Ils sont de plus en plus sensibles à tout retour en arrière, à toute oppression.

Ce relèvement moral du prolétariat signifie le réveil, l'accroissement de ses « convoitises ». Elles augmentent beaucoup plus rapidement que ne peuvent le faire les améliorations de sa situation, compatibles avec le mode actuel d'exploitation. Tous ces progrès que les uns souhaitent, que d'autres redoutent de voir satisfaire les ouvriers doivent rester inférieurs aux prétentions des prolétaires, conséquences naturelles de leur relèvement moral. Le résultat de la lutte de classe ne peut être qu'un mécontentement croissant du prolétariat. Ce mécontentement est naturellement d'autant plus sensible là où son relèvement économique retarde le plus sur son relèvement moral. En fin de compte, la lutte de classe paraît inefficace, inutile quand elle ne dépasse pas les limites du mode de production actuel. A mesure qu'elle relève le prolétaire, celui-ci se voit plus éloigné du but de ses efforts, d'une existence décente, répondant à sa conception de la dignité humaine.

Seule la production socialiste peut mettre un terme à la disproportion entre les prétentions des ouvriers et les moyens de les satisfaire en supprimant l'exploitation et les différences de classes. C'est enlever toute base au mécontentement du prolétaire, provoqué par le luxe de ses exploiteurs. Cette cause ayant disparu, il va de soi que les ouvriers limiteront leurs prétentions et se contenteront de vouloir satisfaire leurs besoins dans la

mesure du possible, avec les moyens existants. Nous avons déjà vu combien la production socialiste augmente la puissance de ceux-ci.

Le mécontentement rongeur, les « convoitises » sont inconnues dans les sociétés communistes. Par contre, elles se font jour nécessairement quand il y a antagonisme des classes, exploitation, là où les exploités se sentent moralement égaux ou supérieurs à leurs exploiteurs. Quand une classe exploitée en est venue à ce point, ses « convoitises » ne prendront fin qu'avec la fin de l'exploitation.

Tant que la lutte de classe, menée par le prolétariat, s'opposait au socialisme, tant qu'il n'avait d'autre but que de conquérir, par des concessions, une situation plus satisfaisante pour la classe ouvrière dans les limites de la société actuelle, il lui était impossible d'atteindre son but. C'était une vis sans fin. Il en est tout autrement depuis que le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier se sont fondus : le but se rapproche à vue d'œil, toutes les phases de la lutte sont importantes, même celles qui n'ont pas des résultats pratiques immédiats, pourvu qu'elles favorisent la conscience et la considération du prolétariat, son homogénéité et sa discipline. Maintenant, plus d'une bataille perdue présage une victoire ; maintenant, chaque grève perdue, chaque projet de loi repoussé, qui auraient dû servir les intérêts du prolétariat, signifient un progrès vers le but, vers la conquête d'une existence vraiment humaine. Dès maintenant, il apparaît que toutes les mesures politiques et économiques, prises en vue du prolétariat, dénotant des tendances hostiles ou amicales, vouées à l'échec ou à la réussite, tournent à son profit dans la mesure où elles contribuent à son réveil, à son relèvement moral. A partir de maintenant, le prolétariat militant n'est plus une armée arrêtée qui ne conserve qu'avec peine les positions qu'elle a conquises. L'œil le moins perçant voit aujourd'hui qu'il est un conquérant irrésistible dont on ne peut arrêter la marche victorieuse.

### XIII. — *Caractère international de la Démocratie socialiste.*

L'Allemagne est le berceau du nouveau socialisme, fondé par Marx et par Engels. Ses deux fondateurs étaient Allemands ; leurs premiers disciples étaient Allemands. Les premières œuvres qu'ils éditèrent parurent en allemand. Ce seul fait montre, bien que ce ne soit pas la seule raison, que c'est en Allemagne que s'est opérée d'abord la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme ; que c'est en *Allemagne* que la *démocratie socialiste* s'est implantée d'abord — et par Allemagne, nous n'entendons pas ici le seul Empire allemand, mais tout pays habité par un grand nombre d'ouvriers parlant l'allemand.

Mais la démocratie socialiste ne s'est pas limitée à l'Allemagne. Les fondateurs du socialisme moderne ont reconnu, dès l'origine, le caractère international que le mouvement ouvrier actuel doit s'efforcer de revêtir et ont, dès le principe, cherché à donner à leur propagande une base internationale.

Les relations internationales sont naturellement liées au mode de production capitaliste. Son développement, le progrès qui lui fait dépasser la simple production marchande se rattachent étroitement à l'extension du marché mondial. Mais cette extension n'est rendue possible que par les relations pacifiques existant entre les différentes nations. Pour se développer, ce marché exige que le marchand étranger se trouve aussi protégé dans le pays où il commerce que dans le sien propre. Grâce au développement du négoce international, le marchand est placé très haut dans l'échelle sociale. Ses idées commencent à influer beaucoup sur la mentalité de la société. Mais le négociant a toujours été un élément instable : il n'a jamais changé de principe, *ubi bene, ibi patria* (Où je suis bien, où il y a profit, là est ma patrie).

Ainsi, à mesure que se développent le commerce international

et la production capitaliste, des tendances internationales se font jour dans la société bourgeoise ; on aspire à une paix éternelle entre les nations, à la fraternité des peuples.

Mais le mode de production capitaliste donne naissance aux contradictions les plus étranges. De même, ce régime tend à accroître à la fois l'égalité et l'inégalité, à abaisser le prolétariat au dernier point et à l'élever au rang de classe dominante, à doter l'individu de la liberté la plus complète et à l'asservir absolument, de même la tendance favorable à la fraternité des peuples s'accompagne de la tendance à aviver les antagonismes nationaux. Le commerce a besoin de paix, mais la concurrence crée la guerre. Si, dans chaque pays, les capitalistes individuels et les classes sont en état permanent d'hostilité, il en est de même entre les capitalistes et les classes capitalistes des diverses nations. Chaque peuple s'efforce d'étendre le débouché de ses produits et à évincer ses rivaux. A mesure que se développe le commerce international et que la paix universelle devient plus nécessaire, la concurrence devient plus sauvage et les dangers de conflit entre les nations plus grands. Plus les relations internationales deviennent intimes, et plus on réclame hautement l'isolement. Plus le besoin de paix est fort, plus la guerre menace. Ces contradictions, absurdes en apparence, correspondent parfaitement au caractère du mode de production capitaliste. Elles se trouvent déjà en germe dans la production marchande simple. Mais c'est la production capitaliste qui leur donne des proportions gigantesques et leur caractère insupportable. Elle excuse les tendances guerrières tout en rendant la paix indispensable : ce n'est là qu'une des nombreuses contradictions qui causeront sa perte.

Le prolétariat n'épouse pas la conduite contradictoire qui s'impose aux autres classes de la société actuelle. A mesure qu'il se développe et devient une classe indépendante, un fait se manifeste de plus en plus clairement dans les sphères les plus

différentes : des deux tendances opposées qui se font jour dans le mode de production capitaliste, une seule l'intéresse, l'autre le touche de moins en moins. Par exemple, le mode actuel de production provoque, d'un côté, la concentration des producteurs en grandes sociétés, en vue d'une action commune, et, d'un autre côté, une lutte exaspérée de tous les producteurs contre tous. La seconde tendance n'a aucun effet sur le prolétariat. Au lieu de l'opposition entre le *monopole* et la *concurrence,* qui épuise et divise la classe bourgeoise, nous ne trouvons que la première tendance, qui s'emploie à fortifier et à étendre la solidarité prolétarienne. La conséquence naturelle de cette « étroitesse de vues » est la suivante : manifestement, c'est la tendance à resserrer de plus en plus les relations internationales qui agit sur les prolétaires des différents pays. La tendance à l'*isolement,* aux *luttes nationales* perd toute efficacité sur leurs esprits.

En le privant de propriété, le mode de production capitaliste a séparé le travailleur de la glèbe. Il n'a pas de foyer fixe et, par suite, pas de patrie fixe. Comme le marchand, il adopte le principe: *ubi bene, ibi patria* (Ma patrie est où sont les meilleures conditions de travail). Les compagnons ouvriers avaient déjà commencé à pousser leurs voyages jusque dans les pays étrangers. Aussi, comme nous l'avons vu, jetèrent-ils les premières bases de relations internationales. Mais que sont ces déplacements si on les compare aux déplacements modernes qu'exige le développement actuel du commerce. Le compagnon ouvrier voyageait avec l'intention de revenir dans sa patrie ; le prolétaire moderne émigre avec femme et enfants pour rester là où il aura trouvé de meilleures conditions de travail. Ce n'est plus un touriste, c'est un nomade.

Comme le prolétaire, le marchand cherche lui aussi à ne plus être attaché à la glèbe, à s'établir là où il croit plus facilement défendre ses intérêts commerciaux. Mais il n'en perd pas pour cela toute relation avec sa patrie. Sa considération à l'étranger,

sa position, la faculté de faire librement des affaires et de flouer ses collègues étrangers dépendent en grande partie de l'importance et de la force de l'Etat auquel il appartient et qui le protège. Le marchand conserve donc, à l'étranger, l'idée nationale. En général, ces messieurs sont chauvins au dernier point. Ils sont les premiers à sentir l'importance qu'a la grandeur de leur patrie pour leurs intérêts.

Il en est autrement du prolétaire. Dans sa patrie, il n'a pas été gâté par la protection de ses intérêts. Généralement il n'a pas besoin à l'étranger, au moins dans les pays civilisés, de la protection de sa patrie. Au contraire, quand il se rend dans un pays étranger, c'est qu'il y trouve des lois et un gouvernement plus favorables aux ouvriers que dans sa propre patrie. Ses nouveaux compagnons de travail n'ont aucun intérêt à le priver de la protection des lois dans le cas où il en a le plus pressant besoin, contre ses exploiteurs. Leur intérêt leur demande au contraire de s'efforcer d'accroître la force de résistance de l'étranger vis-à-vis des patrons. La libération du prolétariat moderne est donc tout autre que celle du compagnon ou du négociant. Il devient un véritable citoyen du monde, l'univers entier est sa patrie.

Pour les ouvriers des pays qui jouissent d'une existence supérieure et de meilleures conditions de travail, où par suite l'immigration dépasse l'émigration, cet internationalisme cause de nombreux inconvénients et provoque même des dangers. Il est incontestable, en effet, que ces ouvriers qui occupent une situation élevée sont gênés dans leur lutte par la concurrence d'immigrants besogneux et sans force de résistance.

Dans certaines circonstances, cette concurrence, comme la rivalité des capitalistes appartenant à des nations différentes, peut envenimer les antagonismes nationaux, éveiller la haine nationale des travailleurs contre les prolétaires étrangers. Mais la lutte des nationalités qui dans les sphères bourgeoises est un phénomène constant ne peut être que passagère parmi les prolétaires.

Tôt ou tard, ceux qui sont obligés de reconnaître, sinon par une autre voie, du moins au prix de cruelles espérances, que l'immigration de forces de travail peu coûteuses, provenant de régions arriérées, dans des pays économiquement avancés, est aussi nécessairement liée au mode de production capitaliste que l'introduction des machines, du travail de la femme et de l'enfant dans l'industrie. Cette immigration ne peut pas plus être empêchée que ces deux derniers phénomènes.

Le mouvement ouvrier d'un pays avancé souffre encore à un autre point de vue de l'état arriéré des travailleurs dans les pays étrangers : le degré d'exploitation que tolèrent ces derniers fournit aux capitalistes de la première nation un excellent prétexte, et même une raison solide de résister aux efforts des prolétaires pour améliorer leurs conditions de travail au moyen de la législation ou de « libres » conventions.

D'une façon ou de l'autre, les ouvriers qui demeurent dans le pays comprennent que les progrès de leur lutte dépendent beaucoup des progrès de la classe ouvrière dans les autres pays. Si au commencement ils en ressentent quelque mauvaise humeur contre les travailleurs étrangers, ils finissent par se convaincre qu'il n'est qu'un moyen efficace de remédier aux effets néfastes du peu de développement de l'étranger : il faut mettre un terme à cette infériorité. Les ouvriers allemands ont les meilleures raisons de souhaiter que les travailleurs slaves et italiens obtiennent à l'étranger comme dans leur patrie des salaires plus élevés et des journées plus courtes, et, s'il est possible, ils doivent agir en ce sens. Les ouvriers anglais ont le même intérêt vis-à-vis des travailleurs allemands ou autres, les américains vis-à-vis des européens.

L'étroite dépendance où se trouve la lutte de classe menée par le prolétariat d'un pays à l'égard des luttes de classe des autres pays conduit nécessairement à une union étroite des fractions prolétariennes des différentes nations.

Les vestiges d'isolement national, de haine nationale, empruntés à la bourgeoisie par le prolétariat, disparaissent de plus en plus. La classe ouvrière se libère de plus en plus des préjugés nationaux. L'ouvrier apprend de plus en plus à reconnaître et à apprécier dans son compagnon de travail, quelle que soit d'ailleurs la langue qu'il parle, le compagnon de lutte, le camarade.

La solidarité internationale doit être naturellement des plus étroites entre les fractions du prolétariat des différents pays qui se sont proposé les mêmes buts et les poursuivent en employant les mêmes moyens.

Les auteurs du *Manifeste communiste* ont reconnu dès l'origine combien l'union internationale des luttes de classes prolétariennes était indispensable, si elles veulent dépasser certaines limites par leur but, leur force et leur largeur. Ce manifeste s'adresse aux *prolétaires de tous les pays* et se termine par cet appel : « Unissez-vous ». L'organisation qu'ils avaient ralliée aux principes du manifeste était internationale. C'était la « *ligue des communistes* ».

Les suites de la défaite des mouvements révolutionnaires de 1848 et de 1849 mirent fin à cette ligue. Mais, avec la renaissance du mouvement ouvrier de 1860 à 1870, elle reparut sous la forme d'*Association internationale des travailleurs* (fondée en 1864), dont Marx était encore l'âme. Elle avait pour tâche non seulement de réveiller le sentiment de solidarité chez les prolétaires des différents pays, mais encore de leur donner un but commun et de leur ouvrir une voie commune pour l'atteindre. Elle a accompli largement la première partie de sa tâche ; elle a échoué en partie dans la seconde. L' « Internationale » devait amener l'union du prolétariat militant et du socialisme moderne dans tous les pays. Elle déclarait que l'émancipation des prolétaires ne pouvait être l'œuvre que des prolétaires eux-mêmes ; que le mouvement politique n'était qu'un moyen d'atteindre ce but ; que l'émancipation du prolétariat était impossible tant qu'il

dépendrait des monopolisateurs des moyens de production, des sources de la vie. Dans l'Internationale même s'éleva une opposition d'autant plus forte qu'il devenait plus clair qu'elle aurait pour effet d'établir la démocratie socialiste. Tous les partisans, relativement si nombreux il y a encore 30 ou 40 ans, de l'utopisme bourgeois, petit bourgeois et prolétarien, ainsi que les représentants du syndicalisme exclusiviste d'une aristocratie ouvrière, se détachèrent de l' « Internationale » dès qu'ils s'aperçurent quel était son but. La chute de la commune de 1871 et les persécutions exercées par le pouvoir dans les différents pays du continent précipitèrent sa fin.

Mais la conscience de la solidarité qu'elle avait répandue ne périt pas.

Depuis, les idées du « Manifeste communiste » ont conquis le prolétariat militant de toute l'Europe (et des fractions du prolétariat hors d'Europe). Partout, la fusion de la lutte de classe avec le socialisme moderne s'est déjà accomplie ou va l'être rapidement. Les bases, les buts, les moyens de la lutte de classe prolétarienne tendent de plus en plus à devenir partout les mêmes. Il en résulta un contact de plus en plus intime avec les mouvements ouvriers socialistes des différents pays. La conscience internationale devint de plus en plus puissante et il suffit d'une impulsion étrangère pour donner à ce fait une expression sensible.

C'est ce qui s'est produit, comme on le sait, à l'occasion du centenaire de la prise de la Bastille, au congrès international de *Paris* (1889). Les congrès internationaux suivants ont permis de renforcer encore les liens de solidarité internationale qui se manifestent d'ailleurs, chaque année, dans la *Fête du Premier Mai*. Ce ne sont plus des penseurs, des enthousiastes isolés qui se rencontrent dans ces congrès, comme dans le congrès de la paix, où fréquentent les bourgeois : ce sont les représentants, les interprètes de centaines de mille, de millions de travailleurs,

hommes ou femmes. Chaque célébration du Premier Mai montre de la façon la plus émouvante que ce sont les *masses* de la population laborieuse qui, dans tous les centres de la vie politique et économique, dans tous les pays de civilisation moderne, ont conscience de la solidarité internationale du prolétariat, protestent contre la guerre et déclarent que les antagonismes prétendus nationaux ne sont plus des antagonismes qui opposent les peuples, mais mettent simplement aux prises les exploiteurs.

L'histoire du monde n'a pas encore vu un semblable passage de l'abîme qui sépare les différentes nations, une semblable fusion internationale des classes les plus nombreuses. Cet événement paraît d'autant plus grandiose, parce qu'il s'accomplit dans l'ombre des armements militaires qui, de leur part, présentent un spectacle que jusqu'ici l'histoire du monde n'a pas encore vu, armements, dont les frais pour l'Europe sont inexprimables.

En vue de ces armements, la Démocratie socialiste a le double devoir d'accentuer énergiquement son point de vue international.

## XIV. — *La Démocratie socialiste et le Peuple.*

Nous avons déjà exposé dans le chapitre précédent que le prolétaire ne doit pas redouter la victoire du parti socialiste. Bien au contraire, cette victoire sert ses intérêts. Elle signifie, en effet, la fondation d'une société qui délivre de l'exploitation et de l'oppression, assure la sécurité et le bien-être, non seulement aux salariés, mais encore aux travailleurs indépendants de la petite industrie.

Mais la démocratie socialiste ne représente pas seulement les intérêts des « petites gens » dans l'*avenir,* mais encore dans la *société actuelle.* Le prolétariat, dernière classe des classes exploitées, ne peut se délivrer de l'exploitation et de l'oppression

qu'en supprimant toute exploitation, toute oppression. Il en est donc l'ennemi juré, quelle que soit la forme qu'elles revêtent ; il est le champion de tous les exploités et de tous les opprimés.

On dit, il est vrai, que la démocratie socialiste compte sur le progrès de l'évolution. La production socialiste aurait pour condition le remplacement aussi complet que possible de la petite industrie par la grande industrie. La démocratie socialiste aurait donc intérêt à la disparition de la petite industrie, à la disparition du petit artisan, du petit commerçant, du petit paysan. Il lui faut hâter leur ruine, elle ne peut donc servir leurs intérêts.

Voici ce qu'il faut répondre à cette objection. Ce n'est pas la démocratie socialiste qui fait l'évolution économique. Si la petite industrie se voit évincer par la grande, cette transformation est accomplie sans son aveu par la classe capitaliste. Sans doute, elle n'a aucune raison de s'opposer à la marche de l'évolution. Mais vouloir arrêter l'évolution économique ne signifie nullement représenter réellement les intérêts des petits paysans et des petits bourgeois. Toutes les tentatives faites en ce sens doivent échouer ; fussent-elles efficaces, elles ne pourraient que nuire et non servir. Ce n'est nullement représenter les intérêts des artisans et des paysans que de leur faire espérer des mesures capables de redonner de la vie à leurs petites industries. C'est plutôt éveiller en eux des illusions qui ne pourront jamais se réaliser et les détournent du meilleur moyen de défendre leurs intérêts.

Mais si la disparition de la petite industrie est inévitable, on peut éviter qu'elle se poursuive au milieu des catastrophes qui l'accompagnent ordinairement aujourd'hui. Nous avons vu que la ruine d'une petite industrie n'est que le dernier acte d'un long drame, dont le début ne contenait que la mort lente et douloureuse du petit producteur indépendant. Mais la démocratie socialiste n'a pas le moindre intérêt à la disparition des petits bourgeois et des petits paysans. Elle a le plus grand intérêt au contraire à ce qu'elle ne se produise pas. En effet, plus les sphères où se recrute

le prolétarait sont en décadence, et plus il est difficile de relever ces recrues, de les rendre capables d'entrer dans les rangs du *prolétariat militant,* de les y déterminer. C'est de l'extension de celui-ci, non du prolétariat tout entier que dépendent le développement et la force de la démocratie socialiste. Moins le paysan et l'artisan ont d'exigences, plus ils s'accoutument à un travail indéfini, et plus ils se montrent incapables de résistance dès qu'ils sont tombés dans le prolétariat. Ils portent d'autant plus préjudice par leur concurrence aux travailleurs mieux placés. Les mêmes raisons qui provoquent la solidarité internationale des travailleurs, conduisent en partie à une solidarité du prolétariat pour toutes les classes où il se recrute, solidarité qui, à la vérité, du moins jusqu'à présent, n'a été ressentie et exercée que par les prolétaires.

Sans aucun doute, quand les petits paysans et les petits bourgeois cherchent à se maintenir aux dépens des prolétaires, en exploitant sans mesure les apprentis ou en empêchant l'organisation des travailleurs à leur service, ils se heurtent à une résistance énergique du prolétariat et de la démocratie socialiste. Par contre cette dernière intervient de la façon la plus décidée en faveur d'une série de mesures susceptibles d'améliorer et d'alléger considérablement la situation du petit bourgeois et du petit paysan tout en ne nuisant pas au prolétariat, en le servant au contraire.

Aider les artisans et les paysans comme *producteurs* en conservant leurs modes d'exploitation arriérés est impraticable. Cette œuvre est en contradiction avec la marche de l'évolution économique. Il est également impossible de les élever tous, ou d'en élever une partie au rang de capitalistes. On ne peut soulager la masse de ces travailleurs que comme *consommateurs.* Mais ce sont précisément les partis qui semblent les plus favorables aux artisans et aux paysans qui les grugent le plus en cette qualité. Les charges qu'ils leur imposent sont réelles, sensibles. Le relèvement de la petite industrie que l'on poursuit n'est en réalité qu'une feinte.

Non seulement l'amélioration du sort du petit bourgeois et du petit paysan comme consommateur n'est pas en contradiction avec l'évolution économique ; c'est au contraire un moyen de la précipiter. Non seulement ce relèvement est possible, mais il faut le poursuivre pour cette raison, sans parler d'autres motifs qui ont leur source dans des considérations rationnelles ou la sympathie que l'on éprouve pour les malheureux paysans et petits bourgeois, condamnés à disparaître. A mesure que s'améliorent leur situation comme consommateurs, leurs conditions d'existence, que leurs besoins matériels et spirituels s'accroissent, que leur intelligence s'ouvre, ils cessent de prétendre continuer la lutte contre la grande exploitation en lui faisant la concurrence de la faim, abandonnent ce combat sans espoir et vont renforcer les rangs du prolétariat, sans tomber dans la classe inférieure des prolétaires soumis, sans résistance, sans besoins. Ils entrent dans les rangs des prolétaires militants, « exigeants », conscients, et hâtent ainsi leur victoire.

Ce triomphe ne sortira pas de la démoralisation, comme beaucoup l'ont cru, ni de celle de la petite bourgeoisie et des paysans, ni de celle du prolétariat. La démocratie a toutes les raisons de combattre la démoralisation d'un côté comme de l'autre, et elle le fait dans la mesure de ses forces. Fortifier la démocratie socialiste est de l'intérêt non seulement des seuls salariés, mais encore de tous les membres de la société qui vivent de leur travail et non de l'exploitation.

La petite bourgeoisie, les petits paysans n'ont jamais été en situation, sous le régime de l'Etat moderne, de défendre par leurs propres forces leurs intérêts contre les autres classes. Aujourd'hui, ils le peuvent moins que jamais. Pour les protéger, il leur faut s'unir avec une ou plusieurs autres classes. Leurs instincts, développés par la propriété privée, les poussent dans les bras des partis bourgeois, les invitent à s'allier avec un des divers groupes des classes supérieures, dirigeantes. Les partis bourgeois, de

leur côté, recherchent cette alliance, en partie pour des raisons politiques parce qu'ils voient dans la petite bourgeoisie le « bétail » électoral dont ils ont besoin, en partie pour des motifs plus profonds. Ils savent en effet fort bien que la propriété privée des petits paysans et des petits industriels est l'appui le plus solide de la propriété privée en général, et par suite de l'exploitation qu'ils exercent. Le *bien-être* des « petites gens » leur est tout à fait indifférent. Ils ne demandent qu'à les gruger comme consommateurs. Qu'ils succombent, pourvu que la petite exploitation qui les retient dans les limites de la propriété privée ne disparaisse pas complètement. Tous ces partis sont d'ailleurs intéressés à l'extension de l'exploitation capitaliste, et, par suite, au progrès de l'évolution économique. Ils *désirent* maintenir le paysan et l'artisan, ils le lui *promettent*, mais, en *fait*, ils font tout ce qu'ils peuvent pour étendre le domaine de la grande industrie et écraser la production du paysan et de l'artisan.

Le rapport entre la démocratie socialiste et le travailleur indépendant de la petite industrie est tout autre. Notre parti ne peut sans doute intervenir en faveur du maintien de la petite exploitation, mais en réalité il n'a rien à en redouter. Ce ne sont pas les prolétaires, ce sont les capitalistes et les grands propriétaires fonciers qui exproprient paysans et artisans. La victoire du prolétariat est le seul moyen de mettre un terme à ces évictions. Comme *consommateurs*, les travailleurs indépendants ont les mêmes intérêts que les prolétaires. Aussi ont-ils toutes les raisons de s'unir à ceux-ci, de se rallier à la démocratie socialiste pour défendre ainsi leurs intérêts.

On ne doit pas s'attendre à ce que les petits bourgeois arrivent rapidement à cette conviction. Mais les paysans et les artisans ont déjà commencé à déserter les rangs des partis bourgeois, désertion d'une espèce toute particulière ; ce sont en effet les éléments les plus courageux, les plus énergiques qui jettent les premiers le fusil aux orties, non pour fuir le combat, mais pour

quitter une lutte mesquine qui ne peut assurer qu'une misérable existence et participer au combat gigantesque, universel, dont la fondation d'une nouvelle société est le but, société dont tous les membres partageront les conquêtes de la civilisation moderne, participer au combat pour la libération de toute l'humanité civilisée, de toute l'humanité en général que l'ordre social actuel menace d'écraser.

A mesure que le mode de production existant devient plus misérable, que l'heure de la banqueroute se précipite, que les partis dominants se montrent plus incapables de remédier aux vices effroyables de l'ordre actuel, que ces partis abandonnant toute tenue, tout principe, se réduisent à une clique de politiciens intéressés, les membres des classes non prolétariennes qui se joignent à la démocratie socialiste sont de plus en plus nombreux et, côte à côte avec le prolétariat, suivent son drapeau dans sa marche irrésistible vers la victoire et le triomphe.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

IMPRIMERIE *L'UNION TYPOGRAPHIQUE*
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (S.-ET-O.)

*L'UNION TYPOGRAPHIQUE*
Imp. coop. ouvr.




Villeneuve-Saint-Georges
Téléph. 32